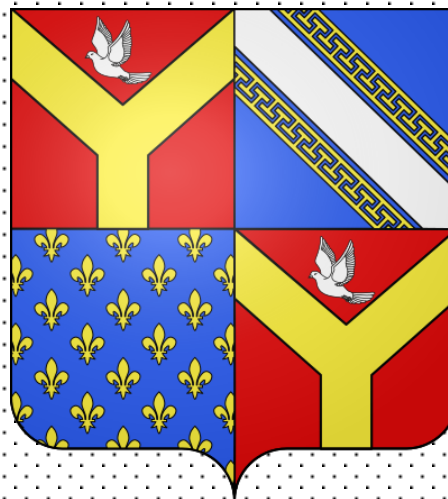


Plan Local d'Urbanisme

*Sainte-
Colombe*

ELABORATION	1 ère REVISION	2 è REVISION
prescrite le : 28 avril 2011	prescrite le : 30 juin 2017	prescrite le : 6 décembre 2022
arrêtée le : 16 décembre 2014	arrêtée le : 11 juin 2019	arrêtée le : 8 avril 2024
approuvée le : 22 mars 2016	approuvée le : 12 mars 2020	approuvée le :
modifiée le :	modifiée le : 15 décembre 2020	modifiée le :
révision allégée le :	révision allégée le :	révision allégée le :
mis à jour le :	mise à jour le :	mise à jour le :



PIECE N° 2.2

**RAPPORT DE
PRESENTATION**

**Volume 1
Diagnostic**

agence d'aménagement et d'urbanisme



hôtel entreprises, rue Mordvain 77250 ECUELLES
Tel. : 01.60.70.25.08. Fax. : 01.60.70.29.20

VU pour être annexé à la délibération du :
8 avril 2024

PLAN LOCAL D'URBANISME DE

SAINTE-COLOMBE

RAPPORT DE PRESENTATION

- décembre 2022 -

Carte topographique IGN : échelle 1 / 30.000 è



Sommaire

INTRODUCTION	6
1. Historique des documents d'urbanisme de la commune de Sainte-Colombe.....	6
2. Les objectifs de la première révision du PLU.....	9
3. Les objectifs de la deuxième révision du PLU.....	9
4. Le PLU dans la hiérarchie des documents d'urbanisme	10
5. Le Rapport de Présentation dans l'élaboration du PLU	10
CHAPITRE I - LES DONNEES DE CADRAGE : ANALYSE MULTICRITERE	13
A - SITE ET SITUATION.....	13
1. Situation géographique	13
2. Site naturel et site bâti.....	17
2.1. Relief.....	17
2.2. Géologie.....	19
2.3. Risques technologiques et naturels	21
2.4. Climatologie	24
2.5. Qualité de l'air	28
2.6. Hydrographie et politiques de l'eau.....	33
2.7. Hydrogéologie : les eaux souterraines.....	39
2.8. Les modalités d'occupation du sol	45
2.9. Le site construit.....	48
2.10. Les évolutions de l'occupation du sol par secteur	50
2.11. La sensibilité des milieux naturels	53
2.12. Les milieux naturels	64
2.13. Les types de paysages	68
B - LE PAYSAGE NATUREL ET URBAIN	69

1. Les lignes du paysage naturel.....	69
1.1. L'Atlas des paysages de Seine-et-Marne	69
1.2. La structure paysagère	73
2. Les caractéristiques du paysage construit	79
2.1. Eléments historiques du territoire	79
2.2. Les caractéristiques du tissu bâti à Sainte-Colombe	81
2.3. La typologie du tissu urbain à Sainte-Colombe	84
2.3. Les entrées de ville et franges urbaines	88
C- CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION	90
1. Structure démographique et évolutions.....	90
2. Structure par âge.....	92
3. Evolution des effectifs scolaires	93
4. Population active et emploi	94
5. Structure de l'économie locale	98
5.1. Description du tissu économique de la commune	98
5.2. Les activités économiques.....	99
B - LE LOGEMENT ET LES EQUIPEMENTS	103
1. Structure et évolution du logement.....	103
1.1. Evolution du parc de logements.....	104
1.2. Caractéristiques du parc de logements	106
2. Les équipements, facteurs de développement.....	107
2.1. Desserte en eau potable.....	107
2.2. Assainissement.....	108
2.3. Equipement numérique et réseau mobile	109
2.4. Ordures ménagères et collecte des déchets	110
2.5. Equipements	113

E - UNE POLITIQUE LOCALE ET SOUTENABLE DES TRANSPORTS	116
1. La question des transports dans la planification locale : les documents d'orientation	116
1.1. Le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF)	116
1.2. Le Plan local de déplacements (PLD) de la Communauté des Communes du Provinois	117
2. Le diagnostic de Sainte-Colombe en matière de moyens de transport.....	118
2.1. Infrastructures routières	118
2.2. Les transports en commun	122
2.3. Les circulations douces.....	124
2.4. Le covoiturage	126
F - LA QUESTION ENERGETIQUE	127
1. Le Plan Climat Energie de la Seine-et-Marne	127
2. Les besoins énergétiques du territoire	129
3. Le potentiel lié aux énergies renouvelables et à d'autres énergies alternatives	131
3.1. Le potentiel lié à l'énergie éolienne.....	131
3.2. Le potentiel lié à la géothermie	133
3.3. Le potentiel lié aux réseaux de chaleur	134
G - Contraintes physiques et réglementaires	135
1. Contraintes liées aux risques naturels	135
1.1. L'aléa retrait/gonflement des argiles	135
1.2. Les catastrophes naturelles	135
2. Contraintes diverses.....	135
2.1. Captages d'eau potable et d'autres points d'eau.....	135
2.2. Les cavités souterraines	136
2.3. Les ressources du sol	136
2.4. Bruit aux abords des infrastructures	137
H - SYNTHESE ET ORIENTATIONS	138

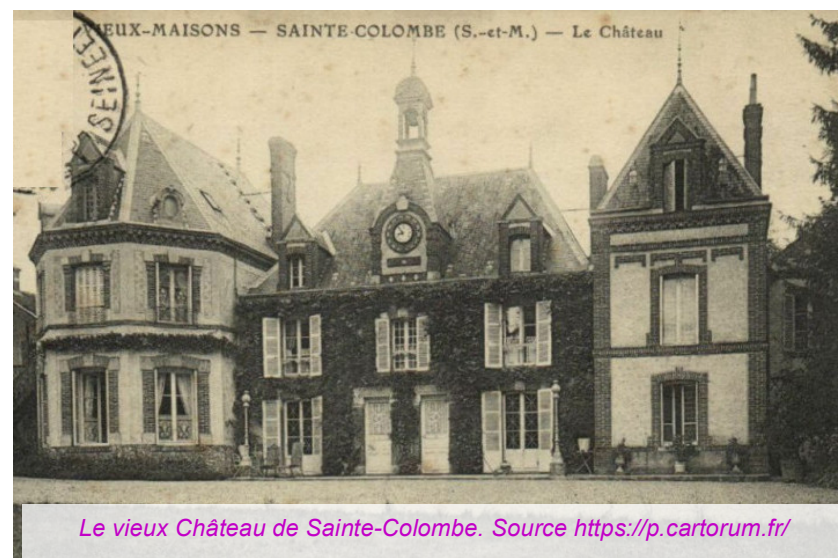
1. L'aménagement de l'espace	138
2. Les équipements	139
3. L'urbanisme et le paysage	140
4. La protection des espaces naturels ainsi que des continuités écologiques	141
5. Les risques	142
6. La démographie et l'habitat	143
7. Les transports et les déplacements.....	144
8. Le développement des communications numériques	145
9. Les réseaux d'énergie	145
10. Le développement économique, commercial et les loisirs	146
11. La modération de la consommation de l'espace et la lutte contre l'étalement urbain	147

*



*

*



INTRODUCTION

1. Historique des documents d'urbanisme de la commune de Sainte-Colombe

- **Le Plan d'Occupation des Sols (POS)**

- Le Plan d'Occupation des Sols a été prescrit le 22 juin 1990 ; il a été arrêté par délibération du conseil municipal le 4 juillet 1991, publié le 29 janvier 1994 et approuvé le 15 novembre 1994. Une première révision a été prescrite le 21 juillet 1995 ...

Une première modification du P.O.S initial a été approuvée le 28 mars 1997, dont l'objet consistait en divers ajustements portant principalement sur le règlement. Une seconde modification a été approuvée le 19 mai 2000, de manière à adapter les règles applicables en zone UX, pour faciliter la réalisation d'un projet d'extension des établissements Piétrement.

Une mise en application anticipée de la révision du P.O.S a été décidée le 5 juin 1998, de manière à permettre la poursuite de l'exploitation de la carrière existante sur le site de la Croix Gérard.

- **Les objectifs de la première révision du P.O.S :**

- Généralités : La révision du P.O.S de Sainte-Colombe est contemporaine de celle du S.D.A.U de Provins, en cours de réalisation depuis 1992 et menée, sur le document approuvé le 28 janvier 1983, dans le cadre défini par le nouveau schéma directeur régional, approuvé le 26 avril 1994.

Elle tient ainsi compte des nouvelles prescriptions du schéma directeur en cours d'élaboration, la simultanéité des deux procédures ayant permis à la Municipalité d'intervenir dans la définition du contenu du futur schéma directeur local, notamment en ce qui concerne la vocation des terrains et la répartition des espaces dits "partiellement urbanisables" (espaces pyjamas du SD-RIF).

- Démographie et logement, activités : Concernant la capacité d'accueil, les objectifs de la première élaboration du P.O.S sont reconduits à l'identique, soit une population de l'ordre de 1 800 habitants à échéance de réalisation. (+ 200 habitants à moyen terme, par rapport au nombre d'habitants de 1990 - soit 1.550).

Concernant les activités, le motif principal de cette première révision est la prise en compte, dans le P.O.S. révisé, d'un arrêté préfectoral du 21 mai 1974 autorisant la Sté DAMREC à exploiter une carrière d'argile à ciel ouvert, cette autorisation n'ayant été que partiellement intégrée dans le premier P.O.S. Un arrêté préfectoral n° 98 DAE 2M 048 a été délivré le 7 juillet 1998 pour en permettre l'exploitation sous des modalités redéfinies (arrêté transféré à la société CERATERA par AP n° 00 DAI 2 M 022 du 10 mars 2000).

- Environnement : Les objectifs antérieurs sont confirmés (protection des coteaux boisés, des sites de la vallée restés non construits, des secteurs agricoles).

- Le contenu final de cette révision, compte tenu de la nature de son principal objet (les carrières), est suspendu à l'approbation du Schéma Départemental des Carrières comme à celle du Schéma Directeur de Provins (lequel conditionne aussi la modification des limites constructibles, par exemple entre Septveilles-le-Haut et Septveilles-le-Bas).

Les délais prévisibles d'approbation de ces documents étant assez éloignés (du moins jusqu'à la date de juin 2000 : non précisables pour le Schéma Départemental des Carrières, comme pour le Schéma Directeur de Provins pour lequel une approbation est cependant envisagée début 2001), la Municipalité avait ainsi souhaité engager des procédures de modification, parallèlement à la révision en cours, de manière à répondre aux besoins d'ajustements ponctuels de zonage et de règlement qui s'étaient fait jour depuis l'approbation du P.O.S.

- Mise à jour :
- L'ensemble du rapport de présentation a été mis à jour, en particulier pour :
 - intégrer des données complémentaires aux recensements de 1982, 1990 et 1999 ;
 - intégrer celles du "porter à la connaissance" communiqué dans le cadre de la procédure de révision ;
 - faire état des événements récents, en matière d'aménagement, dans la commune ;
 - présenter les réflexions engagées à l'occasion de la révision ;
 - intégrer une cartographie relative aux liaisons douces (cheminements pédestres) ;
 - intégrer les conclusions du schéma directeur d'assainissement en cours d'étude ;
 - tenir compte des ajustements introduits à l'occasion de la révision et les justifier.
- Les documents relatifs aux servitudes d'utilité publique ont été mis à jour (abrogation des servitudes PT 2) :
 - Provins/Mons en Montois Passif, décret du 26 novembre 1984,
 - Nangis/ Provins, décret du 30 avril 1890,
 - Rampillon/ Provins, décret du 8 décembre 1983.
- Suppression de l'emplacement réservé n° 3 (l'emprise en ayant été acquise par la Commune).
- Zonage :
 - Reprend l'ensemble des changements validés par les précédentes modifications.
 - Intégration (zonage et règlement) des prescriptions de l'arrêté préfectoral 99 DAI 1 CV 019 du 15 février 1999, relatif à la protection des riverains le long de la RD 403 (zone de protection acoustique).
 - Intégration des prescriptions relatives à l'exploitation de la carrière d'argiles de la Sté DAMREC, contenues dans l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2M 048 du 7 juillet 1998.
 - Extension de la zone UE sur l'ensemble : ancienne mairie - écoles - salle des fêtes, avec création d'un emplacement réservé sur la parcelle n° 36 (superficie approchée : 680 m2).
 - Extension de la zone ND sur les espaces boisés des coteaux et introduction / justification de la règle de protection des lisières boisées des espaces boisés de plus de 100 hectares.
- **Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)** *Source : Rapport de Présentation du PLU approuvé le 22 mars 2016.*

« Il apparaît que le POS, approuvé en 1994 et modifié régulièrement depuis, ne répond plus aux exigences actuelles de l'aménagement spatial de la commune. Aussi, la Municipalité envisage-t-elle d'élaborer son plan local d'urbanisme, axé sur les points suivants :

 - faire un état des lieux urbanistique et environnemental,
 - tenir compte de l'évolution des règles d'urbanisme,
 - mettre en place un document de développement durable (sur le long terme). »

Les objectifs de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (exprimés dans le PADD) :

- Satisfaire les besoins d'aujourd'hui sans obérer l'avenir,
 - Préserver l'environnement, les milieux naturels, les paysages, le patrimoine et améliorer le cadre de vie,
 - Répondre aux besoins de la population actuelle et des générations futures, sans discrimination et dans le respect du principe d'équité entre citoyens,
 - Promouvoir une utilisation économe et équilibrée de l'espace,
 - Créer les conditions d'implantation durables de l'emploi, en prévoyant les évolutions et réversibilités nécessaires,
 - Maîtriser les besoins en circulation automobile, les modes «doux» de déplacement.
- Les évolutions par rapport au zonage du POS :

Les limites du zonage se différencient peu par rapport au POS. Le véritable changement consiste en la simplification des appellations, car l'ancien POS divisait le tissu urbain en trois zones : UA, UB, UC, elle mêmes divisées en sous secteurs en référence aux superficies minimales pour la construction (article 5).

Cet article ne pouvant plus être appliqué, les zones UA, UB et UC ont vu ces sous-secteurs disparaître, avec en plus une fusion des zones UB et UC. On observe toutefois le maintien d'un sous secteur UBa, lequel se différencie uniquement par sa réglementation vis-à-vis des accès sur le Chemin du Marais.

Le potentiel de la zone UA est modifié légèrement. Ainsi, par rapport à l'ancien POS, une petite bande de 2.000 m² a été ajoutée au potentiel constructible au Chemin des Champs. En effet, les réseaux étant présents sur cet axe, les élus ont choisi de les maximiser en rendant les terrains opposés constructibles.

Autre évolution, la zone 1NC derrière la mairie a disparu, l'exploitation n'étant plus en activité et n'ayant pas été reprise. Elle a été intégrée à la zone UA dans laquelle elle matérialisait une « pastille » dans l'ancien POS. De ce fait, la zone UA représente aujourd'hui une superficie de 22.67 ha contre 22.19 ha au POS

Concernant la zone UB, elle intègre désormais les terrains qui sont en arrière des constructions situées le long de la RD 403 en allant vers Longueville. A l'ancien POS, ces terrains étaient classés en IINA (potentiel à long terme) et INC (agricole). Ont également été intégrés à la zone UC les terrains classés au POS en IINA, UXa et UXc situés au lieu- dit « Entre les Deux Moulins ». Il n'y a plus d'activités sur cette zone justifiant un classement en UX. De plus, la zone IINA correspond à une densification du tissu urbain.

En plus de sa fusion avec la zone UB, une partie du potentiel constructible qui constituait la zone UC a été supprimée pour des raisons paysagères. Ainsi, le PLU a pris en compte la présence des constructions à l'est de l'avenue Victor Hugo, mais n'en permettra pas d'autres, contrairement à l'ancien POS. Ainsi, ce sont 0.67 ha qui ont été classés en zone Anc (agricole non constructible) afin de préserver le cône de vue sur la cité de Provins. De ce fait, la zone UB représente aujourd'hui 64.81 ha contre 62.39 ha au POS (UB + UC). La zone UC a disparu et a été intégrée à la zone UB.

Concernant la zone UE, il n'y a pratiquement pas de changement par rapport à l'ancien POS. Il est à noter qu'une petite bande de terrain a été rétrocédée à la zone UX afin que l'activité présente puisse procéder à un léger agrandissement.

Concernant les zones UX, il est à noter que les zones UXa, UXb, NBx, NAX ont disparu pour ne former qu'une seule zone UX. Le PLU n'ouvre aucune zone UX supplémentaire par rapport au POS. Au contraire, les zones existantes sont confortées tandis que les zones UXa et NAX en limite avec Longueville sont supprimées, la demande ni les besoins n'étant à ce jour répertoriés. Au total, les zones UX représentent une superficie de 7.68 hectares contre 11.81 hectares au POS. Sur cette diminution de 4.13 ha du potentiel d'extension, 2.37 ha ont été rendus à l'agriculture.

La zone UY, autrefois attribuée au domaine ferroviaire a été rattachée aux différentes zones qu'elle traverse. Elle n'existe plus aujourd'hui au PLU. La zone UZ, zonage spécifique réservé aux installations de l'aqueduc de la Voulzie (Eaux de Paris) a été conservée sans modification.

La zone INA du POS a été conservée et renommée 1AU. Elle constitue le potentiel d'extension retenu par la commune. Par contre, les zones IINA délimitées en extension du tissu urbain ont été retirées. Ainsi, la zone 1AU représente aujourd'hui 1.54 hectare comme au POS précédent. Par contre, les zones IINA n'existent plus. Celles situées dans le tissu urbain existant ont été rattachées à la zone U tandis que les zones IINA en extension ont été supprimées et rendues à l'agriculture.

Ainsi, la zone agricole a été renforcée de 0.73 ha.

Au niveau de la zone N, celle-ci n'a pas évolué en termes de surface. Toutefois, une zone NI a été délimitée au niveau du Moulin de Beaujard, en face de l'Eglise. Cette zone était en ND au précédent POS. La commune est actuellement porteuse d'un projet de parcours de santé. Ce sous secteur NI vise donc à permettre ce genre d'aménagement. Pour le reste, un secteur Nca correspondant aux carrières a été délimité et remplace à l'identique l'ancienne appellation IINC

La zone agricole a légèrement évolué pour sa part, de façon positive. En effet, une partie du potentiel de la zone UC du POS a été rendue à l'agriculture (zone Anc), ainsi qu'une partie des zones NAX et IINA. Au total, la zone agricole voit son potentiel augmenter de 3.3 hectares. En effet, 2.37 ha de la zone NAX ainsi que 0.73 ha de la zone IINA et 0.67 du potentiel UC lui ont été rendus pendant que 0.47 ha étaient intégrés à la zone UA à Septveilles le Haut et en centre bourg.

2. Les objectifs de la première révision du PLU.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, **a prescrit** la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire de Sainte-Colombe.

Cette révision répond aux **objectifs** suivants :

- Améliorer l'équilibre en termes de démographie, de logements, d'emplois et d'équipements.
- Favoriser le développement du centre-village et le développement économique.
- Protéger les espaces naturels et construits, sans compromettre leur valorisation.

Source : Délibération du 30 juin 2017.

3. Les objectifs de la deuxième révision du PLU.

Le **Conseil Municipal** a prescrit la deuxième révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour le rendre compatible avec le SCOT approuvé.

Cette révision répond aux **objectifs** suivants :

- Mettre le document d'urbanisme en compatibilité avec le schéma de cohérence territoriale.
- Améliorer l'équilibre en termes de démographie, de logements, d'emplois et d'équipements.
- Favoriser le développement du centre-village et le développement économique.
- Protéger les espaces naturels et construits, sans compromettre leur valorisation.
- Poser les bases d'un plan de déplacements et de stationnement.

Source : Délibération du 6 décembre 2022.

*

*

*

4. Le PLU dans la hiérarchie des documents d'urbanisme

Le PLU doit respecter les orientations fixées par les documents de planification de rang supra-communal élaborés par l'État ou les autres collectivités : il est dans un **rapport de compatibilité ou de prise en compte avec les principaux documents supérieurs**.

Le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune. La procédure associe l'ensemble des personnes publiques définies par le code de l'urbanisme, et en assure une concertation permanente avec la population.

Source : « Fiche sur le PLU », Certu 2013.

5. Le Rapport de Présentation dans l'élaboration du PLU

Le rapport de présentation est l'une des pièces essentielles du PLU puisqu'il permet de comprendre le contexte territorial, le projet d'aménagement retenu et les règles fixées.

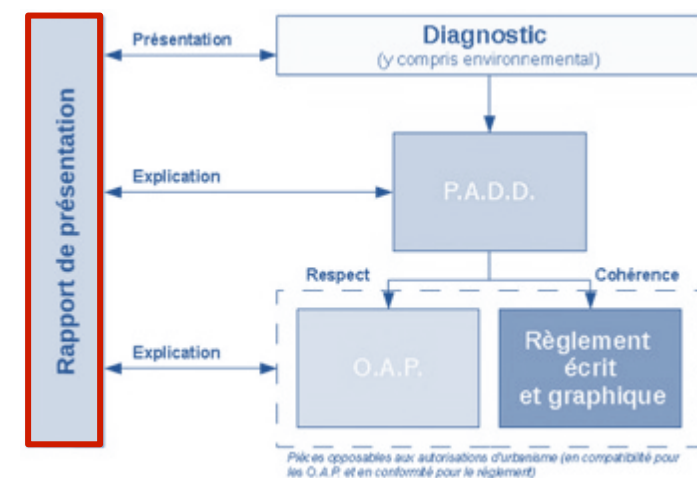
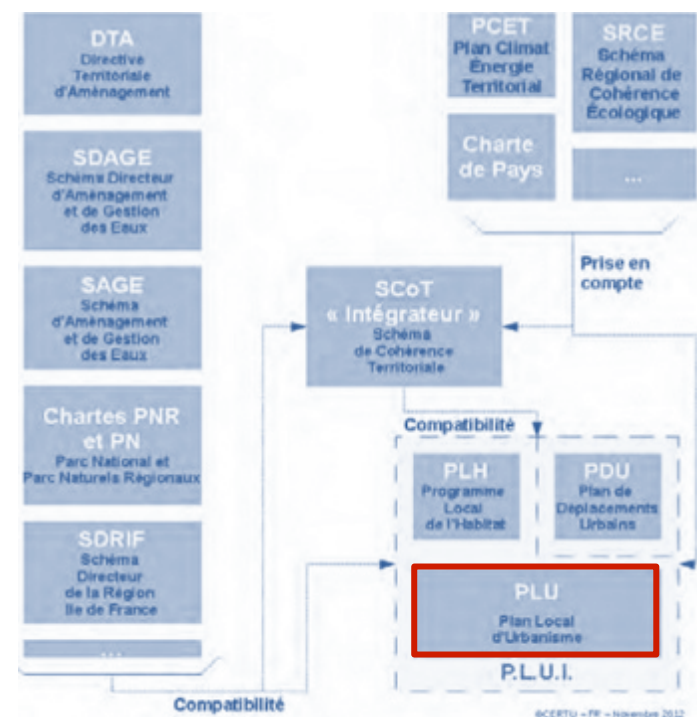
Il a pour fonctions principales d'exposer le diagnostic territorial permettant la prise en compte du contexte communal, d'analyser l'état initial de l'environnement et d'évaluer les incidences du plan, d'expliquer les choix retenus pour établir le PADD et les OAP, et d'expliquer les règles et orientations réglementaires déclinant ces choix.

C'est ce constat partagé qui permettra de construire un projet urbain territorialisé répondant aux besoins actuels tout en anticipant les évolutions ultérieures et les aménagements associés.

En cas de contentieux portant, par exemple, sur le PADD ou sur un zonage, la collectivité pourra prendre appui sur le contenu du rapport de présentation pour justifier le bien-fondé et la cohérence de ses choix.

Les PLU susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement doivent comporter une évaluation environnementale. Ainsi, **les PLU dont le territoire comprend tout ou partie d'un site Natura 2000**, font l'objet d'une évaluation environnementale obligatoire. **Sainte-Colombe ne comporte pas de zone NATURA 2000. Cependant, une révision de PLU qui nécessite un changement du PADD nécessite une telle étude : une évaluation environnementale du PLU est donc nécessaire.**

Source : « Fiche sur le contenu du Rapport de présentation », Certu 2013.



*

*

*

NOTA : les bases juridiques de l'Article R*151-1 (hors évaluation environnementale)

Le rapport de présentation :

1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L. 153-27 à L. 153-30 et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;

2° Analyse les capacités de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis identifiés par le rapport de présentation en vertu du quatrième alinéa de l'article L. 151-4.

Art. R.151-2. – Le rapport de présentation comporte les justifications de :

1o La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2o La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous- destinations de constructions dans une même zone ;

3o La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;

4o La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;

5o L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5o de l'article L. 151-41 ;

6o Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport.

*

*

*

PREAMBULE : les bases juridiques de l'Article R*151-3 (avec évaluation environnementale)

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Lorsque l'approbation du plan local d'urbanisme vaut création d'une zone d'aménagement concerté, la procédure d'évaluation environnementale commune valant à la fois évaluation d'un plan ou d'un programme et d'un projet prévue au II de l'article R. 122-25 du code de l'environnement est mise en œuvre.



CHAPITRE I - LES DONNEES DE CADRAGE : ANALYSE MULTICRITERE

A - SITE ET SITUATION

1. Situation géographique

- Sainte-Colombe est localisée dans le Sud-Est du **département de la Seine-et-Marne**, région Ile-de-France. Rattachée au **canton de Provins**, la commune fait partie de la **Communauté de Communes du Provenois**.

Située dans un territoire encore essentiellement rural, couvert en grand partie par des espaces agricoles, Sainte-Colombe est toutefois proche des pôles urbains de Provins (6 km) et Montereau-Fault-Yonne (31 km).

Sainte-Colombe est entourée par les communes de Poigny au Nord/Est, Chalaute-la-Petite à l'Est, Soisy-Bouy au Sud/Est, Longueville au Sud, Saint-Loup-de-Naud à l'Ouest et Vulaines-les-Provins, au Nord-Ouest.

La commune s'étend sur **816 ha**, dont la majorité est occupée par des espaces agricoles, et compte environ **1 834 habitants** (c'est-à-dire une densité moyenne de 2,25 habitants à l'hectare).

Le territoire communal est caractérisé par une agglomération urbaine principale, le **bourg de Sainte-Colombe**.

Les **hameaux de Septveilles-le-Bas, Septveilles-le-Haut, le Mez-de-la-Madeleine** et quelques **fermes isolées** constituent les autres espaces construits de la commune.

Sources : IAU-IdF, www.conseil-general.com,
www.mairie-sainte-colombe77650.fr

Carte : Vue aérienne de la commune (Géoportail IGN) Echelle 1/ 30.000 è.



- **Bref aperçu historique de Sainte-Colombe**

L'existence de sites préhistoriques dans la Commune de Sainte-Colombe atteste de tout temps de la présence de l'homme dans cette région.

Sainte Colombe connaît un essor rapide au XIII^{ème} siècle, s'expliquant par la présence de la ville de Provins, qui était une ville de foire, et par l'utilisation de la Voulzie comme voie navigable pour transporter du vin, de la farine... A cette époque, Sainte-Colombe est déjà un gros bourg qui abrite une léproserie (Close-Barbe fondée en 1160 par Henri le Libéral, Comte de Champagne), un prieuré Clunisien (XI^{ème} siècle) et une église paroissiale (XIII^{ème} siècle).

Au XVII^{ème} siècle, le château de Septveilles est construit sur les rives de la Voulzie, au XVIII^{ème} siècle, les travaux de construction du Canal Royal de Provins sont commencés. Tout ceci disparaît après la Révolution.

Au milieu du XIX^{ème} siècle, les travaux d'assèchement des mares environnantes permettent une meilleure mise en valeur du terroir, l'ère industrielle et la venue du chemin de fer (1857) apportent de nouvelles activités (exploitation des argiles, tuileries, briqueteries).

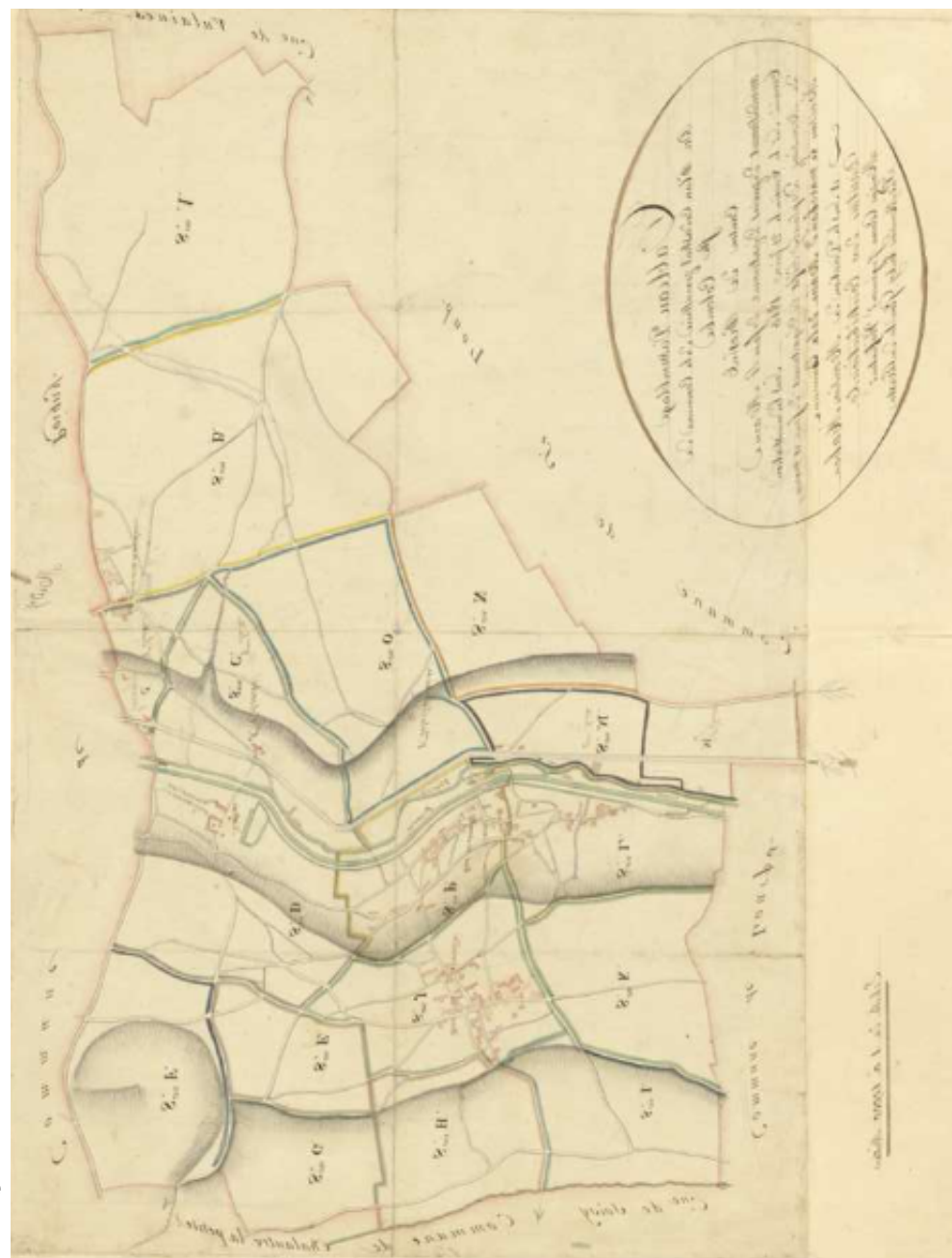
Au XX^{ème} siècle, le village prend son aspect actuel avec les travaux d'adduction d'eau de la Ville de Paris et les réaménagements de la RD 403.

Source : www.mairie-sainte-colombe77650.fr

*

* *

Carte ci-contre : extrait du cadastre napoléonien (source archives départementales 77).

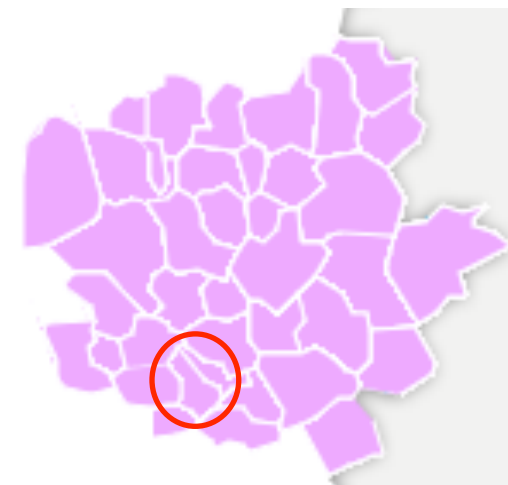


- **Institutions administratives : la Communauté de Communes du Provinois**

La Communauté de communes du Provinois, créée en **2013**, regroupe **40 communes et 34 483 habitants** (populations totales en 2013). Il s'agit d'un « Etablissement Public de Coopération Intercommunale », c'est-à-dire une structure créée par et pour les communes qui partagent des besoins et des projets similaires. Elle permet d'unir les moyens des membres et d'apporter une réponse collective à des besoins et projets. La Communauté de communes possède de nombreuses compétences :

- Le développement économique : la CC peut créer des ZAC à vocation économique, ainsi que des locaux d'activité industrielle. Elle est partenaire de l'Office du Tourisme et des Syndicats d'Initiatives.
- L'aménagement du territoire : la CC se charge de l'élaboration et révision du Schéma de Cohérence Territorial (Le SCoT est actuellement en cours d'élaboration depuis le 19 septembre 2009), de l'accueil des gens du voyage, de la création de ZAC d'intérêt communautaire, de la création et l'entretien de liaisons douces et de chemins de randonnée, et de la gestion du service intercommunal d'assistance en matière d'urbanisme chargé de l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme.
- La voirie : la Communauté crée et entretient des voiries d'intérêt communautaire.
- La politique du logement et du cadre de vie : la CC élabore et met en œuvre le Programme Local d'Habitat. Elle réalise aussi des OPAH intercommunales, gère des logements sociaux d'intérêt communautaire, coordonne la politique du logement des personnes âgées/handicapées.
- La protection et la mise en valeur de l'environnement : la Communauté gère les déchets ménagers, l'assainissement non collectif et le transport de l'eau.
- Les équipements sportifs et culturels et les équipements d'enseignement préélémentaire et élémentaire : la Communauté crée et gère des équipements sportifs et culturels.
- Les transports : la Communauté crée et gère les transports collectifs et elle gère le système de bus à la demande.
- Le développement socio-culturel : la CC est chargée de mettre en place une politique culturelle d'intérêt communautaire, d'organiser des activités et des animations culturelles ou sociales d'intérêt communautaire et étudier les conditions de diffusion de la pratique du théâtre, de la danse, de la musique et des arts plastiques.
- Les services à la personne : la Communauté crée et gère des maisons de santé pluridisciplinaires, elle anime un service de portage de repas à domicile et elle a mis en place et elle gère une carte du Provinois permettant un accès aux services publics pour les habitants de la CC.
- La gestion de la gendarmerie de Villiers-Saint-Georges : la CC participe à ce service.

Source : IAU-IDF



Carte : La commune de Sainte-Colombe dans la Communauté de Communes.

• Le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Grand Provinois

Le SCoT a été approuvé le 20 octobre 2021. Dans une lettre du 29 juin 2022, le président du SCOT a donné les éléments de cadrage concernant Sainte-Colombe.

Le diagnostic fait ressortir les enjeux suivants:

- la valorisation des paysages et de la biodiversité de la vallée de la Voulzie ;
- un urbanisme linéaire à contenir et à maîtriser ;
- des circulations douces à développer et valoriser ;
- la problématique de la reconversion des carrières ;
- le développement de l'offre touristique ;
- la préservation du tissu commercial de proximité ;
- la préservation des espaces agricoles et de leur fonctionnalité ;
- la mutation des bâtiments agricoles ;
- la diversification de l'offre en logements ;
- le développement des équipements de santé et scolaires/péri-scolaires ;
- la préservation des continuités écologiques, des cours d'eau et des milieux humides ;
- la gestion du risque d'inondation.

Source : Diagnostic du SCOT, janvier 2018.

Les éléments communiqués par le SMEP sont les suivants :

« Au regard des effets négatifs d'une restriction des capacités de construction en densification du tissu urbain, les services de l'Etat (...) ont accepté de considérer qu'il est opportun de ne pas limiter les possibilités de construction en densification.

En revanche, le SCOT prévoit de « limiter la consommation de nouveaux espaces pour les logements » (page 103 du DOO). Les extensions doivent donc être limitées afin de ne pas dépasser les capacités foncières affichées dans le SCOT. Le foncier urbanisable de 3,34 ha en extension pour votre commune est à considérer comme un maximum à ne pas dépasser (la prescription 97 précise que ce sont des extensions maximales, le nombre de 45 logements en extension est donc un maximum. Le phasage de 19 logements en extension pour la période 2020-2030 et de 26 logements en extension pour 2030-2040 est aussi à respecter.

Concrètement, cela signifie que votre commune pourra construire 45 nouveaux logements en extension urbaine durant la durée de validité du SCoT et qu'il revient à votre document d'urbanisme de définir les conditions de constructibilité dans l'enveloppe urbaine. »



Carte : le périmètre du SCOT – Source : Diagnostic du SCOT, janvier 2018

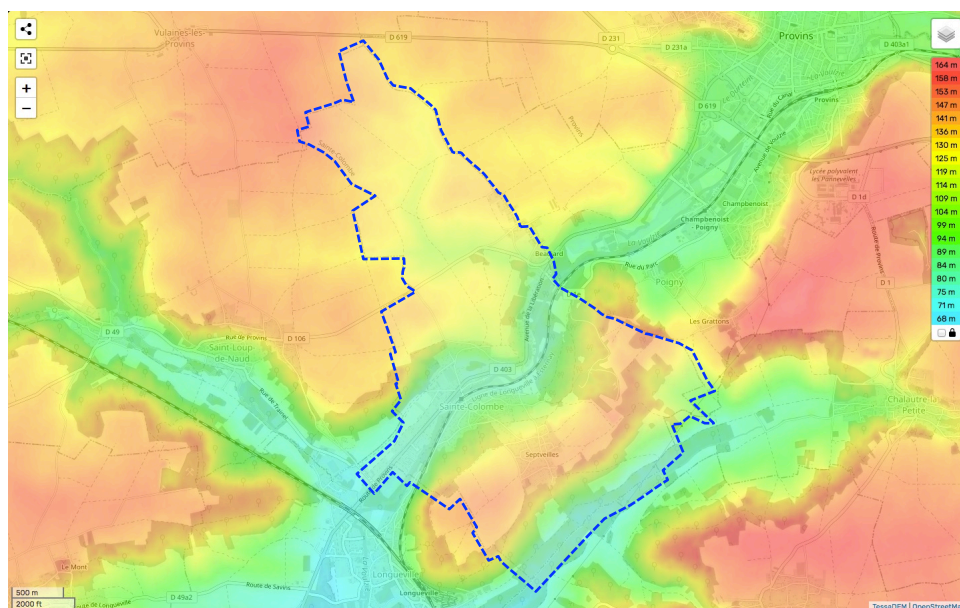
2. Site naturel et site bâti

2.1. Relief

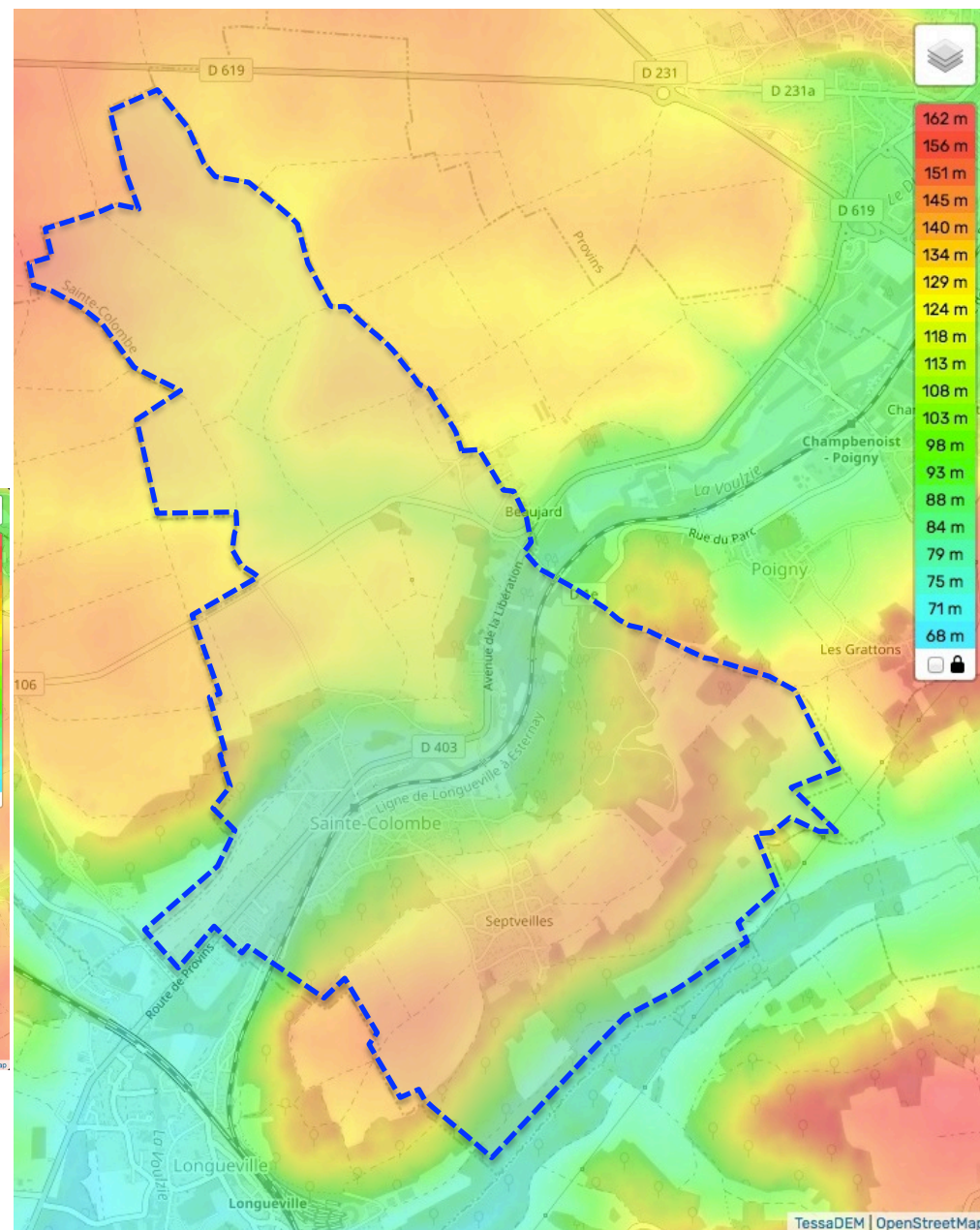
La topographie du territoire de la commune de Sainte-Colombe présente une **vallée assez marquée, située au Sud**, en correspondance du cours d'eau qui traverse le territoire : la Voulzie (environ 73 m NGF).

Le plateau agricole qui s'étend dans la partie restante de la commune se caractérise par des altitudes plus élevées (entre 128 et 155 m NGF).

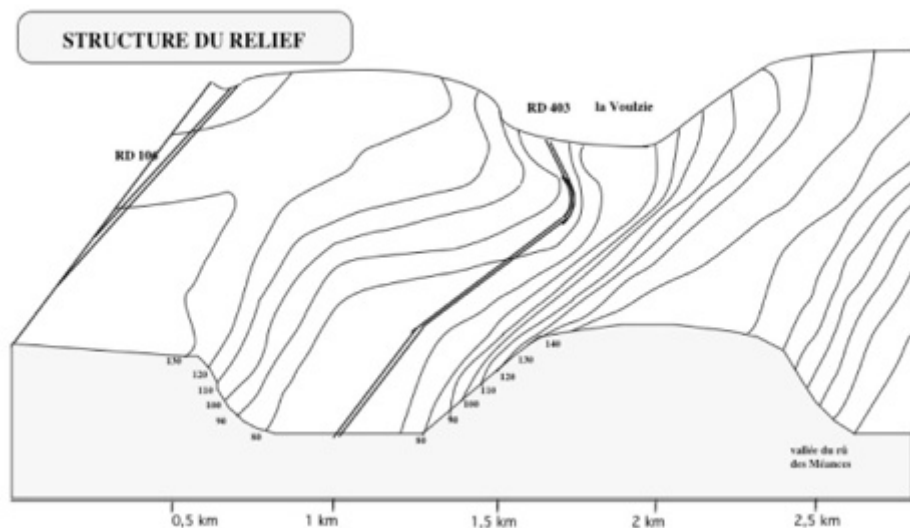
Le ruisseau des Méances forme la limite sud-est de la commune.



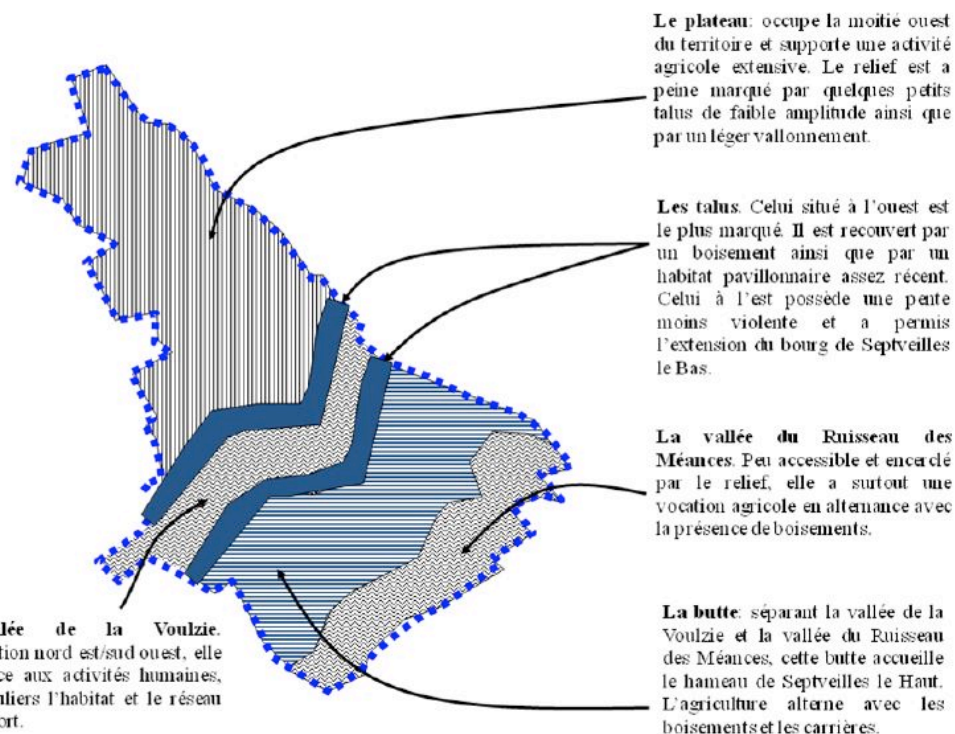
*Ci-contre : carte du relief échelle 1/35.000 à
(source : www.topographic-map.com).*



- Le territoire de Sainte-Colombe présente donc une organisation topographique très lisible qui peut se résumer à quatre grands ensembles :
 - le plateau ;
 - la vallée de la Voulzie ;
 - les coteaux ;
 - la butte de Septveilles-le-Haut, interfluve avec la vallée du ru des Méances.



Carte morphologique du territoire de Sainte-Colombe
(source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



2.2. Géologie

La commune repose sur un sol composé majoritairement de calcaires, marnes et argiles ainsi que d'alluvions en fond de vallée. Plus précisément, le territoire est constitué des couches suivantes (des plus anciennes aux plus récentes) :

Couches du tertiaire :

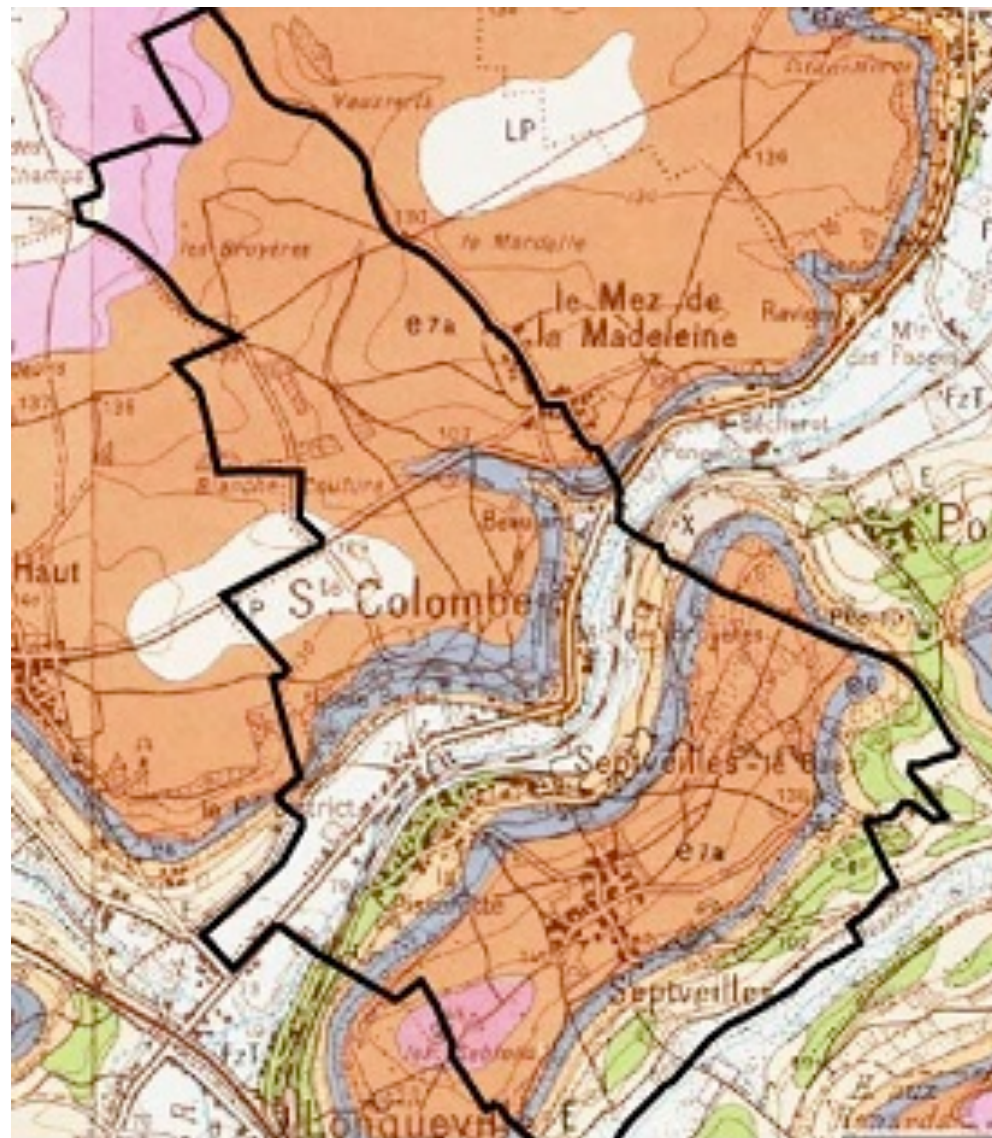
- **Campanien : craie** : la craie est souvent masquée par des éboulis de la falaise, les dépôts de la pente, les colluvions et alluvions anciennes. On la retrouve dans la vallée de la Voulzie et de la Nauxe. La morphologie de cette région est typique et se manifeste par un paysage de collines arrondies, empâtées dans les formations colluviales. La craie peut être massive ou se débiter en plaquettes. Sa partie supérieure est parfois plus jaunâtre, plus grumeleuse, plus tufacée ou profondément ravinée.

- **Yprésien : argile plastique, sables et grès** : l'établissement de successions stratigraphiques précises dans l'Yprésien est délicat du fait de la fréquence et de la rapidité des passages latéraux. L'épaisseur de l'Yprésien est très variable : de 6 à 35 m.

- **Bartonien : calcaires et marnes** : cet ensemble marno-calcaire, compris entre le calcaire lutétien et le calcaire ludien, est difficilement observable. Il atteint sporadiquement la falaise entre Villenaux et Provins et se présente sous la forme de marne blanc-jaunâtre avec des calcaires plus durs intercalés. La puissance totale de la couche peut être évaluée à 8-10 m.

- **Calcaires de Champigny** : ce niveau forme le substratum résistant du plateau briard. Il atteint en général le rebord de la falaise dont il forme la cuesta. Ce sont des calcaires en gros bancs, blancs, siliceux, très durs compacts, d'aspect bréchoïdes, avec des veinules de calcite et de calcédoine. A la surface du plateau, sous une terre végétale argileuse, brune, avec de nombreuses pierres volantes de calcaire plus ou moins meuliérisé, une couche de 0,5 à 1 m d'épaisseur se développe, formée de blocs de calcaire, emballés dans une argile de décalcification brun-rouge.

Carte géologique – Source : BRGM.
















- **Sannoisien supérieur : argiles et meulière de Brie** : ce niveau forme la partie supérieure du plateau de la Brie et occupe une surface encore importante. C'est une argile brun-rouge de décalcification concernant des silex de petites dimensions avec des lits de silex plus gros. La meulière n'est jamais disposée en dalles et n'existe que sous la forme de blocs de silex signalés plus haut.

• **Couches du quaternaire et formations superficielles :**

- **Limons des plateaux :** cette formation meuble recouvre de vastes étendues à la surface du plateau briard. Constitués par des dépôts argilo-sableux fins et compacts, les limons sont parfois lités. Ils sont généralement brun foncé et argilo-sableux vers le sommet et lorsqu'ils sont en relation avec des affleurements des Sables de Fontainebleau. Leur épaisseur est extrêmement variable, souvent importante, pouvant atteindre 5 ou 6 m.
- **Alluvions modernes :** elles couvrent tous les fonds de vallée occupés par les cours d'eau, notamment dans la vallée de la Seine et de la Voulzie. Formées de sables et de cailloutis, elles sont souvent argilo-sableuses, limoneuses ou tourbeuses. Dans la vallée de la Voulzie, en amont de Provins, deux couches de tourbe de 13 m, séparées par un tuf de calcaire ont été rencontrées.

Nota : Le contexte géologique explique en grande partie à la fois les matériaux de construction locaux (meulières notamment) ainsi que la destination des différents terroirs du finage communal (plateau agricole, etc.). En effet, les meulières furent jadis intensément exploitées. Compacte, la meulière était façonnée en meules, tandis que, caverneuse, elle constituait l'essentiel des pierres à bâtir locales.

Feuille N°260 - PROVINS (Notice) (Commander la carte)

	Remblais		Grès à la partie supérieure des sables de Fontainebleau (Stampien)		Calcaire (Lutétien)
	Eboulis et formations colluviales, d'origine indifférenciée		Argile et meulière de Brie (Sannoisien supérieur)		Argile plastique, sable et grès (Yprésien)
	Alluvions modernes		Argiles vertes (Sannoisien inférieur)		Craie (Campanien)
	Limons des plateaux		Calcaire de Champigny (Ludien)		
	Sables et grès de Fontainebleau (Stampien)		Calcaire et marnes (Bartonien)		

Source : BRGM et Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

*

*

*

2.3. Risques technologiques et naturels

2.3.1. Risques technologiques

Le site « Basias » (inventaire d'anciens sites industriels et activités de services) recense les sites et sols pollués ou potentiellement pollués, d'après les inventaires historiques régionaux des sites industriels et activités de services.

L'inscription d'un site dans cette banque de données ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit, en revanche attire l'attention sur le fait qu'une activité potentiellement polluante y était installée.

Dans la commune de Sainte-Colombe, plusieurs sites industriels susceptibles d'engendrer des pollutions des sols ont été répertoriés dans cette base (avec des doublons).

Source : basias.brgm.fr. Tableau : liste des sites BASIAS inventoriés (source : BRGM).

Identifiant	Raison sociale	Nom usuel	Dernière adresse	Activités
IDF7701511	Etancelin (Ets)	Garage	Lieu-dit les Marais	Garage
IDF7701542	Etancelin (Ets)	Garage	8 avenue de la Libération	Garage
IDF7701827	Société des produits chimiques de Sainte-Colombe (Sofpia)	Fabrication de produits chimiques		Fabrication de produits chimiques
IDF7702043	Segram	Fabrication de farines infantiles	Lieu-dit Moulin des Bruyères	Fabrication de farines infantiles
IDF7702293	Fouquet (Garage Yvon)	Garage	16 avenue du Général Leclerc	Garage
IDF7702414	Lefebvre Isolants réunis			Fabrication d'isolants
IDF7703708	Phely		Route de Longueville	
IDF7705058	Antar (société)	Station-service	Route nationale n° 375	Station-service
IDF7707917	Chandon (Entreprise familiale R.)	Ebénisterie	Lieu-dit le Marais	Ebénisterie
IDF7708041	Isolants réunis			Fabrication d'isolants
IDF7709805	Station-service épicerie	Station-service épicerie	Route départementale n°4 (Provins - Bray-sur-Seine)	Station-service épicerie
IDF7709806	Station-service	Station-service	Petit District	Station-service
IDF7709876	Sources de Sainte-Colombe	Sources de Sainte-Colombe		



2.3.2. Argiles

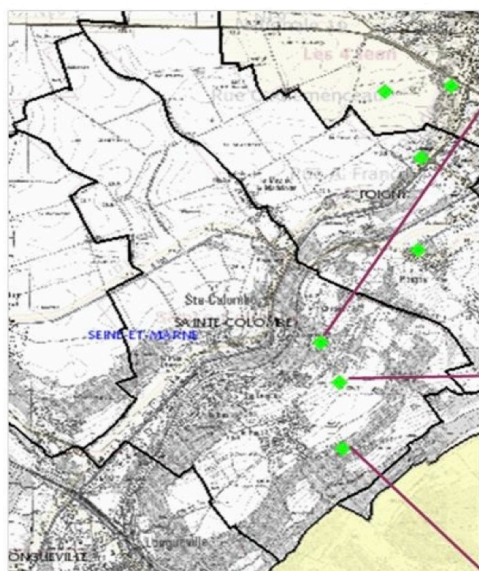
Le Sud du territoire est caractérisé par un **aléa modéré à important** (voire nul, par endroits) par rapport au risque de retrait-gonflement des argiles.

Des bandes d'aléas important traversent en particulier le bourg, en lien avec la présence des coteaux de la vallée de la Voulzie.

Le reste du territoire communal est exposé à un aléa *a priori* nul.

Sainte-Colombe présente un enjeu globalement modéré à important par rapport aux risques liés au retrait et gonflement des argiles, en particulier au niveau des secteurs urbanisés. La commune est aussi concernée par des cavités, issues des exploitations souterraines de carrières d'argiles (source rapport de présentation du PLU initial).

Ci-contre : Carte des aléas des argiles (Source : BRGM).



La commune est concernée par trois cavités souterraines de type carrière qui devront être prise en compte lors de l'élaboration du PLU

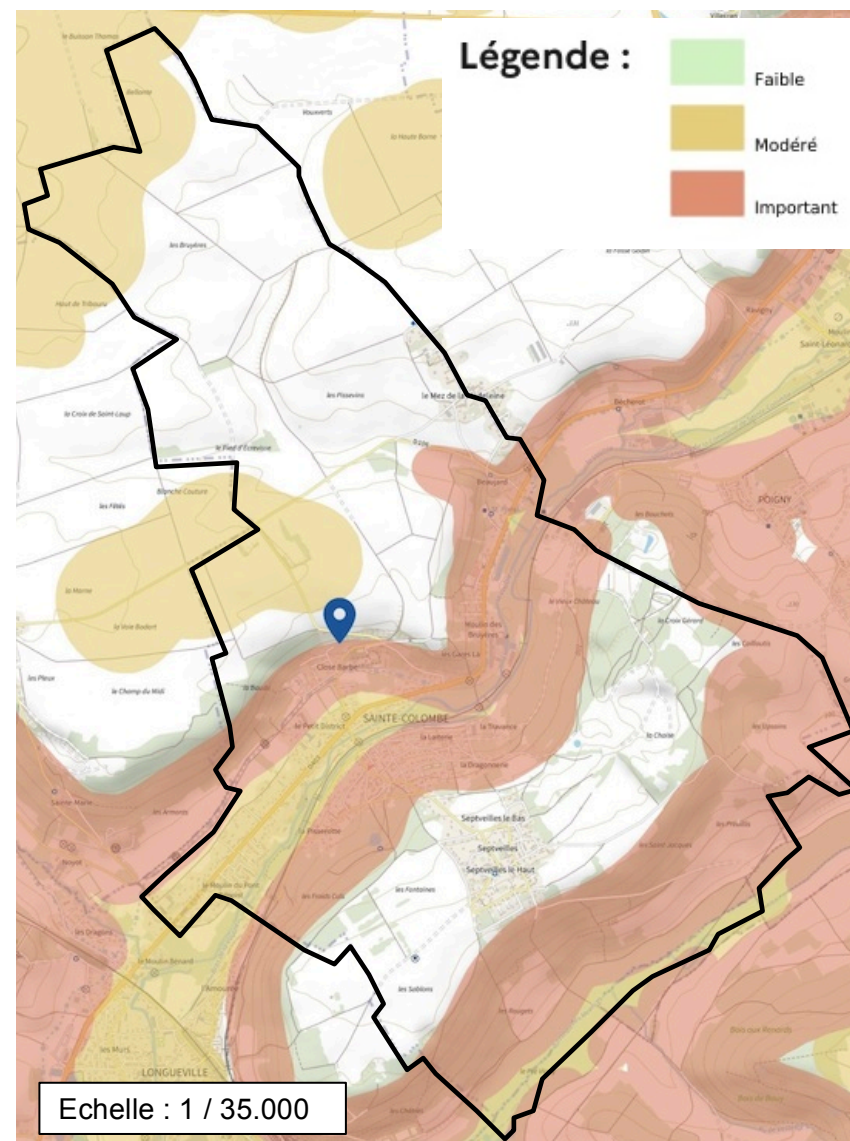
Identifiant de la cavité :	IDF0000307AA
Type de cavité :	carrière
Nom de la cavité :	Sainte-Colombe / La Fontaine aux Anes
Département :	Seine-et-marne - (77)
Nom de la commune (à la saisie) :	SAINTE-COLOMBE (77404)
Code insee commune :	77404
Coordonnées X,Y en Lambert 2 étendu métrique :	668932, 2393071
Coordonnées ouvrage X,Y :	668932, 2393071
Précision coordonnées :	20 m
Repérage géographique :	orifice supposé
Positionnement :	approché
Date de validité :	15/09/2005
Auteur de la description :	LREP

Identifiant de la cavité :	IDFAA0070039
Type de cavité :	carrière
Nom de la cavité :	Sainte-Colombe / Lieu dit La Travance
Département :	Seine-et-marne - (77)
Nom de la commune (à la saisie) :	SAINTE-COLOMBE (77404)
Code insee commune :	77404
Coordonnées X,Y en Lambert 2 étendu métrique :	669098, 2392685
Coordonnées ouvrage X,Y :	669075,952907, 1092483,576743
Précision coordonnées :	25 m
Repérage géographique :	centre cavité
Positionnement :	précis
Date de validité :	08/10/2004
Auteur de la description :	LREP

Identifiant de la cavité :	IDFAA0070183
Type de cavité :	carrière
Nom de la cavité :	Sainte-Colombe / Le Haut
Département :	Seine-et-marne - (77)
Nom de la commune (à la saisie) :	SAINTE-COLOMBE (77404)
Code insee commune :	77404
Coordonnées X,Y en Lambert 2 étendu métrique :	669122, 2392051
Coordonnées ouvrage X,Y :	669100,270615, 1091849,78862
Précision coordonnées :	25 m
Repérage géographique :	centre cavité
Positionnement :	approché
Date de validité :	26/09/2005
Auteur de la description :	LREP

*

*



2.3.3. Risque lié aux remontées de nappes

Le tracé de la Voulzie et de son affluent traversant la commune peuvent être distingués sur la carte des remontées de nappes. En effet, des bandes de « nappe sub-affleurante », ainsi que des bandes ayant une « sensibilité forte » voire « très forte » au risque de remontée des nappes, se situent en relation avec le lit de ces cours d'eau. Ceci concerne le centre de la commune.

Dans ces secteurs, les caractéristiques d'épaisseur de la zone non saturée et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou des inondations.

Le reste du territoire communal (le Nord de la commune) présente une sensibilité « faible » voire « très faible » par rapport à ce sujet.

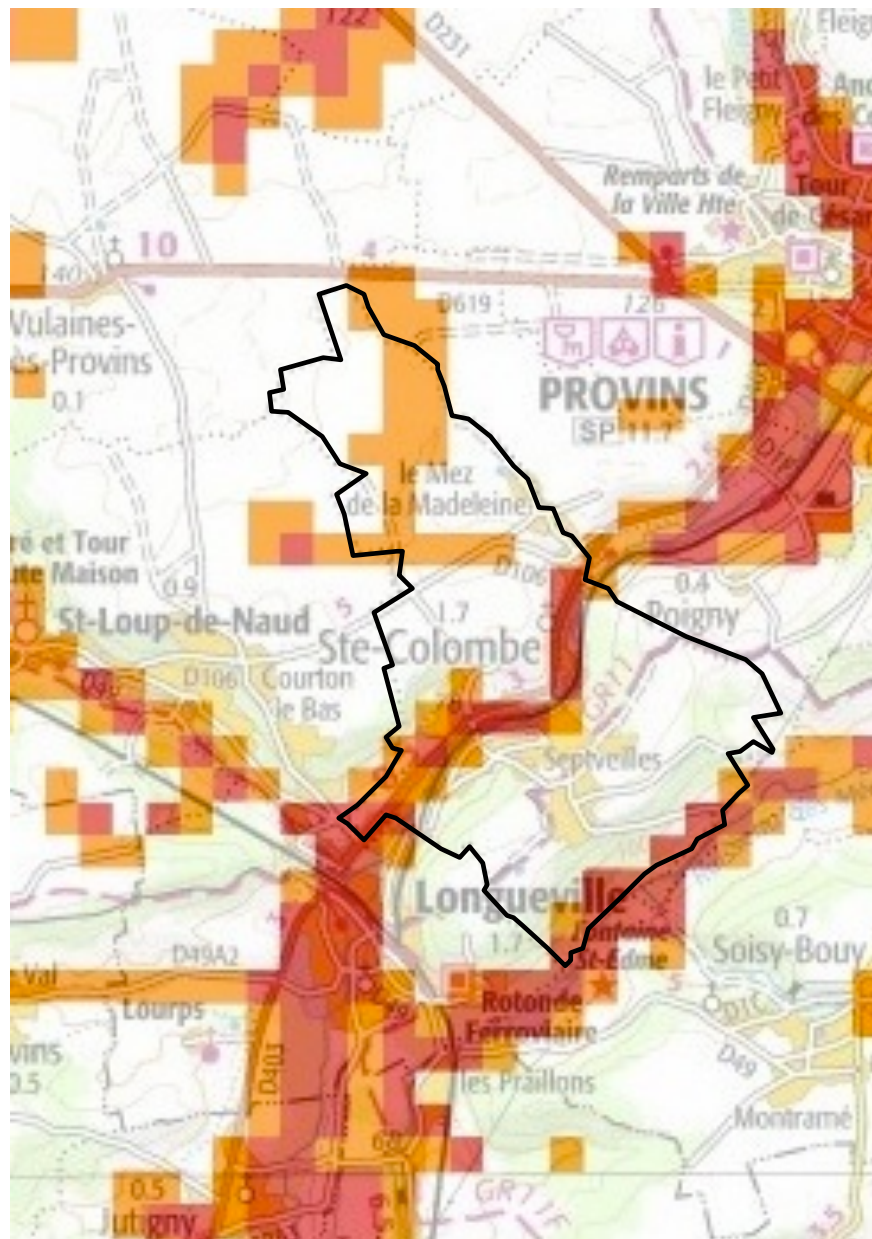
En conclusion, la plupart des zones urbanisées de la commune sont dans des secteurs présentant un risque d'inondation lié aux remontées de nappes. Il s'agit de toutes les parties construites du bourg de Sainte-Colombe qui sont situées dans la vallée.

Dans ces secteurs, certaines précautions peuvent être prises afin d'éviter les dégâts les plus importants :

- déconseiller la réalisation de sous-sol, ou réglementer leur conception ;
- ne pas prévoir d'aménagements de type collectifs (routes, voies ferrées, trams, édifices publics, etc.) dans ces secteurs ;
- mettre en place un système de prévision du phénomène, basé sur l'observation méthodique des niveaux de l'eau des nappes superficielles.

Source : www.inondationsnappes.fr.

Carte : risque lié aux remontées des nappes
(source : www.inondationsnappes.fr).



2.4. Climatologie

Les données climatiques proviennent de la station de Melun - Villaroche et sont complétées par des points d'observation localisés. Elles donnent donc un aperçu approximatif de la situation climatique de la région de Sainte-Colombe.

La Seine-et-Marne est influencée par le climat océanique du Bassin Parisien, caractérisé par des précipitations réparties toute l'année, avec cependant une pluviosité plus instable l'hiver. La région peut être néanmoins caractérisée par un **climat océanique "dégradé"** : l'influence continentale est ressentie en période hivernale.

- **La température moyenne annuelle** est de 11,2 °C. Au cours de la période 1981 – 2010, la température maximale moyenne a été de 15,7 °C, et celle minimale moyenne de 6,8 °C. Quant aux phénomènes de température extrêmes, on observe un pic de température maximale le 1er juillet 2015 (39,4 °C), et un pic de température minimale le 17 janvier 1985 (- 19,8 °C).

- **Les précipitations moyennes annuelles** sont de 677 mm. L'événement de forte pluie le plus important est observé le 24 août 1987 (presque 90 mm de pluie en 24 h). Les précipitations sont relativement bien réparties sur toute l'année avec des minima observés en février et mars, et des maxima en mai et octobre.

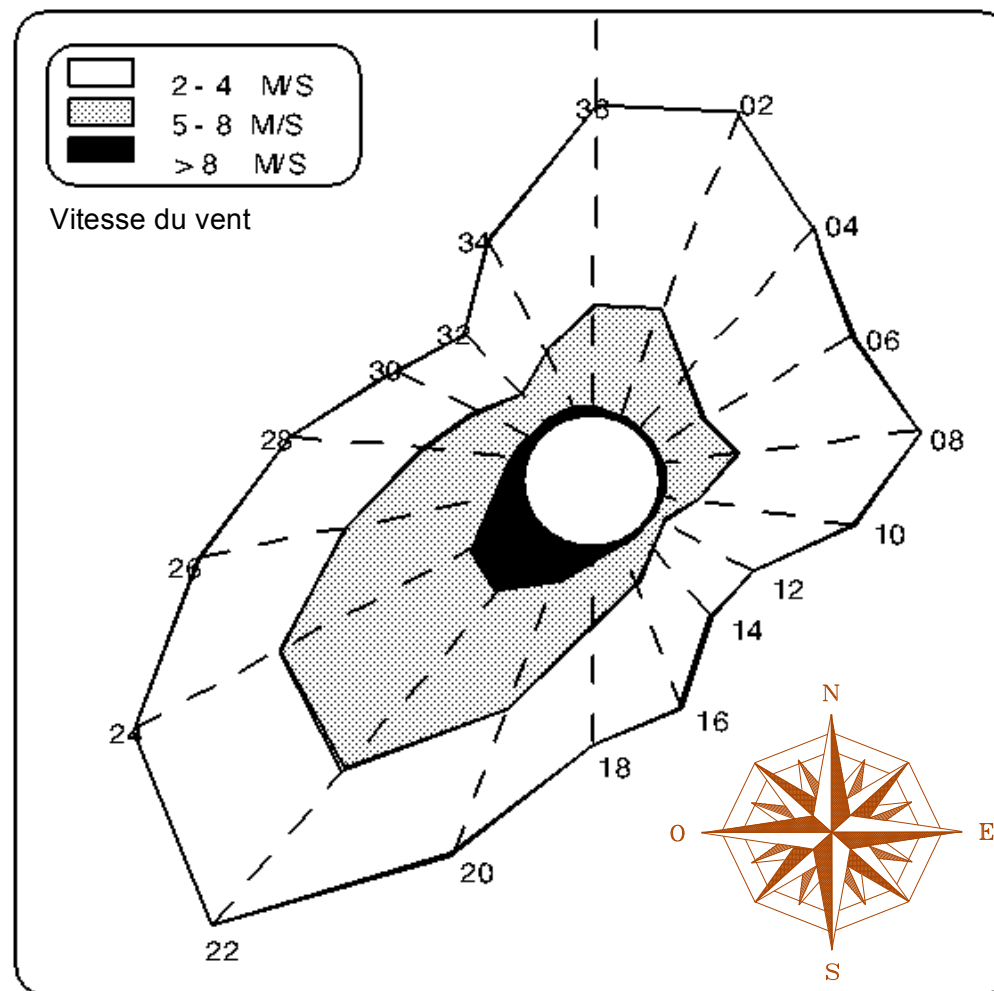
Régionalement, les vents dominants (en fréquence et en intensité) sont principalement de secteur ouest / sud - ouest et sud / sud - ouest, mais aussi de secteur nord à nord - est. A l'opposé, les vents de secteur sud-est et nord- ouest sont très faibles en intensité comme en fréquence.

Les étiages sont assez prononcés. Les crues sont caractérisées par une lente montée et une durée du maximum s'étalant sur un à plusieurs jours. Elles se produisent, pour les plus puissantes, de décembre à mars, lorsque le régime océanique d'hiver est bien établi. Si quelques crues apparaissent en été, dues à une situation orageuse, elles sont de plus courte durée et beaucoup moins importantes.

-Station Météorologique Nationale de Melun-Villaroche

-Commune : Montereau sur le Jard - Lieu-dit : Aérodrome de Melun

-Période : janvier 1981 à décembre 2010. Altitude : 91.0 m - Latitude - 48°37'0 N - Longitude : 02°41'0 - Hauteur anémomètre : 10 mètres



Fréquence des vents inférieurs à 2 m/s : 12.4 %

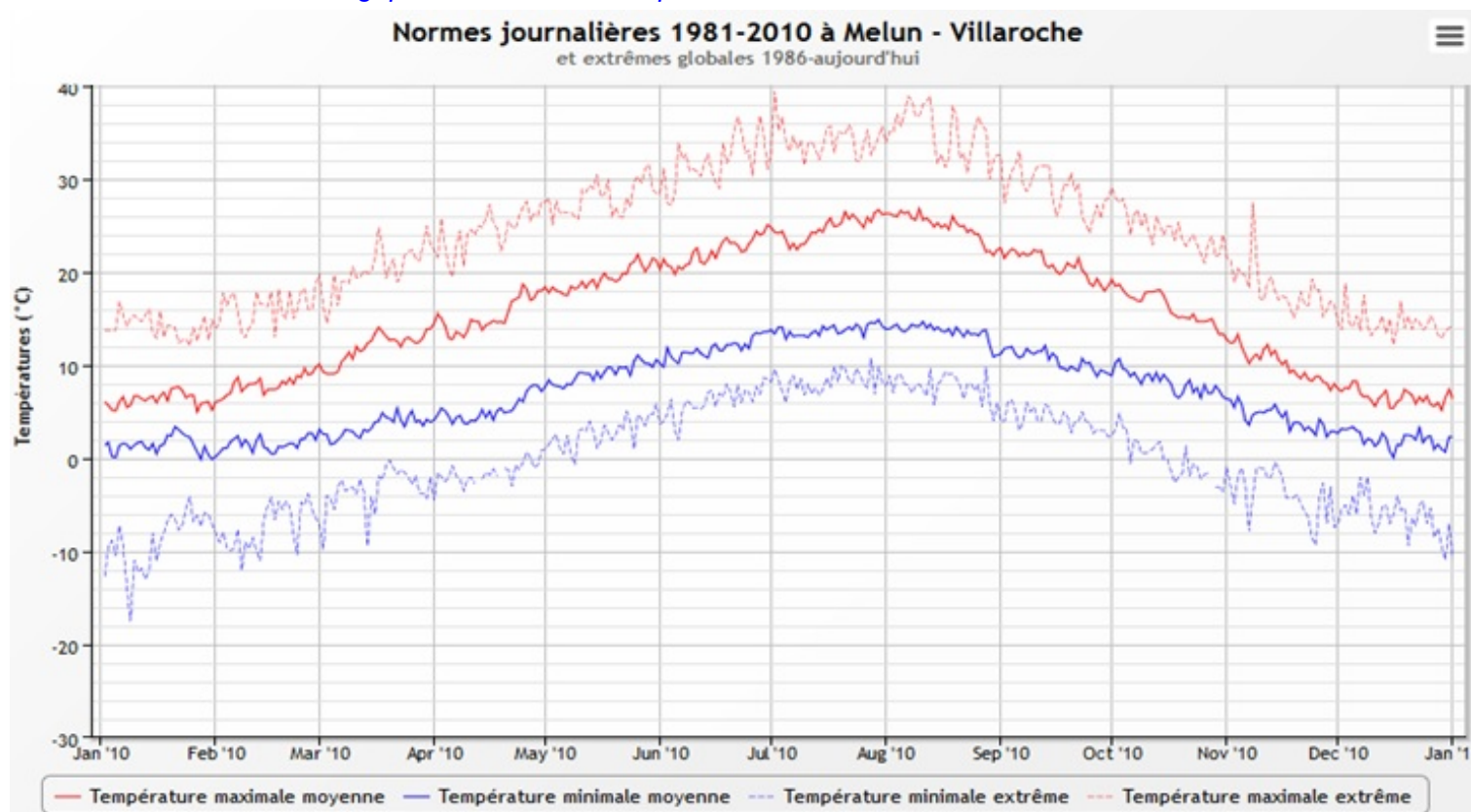
Nombre de cas observés : 87 600

Nombre de cas manquants : 2 928.

Le schéma représente les fréquences moyennes des directions du vent en % par groupes de vitesses.

Type de données : Valeurs trihoraires de 00 à 21 heures UTC.

• **Données climatologiques au niveau du Département Seine-et-Marne**

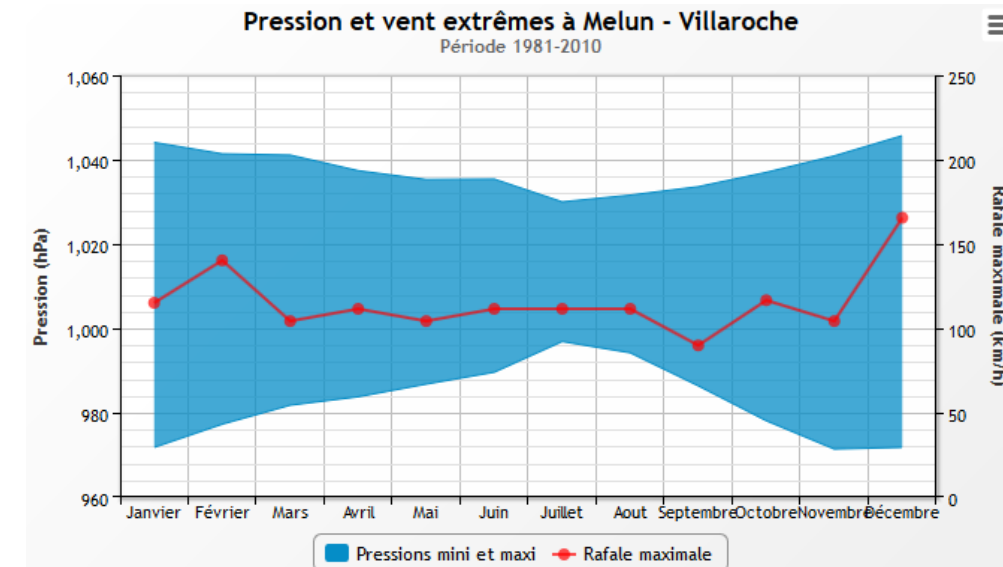
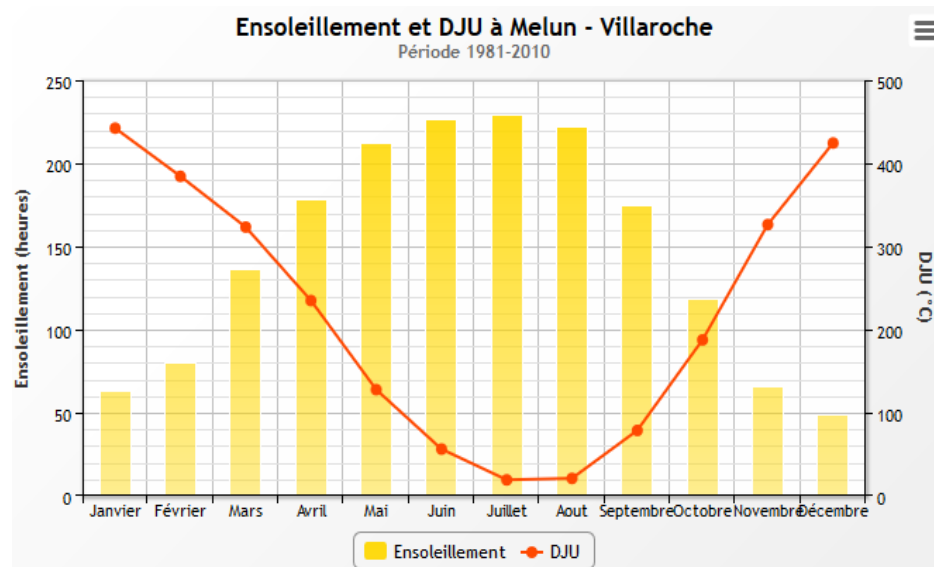
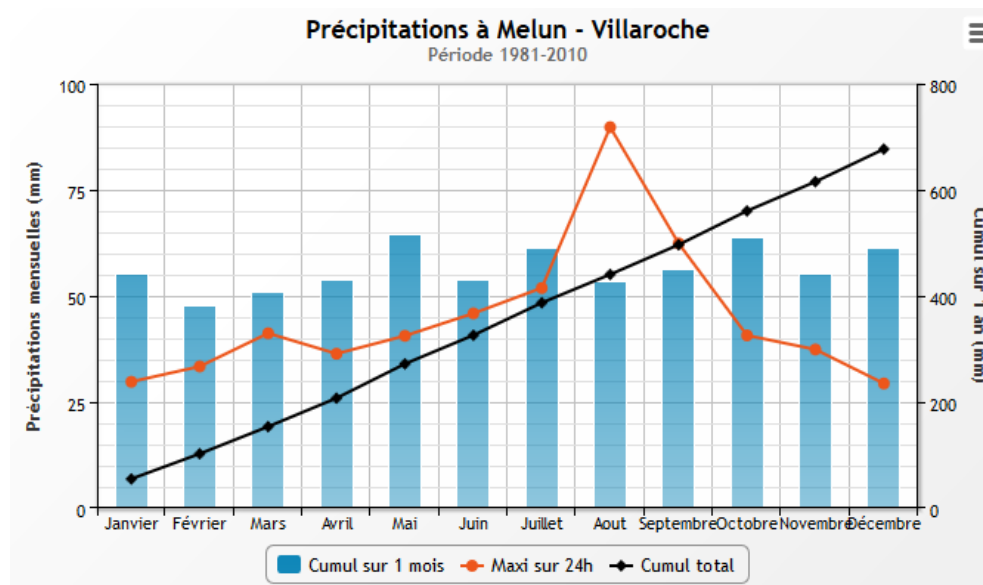
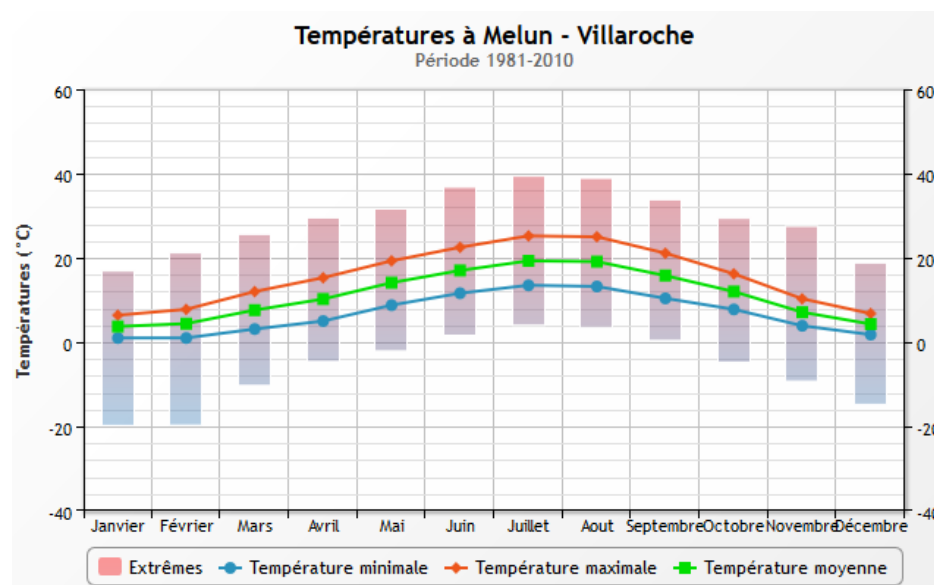


Graphique : normes journalières de température (période 1981 - 2010) mesurées dans la station de Melun-Villaroche – Source : infoclimat.fr.

	janv.	fev.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	dec.	Toute la période
Tempé. maxi extrême	16,9 05-1999	21,2 28-1960	25,6 25-1955	29,5 30-1994	31,6 28-2017	36,8 27-2011	39,4 01-2015	38,9 12-2003	33,8 11-1947	29,4 01-1985	27,5 7-2009	18,8 2-1992	39,4 le 01 juil. 2015
Tempé. maxi moyennes	6,4	7,8	12,0	15,3	19,3	22,5	25,2	25,0	21,1	16,2	10,3	6,8	15,7
Tempé. moy moyennes	3,7	4,4	7,6	10,2	14,1	17,0	19,3	19,1	15,8	12,0	7,1	4,3	11,2
Tempé. mini moyennes	1,0	1,0	3,1	5,0	8,8	11,6	13,5	13,2	10,4	7,8	3,9	1,8	6,8
Tempé. mini extrême	-19,8 17-1985	-19,7 14-1956	-10,3 12-1958	-4,6 12-1988	-2,1 07-1957	1,6 04-1975	4,0 08-1954	3,5 31-1986	0,4 24-1947	-4,8 29-1985	-9,3 24-1998	-14,8 29-1964	-19,8 le 17 janv. 1985

Tableau : normales et records pour la période 1981-2010 mesurées dans la station de Melun-Villaroche – Source : infoclimat.fr.

- Données climatologiques au niveau du Département Seine-et-Marne

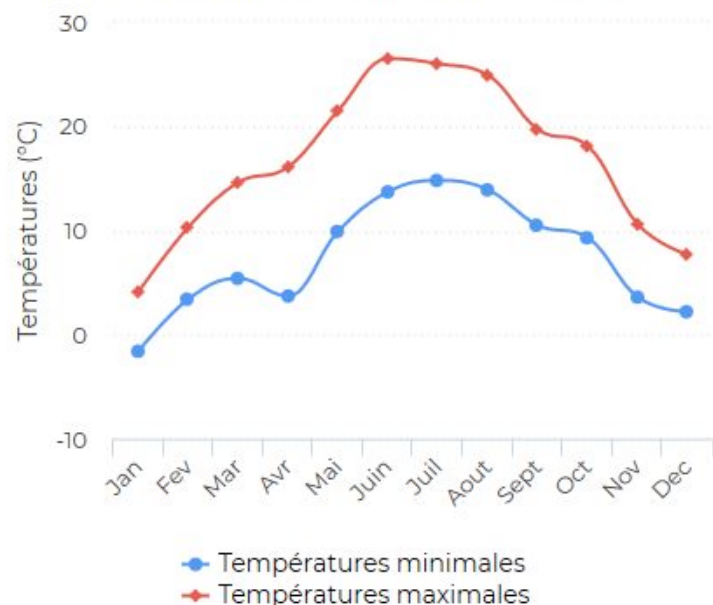


Graphiques : données climatologiques (période 1981 - 2010) mesurées dans la station de Melun-Villaroche – Source : infoclimat.fr.

Données climatologiques au niveau de la Commune

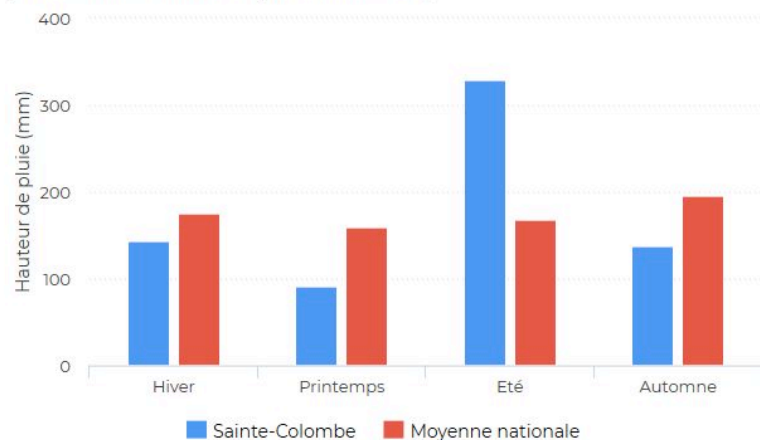
Températures à Sainte-Colombe en 2017

(Source : Linternaute.com d'après Météo France)



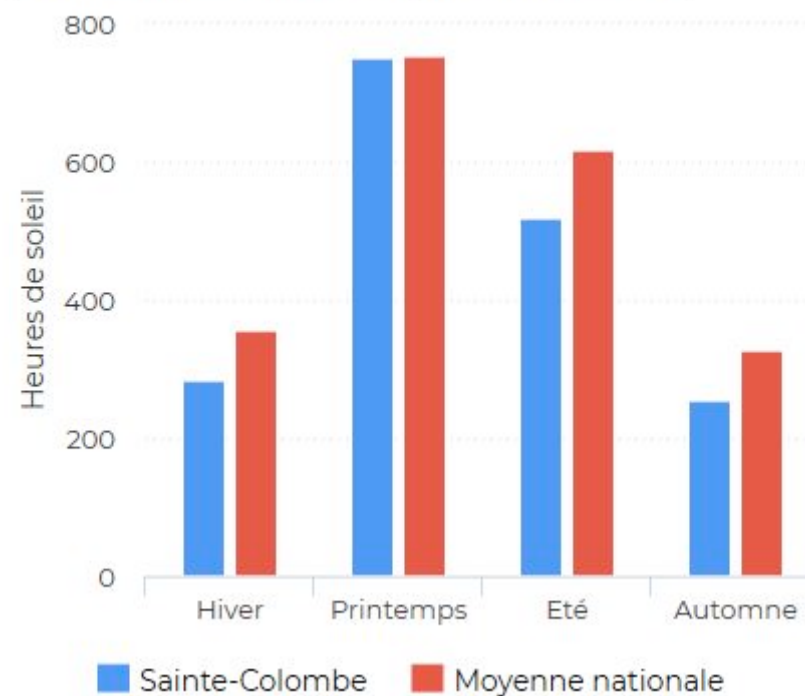
Pluie par saison à Sainte-Colombe en 2017

(Source : Linternaute.com d'après Météo France)



Soleil par saison à Sainte-Colombe en 2017

(Source : Linternaute.com d'après Météo France)



En 2017, les températures moyennes à Sainte-Colombe ont globalement été identiques aux moyennes nationales.

En 2017, par rapport à la moyenne nationale, la pluviométrie a été plus faible en hiver, au printemps et en automne. Elle a en revanche été beaucoup plus élevée en été.

En été, automne et hiver 2017 la commune de Sainte-Colombe a bénéficié d'un ensoleillement légèrement inférieur à la moyenne nationale. En revanche, au printemps 2017, ce dernier était équivalent à la moyenne nationale.

Source : www.linternaute.com d'après Météo France.

2.5. Qualité de l'air

Les graphiques présentés ci-dessous ont été réalisés par Airparif avec l'aide de l'État et sur demande de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie Île-de-France, afin de répondre aux exigences du Plan de protection de l'atmosphère de la région (PPA-mesure réglementaire n°8).

Les données à l'échelle communale présentent les concentrations annuelles en dioxyde d'azote (NO₂) et en particules (PM₁₀). La superficie et le nombre d'habitants concernés par un dépassement de la valeur limite annuelle en PM₁₀ (40 µg/m³) sont très faibles pour l'année 2013. Compte-tenu des incertitudes de la méthode d'estimation employée, ces chiffres ne sont pas significatifs.

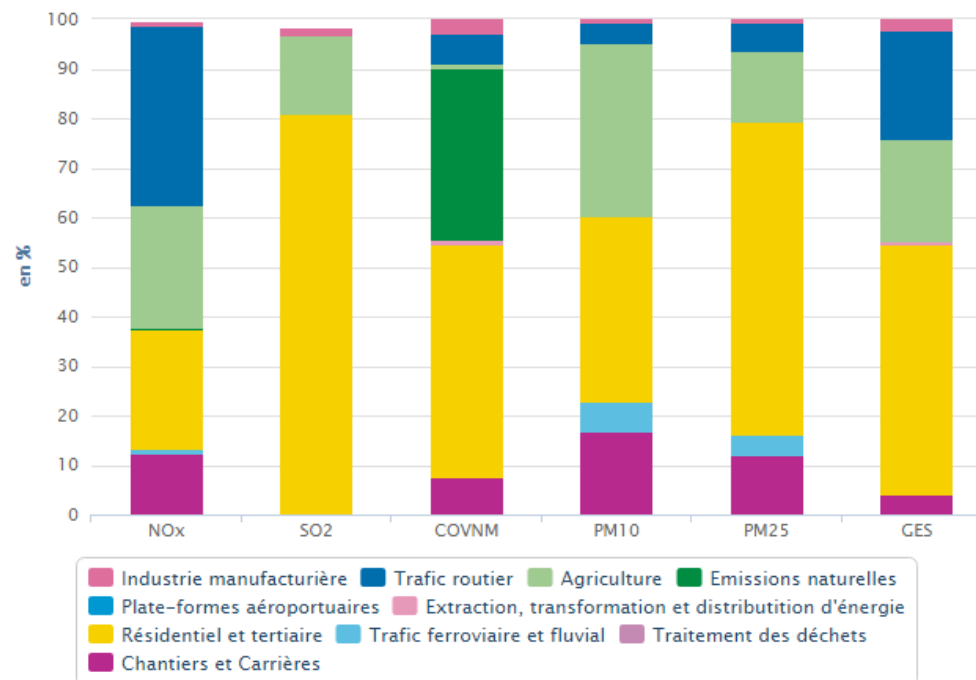
Ces données sont extraites de la modélisation régionale effectuée chaque année par Airparif. Elles ne peuvent en aucun cas se substituer à une modélisation spécifique et locale de la qualité de l'air, qui prendrait en compte de façon plus détaillée le bâti, le trafic routier et d'autres sources plus locales de pollution.

Les mesures en temps réel du réseau de stations de mesure d'Airparif sont utilisées pour vérifier les résultats de ces cartes modélisées et les ajuster. Plus de huit fois sur dix, les différences n'excèdent pas 25% entre les résultats de la modélisation et ceux des stations, avec un écart moyen entre les deux de l'ordre de 5%.

Par ailleurs, les données montrent que dans la Commune de Sainte-Colombe, les principales sources de pollution proviennent du résidentiel et tertiaire, et du trafic routier.

Polluants :	NOx	SO ₂	COVNM	PM ₁₀	PM ₂₅	GES
Emissions totales :	8 t	1 t	17 t	6 t	4 t	4 kt

Contribution en % des différents secteurs d'activités aux émissions de polluants pour la commune de : Sainte-Colombe (estimations faites en 2014 pour l'année 2012)



Graphique : Bilan des émissions annuelles de Sainte-Colombe (estimations faites en 2014 pour l'année 2012) – Source : AirPARIF.

Tableaux : Indicateurs de dépassement des valeurs limites en 2016 pour le NO₂ à gauche et le PM₁₀ à droite – Source : AirPARIF.

40 µg/m ³ en moyenne annuelle			
	Commune Sainte-Colombe	Département Seine-et-Marne	Île-de-France
Nombre d'habitants affectés	0	<1%	1450000
Superficie cumulée (km ²)	0	<1%	85
Longueur de voirie concernée (km)	0	42	290

35 jours supérieurs à 50 µg/m ³		40 µg/m ³ en moyenne annuelle	
	Commune Sainte-Colombe	Département Seine-et-Marne	Île-de-France
Nombre d'habitants affectés	0	non significatif*	200000
Superficie cumulée (km ²)	0	non significatif*	30
Longueur de voirie concernée (km)	0	1	150

• **L'indice Citeair est un indice de la qualité de l'air** qui a été développé sur l'initiative de réseaux de surveillance de la qualité de l'air, dans le cadre du projet européen du même nom (Citeair – Common information to European air, co-financé par les programmes INTERREG IIIc et IVc).

Il a été lancé en 2006 pour apporter une information au public :

- simple et prenant en compte la pollution à proximité du trafic ;
 - comparable à travers l'Europe ;
 - adaptée aux méthodes de mesure de chaque réseau de surveillance.
- Cet indice est déjà utilisé par une centaine de villes européennes où il est calculé toutes les heures, à partir de leurs stations de mesure.

Méthode de calcul :

Pollution	Indice
Très Faible	0 / 25
Faible	25 / 50
Moyenne	50 / 75
Élevée	75 / 100
Très Élevée	> 100

En 2017, dans la Commune, la pollution a été qualifiée de faible à très faible pendant 331 jours dans l'année. En revanche, elle a été considérée comme moyenne à élevée pendant 34 jours.

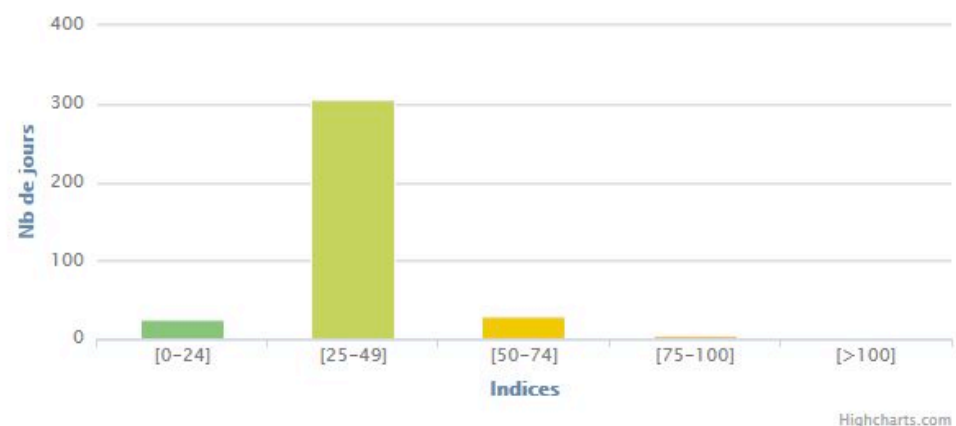
En conclusion, la commune de Sainte-Colombe est peu affectée par la pollution de l'air.

Source : AirPARIF.



☆ Répartition annuelle des indices pour la commune de Sainte-Colombe

Historique de l'indice citeair pour l'année 2017



Indice Citeair	Nombre de jours	% du nombre de jours
[0-24]	26	7.12
[25-49]	305	83.56
[50-74]	30	8.22
[75-100]	4	1.1
[>100]	0	0

*

*

*

2.5.1. La qualité de l'air : le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'Ile-de-France

Les plans de protection de l'atmosphère (PPA) définissent les objectifs et les mesures, réglementaires ou portées par les acteurs locaux, permettant de ramener, à l'intérieur des agglomérations de plus de 250 000 habitants et des zones où les valeurs limites réglementaires sont dépassées ou risquent de l'être, les concentrations en polluants atmosphériques à un niveau inférieur aux valeurs limites réglementaires.

Le PPA propose un volet de mesures réglementaires mises en œuvre par arrêtés préfectoraux, ainsi qu'un volet de mesures volontaires définies, concertées et portées, dans les domaines qui les concernent, par les collectivités territoriales et les acteurs locaux (professionnels et particuliers) concernés.

- **Mesures prises dans les PPA**

Les mesures concernent tous les secteurs émetteurs de polluants atmosphériques : les transports, l'industrie, l'agriculture et le résidentiel-tertiaire. Les mesures sont concertées avec un grand nombre d'acteurs et une partie des mesures est portée par les collectivités territoriales, notamment un certain nombre de mesures liées au transport.

Le préfet de chaque département concerné et, pour l'agglomération de Paris, le préfet de police, met en œuvre par arrêté pris après avis du ou des conseils départementaux de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques les :

Le **PPA de l'Ile-de-France**, approuvé le 9 février 2015, identifie une « zone sensible », au sein de laquelle certaines actions peuvent être renforcées en raison des dépassements des valeurs réglementaires (principalement NO₂ et PM₁₀). Elle recoupe la Zone Administrative de Surveillance 20 ZAG (ZAS-ZAG) 21, qui correspond en très grande partie à l'agglomération parisienne. Elle englobe la totalité des habitants potentiellement impactés par un dépassement des valeurs limites de NO₂. Elle couvre également 99,9% de la population potentiellement impactée par un risque de dépassement des valeurs limites de PM₁₀.

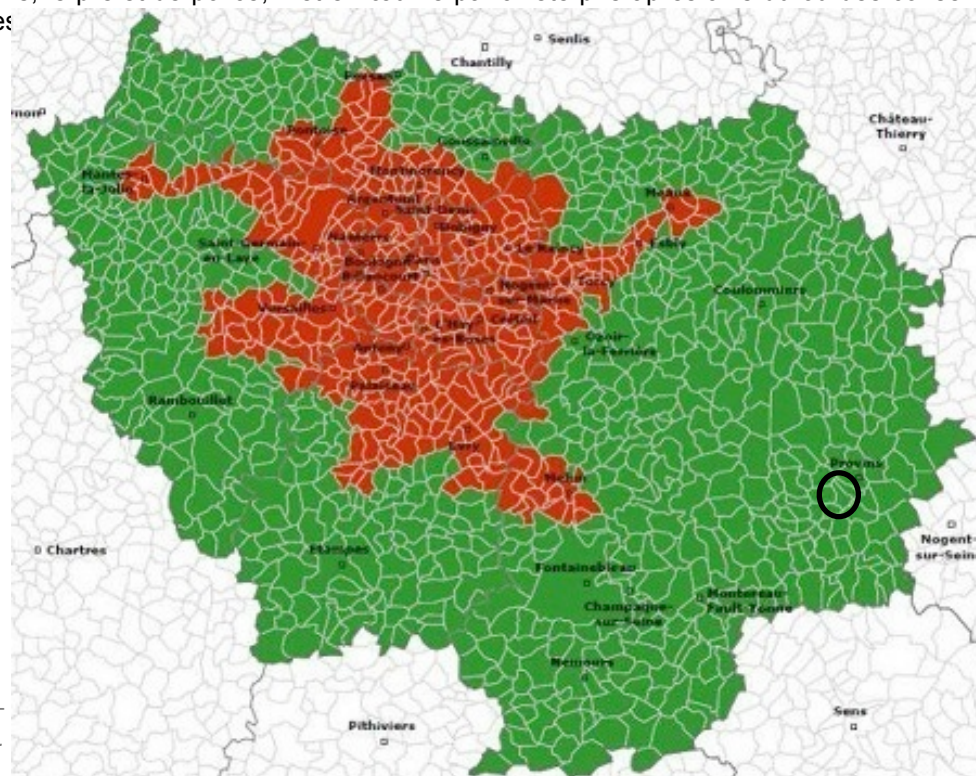
La commune ne figure pas dans le périmètre de la zone sensible.

Source : www.developpement-durable.gouv.fr

*

* *

Carte : « Zone sensible » de la région Ile-de-France –
Source : PPA - IdF.



- **Les mesures du PPA de l'Ile-de-France**

1. Les mesures réglementaires

Ces mesures constituent le cœur du PPA, elles ont vocation à être déclinées et précisées par des arrêtés inter préfectoraux une fois le PPA approuvé. Elles relèvent de la compétence des préfets, à l'exclusion de la mesure 10 relative aux moteurs auxiliaires de puissances des avions. Les principales sources d'émissions de particules et de NOx identifiées sont le trafic routier, l'industrie ainsi que le secteur résidentiel/tertiaire.

- REG1 : Obliger les principaux pôles générateurs de trafic à réaliser un plan de déplacements d'établissement (PDE).
- REG2 : Imposer des valeurs limites d'émissions pour toutes les installations fixes de chaufferies collectives.
- REG3 : Limiter les émissions de particules dues aux équipements individuels de combustion du bois.
- REG4 : Gestion des dérogations relatives à l'interdiction de brûlage à l'air libre des déchets verts.
- REG5 : Réduire les émissions de particules dues aux groupes électrogènes.
- REG6 : Améliorer la connaissance et la mesure des émissions industrielles.
- REG7 : Interdire les épandages par la pulvérisation quand l'intensité du vent est strictement supérieure à 3 Beaufort.
- REG8 : Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air à retrouver dans les documents d'urbanisme.
- REG9 : Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air à retrouver dans les études d'impacts.
- REG10 : Mettre en œuvre la réglementation limitant l'utilisation des moteurs auxiliaires de puissance (APU) lors du stationnement des aéronefs sur les aéroports de Paris - Charles de Gaulle, Paris - Orly et Paris - Le Bourget.
- REG11 : Diminuer les émissions en cas de pointe de pollution.

2. Les actions incitatives

Les actions qui suivent ne relèvent pas de la compétence réglementaire des préfets. En effet, le décret du 21 octobre 2010 précise que « Les plans de protection de l'atmosphère [...] fixent les objectifs à atteindre et énumèrent les mesures préventives et correctives, d'application temporaire ou permanente, pouvant être prises en vue de réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique, d'utiliser l'énergie de manière rationnelle et d'atteindre les objectifs fixés dans le respect des normes de la qualité de l'air. [Ils] recensent et définissent les actions prévues localement pour se conformer aux normes de la qualité de l'air dans le périmètre du plan ou pour maintenir ou améliorer la qualité de l'air existante ».

Le PPA doit donc traiter des mesures non réglementaires qui concourent à l'amélioration de la qualité de l'air.

2.1 Les objectifs relatifs au transport routier

Si la qualité de l'air est une problématique qui concerne l'ensemble de l'Ile-de-France et plus particulièrement de l'agglomération parisienne, il n'en demeure pas moins les principaux dépassements en concentration de polluants réglementés (NO2 et particules) sont observés autour des principaux axes routiers. C'est pourquoi des actions volontaristes et efficaces doivent être conduites vis-à-vis du transport routier.

Deux objectifs ont ainsi été définis afin d'élaborer collectivement et d'entériner une véritable stratégie régionale pour les années à venir visant à réduire efficacement les concentrations de polluants atmosphériques observées en proximité au trafic routier.

- OBJ1 : Promouvoir une politique de transports respectueuse de la qualité de l'air et atteindre les objectifs fixés par le PDUIF.

- S/OBJ 1.1 : Promouvoir une gestion optimisée des flux de circulation routière et le partage multimodal de la voirie.
- S/OBJ 1.2 : Promouvoir le développement des véhicules « propres ».
- OBJ 2 : Mettre en œuvre des mesures supplémentaires permettant d'accroître de 10% la réduction des émissions liées au trafic routier dans le cœur dense de l'agglomération.

2.2 Les mesures d'accompagnement

Ces mesures n'ont pas de portée réglementaire. Elles visent à sensibiliser les différents publics à l'amélioration de la qualité de l'air et/ou à mettre en œuvre des mesures concourant à la réduction des émissions de polluants atmosphériques. Il n'est, le plus souvent, pas possible de quantifier l'impact de ces mesures sur les réductions des émissions et a fortiori sur les concentrations de polluants atmosphériques.

- ACC1 : Sensibiliser les automobilistes franciliens à l'éco-conduite.
- ACC2 : Sensibiliser les gestionnaires de flottes captives aux émissions polluantes de leurs véhicules.
- ACC3 : Former et informer les agriculteurs et les gestionnaires d'espaces verts et d'infrastructures de transport sur la pollution atmosphérique, notamment par une incitation à l'acquisition de matériels ou installations limitant les émissions de polluants atmosphériques.
- ACC4 : Réduire les émissions des plates-formes aéroportuaires.
- ACC5 : Sensibiliser les Franciliens à la qualité de l'air.
- ACC6 : Harmonisation des éléments de communication sur le bois-énergie.
- ACC7 : Réduire les émissions de particules dues aux chantiers.

2.3 Les études

Au cours des réflexions sur les propositions de mesures pour le PPA d'Ile-de-France, un certain nombre de besoins d'études sont apparus. Leur objectif est de déboucher sur des mesures permettant d'améliorer la qualité de l'air en Ile-de-France.

- ETU1 : Etudier la faisabilité d'un contournement pérenne du cœur dense de l'agglomération parisienne pour les poids lourds en transit.
- ETU2 : Etudes sur le partage multimodal de la voirie en Ile-de-France.
- ETU3 : Etudier l'opportunité de moduler la redevance d'atterrissage sur les aéroports franciliens en fonction des émissions polluantes des avions.
- ETU4 : Etudier les évolutions du contrôle technique pollution pour les véhicules légers et les poids lourds.

Source : PPA Ile de France, Révision approuvée 2013, www.developpement-durable.gouv.fr.

*

*

*

2.6. Hydrographie et politiques de l'eau

2.6.1. Les cours d'eau de la commune

La Commune est traversée, par plusieurs cours d'eau. On note en particulier :

- la Voulzie. Sur le territoire de la commune de Louan-Villegruis-Fontaine, un chevelu de petits fossés, aux cours temporaires, donne naissance à la Traconne. Celle-ci s'écoule durant près de 10 km avant de prendre le nom de Voulzie au hameau de Richebourg (commune de Léchelle). Puis elle arrose les communes de Provins, Sainte-Colombe, Longueville, Jutigny, Les Ormes S/Voulzie, St Sauveur lès Bray où elle conflue avec la Seine.

La Voulzie parcourt environ 25 km suivant une direction Nord-Sud, avec une pente moyenne de l'ordre de 2 ‰. Le bassin versant est occupé par des bois, des zones de cultures et de prairies ; seule la partie centrale est urbanisée. La bande rivulaire est très boisée sur tout le cours. Vingt-six communes occupent le bassin versant de la Voulzie, dont dix-neuf sont riveraines et abritent 90% de la population (soit environ 23.000 habitants). Une partie significative du débit des sources qui alimentent la Voulzie est prélevée pour alimenter Paris en eau potable. Aussi, pour maintenir un débit suffisant, de l'eau de Seine, prélevée en aval de Bray-sur-Seine est refoulée dans la Voulzie au niveau de Provins (eau de restitution) ;

- Le ru des Méances. De 27,1 kilomètres de long, le ruisseau des Méances naît dans la commune de Chalaute-la-Grande et se jette dans la Seine à Saint-Sauveur-lès-Bray. Il traverse les dix communes suivantes, d'amont vers l'aval, Chalaute-la-Grande, Sourdun, Chalaute-la-Petite, Sainte-Colombe, Soisy-Bouy, Chalmaison, les Ormes-sur-Voulzie, Everly, Mouy-sur-Seine et Saint-Sauveur-les-Bray. Son bassin versant s'étend sur 125 km². Il est constitué à 59,64 % de « territoires agricoles », 33,67 % de « forêts et milieux semi-naturels », 6,25 % de « territoires artificialisés », 0,64 % de « surfaces en eau » ;

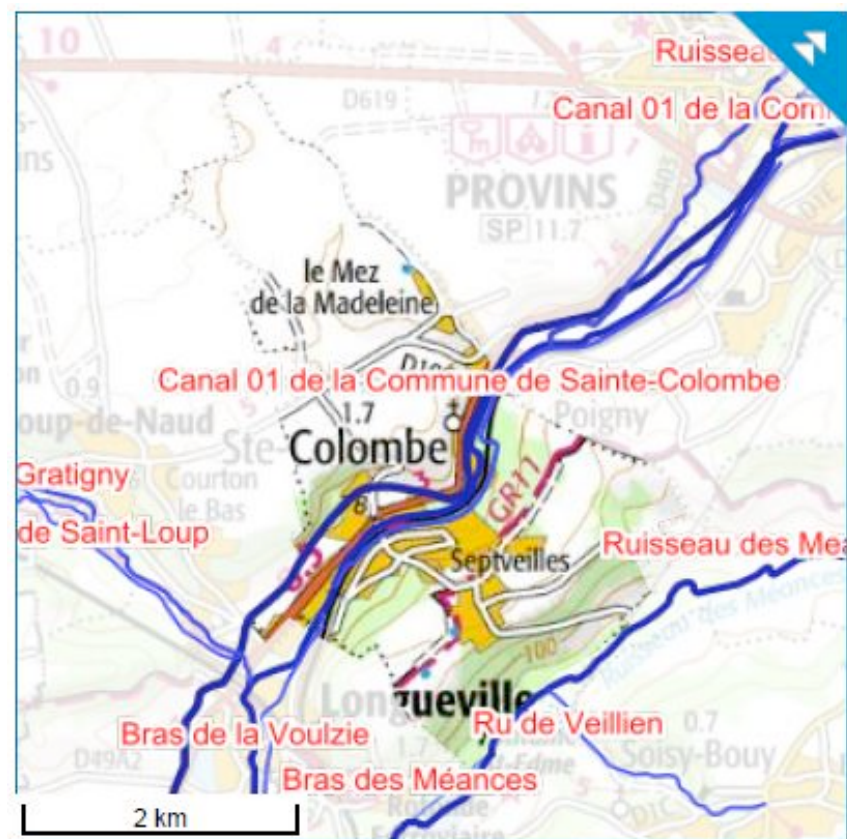
- La conduite d'eau prélevée en Seine pour restitution à la Voulzie. Elle rejoint l'aqueduc de la Vanne au niveau de Moret-sur-Loing. Elle peut être considérée comme une trame herbacée, puisqu'enherbée en surface. Cet aqueduc dessert en eau potable la ville de Paris. Bien que souterrain, son tracé est visible et marque le paysage de Sainte-Colombe. Cet ouvrage donne lieu à une servitude de non constructibilité.

Source : SIGES (BRGM), eau.seine-et-marne.fr et Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016

2.6.2. Les mares et plans d'eau

• Plusieurs mares existent sur le territoire, identifiées sur les cartes de Seine-et-Marne Environnement (voir en page 57). Elles sont aussi repérées sur les plans de zonage et protégées par le règlement.

Carte : Les cours d'eau de la Commune – Source : SIGES (BRGM).



2.6.3. L'unité hydrographique Bassée-Voulzie

L'unité hydrographique **Seine et Normandie** comprend la Seine et tous ses affluents, répartis en plusieurs sous-unités.

La commune appartient à l'**unité hydrographique Bassée-Voulzie**. L'UH Bassée-Voulzie s'étend en milieu rural sur 1700 km² autour de la Seine entre les confluences de l'Aube et de l'Yonne. La Seine y est de bonne qualité, assez pour être classée en masse d'eau naturelle malgré la navigation.

Les affluents de Seine-et-Marne, nettement plus dégradés, sont eutrophes et contaminés par l'activité agricole (nitrates). Les efforts concernant les systèmes d'assainissement (dispositifs de traitement obsolètes et réseaux dont le fonctionnement n'est pas satisfaisant) devront être poursuivis par les petites collectivités qui impactent le chevelu.

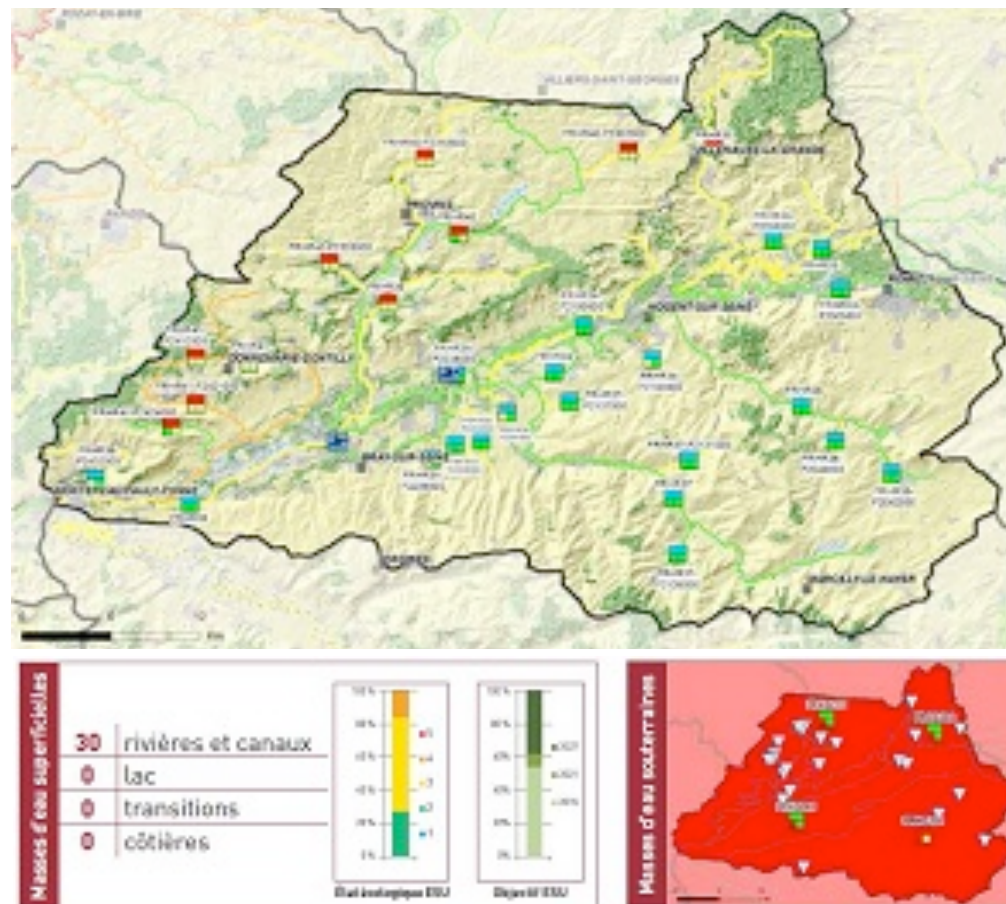
L'hydromorphologie de ces rivières est perturbée par leurs rectification et aménagements (barrages, moulins, gravières), parfois très anciens. D'autres sont à venir, tels que les projets de Mise à Grand Gabarit entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine et l'ouvrage de ralentissement des crues de la Seine (casiers).

Une vigilance est nécessaire sur des zones industrielles présentes ou en extension (centrale de Nogent, Montereau), ainsi que sur l'exploitation de granulats. Les enjeux de ce territoire qui s'organisent autour d'une plaine alluviale exceptionnelle sont très forts :

- la protection et la restauration de milieux aquatiques et de zones humides d'intérêt national ;
- la préservation de prairies inondables naturelles et la lutte contre les inondations à l'aval de l'UH.

La masse d'eau alluviale de la Bassée (FRHG006) est à préserver pour les besoins futurs en AEP. La masse d'eau souterraine du Champigny (FRHG103), pour laquelle plusieurs plans d'actions sur les aires d'alimentation des captages sont prévus, est une ressource pour l'AEP à restaurer en qualité et quantité.

Source : www.eau-seine-normandie.fr



Carte : l'unité hydrographique Bassée-Voulzie (source : www.eau-seine-normandie.fr).

2.6.4. Le SDAGE Seine-Normandie

La commune est concernée par le SDAGE Seine-Normandie 2022 - 2027. Son PLU doit ainsi être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

- **Les orientations fondamentales et dispositions du SDAGE**

- Il s'agit des grands principes d'actions sur lesquels les usagers se mettent d'accord pour répondre aux enjeux du bassin qui ont été soumis à la consultation du public en 2018-2019. Elles confèrent au SDAGE sa portée juridique dans la mesure où les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le SDAGE.

Le SDAGE 2022-2027 est organisé en 5 orientations fondamentales, 28 orientations et 123 dispositions.

- Orientation fondamentale 1 : Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée.
- Orientation fondamentale 2 : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable.
- Orientation fondamentale 3 : Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles.
- Orientation fondamentale 4 : Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique.
- Orientation fondamentale 5 : Protéger et restaurer la mer et le littoral.

2.6.5. Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie

Le **plan de gestion des risques d'inondation (PGRI)** est un document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie, initié par une Directive européenne, dite « Directive Inondation » dont les objectifs ont été repris dans la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle II).

Cette politique repose sur plusieurs niveaux :

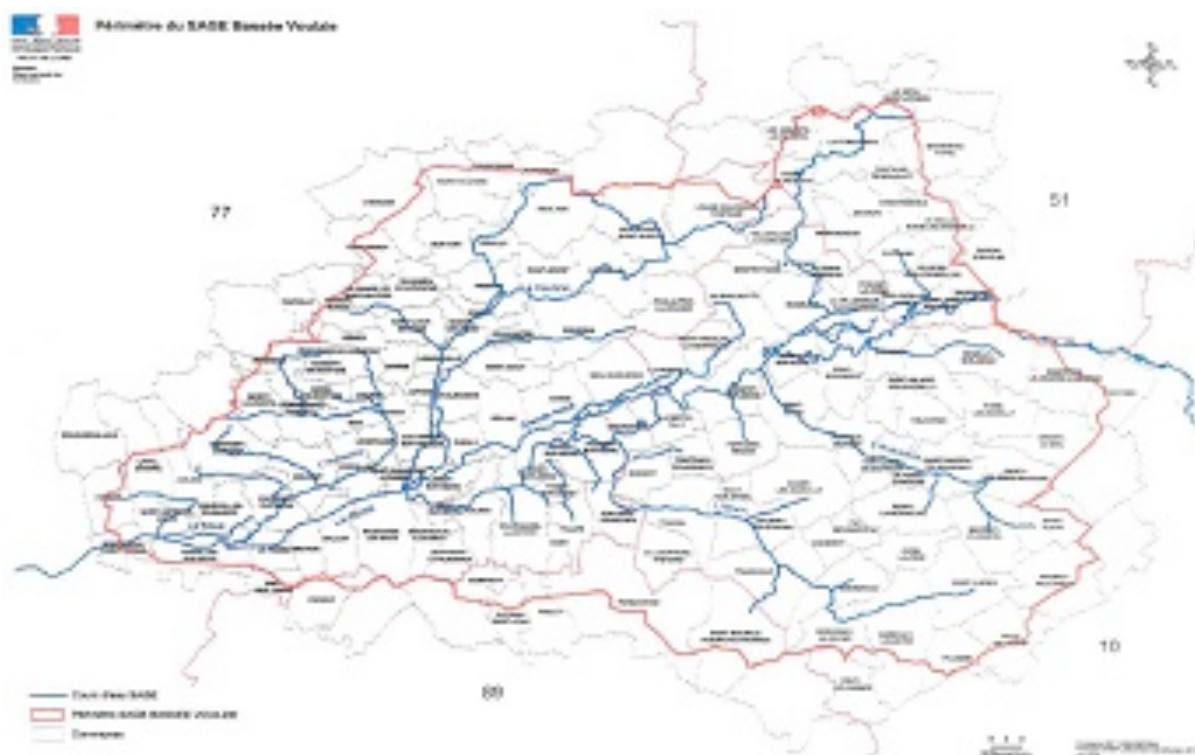
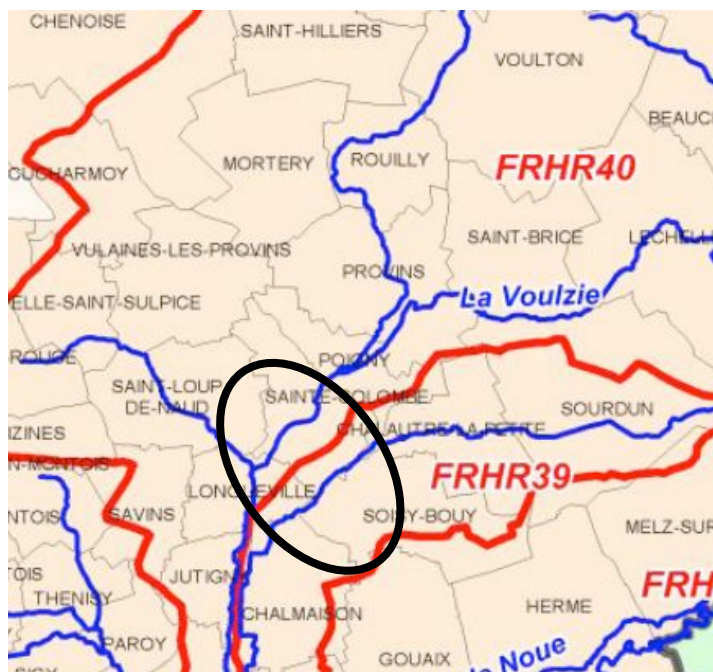
- au niveau national : la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation approuvée en octobre 2014
- au niveau du bassin Seine-Normandie :
 1. l'évaluation préliminaire du risque d'inondation (EPRI) : diagnostic relatif aux enjeux des risques passés, actuels et futurs, élaborée en 2011.
 2. l'identification de territoires à risques importants d'inondation (TRI) - réalisée en 2012
 3. la cartographie des surfaces inondables et des risques à l'échelle de ces TRI – réalisée de 2013 à 2014.
 4. le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) – adoption en décembre 2015.

Source : www.eau-seine-normandie.fr

2.6.6. Le SAGE Bassée-Voulzie

Sainte-Colombe est concernée par le SAGE Bassée-Voulzie qui est actuellement en cours d'élaboration.

Carte : Périmètre du bassin versant du
SAGE – Source : Arrêté inter-préfectoral
du 2 septembre 2016.



Sainte-Colombe appartient aux masses d'eau FRHR39 (le ruisseau des Méances de sa source au confluent de la Seine, exclu) et FRHR40 (la Voulzie de sa source à la confluence de la Seine, exclu).

La masse d'eau FRHR39 est caractérisée par un état écologique moyen et un bon état chimique. L'atteinte du bon état écologique et chimique est fixée à 2021.

La masse d'eau FRHR40 est caractérisée par un bon état écologique et chimique. L'atteinte du bon état écologique est fixée pour 2021 et l'atteinte du bon état chimique est fixé à 2027.

Source : dossier préliminaire du SAGE Bassée-Voulzie.

Carte : Les masses d'eau concernant la Commune – Source : dossier préliminaire du SAGE Bassée-Voulzie.

2.6.7. Le SMAE du Bassin de la Voulzie et des Méances

- Le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement et l'Entretien du Bassin de la Voulzie et des Méances regroupe 30 communes concernées par la Voulzie et ses affluents (Durteint, Dragon et Méances). Ayant pour mission initiale et unique d'assurer le bon écoulement des eaux, notamment par la gestion des ouvrages hydrauliques. Le syndicat œuvre depuis quelques années pour la reconquête écologique de sa rivière : création d'un poste de garde rivière, modification des pratiques d'entretien (uniquement intervention en manuel), installation d'ouvrages de franchissement piscicole (Saint Ayoul, Bray-sur-Seine), travaux de renaturation du lit mineur (diversification des habitats, resserrement du lit...)

Le SIAE a lancé début 2010 une étude globale de restauration écologique de ses cours d'eau dans le but de répondre aux objectifs d'atteinte du bon état écologique. Il travaille en parallèle sur l'arasement d'ouvrages permettant de restaurer les continuités écologiques. Programme Pluriannuel de restauration et d'entretien de la Voulzie, de ses affluents, et du ru des Méances amont (bureau d'étude SINBIO, 2011).

Source : Page 34 Document d'objectifs du site Natura 2000 « La Bassée » FR 1100798 Biotope – Mai 2012 Tome 1 : Etat initial

- Le site ne présente pas d'ouvrage prioritaire. Cependant, il est à noter que le syndicat de rivière de la Voulzie et des Méances finalise actuellement une étude globale qui porte à la fois sur la restauration de la continuité écologique et la restauration du lit des rivières. Dans ce cadre, il est prévu, sous réserve de la réalisation d'études complémentaires et de l'obtention des autorisations administratives et des propriétaires, d'effacer plusieurs ouvrages sur le site du Dragon.

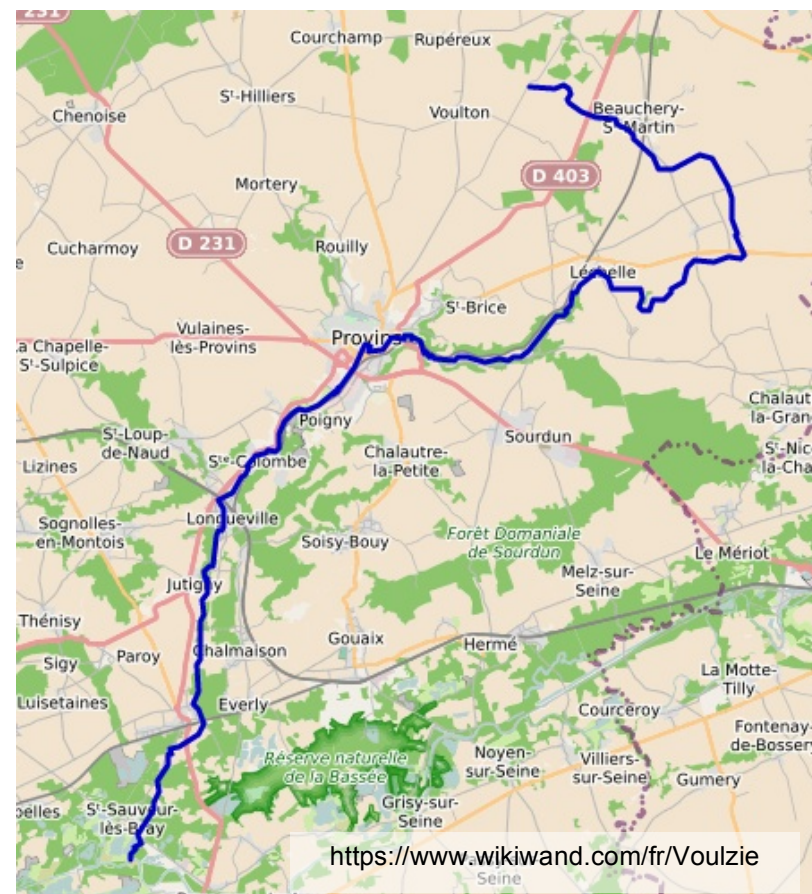
- Le syndicat de rivière de la Voulzie et des Méances

Créé en 1972, le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Entretien du Bassin de la Voulzie et des Méances (SMAEBVM) réalise ces dernières années des travaux de reconquête de l'écologie de ses rivières (création de banquettes dans la Voulzie à Provins, réalisation d'épis-peignes dans le Durteint, réalisation de passes-à-poissons), en plus des travaux classique d'entretien de la végétation et des embâcles sur les cours d'eau permanents (environ 35km, sur environ 50km de cours d'eau au total).

Le SMAEBVM souhaite poursuivre cette démarche sur environ 50 km de cours d'eau en l'inscrivant dans un schéma directeur de restauration globale, permettant entre autre de répondre aux objectifs de « Bon État Écologique » des masses d'eau à l'horizon 2015, fixé par la Directive Cadre européenne sur l'Eau. En plus des travaux d'entretien des cours d'eau et de diversification du milieu naturel, le SMAEBVM souhaite également poursuivre sa démarche de travaux sur des ouvrages hydrauliques (modification de gestion, abaissement, effacement partiel ou total), dans le but d'améliorer sensiblement les qualités du milieu aquatique.

Ces travaux devront être réalisés conformément aux prescriptions techniques figurant dans les MAEt, les contrats Natura 2000, les autres contrats et la Charte Natura 2000.

Source : DOCOB FR1102004 « RIVIÈRE DU DRAGON » Pages 23 et 24 (arrêté préfectoral d'approbation du 27 juillet 2011).



2.6.8. Le Plan Départemental de l'Eau (PDE)

La Seine-et-Marne est un département riche en eau superficielle (la Seine, la Marne et leurs affluents) et en eau souterraine (nappe du Champigny, de la Bassée). Mais la ressource en eau se raréfie, notamment après des hivers insuffisamment pluvieux. Par ailleurs, la qualité de l'eau se dégrade mettant certaines communes rurales dans l'impossibilité de respecter les normes réglementaires pour l'alimentation en eau.

Face à cette situation, l'Etat, en collaboration avec le Conseil général et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ont décidé de réaliser un Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) afin de proposer des solutions pérennes et mutualisées. Afin de coordonner tous les acteurs autour de ce nouvel outil devant assurer la délivrance d'eau de qualité et en quantité à tous les Seine-et-Marnais, le Conseil général a proposé de se regrouper autour d'un Plan Départemental de l'Eau (PDE), pour une durée de 5 ans.

Le premier **Plan Départemental de l'Eau 2007-2011** (signé en septembre 2006) comportait globalement 4 axes principaux :

1. Le volet curatif : sécuriser et pérenniser l'alimentation en eau potable des Seine-et-Marnais ;
2. Le volet préventif : reconquérir la qualité de la ressource en eau en intensifiant la prévention des pollutions ponctuelles et diffuses ;
3. Le volet communication : améliorer l'information des Seine-et-Marnais afin qu'ils adoptent des comportements éco-citoyens ;
4. Le volet concernant les autres actions (...) : améliorer le fonctionnement de l'assainissement et reconquérir la qualité des cours d'eau.

Le **Plan Départemental de l'Eau 2012-2016** (signé en juin 2012), poursuit la démarche initiée par le premier PDE, en reconduisant tous ses objectifs et en les complétant pour répondre aux nouveaux enjeux apparus au cours de ces 5 dernières années. Il repose sur 4 axes principaux :

1. La sécurisation de l'alimentation en eau potable, avec une eau potable distribuée de qualité et une exploitation économe de la ressource ;
2. La reconquête de la qualité de la ressource en eau, qui concerne deux sous thèmes : les pollutions localisées et les pollutions diffuses ;
3. L'amélioration du patrimoine naturel, qui doit être menée en parallèle des autres actions : hydromorphologie des rivières et trame verte et bleue ;
4. Fédérer les acteurs autour de la politique de l'eau : moyens financiers, gouvernance et communication.

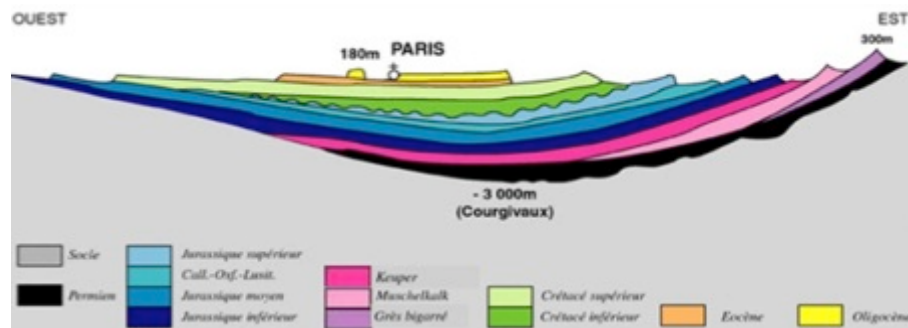
Un troisième **Plan Départemental de l'Eau 2017-2021** (signé le 03 octobre 2017), permettra de poursuivre la coopération entre les acteurs et garantir l'accompagnement des territoires. Les principaux axes d'action de ce document sont les suivants :

1. Accompagner et fédérer les acteurs pour répondre aux enjeux du territoire ;
2. Protéger la ressource en eau et sécuriser l'alimentation en eau potable ;
3. Reconquérir la qualité de la ressource en eau ;
4. Gérer durablement la ressource en eau ;
5. Améliorer et valoriser les milieux aquatiques et humides en lien avec les projets de territoire ;
6. Gérer le risque inondation.

Le 31 janvier 2020 a eu lieu la cérémonie de signature de la prorogation du 3ème Plan Départemental de l'Eau (PDE). Sa période de mise en œuvre est donc prolongée jusqu'en 2024.

Source : eau.seine-et-marne.fr.





2.7.1. La nappe du tertiaire-Champigny-en Brie et Soissonnais

L'eau présente dans le sous-sol du territoire de la commune appartient à la **nappe du tertiaire-Champigny-en Brie et Soissonnais**.

La masse d'eau se situe au centre du Bassin parisien. Les formations géologiques la composant, datent de l'Eocène et de l'Oligocène, affleurent au niveau du plateau de Brie. Du nord-ouest au sud-est, l'épaisseur des formations diminue et il y a un passage progressif du faciès lagunaire vers un faciès lacustre.

La masse d'eau est formée d'un multicouche d'aquifères, c'est-à-dire d'une succession de plusieurs terrains géologiques perméables et semi-perméables. Le système aquifère est complexe. Ces horizons géologiques, qu'ils soient perméables ou peu perméables, montrent de fortes variations de faciès et par conséquent, de perméabilités.

Ces variations sont à l'origine de phénomènes probables de drainance pour rééquilibrer les charges entre les différents lits d'écoulement. Par conséquent, selon le faciès des formations présentes et l'épaisseur de certains niveaux peu perméables, en particulier les Marnes infragypseuses et les Sables de Beauchamp, ces aquifères multicouches sont plus ou moins interconnectés.

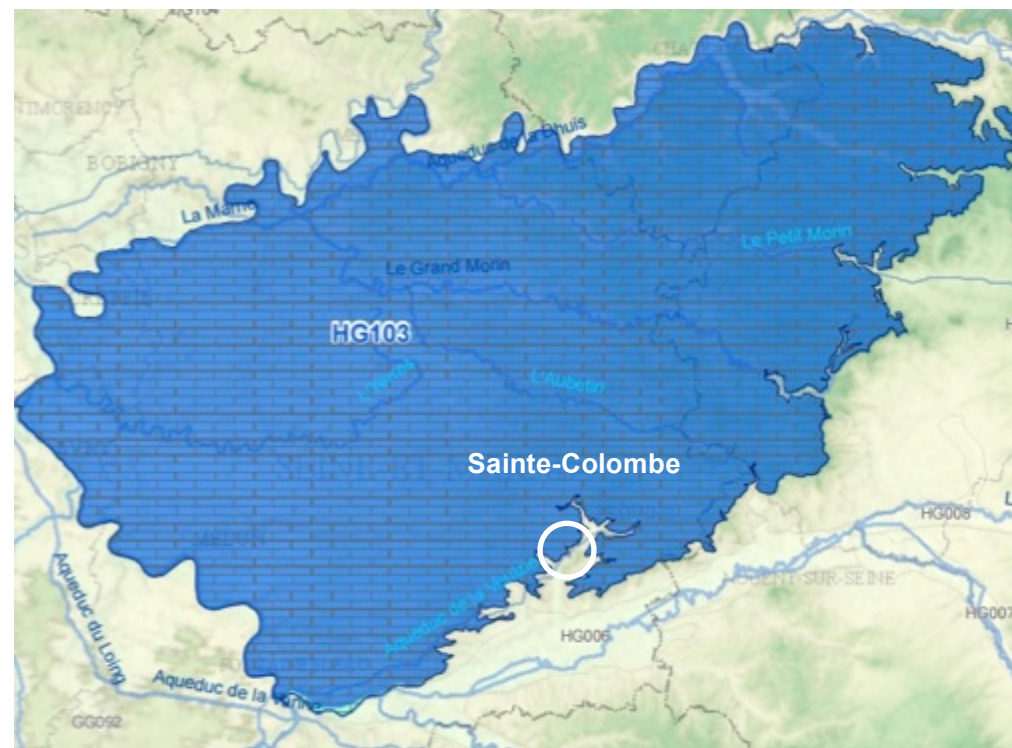
Le substratum de la masse d'eau est caractérisé par les argiles du Sparnacien (argiles plastiques), épaisses et relativement continues sous le plateau de Brie.

Au sein de la masse d'eau, l'ensemble des formations aquifères et des horizons semi-perméables les séparant se développe sur une épaisseur maximale de 80 à 90 mètres. Il se réduit à 30 mètres sur la bordure sud-est, où les différentes formations forment un aquifère unique

Source : BRGM.



Carte ci-contre : la nappe du tertiaire-Champigny-en Brie et Soissonnais
(source : www.adeseaufrance.fr).



2.7.3. La nappe de la Craie du Sénonais et Pays d'Othe

Au droit de la masse d'eau de la craie du Sénonais et du pays d'Othe, la nappe est profonde et connaît des battements importants (dizaine de mètres) qui suivent les variations pluviométriques.

La nappe est sensible aux variations climatiques, mais elle se restaure facilement après une période de sécheresse.

Les cycles saisonniers sont marqués.

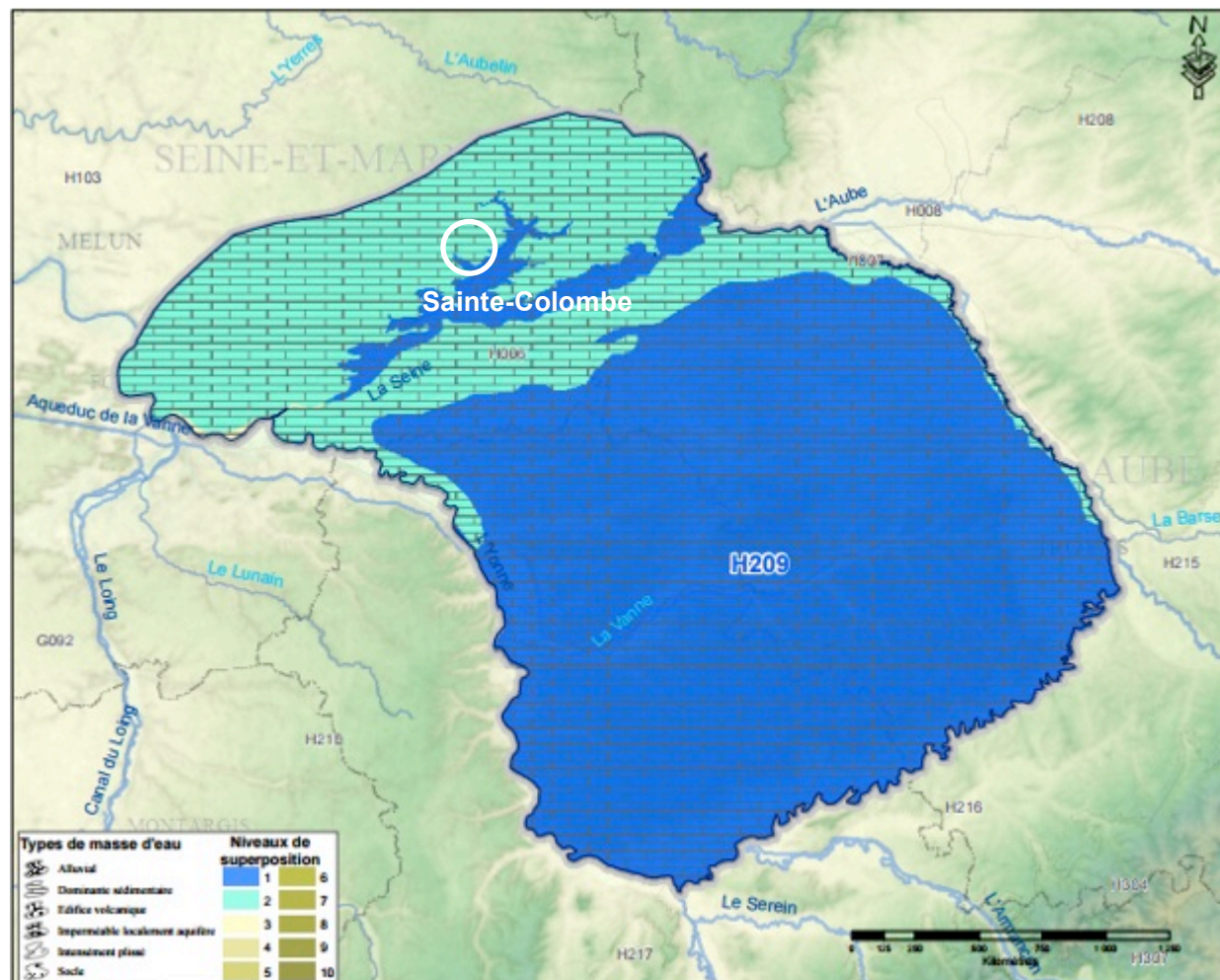
La karstification (formation de gouffres et de rivières souterraines dans un sous-sol calcaire) est développée avec des intensités variables selon les secteurs.

Les niveaux piézométriques de l'ensemble des chroniques sur la masse d'eau montrent une tendance générale stable qu'il conviendrait de vérifier avec des points d'observations situés au centre de la masse d'eau.

Source : BRGM.

*

* *



Carte ci-contre : la nappe de la Craie du Sénonais et pays d'Othe (source : www.adess.eaufrance.fr).

2.7.4. Les entités hydrogéologiques

La succession des **entités hydrogéologiques affleurantes** au droit de la commune, c'est-à-dire l'empilement des couches géologiques aquifères (contenant une nappe d'eau souterraine) et des formations imperméables pouvant les séparer, est présentée ci-dessous.

Ces données sont issues du référentiel hydrogéologique BDLISA (Base de Données sur les Limites des Systèmes Aquifères) à une échelle locale (niveau 3). Les entités sont présentées par ordre croissant de recouvrement : sur ce principe, l'entité d'ordre 1 se trouve à l'affleurement alors que l'entité d'ordre 5 est surmontée par 4 entités moins profondes (la profondeur de la couche n'est pas renseignée).

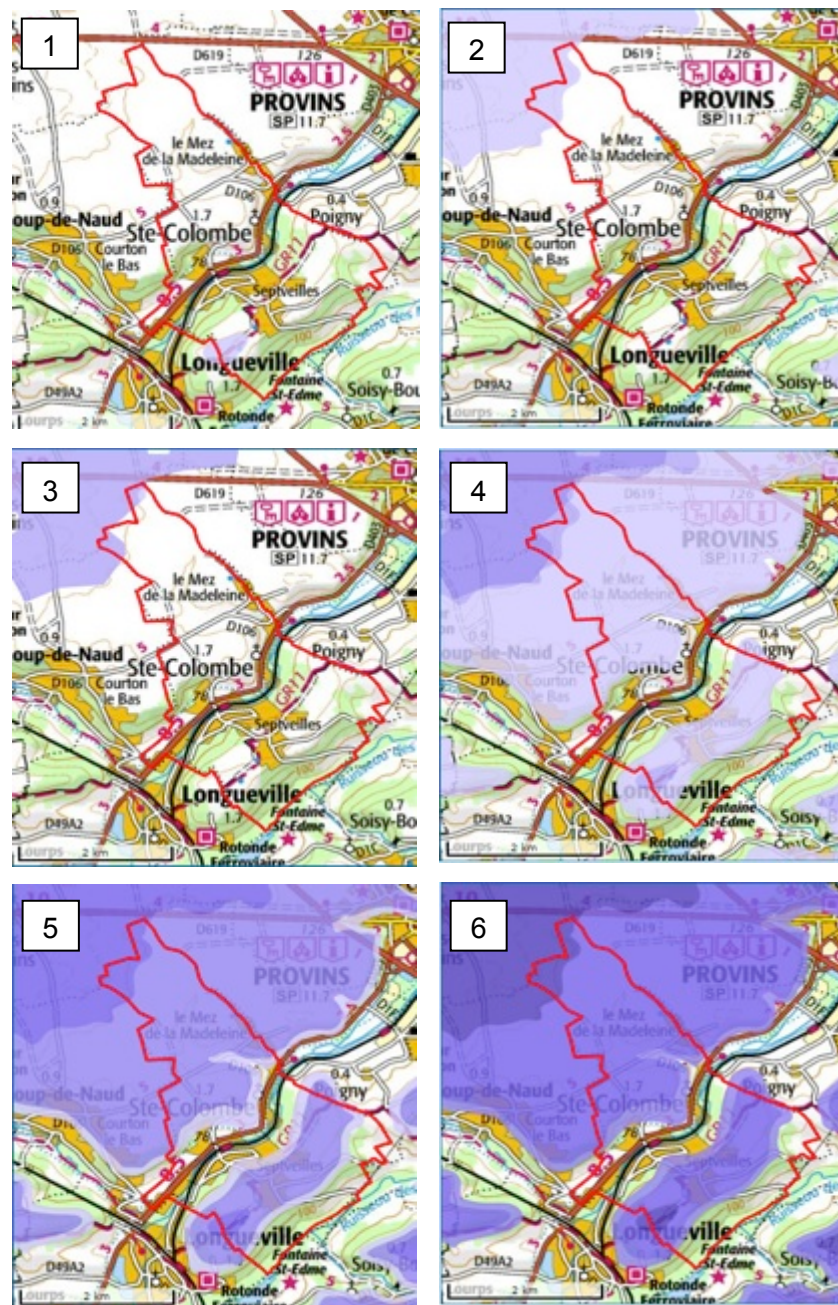
- 1 - Sables et grès de Fontainebleau de l'Oligo-Miocène du Bassin Parisien en rive droite de la Seine (bassin Seine-Normandie) (107AC05),
- 2 - Calcaire de Brie du Rupélien (Oligocène inf.) du Bassin Parisien (bassin Seine-Normandie et Loire-Breta) (107AK01),
- 3 - Marnes vertes et supra-gypseuses du Rupélien (Oligocène inf.) du Bassin Parisien (bassin Seine-Normandie majoritairement et bassin Loire-Bretagne) (110AA01),
- 4 - Calcaire Ludien de l'Eocène sup. du Bassin Parisien en Brie à dominante karstique (113AA03),
- 5 - Calcaires de Saint-Ouen du Bartonien inf. du Bassin Parisien (113AK03)
- 6 - Marnes et caillasses du Lutétien sup. du Bassin Parisien (113AO01).

Source : sigessn.brgm.fr.

*

* *

Cartes ci-contre : représentation des entités hydrogéologiques concernant la Commune (source : sigessn.brgm.fr).



Dans la commune, les variations de l'occupation du sol entre 2008 et 2012 ont été modérées.

- l'augmentation d'environ 1,9 ha de forêts ;
- environ 3,6 ha supplémentaires de « milieux semi-naturels » ;
- la suppression d'environ 0,5 ha d'espaces verts urbains ;
- la disparition d'environ 5,6 ha de carrières, décharges et chantiers.

- Une nouvelle surface dédiée à l'habitat individuel a été urbanisée (0,64 ha) durant la période 2008 - 2012.
- une surface de 0,48 ha pour la période 2012 – 2017, soit un total de 1.12 hectare sur 10 ans.

*

*

*

The map displays the town of Ségreville and its surrounding areas. Key features include:

- Land Use Zones:** Various colored areas representing different types of land use, such as green for agricultural fields, orange for residential areas, and purple for industrial or commercial zones.
- Water Bodies:** The 'la rivière' (the river) flows through the town, and 'la vallée' (the valley) is visible in the lower part of the map.
- Infrastructure:** Roads, including 'la route de la vallée', and a railway line are shown.
- Topography:** The map shows the town's location relative to the river and valley, with labels like 'la vallée' and 'la rivière'.
- Scale and Orientation:** A scale bar at the bottom right indicates distances, and a north arrow is present.

Occupation du sol en hectares	Surface 2008	Disparition	Apparition	Surface 2012	Bilan
1 Forêts	191,59	-0,06	1,94	193,46	1,87
2 Milieux semi-naturels	20,58	-1,94	5,54	24,18	3,61
3 Grandes cultures	446,36	0,00	0,00	446,36	0,00
4 Autres cultures	3,45	0,00	0,00	3,45	0,00
5 Eau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Espaces agricoles, forestiers et naturels	661,98	-0,06	5,54	667,46	5,48
6 Espaces verts urbains	22,84	-0,48	0,00	22,36	-0,48
7 Espaces ouverts à vocation de sport	3,69	0,00	0,00	3,69	0,00
8 Espaces ouverts à vocation de tourisme et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
+ + 9 Cimetières	0,62	0,00	0,00	0,62	0,00
10 Autres espaces ouverts	1,47	0,00	0,00	1,47	0,00
Espaces ouverts artificialisés	28,62	-0,48	0,00	28,14	-0,48
11 Habitat individuel	78,27	0,00	0,64	78,91	0,64
12 Habitat collectif	0,38	0,00	0,00	0,38	0,00
13 Habitat autre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14 Activités économiques et industrielles	17,34	0,00	0,00	17,34	0,00
15 Entrepôts logistiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Commerces	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17 Bureaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Sport (construit)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19 Equipements d'enseignement	0,30	0,00	0,00	0,30	0,00
20 Equipements de santé	0,26	0,00	0,00	0,26	0,00
21 Equipements culturels, touristiques et de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Autres équipements	0,71	0,00	0,00	0,71	0,00
23 Transports	7,34	0,00	0,00	7,34	0,00
24 Carrières, décharges et chantiers	19,86	-5,64	0,00	14,22	-5,64
Espaces construits artificialisés	124,44	-5,54	0,54	119,44	-5,00
Total	815,04	-6,09	6,09	815,04	0

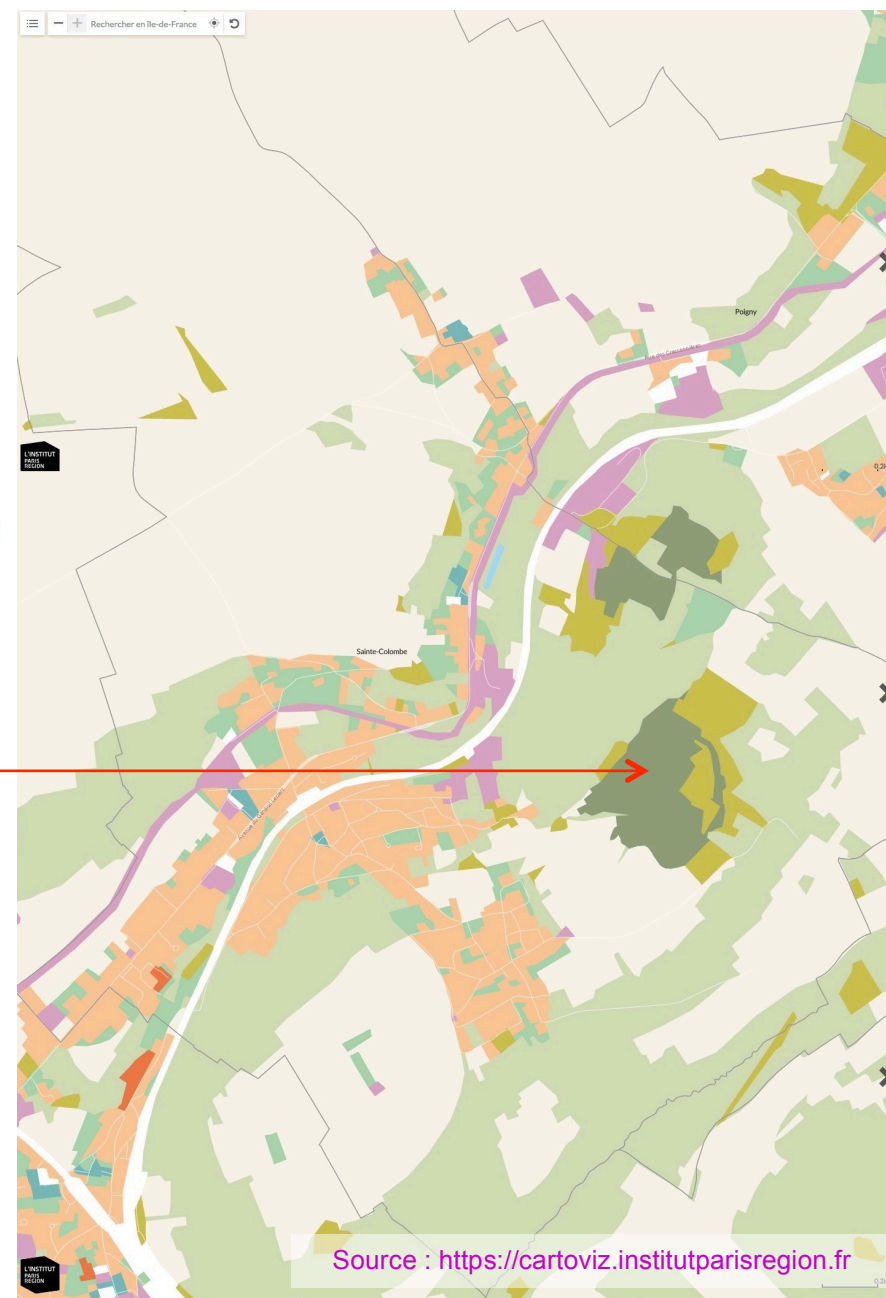
Type d'occupation du sol	Surface 2012	Surface 2017	Bilan
1 Forêts	193.98	193.14	-0.84
2 Milieux semi-naturels	22.86	20.4	-2.46
3 Grandes cultures	445.69	445.27	-0.42
4 Autres cultures	3.45	3.45	0
5 Eau	0	0	0
Espace agricoles, forestiers et naturels	665.98	662.26	-3.72
6 Espaces verts urbains	22.44	22.43	-0.01
7 Espaces ouverts à vocation de sport	3.69	3.69	0
8 Espaces ouverts à vocation de tourisme	0	0	0
9 Cimetières	0.62	0.62	0
10 Autres espaces ouverts	1.47	1.47	0
Espaces ouverts artificialisés	28.22	28.2	-0.01
11 Habitat individuel	78.95	79.43	0.48
12 Habitat collectif	0.38	0.38	0
13 Habitat autre	0	0	0
14 Activités économiques et industrielles	17.34	17.34	0
15 Entrepôts logistiques	0	0	0
16 Commerces	0	0	0
17 Bureaux	0	0	0
18 Sport (construit)	0	0	0
19 Equipements d'enseignement	0.3	0.3	0
20 Equipements de santé	0.26	0.26	0
21 Equipements culturels, touristiques et de	0	0	0
22 Autres équipements	0.71	0.71	0
23 Transports	7.34	7.34	0
24 Carrières, décharges et chantiers	15.55	18.79	3.25
Espaces construits artificialisés	120.82	124.55	3.73
Total	815.02	815.01	0

Tableau : Evolution de l'occupation des sols en hectares entre 2008, 2012 et 2017. (Source Modes d'Occupation des Sols détaillés - MOS 2008-2017 - IAURIF).

- Variation des Modes d'Occupation du Sol entre 2012 et 2021 :
 - Les grandes variations constatées entre ces deux dates portent sur les postes suivants (source : Institut Paris Région) :
 - Une diminution de 1,41 hectare pour les bois et forêts,
 - Une diminution de 2,22 hectares pour les milieux semi-naturels,
 - Une diminution de 2,08 hectares pour les espaces agricoles
 - Une augmentation de 0,61 hectare pour l'habitat individuel,
 - Une augmentation de 4,37 hectares pour les carrières, décharges et chantiers.

On constate donc que la consommation d'espaces agricoles, naturels ou boisés est principalement représentée par l'exploitation de la carrière d'argiles.

Sainte-Colombe		Surfaces en hectares		
Type d'occupation du sol	2012	2017	2021	
Bois et forêts	193.88	193.41	192.47	
Milieux semi-naturels	22.86	20.03	20.64	
Espaces agricoles	449.14	448.73	447.06	
Eau	0.0	0.0	0.35	
Total espaces naturels agricoles et forestiers	665.89	662.16	660.52	
Espace ouverts artificialisés	28.31	28.24	28.5	
Habitat individuel	78.95	79.5	79.56	
Habitat collectif	0.38	0.38	0.38	
Activités	17.34	17.34	17.54	
Équipements	1.27	1.27	1.27	
Transport	7.34	7.34	7.34	
Carrières, décharges et chantiers	15.55	18.79	19.92	
Total espaces artificialisés	149.13	152.85	154.5	
Total communal	815.02	815.02	815.02	



2.9. Le site construit

2.9.1. Le développement du tissu construit à Sainte-Colombe

Entre les années 1950-1965 et les années 2000-2005, Sainte-Colombe a connu des évolutions urbaines majeures, qui ont largement contribué à étendre le périmètre urbanisé, en consommant principalement des terres agricoles. On note également une densification du tissu construit.

On note en particulier les urbanisations suivantes :

- de petites extensions au Nord et au Sud du hameau du Mez de la Madeleine, pour la création de logements, sous la forme d'opérations individuelles ;
- de nombreuses extensions, le long de la RD 403, principalement pour la création de logements, sous la forme d'opérations individuelles ou de lotissements ;
- l'extension d'activités existantes et la création d'une carrière et de nouveaux bâtiments d'activités ;
- des extensions, le long de la rue Victor Hugo, pour la création de logements, sous la forme d'opérations individuelles ou de lotissements ;
- des extensions, au Sud du hameau de Septveilles, pour la création de logements ;



Légende:

Extension urbaine

Illustrations : Photographies aériennes du tissu construit de Sainte-Colombe entre 1950 et 1965 (à gauche) et entre 2000 et 2005 (à droite) – Source : Géoportail.

- Entre les années 2000-2005 et l'année 2014, Sainte-Colombe n'a connu que très peu d'évolutions urbaines.

On note en particulier les urbanisations suivantes :

- une extension en entrée Sud-Ouest de la Commune, pour la réalisation de logements, sous la forme d'opérations individuelles ;
- l'extension de bâtiments d'activités et la création de nouvelles activités ;
- une extension, au niveau du hameau de Septveilles, pour la réalisation de logements, sous la forme d'opérations individuelles.

Légende:

 Extension urbaine

Illustrations : Photographies aériennes du tissu construit de Sainte-Colombe entre 2000 et 2005 (à gauche) et en 2014 (à droite) – Source : Géoportail.

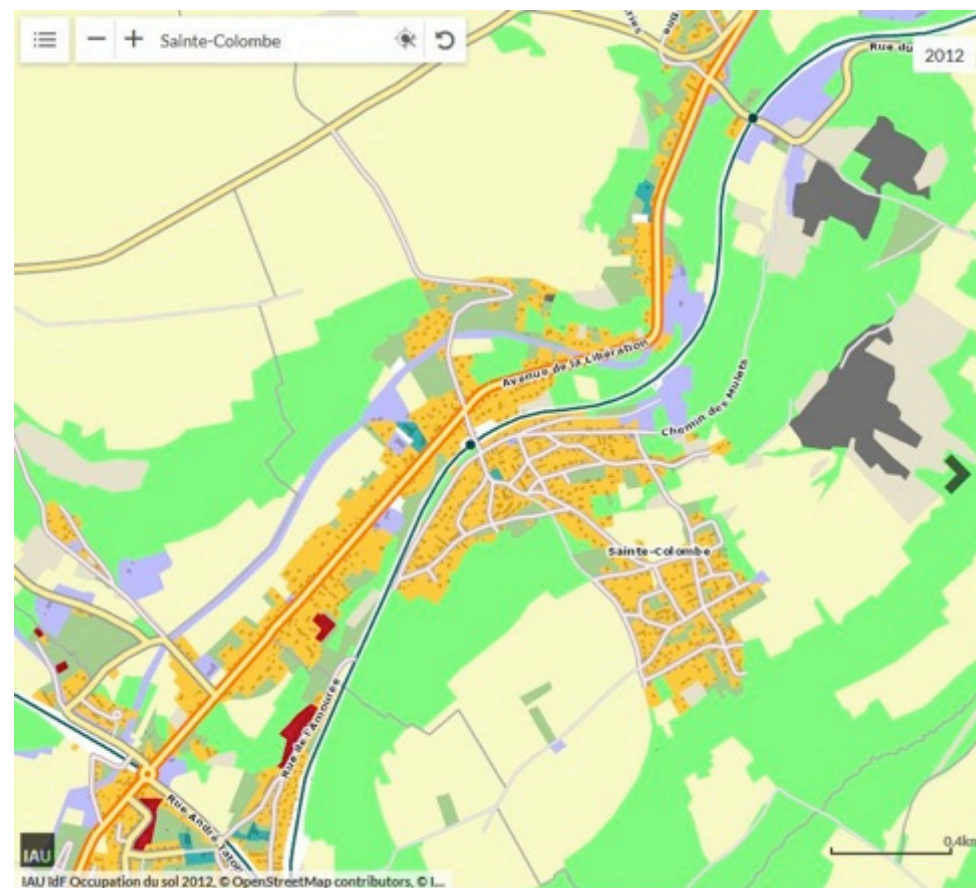
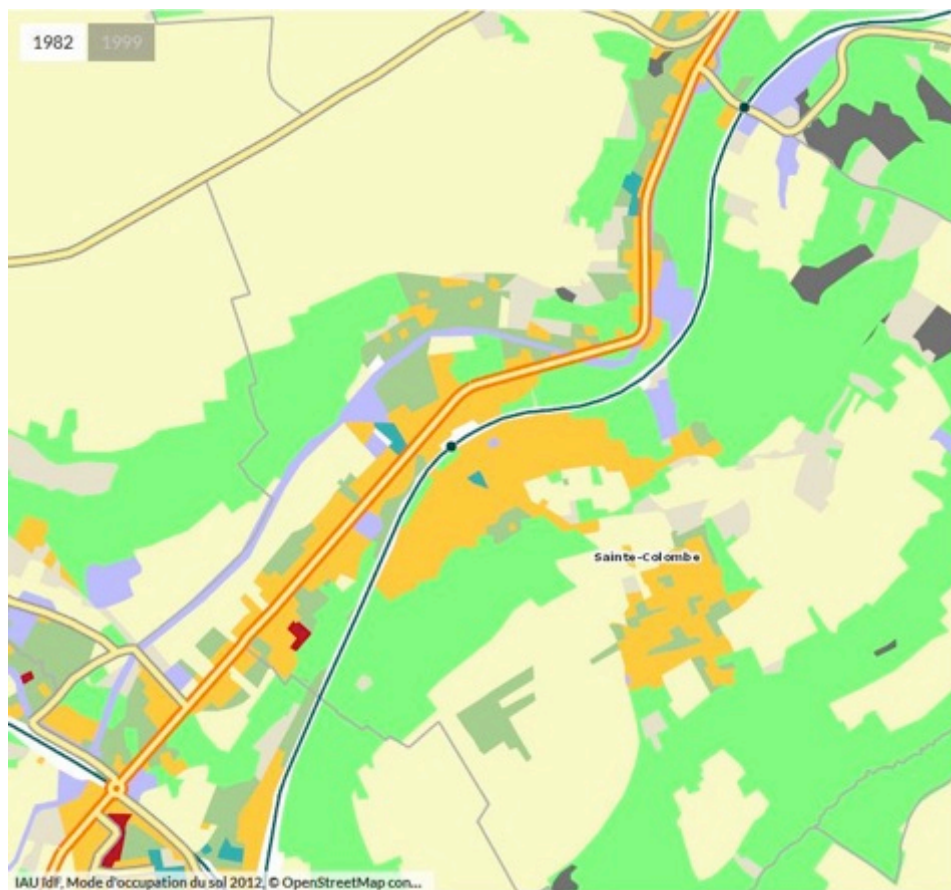


2.10. Les évolutions de l'occupation du sol par secteur

- *Le Bourg de Sainte-Colombe*

En observant l'évolution du MOS du **bourg de Saint-Colombe**, entre 1982 et 2012, on constate globalement une légère augmentation des surfaces dédiées à l'habitat individuel et aux équipements. A l'inverse, on observe une diminution des espaces ouverts à vocation de sport.

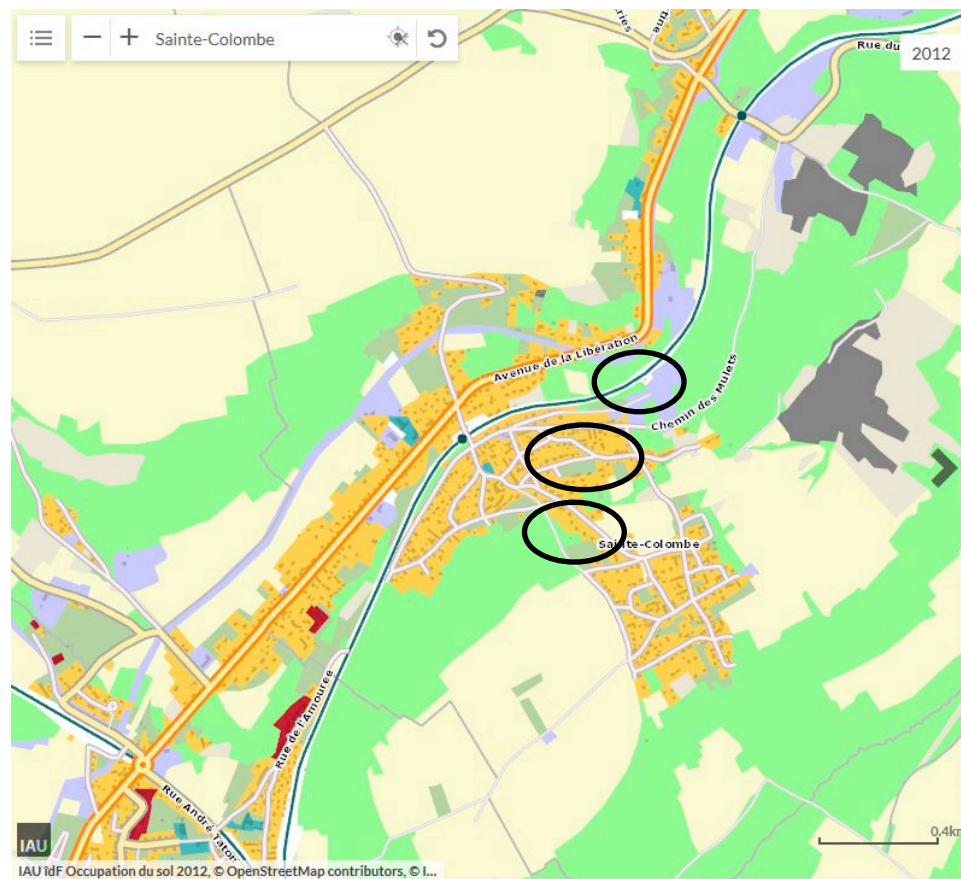
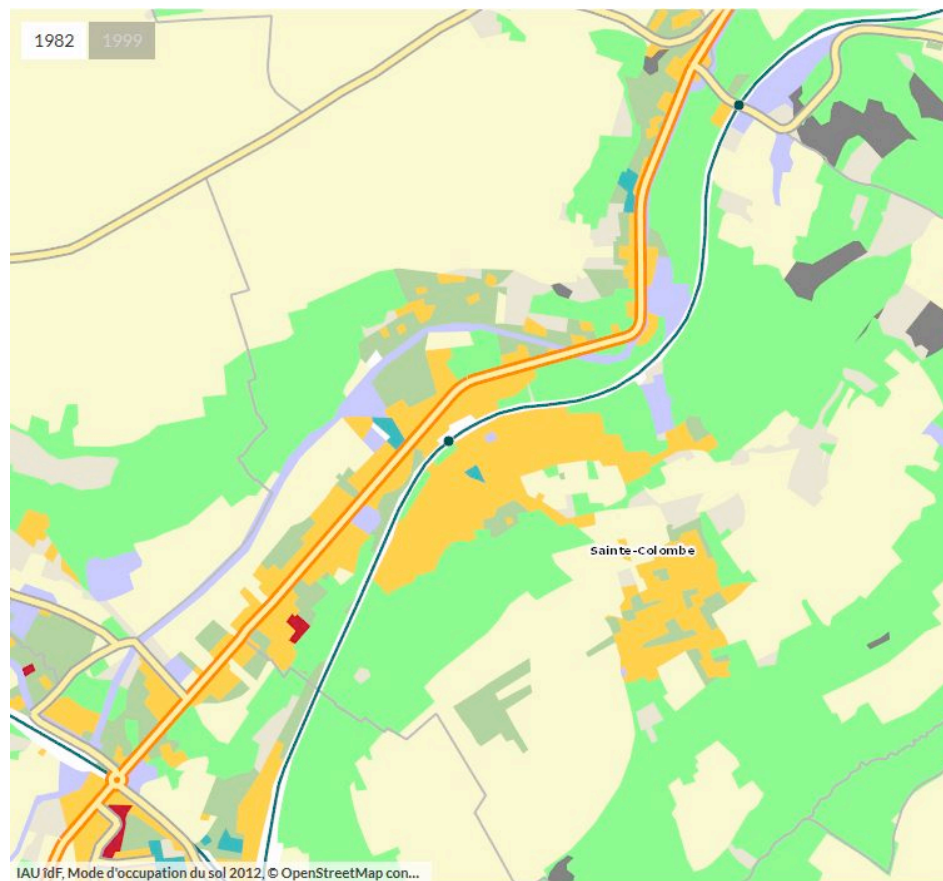
Figure : Evolution de l'espace bâti entre 1982 et 2012 dans le bourg de Sainte-Colombe – Source : IAU-IdF.



- **Le Hameau de Septveilles**

En observant l'évolution du MOS du **hameau de Septveilles**, entre 1982 et 2012, on constate globalement une augmentation des surfaces dédiées à l'habitat individuel, des activités et des espaces ouverts à vocation de sport. A l'inverse, on observe une diminution des espaces agricoles et forestiers.

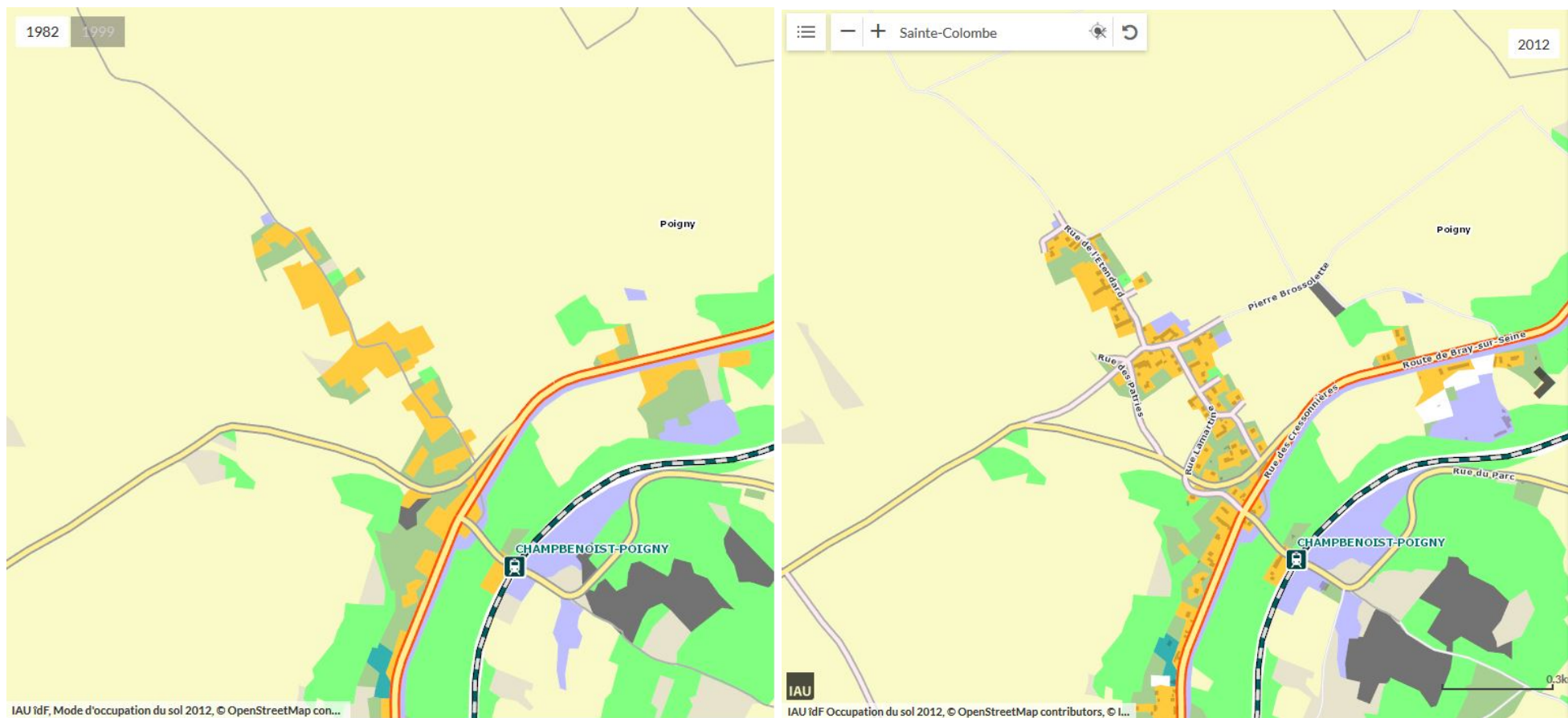
Figure : Evolution de l'espace bâti entre 1982 et 2012 dans le hameau de Septveilles – Source : IAU-IdF.



- **Le Hameau du Mez de la Madeleine**

En observant l'évolution du MOS du **hameau du Mez de la Madeleine**, entre 1982 et 2012, on observe très peu d'évolutions.

Figure : Evolution de l'espace bâti entre 1982 et 2012 dans le hameau du Mez de la Madeleine – Source : IAU-IdF.



*

*

*

2.11. La sensibilité des milieux naturels

2.11.1. Zone Natura 2000

Le territoire de Sainte-Colombe n'est concerné par aucune zone Natura 2000. Toutefois, une zone Natura 2000 se trouve à proximité (environ 300 m) de la Commune : il s'agit du site dénommé « **Rivière du Dragon** » (FR1102004).

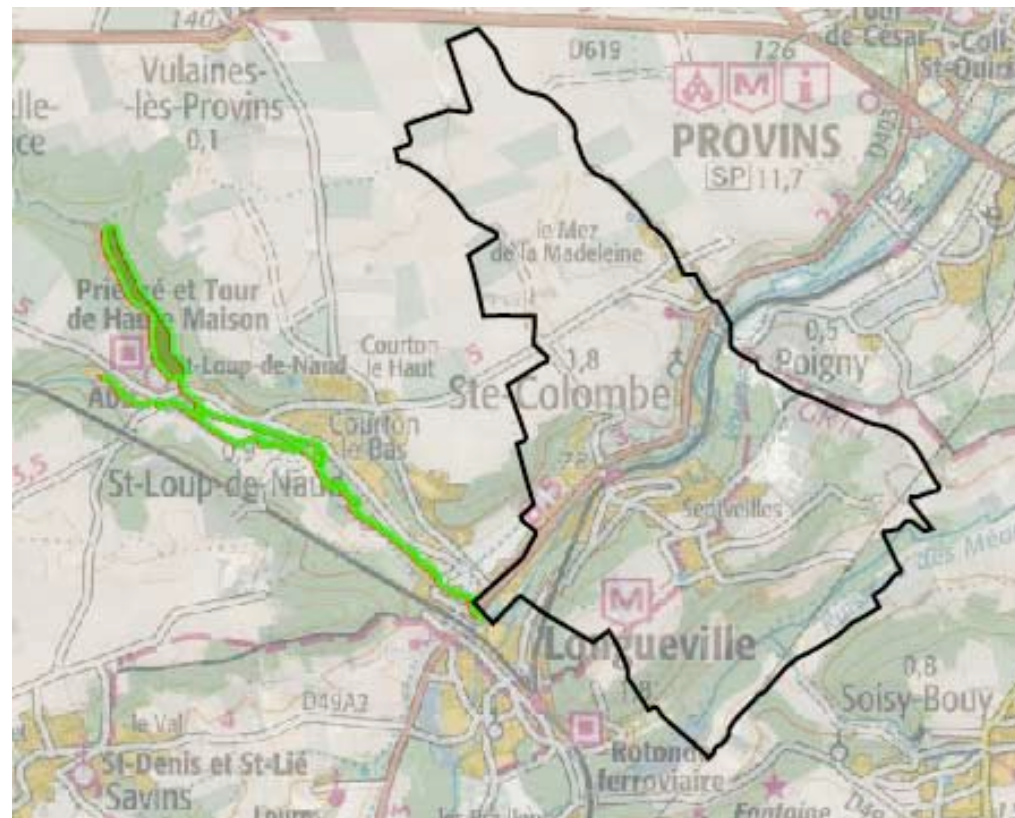
Situé à l'Est du département de Seine et Marne, au Sud-Ouest de Provins, le Dragon est une petite rivière qui s'écoule sur 7 km de long, avant de se jeter en rive droite de la Voulzie. C'est un cours d'eau de tête de bassin qui est des mieux conservés en Ile-de-France.

La vallée du Dragon est qualifiée localement comme la « petite Suisse de Seine-et-Marne ». Le fond de vallée est en effet particulièrement encaissé et boisé. Le plateau présente, quant à lui, une activité agricole et rurale importante. De ce contraste, résulte une diversité et une richesse de milieux naturels.

Le site Natura 2000 « Rivière du Dragon » a été proposé à l'Europe en 2006 pour préserver la richesse de ces milieux et au titre de la Directive « Habitat, Faune, Flore » pour les espèces piscicoles patrimoniales suivantes : la Lamproie de Planer et le Chabot.

Suite au travail de cartographie du site réalisé en 2010 lors de l'élaboration du DOCOB, un habitat remarquable a été identifié en bordure de rivière, il s'agit des Mégaphorbiaies riveraines

Le site a été désigné en zone spéciale de conservation (ZSC) par arrêté le 17 avril 2014.



Carte ci-contre : Périmètre du site Natura 2000 du Massif de la Rivière du Dragon – Source : www.inpn.mnhn.fr.

*

*

*

• **Nota : les zones Natura 2000**

D'une portée européenne, **Natura 2000 est un réseau de sites naturels protégés** qui assure la préservation de la biodiversité ainsi que celle des zones naturelles fonctionnelles.

Il fut initié par la directive « Habitats » du 21 mai 1992. Cette directive européenne a pour objectif de « favoriser la biodiversité par le maintien, voire le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvage d'intérêt communautaire ».

La proposition de désignation d'un espace en site Natura 2000 témoigne de la qualité d'un territoire, résultat des activités en cours et de la bonne gestion qui y est menée.

Source : Document d'Objectifs du site Natura 2000 «Bassée et plaines adjacentes », données de l'INPN.

- **Outils de gestion**

La démarche Natura 2000 privilégie la participation active des acteurs locaux, à travers un dispositif contractuel basé sur le volontariat et décliné selon trois modalités :

- **Les contrats Natura 2000**, établis entre l'Etat et une personne physique ou morale, publique ou privée, propriétaire ou ayant-droit, sur des parcelles forestières ou non agricoles incluses dans le site Natura 2000. Ils correspondent à la mise en œuvre d'actions concrètes, volontaires et rémunérées en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable fixés dans le document d'objectifs.

- **Les Contrats Natura 2000 Agricoles**, basés sur le dispositif des Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAEt), outils contractuels pour les parcelles agricoles déclarées à la PAC via le formulaire S2 jaune et situées dans le site Natura 2000.

- **La Charte Natura 2000**, comprenant des engagements et des recommandations, de l'ordre des bonnes pratiques, ne donnant pas lieu à une rémunération mais ouvrant droit à des exonérations d'une partie des taxes sur le foncier non bâti.

L'ensemble de ces dispositifs est décrit dans le DOCOB du site Natura 2000. D'autres mesures non contractuelles, bénéficiant d'autres sources de financement, peuvent aussi être menées par les acteurs locaux en matière de communication, de sensibilisation, d'accroissement des connaissances, de suivi et d'animation.

Sites Natura 2000 en région Île-de-France

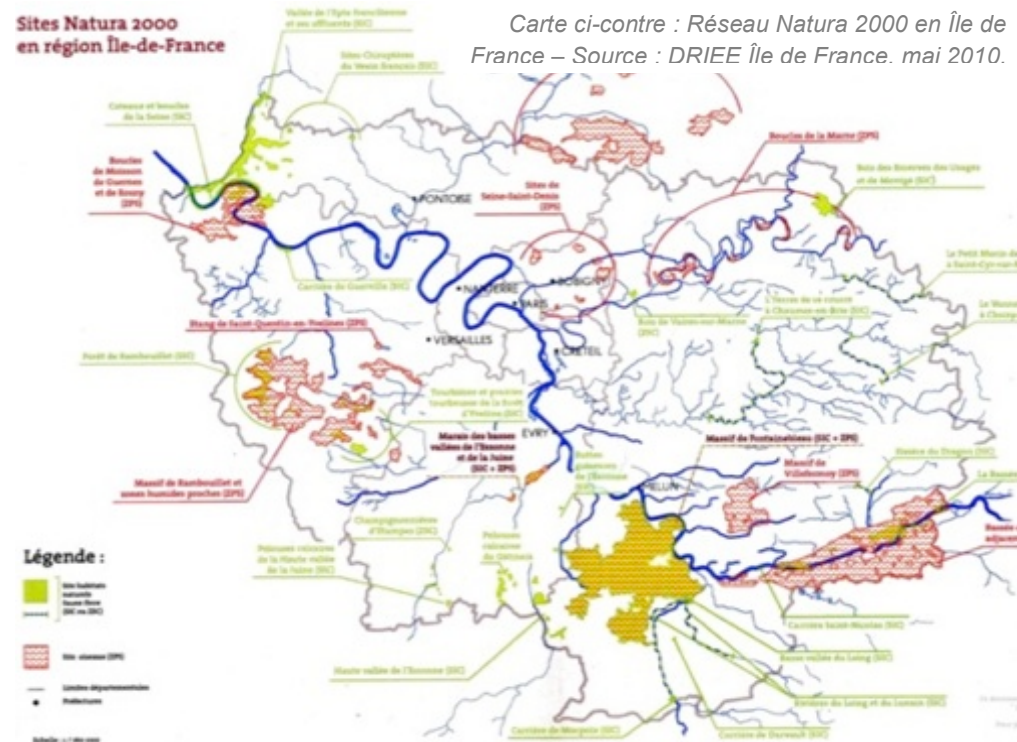


Tableau ci-dessous : Résumé des sites Natura 2000 à différentes échelles – Source : DOCOB du site Natura 2000.

	Nombre de sites (2011)	Surface (ha)	% du territoire concerné
Europe	27 000	96 millions ha	18 %
France	1 753	9,9 millions ha	12,6 %
Île-de-France	35	98 427 ha	8 %
Seine-et-Marne	18	65 065 ha	11 %

2.11.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Le territoire de la commune est concerné par une ZNIEFF de type I

Les ZNIEFF de type I, généralement peu étendues, sont caractérisées par la présence d'espèces, d'association d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. On recense ainsi à Sainte Colombe la ZNIEFF I n° 77456001 d'une superficie de 50.73 hectares dite «Anciennes tourbière du Ru des Méances».

Nota : L'inventaire national des ZNIEFF (source : INPN)

L'inventaire national des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) **liste les milieux naturels d'intérêt et indique la présence d'espèces faunistiques et floristiques rares**. La ZNIEFF est un socle pour la politique de préservation des espaces naturels. Elle joue un rôle d'aide à la décision et permet de concilier l'élaboration d'un projet avec l'existence d'une zone d'intérêt biologique.

On distingue les ZNIEFF de types I et II :

- La **ZNIEFF de type I** est un secteur d'une superficie restreinte. Elle est caractérisée par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel ou régional. Elle abrite obligatoirement au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.
- La **ZNIEFF de type II** est un grand ensemble naturel (massif forestier, vallée, plateau...) riche et peu modifié, ou qui offre des potentialités biologiques importantes. Elle contient des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elle se distingue de la moyenne du territoire régionale environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

- **La ZNIEFF de type I « Anciennes tourbières du ru des Méances » (50,73 ha)**

- *Description du site :*

Cette ZNIEFF fait partie d'un fond de vallée qui a subi de nombreuses perturbations à la suite d'aménagements hydrauliques. Le périmètre intègre d'anciennes fosses de tourbage, au sein desquelles subsiste un intérêt écologique. Utilisées pour l'extraction de la tourbe, ces zones ont par la suite été reconverties au profit d'une activité halieutique.



- Les fosses sont aujourd'hui en grande partie comblées et boisées au dépend du maintien d'une végétation aquatique caractéristique de ces milieux. Cependant, plusieurs espèces patrimoniales se maintiennent sur le site dont l'Hippuris commun, en régression dans la région, ou encore l'Utriculaire citrine. Plante associée aux bas marais alcalins, la Valériane dioïque, peu répandue dans la région Ile-de-France, y a également été observée.

La Leucorrhine à large queue ainsi que l'Aesche grande fréquentent les étangs du site. Des inventaires complémentaires permettraient de confirmer l'intérêt fonctionnel de cet habitat comme zone de reproduction pour ces deux libellules qui présentent un fort intérêt patrimonial.

La mise en œuvre d'actions de restauration, d'entretien et d'aménagement assurerait le maintien et le renforcement de l'intérêt écologique de la ZNIEFF.

- *Habitats et espèces déterminants :*

- Les habitats déterminants sont les bas-marais alcalins (tourbières basses alcalines), les végétations aquatiques et les eaux oligo-mésotrophes riches en calcaire.
- Les espèces déterminantes sont le Petit Mars, la Grande Aesche, le Caloptéryx vierge, la Cordulie métallique, la Laïche distante, la Pesse d'eau, le Potamot coloré et l'Utriculaire citrine.

Plus de précisions sont disponibles sur le site de l'INPN : <https://inpn.mnhn.fr/docs/ZNIEFF/znieffpdf/110020132.pdf>.

2.11.3. Les Espaces naturels Sensibles (ENS)

- Aucun espace naturel sensible n'a été proposé ou identifié dans le porter à la connaissance de Seine-et-Marne Environnement (daté de juillet 2018).

*

*

*

2.11.4. Les zones potentiellement humides

Les zones humides ont un rôle important dans la préservation de la ressource en eau. D'un point de vue quantitatif, elles permettent de stocker de grandes quantités d'eau lors des périodes de crues, qui seront par la suite relarguées dans le cours d'eau tout au long de la saison sèche (étiage), permettant de maintenir un débit constant et d'éviter les assecs. D'un point de vue qualitatif, elles sont d'excellents filtres naturels, grâce aux espèces végétales qui s'y développent (roseaux, massettes, joncs...) et dont les capacités d'épuration sont avérées. Enfin, ces espaces naturels sont également d'importants réservoirs de biodiversité : flore caractéristique, oiseaux, amphibiens, libellules...

De par ces fonctions, elles contribuent à l'atteinte du bon état des masses d'eau. Cependant, mal connues, mal identifiées, elles sont fortement menacées. Leur superficie, et leur qualité ont fortement diminué dans les 30 dernières années. **Elles nécessitent à ce titre la mise en place d'une politique de protection et de restauration ambitieuse.**

Pour faciliter la préservation des zones humides et leur intégration dans les politiques de l'eau, de la biodiversité et de l'aménagement du territoire à l'échelle de l'Île-de-France, la DRIEE a lancé en 2009 une étude visant à consolider la connaissance des secteurs potentiellement humides de la région selon les deux familles de critères (relatifs au sol et relatifs à la végétation) mises en avant par l'arrêté du 24 juin 2008 modifié.

Cette étude a abouti à une cartographie de synthèse qui partitionne la région en cinq classes (voir le tableau ci-dessous) selon la probabilité de présence d'une zone humide et le caractère de la délimitation qui conduit à cette analyse.

Les zones humides recouvrent des milieux très différents : vasières, marais et lagunes littorales, étangs, prés salés, prairies humides, mares, forêts alluviales, tourbières...Ce sont des milieux intermédiaires entre la terre et l'eau avec pour caractéristiques :

- présence d'eau au moins une partie de l'année ;
- présence de sols hydromorphes (saturés en eau) ;
- présence de végétation hygrophile "qui aime l'eau" adaptées aux sols saturés d'eau.

Classe 2010	Classe 2021	Description
1 et 2	A	Zones humides avérées dont le caractère humide peut être vérifié et les limites à préciser : zones humides délimitées par des diagnostics de terrain selon un ou deux des critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 ; zones humides identifiées selon les critères et la méthodologie de l'arrêté du 24 juin 2008, mais dont les limites n'ont pas été définies par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) ; - zones humides identifiées par des diagnostics de terrain, mais à l'aide de critères et/ou d'une méthodologie différents de ceux de l'arrêté du 24 juin 2008.
3	B	Probabilité importante de zones humides, mais le caractère humide et les limites restent à vérifier et à préciser.
4	C	Enveloppe en dehors des masques des 2 classes précédentes, pour laquelle soit il manque des informations, soit des données indiquent une faible probabilité de présence des zones humides.
5	D	Non humides : plan d'eau et réseau hydrographique

Classe	Pratique en termes d'instruction
A	La zone est considérée comme intégralement humide par le service instructeur, sauf démonstration contraire de la part du pétitionnaire validée par le service instructeur. Les limites des zones humides peuvent être précisées par le pétitionnaire. Un diagnostic complémentaire est demandé si l'emprise du projet et les alentours susceptibles d'être impactés s'étendent au-delà de la zone humide décrite par la classe A.
B	Un diagnostic zones humides conforme à l'arrêté du 24 juin 2008 est demandé sur toute l'emprise du projet et les alentours susceptibles d'être impactés par le projet, sauf si la classe B se trouve au niveau de surfaces imperméabilisées.
C	Le pétitionnaire apporte les éléments d'appréciation supplémentaires sur la probabilité de présence de zones humides. Un diagnostic zones humides conforme à l'arrêté du 24 juin 2008 doit être réalisé lorsque les faisceaux d'indices se dessinent ou s'il n'y a pas d'information disponible. Il est possible de ne pas réaliser de diagnostic zones humides sous réserve d'une démonstration solide d'une faible probabilité de présence de zones humides validée par le service instructeur.
D	Par définition, les surfaces en eau ne sont pas des zones humides au sens réglementaire. Cela étant, les berges et abords de plans d'eau ainsi que certaines mares peuvent être considérés comme des zones humides au cas par cas.

Tableau ci-dessus : Description des classes de zones humides et potentiellement humides – Source : DRIEAT

- **Menaces et enjeux portant sur les zones humides**

- **Enjeux liés à la fréquentation du public** : dans les zones humides, seules les constructions, installations et équipements strictement liées et nécessaires à la sécurité, à la gestion et à la valorisation du milieu sur des espaces ouverts au public peuvent être autorisés sous réserve d'une bonne insertion dans le site.

- **Enjeux de conservation de la biodiversité dans les zones humides** : Afin de préserver ces secteurs sensibles, il est nécessaire d'éviter de planter des espèces invasives ou des essences non locales ou horticoles.

Aménagements susceptibles de compromettre l'existence des zones humides et leur qualité hydrologique et biologique :

- les comblements, exhaussements, affouillements ;
- la création de plans d'eau artificiels ;
- le drainage, le remblaiement ou le comblement, dépôt divers ;
- le défrichement des landes ;
- l'imperméabilisation des sols ;
- la plantation de boisements susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone.

L'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 01 octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides, liste l'ensemble des espèces floristiques indicatrices de milieux humides.

Parmi les 281 espèces végétales présentes dans la Commune, 34 sont référencées dans l'arrêté, soit environ 12 %.

Sainte-Colombe présente plusieurs zones humides de classe B (dont le potentiel doit être vérifié) mais aussi de classe A, situés dans la limite Sud du territoire (ru des Méances) et aux abords de la Voulzie. On note également la présence d'une bande au Nord-Est du territoire. L'ensemble des secteurs urbanisés de la commune implantés à proximité de la Voulzie se trouvent à proximité ou à l'intérieur de périmètres de zones humides potentielles.

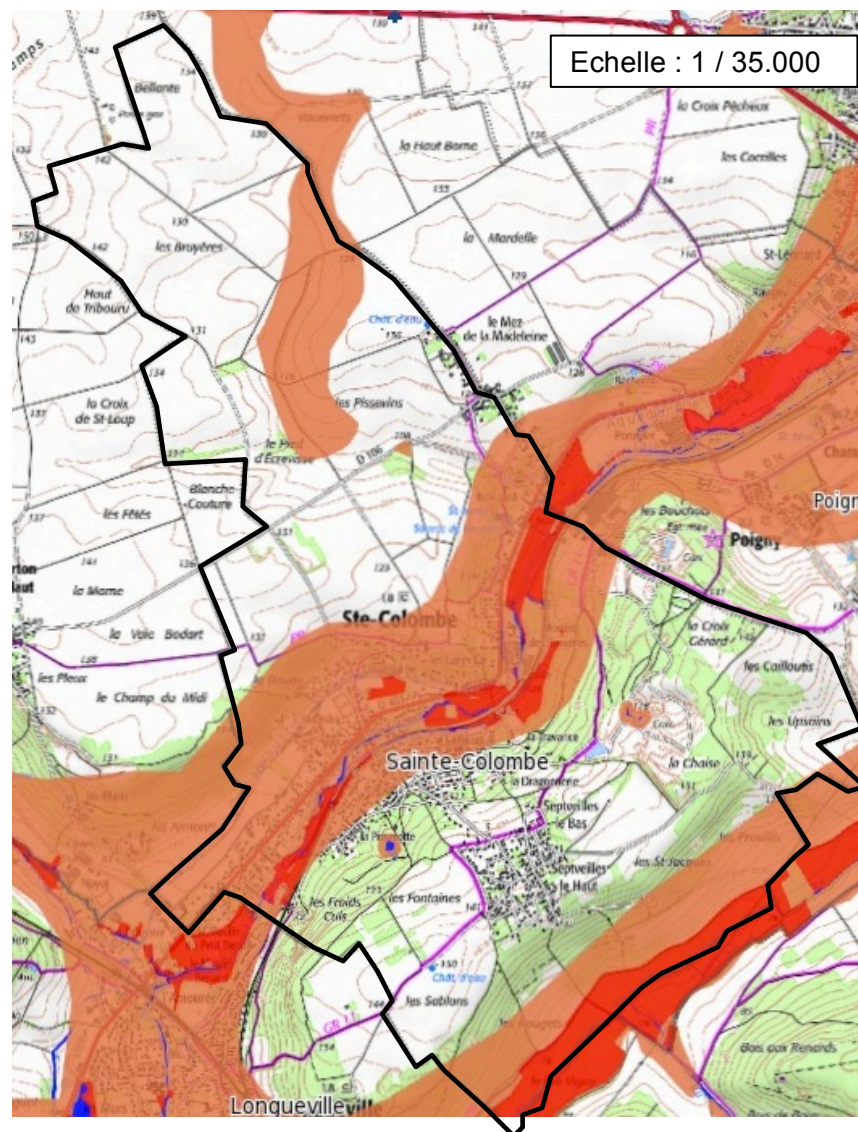
On note également la présence de quelques zones humides de classe A, localisée aux abords de la Voulzie, en zone urbaine.

Source : PAC des zones humides, SEME, juillet 2018.

Carte : Enveloppes d'alerte des zones humides de la DRIEE – Source – DRIEE Ile-de-France

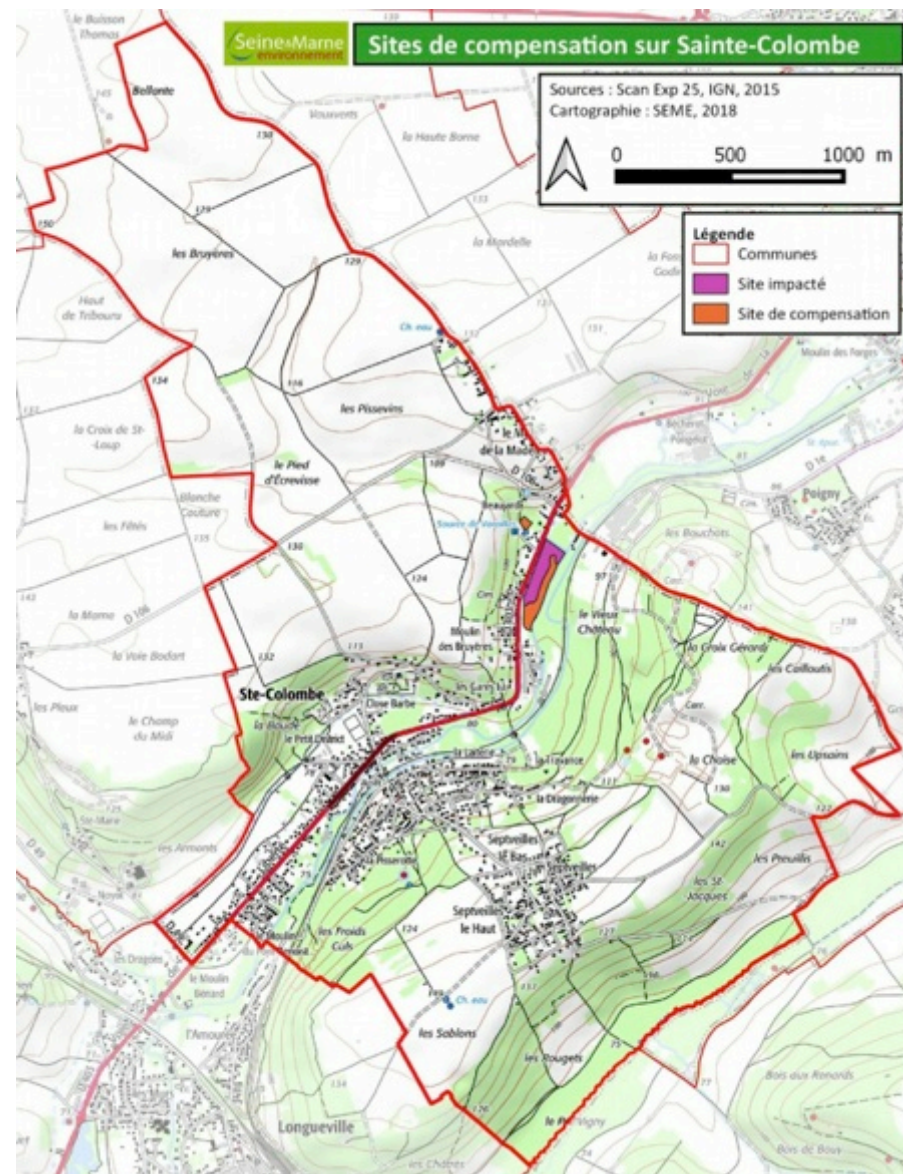
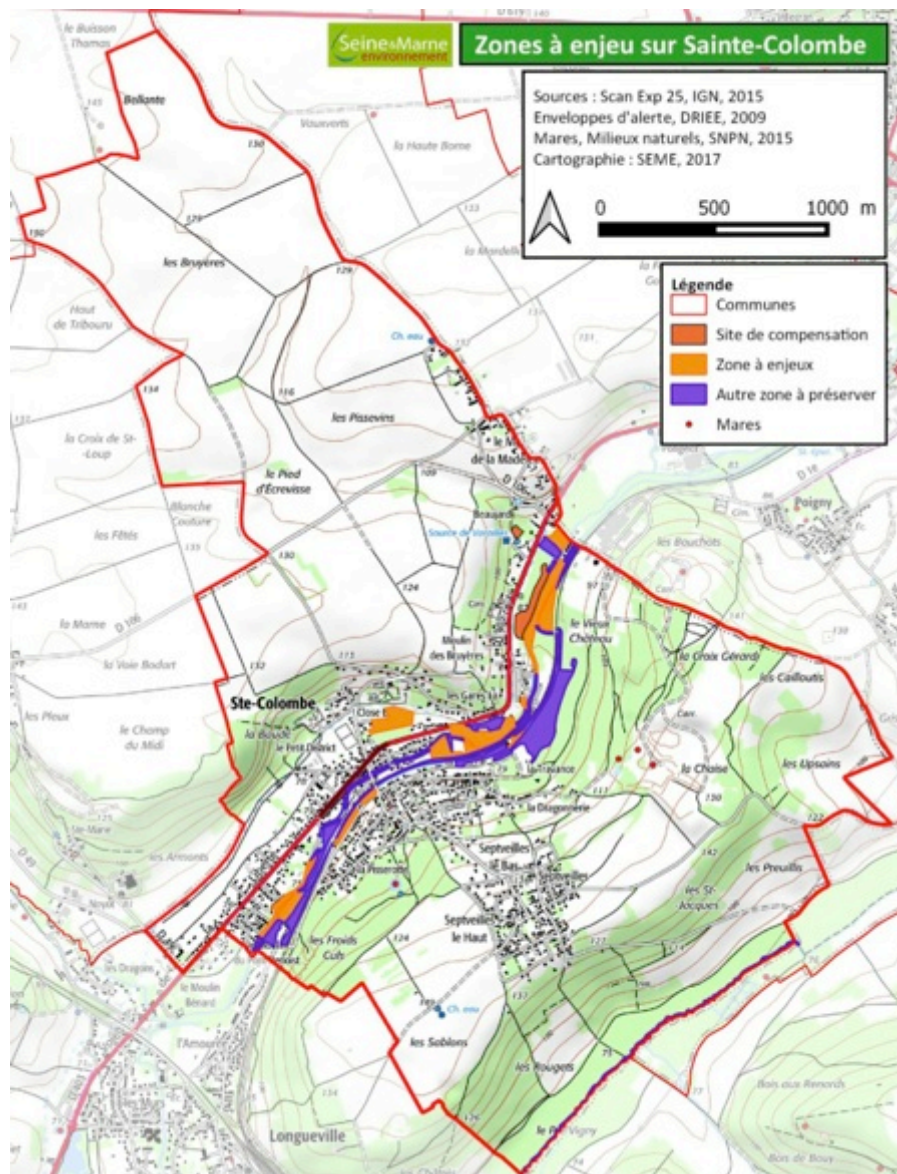
Enveloppes d'alerte des zones humides (A visualiser de préférence à l'échelle limite 1/15000)

- Classe A: Zones humides avérées dont les limites peuvent être à préciser.
- Classe B: Zones humides probables dont le caractère humide reste à vérifier et les limites à préciser
- Classe C: Manque d'information ou faible probabilité de présence de zones humides
- Classe D: Non humides : plan d'eau et réseau hydrographique.



- **Les zones humides à enjeu**

Selon les informations transmises par Seine-et-Marne-Environnement (PAC ZH, SEME), la commune est concernée par des zones humides dites à enjeux, des compensations de zones humides ayant par ailleurs été effectuées (au titre de l'aménagement d'un plan d'eau de loisirs).



2.11.5. La trame verte et bleue

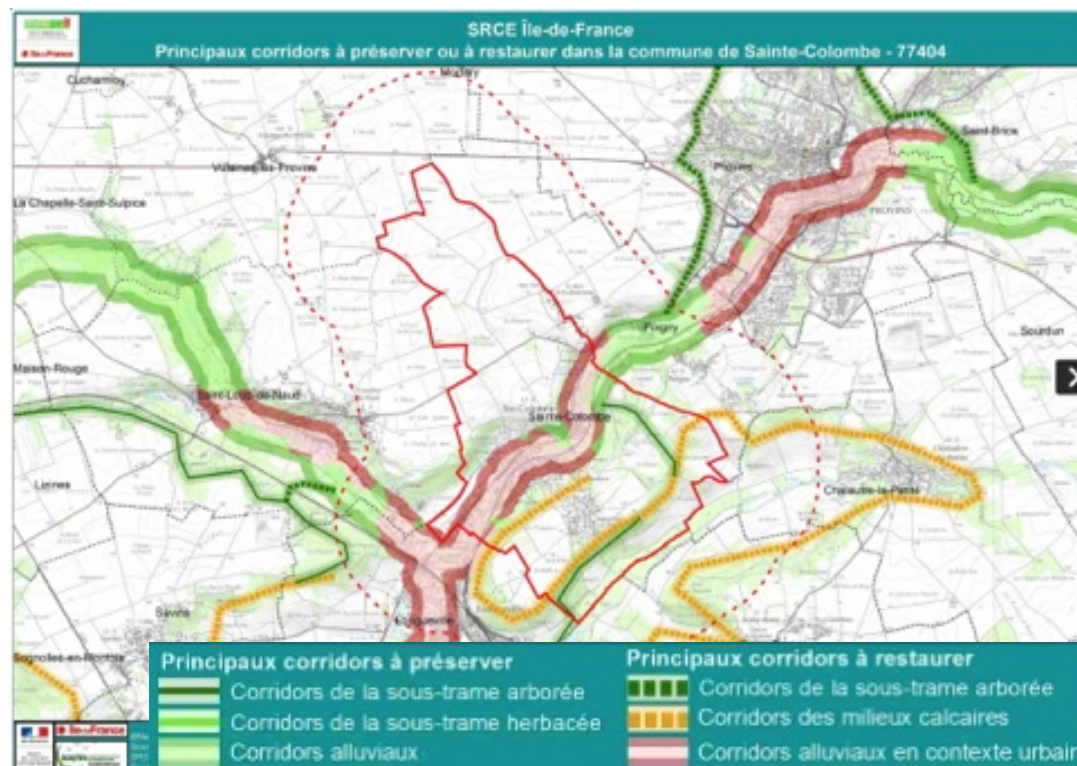
Par définition déterminée par la loi Grenelle 2, la *trame verte* repose :

- d'une part, sur les **espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité**, et notamment tout ou partie des espaces visés aux livres III et IV du code de l'environnement ;
- d'autre part, sur les **corridors écologiques** constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés ci-dessus ;
- enfin, sur les **surfaces en couvert environnemental permanent** mentionnées au I de l'article L. 211-14 du CE (bandes enherbées).

La trame verte est constituée au minimum de deux composantes principales : **les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques** (ces derniers permettant les échanges entre les réservoirs de biodiversité).

Sainte-Colombe appartient à l'unité paysagère « Brie » du SRCE (source : natureparif) :

La Brie est délimitée par la Marne au nord et la Seine au sud. Ces deux voies navigables sont devenues difficilement franchissables par les espèces terrestres du fait de l'urbanisation, des infrastructures et des aménagements pour la navigation. Il subsiste cependant localement des tronçons pas ou peu urbanisés, susceptibles de servir de corridors pour diverses espèces.



Ils sont importants à conserver :

- le long des vallées (partie aval du Grand Morin et de l'Yerres, Voulzie) et des petits cours d'eau en contexte plus urbain comme le Morbras ou le Réveillon ;
- entre la forêt Notre-Dame et la forêt d'Armainvilliers (au sud de Roissy-en-Brie) et de La Léchelle (entre Lésigny et Ozoir-la-Ferrière) ;
- entre la forêt de Sénart et la vallée de l'Yerres (entre Epinay et Quincy-sous-Sénart) ;
- entre les forêts de Sénart et de Rougeau, via la plaine de St Pierre du Perray ;
- entre les forêts de Rougeau et de Sainte Assise à l'est de Seine Port ;
- en contournement nord de Melun.

Par ailleurs, il est nécessaire :

- de conserver des connexions suffisamment larges au niveau des lisières non urbanisées des forêts de Notre-Dame, de Ferrière, d'Armainvilliers, (notamment au niveau des plaines agricoles situées au nord de Tournan-en-Brie, proches de l'étang d'Armainvilliers), de Sénart, Rougeau, Ste-Assise ;
- de maintenir l'étroite connexion entre les bois de St Martin et du Val Maubue vers la forêt de Ferrières via les abords de la voie ferrée passant à Pontault-Combault ;
- de s'assurer de la franchissabilité des routes, y compris secondaires, qui traversent les massifs forestiers et les plaines riches en mares et mouillères.

• *Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique du 26 septembre 2013 : principaux enjeux et objectifs*

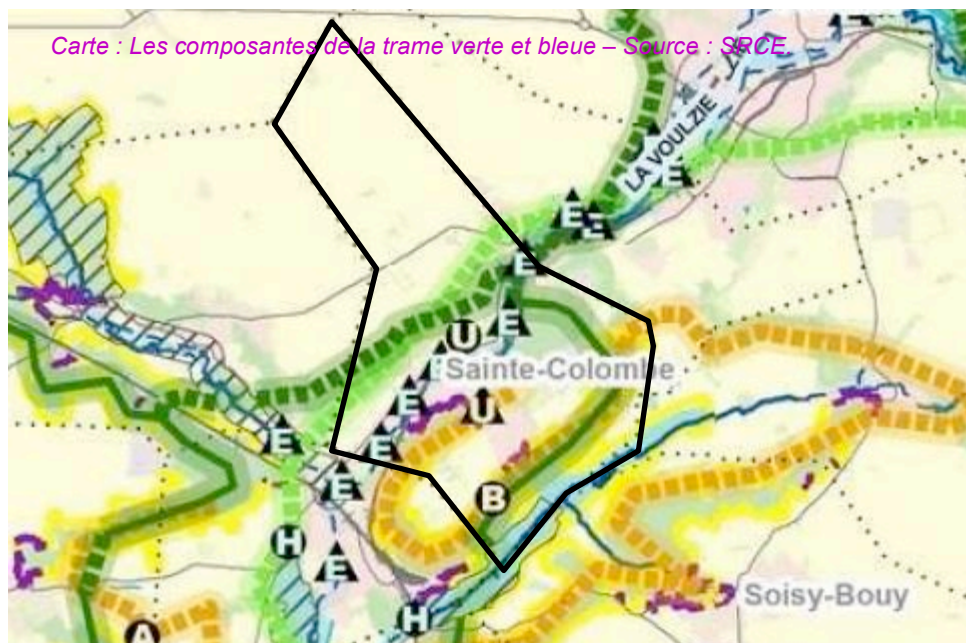
- Les enjeux liés aux espaces agricoles :
 - Ralentir le recul des terres agricoles et limiter la fragmentation des espaces cultivés.
 - Limiter le recul des espaces prairiaux et des mosaïques agricoles associant cultures, prairies, friches et bosquets, indispensables pour l'accueil de la biodiversité, au premier rang desquelles les espèces auxiliaires des cultures.
 - Stopper la disparition des zones humides alluviales et de la biodiversité associée, et maintenir les mares favorables aux populations d'amphibiens.
 - Eviter la simplification des lisières entre cultures et boisements, importantes pour de nombreuses espèces (les musaraignes, les serpents, les oiseaux,...).
 - Concilier productivité agricole et accueil de la biodiversité.
- Les enjeux liés aux espaces forestiers :
 - Favoriser le maintien de la biodiversité des peuplements forestiers (peuplements plurispécifiques et pluristratifiés, présence d'îlots de sénescence, de milieux connexes, comme les zones humides, landes, pelouses).
 - Eviter la simplification des lisières entre les espaces boisés et les milieux ouverts (cultures, prairies, pelouses,...) et aquatiques (cours d'eau, mares,...).
 - Limiter le fractionnement des espaces forestiers par les infrastructures de transport et les clôtures et l'isolement de nombreux massifs.
 - Maintenir et restaurer les dernières connexions forestières dans l'espace urbain et périurbain en raison de l'extension de l'urbanisation.
 - Maintenir la multifonctionnalité des espaces boisés (accueil du public, rôle économique, importante source d'aménité nombreux services écosystémiques).
- Enjeux propres aux milieux aquatiques et humides :
 - Réhabiliter les annexes hydrauliques (bras morts, marais) pour favoriser la diversité des habitats accessibles et éviter l'assèchement des zones humides indispensables au cycle de vie de certaines espèces (plusieurs espèces de poissons dont les brochets, oiseaux, autres invertébrés aquatiques).
 - Aménager les ouvrages hydrauliques pour décroiser les cours d'eau et rétablir la continuité écologique piscicole (en particulier grands migrateurs : Saumon, Aloses Lamproie marine) et sédimentaire : effacement des ouvrages, ouverture des vannages, passes à poisson.
 - Réduire l'artificialisation des berges des cours d'eau et favoriser le développement d'habitats diversifiés capables d'accueillir des espèces aquatiques (poissons, invertébrés) et terrestres (oiseaux, insectes, chauves-souris) utilisant la végétation rivulaire.
 - Stopper la disparition des zones humides.
- Enjeux propres aux infrastructures des transports :
 - Prévoir les aménagements nécessaires pour les infrastructures nouvelles visant à répondre aux enjeux de développement de l'agglomération parisienne, en particulier au niveau des réservoirs de biodiversité et sur les corridors régionaux les plus importants.
 - Poursuivre et généraliser les pratiques de gestion des annexes naturelles (bernes, etc.) qui privilégient des méthodes adaptées à la biodiversité.
 - Requalifier les infrastructures existantes, le plus souvent dénuées d'aménagement permettant leur franchissement par la faune (infrastructures très utilisées)
 - Atténuer l'impact des ouvrages routiers et ferroviaires sur le déplacement des espèces des mares et zones humides.
- Les enjeux relatifs aux milieux urbains :
 - Conforter les continuités écologiques de la ceinture verte, en particulier le long des vallées et au contact des forêts périurbaines.
 - Maintenir, restaurer des continuités écologiques entre les espaces ruraux et le cœur urbain.
 - Limiter la minéralisation des sols qui isole la faune du sol et réduit les habitats disponibles pour la faune et la flore en milieu urbain
 - Promouvoir et généraliser les pratiques de gestion des espaces verts et naturels adaptées à la biodiversité.

Source : SRCE - Résumé non technique.

- La **carte des composantes** constitue l'état initial de la fonctionnalité des continuités écologiques. Elle présente les composantes de la trame verte et bleue, les réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, ainsi que les principaux éléments de fragmentations, localisés et qualifiés.

Dans la commune de Sainte-Colombe, on constate :

- un corridor à fonctionnalité réduite des prairies, friches et dépendances vertes ;
- un corridor de la sous-trame arborée à fonctionnalité réduite entre les réservoirs de biodiversité ;
- un corridor de la sous-trame arborée fonctionnel entre les réservoirs de biodiversité ;
- un corridor des milieux calcaires à fonctionnalité réduite ;
- un cours d'eau à fonctionnalité réduite : la Voulzie ;
- un cours d'eau fonctionnel : le ru des Méances ;
- plusieurs obstacles à l'écoulement ;
- des coupures urbaines, obstacles des corridors calcaires ;
- des coupures boisées des corridors calcaires ;
- des lisières urbanisées des boisements de plus de 100 ha,
- l'emprise des Eaux de Paris est une composante de la sous-trame herbacée.



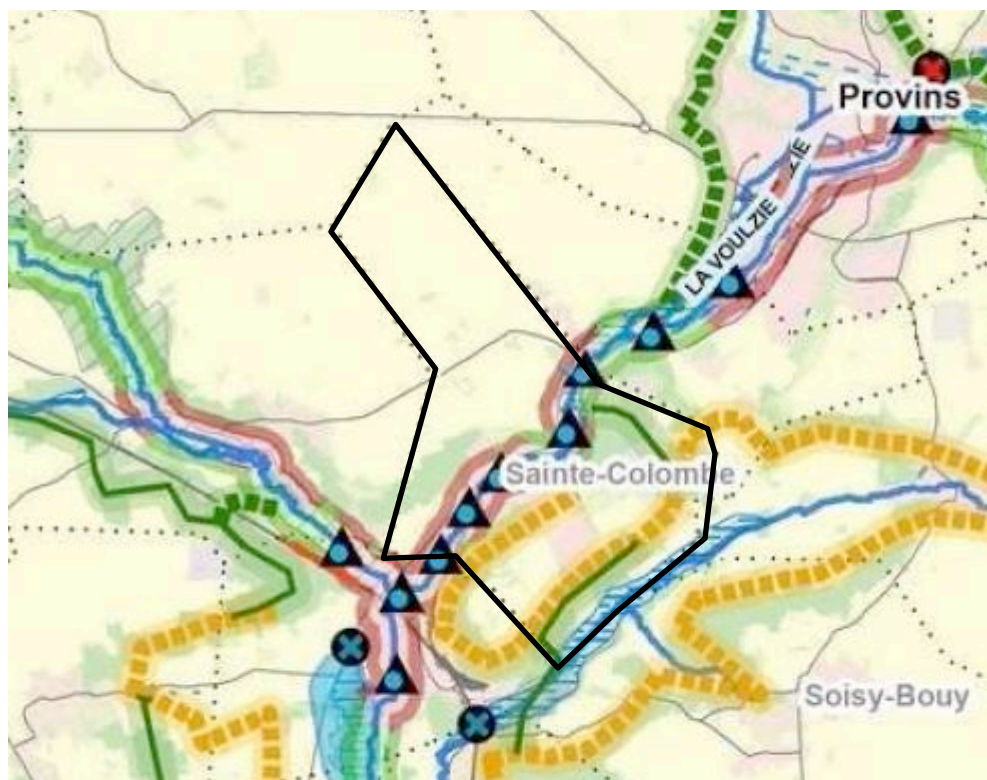
• La carte des objectifs présente :

- les objectifs de préservation et de restauration de la trame verte et bleue, priorités au regard des enjeux nationaux, interrégionaux et régionaux identifiés dans le volet diagnostic du SRCE ;
- la priorisation des actions, en lien avec le plan d'action, dont cette carte constitue une illustration et une spatialisation.

Dans la commune de Sainte-Colombe, on constate :

- un corridor des milieux calcaires à restaurer ;
- des corridors de la sous trame arborée à préserver ;
- un corridor alluvial multitrames en contexte urbain à préserver : la Voulzie ;
- des obstacles de la sous-trame bleue à traiter d'ici 2017 ;
- des milieux humides à préserver : les abords du ru des Méances.

Carte : Les objectifs de la trame verte et bleue – Source : SRCE.



2.12. Les milieux naturels

L'analyse des milieux naturels désigne l'étude descriptive et fonctionnelle des écosystèmes, de la faune, de la flore, ainsi que des habitats naturels. L'identification des milieux présents sur le territoire communal correspond à un premier repérage des ensembles végétaux homogènes, correspondant eux-mêmes à des milieux homogènes.

La **cartographie ECOMOS** représente une cartographie des milieux naturels dont la richesse est équivalente à celle du MOS pour les espaces urbanisés.

L'ensemble des postes "naturels" du MOS a ainsi été réinterprété : bois ou forêts, coupes ou clairières en forêts, surface en herbe à caractère agricole, eau fermée, surfaces en herbe non agricoles et espaces ruraux vacants.

On observe différents types de milieux dans le territoire de Sainte-Colombe que l'on classera en grandes catégories.

Les milieux présents dans la cartographie sont associés à différentes thématiques : **la trame boisée et la trame herbacée**.

2.12.1. La trame boisée

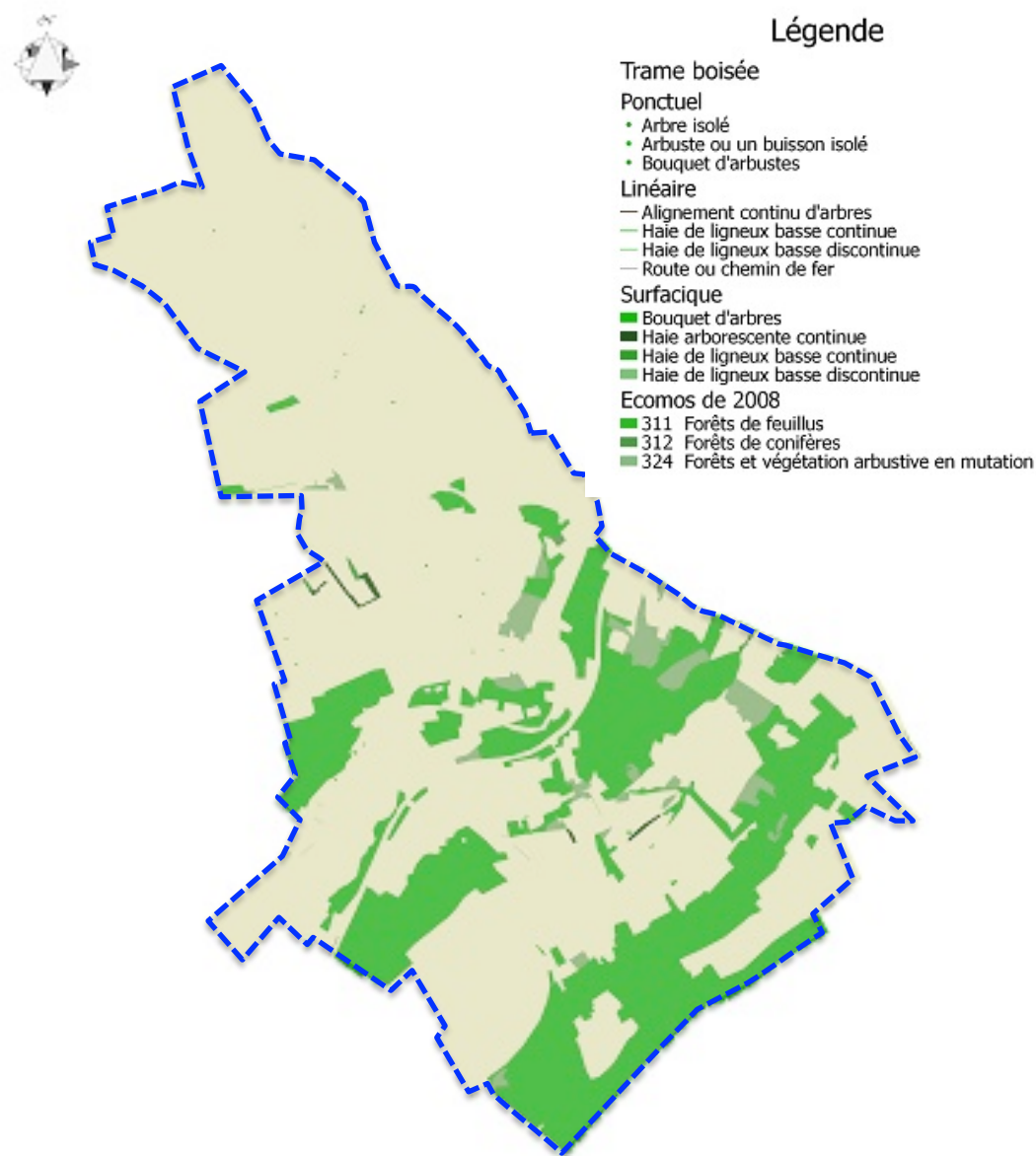
La trame boisée est principalement représentée par :

- des arbres, arbustes ou buissons isolés ;
- quelques alignements d'arbres continus ;
- des haies arborescentes continues ;
- des forêts de feuillus et de végétation arbustive en mutation.

*

*

*



Carte : La trame boisée de Sainte-Colombe – Source : IAU IdF. Echelle : 1/35.000 è.

2.12.2. La trame herbacée

La trame herbacée est principalement représentée par :

- des prairies ;
- des chemins de terre ;
- des bandes herbeuses ;
- des chemins enherbés.



*

*

*

Carte : La trame herbacée de Sainte-Colombe – Source : IAU IdF.
Echelle 1/35.000 è



2.12.3. La faune et la flore

• La faune

Les données Cettia répertorient **37 espèces faunistiques présentes dans la commune.**

- 2 espèces de mammifères ;
- 2 espèces de reptiles ;
- 1 espèce d'amphibien ;
- 32 espèces d'insectes.

Espèces faunistiques recensées dans le territoire de la commune de Sainte-Colombe (Source : www.cettia.fr)

- Les mammifères :

Nom valide	Nom vernaculaire	Dernière observation	Espèces protégées / Directives
<i>Meles meles</i>	Blaireau européen	206	
<i>Micromys minutus</i>	Rat des moissons	2015	

- Les reptiles :

Nom valide	Nom vernaculaire	Dernière observation	Espèces protégées / Directives
<i>Anguis fragilis</i>	Orvet fragile	2016	
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	2016	

- Les amphibiens :

Nom valide	Nom vernaculaire	Dernière observation	Espèces protégées / Directives
<i>Pelodytes punctatus</i>	Pélodyte ponctué	1999	

- Les insectes :

Nom valide	Nom vernaculaire	Dernière observation	Espèces protégées / Directives
<i>Aeshna cyanea</i>	Aesche bleue	2009	
<i>Aglais io</i>	Paon-du-jour	2016	
<i>Aglais urticae</i>	Petite tortue	2017	
<i>Anthocharis cardamines</i>	Aurore	2016	
<i>Aphantopus hyperantus</i>	Tristan	1986	
<i>Araschina Levana</i>	Carte géographique	2015	
<i>Aricia agestis</i>	Collier-de-corail	2017	
<i>Calopteryx splendens</i>	Caloptéryx éclatant	2015	
<i>Calopteryx virgo</i>	Caloptéryx vierge	2015	
<i>Celastrina argiolus</i>	Azuré des Nerpuns	2016	
<i>Chalcolestes viridis</i>	Leste vert	2015	
<i>Coenagrion puella</i>	Agrion demoiselle	2015	

<i>Coenonympha arcania</i>	Céphale	1986
<i>Coenonymphapamphilus</i>	Fadet commun	2017
<i>Colias crocea</i>	Souci	2017
<i>Gonepteryx rhamni</i>	Citron	2016
<i>Limenitis Camilla</i>	Petit Sylvain	1986
<i>Lysandra bellargus</i>	Azuré bleu-céleste	1986
<i>Maniola jurtina</i>	Demi-Deuil	1987
<i>Nymphalis polychloros</i>	Grande Tortue	2016
<i>Pieris napi</i>	Piérade du Navet	2016
<i>Pieris rapae</i>	Piérade de la Rave	2015
<i>Plebejus argyrognomon</i>	Azur des Coronilles	1986
<i>Polygonia c-album</i>	Gamma	2016
<i>Polyommatus Icarus</i>	Azuré de la Burgane	2017
<i>Pyronia tithonus</i>	Amaryllis	2015
<i>Pyrrhosoma nymphula</i>	Petit nympe au corps de feu	2015
<i>Satyriscum ilicis</i>	Thécla de l'Yeuse	1986
<i>Satyriscum pruni</i>	Thécla du Prunier	1986
<i>Sympetrum striolatum</i>	Sympétrum fascié	2015
<i>Vanessa atalanta</i>	Vulcain	2016
<i>Vanessa cardui</i>	Vanesse des Chardons	2015

- **La flore (source : PAC des zones humides juillet 2018)**

Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) a réalisé un inventaire floristique dans le cadre de l'atlas de la biodiversité du Département de Seine-et-Marne. Il met à disposition les listes d'espèces végétales par commune sur son site internet.

Le nombre d'espèces référencées sur la commune s'élève à 281. Liste complète à l'annexe 1 (du PAC des zones humides). Il est également important de noter que sur le territoire de la commune, 19 espèces recensées sont protégées et/ou réglementées :

- 2 sont protégées au niveau national ou régional,
- 7 sont classées en liste rouge,
- 7 sont des espèces déterminantes dans le Bassin parisien (ZNIEFF).

Les espèces protégées/réglementées recensées sur la commune sont présentées dans le tableau suivant.

Nombre d'espèces référencées par le CBNBP	Nombre d'espèces protégées / réglementées
281	19

2.13. Les types de paysages

2.13.1. Introduction théorique et principales typologies de paysage

Une définition du terme « paysage », aujourd'hui largement partagée, est celle contenue dans la Convention européenne du paysage, adoptée sous les auspices du Conseil de l'Europe en 2000. Selon cette définition, « **le paysage désigne une partie du territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations** ».

La typologie établie ici à partir de la géomorphologie identifiée, d'une part, **en termes de reliefs** : les plaines ou plateaux et les grandes vallées fluviales, les lacs ou étangs, les côtes (ou « cuesta »), les petites vallées, les pénéplaines, et les vallées encaissées.

D'autre part, **en termes d'occupation du sol**, les cultures ou prés, les boisements continus, les bocages (système de haies) et les alternances de bois et cultures. À partir de cette analyse, on retiendra trois grands types d'espaces : les paysages ouverts, les paysages séquentiels, les paysages fermés. Ces trois grands paysages, observables à Sainte-Colombe, peuvent être tabulaires ou orientés, en fonction du mode d'occupation du sol, comme du relief.

Typologie établie à partir de la géomorphologie	Plaine ou plateau, grande vallée fluviale	Lacs, étangs	Côte (ou cuesta)	Petite vallée	Pénéplaine	Vallée encaissée
Les paysages ouverts	Paysage tabulaire ouvert	Paysage lacustre ouvert	Paysage de côte ouvert	Paysage orienté ouvert	Paysage collinaire ouvert	-
Les paysages séquentiels	Paysage tabulaire séquentiel	Paysage lacustre séquentiel	Paysage de côte séquentiel	Paysage orienté séquentiel	Paysage collinaire séquentiel	-
Les paysages fermés	Paysage tabulaire fermé	-	Paysage de côte fermé	Paysage orienté fermé	Paysage collinaire fermé	Paysage orienté fermé

Typologie établie à partir de la géomorphologie	Plateau agricole	Mares, bassins d'eau	Côte (ou cuesta)	Petite vallée	Pénéplaine	Vallée encaissée
Les paysages ouverts	Pleine cultivée	-	-	-	-	-
Les paysages séquentiels	Terres cultivées / bosquets et haies	-	-	-	-	-
Les paysages fermés	Terres agricoles encavées par l'urbanisation ou les bois	-	-	Vallée de la Voulzie Vallée du ru des Méances	Boisements dans la partie Sud du territoire	-

Tableaux : Typologies de paysages à partir de la géomorphologie, dans la commune de Sainte-Colombe– Source : Agence Eu.créal.

B - LE PAYSAGE NATUREL ET URBAIN

1. Les lignes du paysage naturel

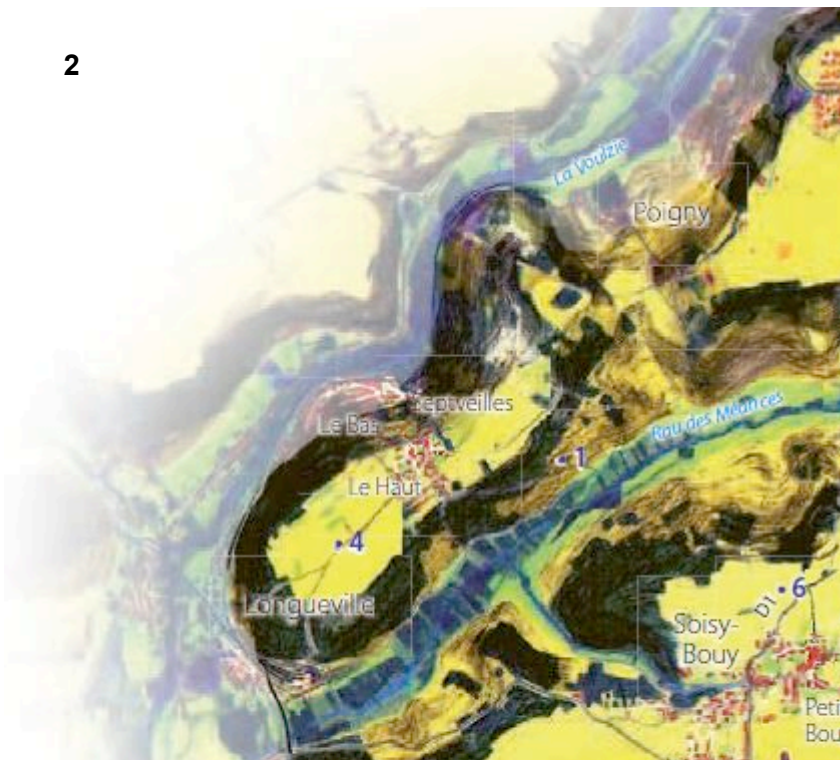
1.1. L'Atlas des paysages de Seine-et-Marne

Les entités paysagères présentes en Seine-et-Marne ont fait l'objet d'une étude figurant dans un *Atlas des paysages*.

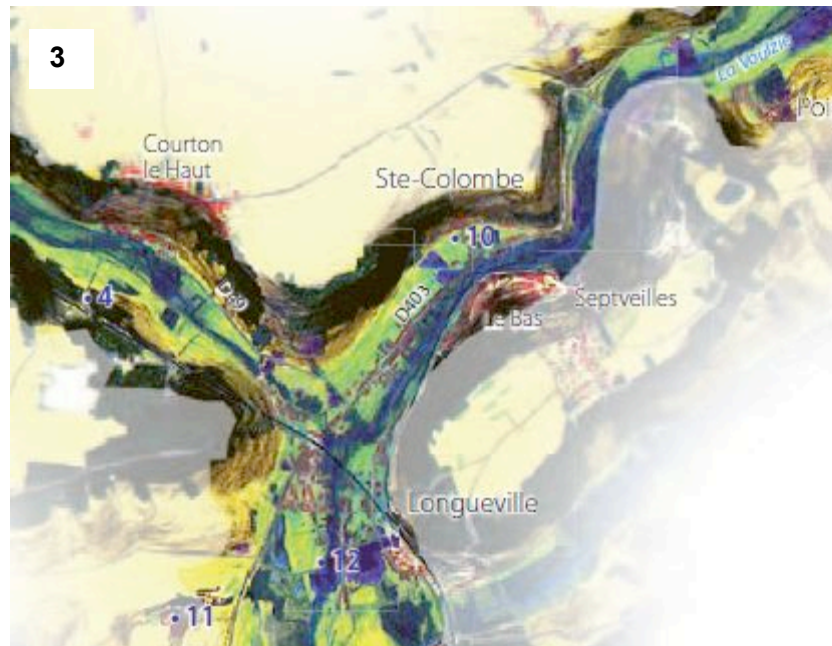
Les unités paysagères observées dans la commune sont :

- la Brie de Provins, et plus particulièrement **le plateau de Sourdun (1)** et **le plateau central (2)** ;
- **la vallée de la Voulzie (3).**

Source : *Atlas des paysages de Seine-et-Marne*.



Images : Entités paysagères concernant Sainte-Colombe.
Source : *Atlas des paysages de Seine-et-Marne*.



1.1.1. La Brie de Provins : le plateau de Sourdun et le plateau central

- Cet ensemble est l'un des plus vastes relevant des plateaux cultivés. Les paysages qui le composent s'étendent encore au-delà des limites de la Seine-et-Marne, vers la Marne et l'Aube. A l'ouest, la limite avec la Brie de Mormant, plus plate encore, suit le rebord du val d'Yvron. Au nord, la Brie de Provins est bornée par la vallée de l'Yerres puis par les territoires boisés du val d'Aubetin dont la portion amont est intégrée à l'ensemble. Il se poursuit au sud jusqu'aux rebords boisés du Montois et de la vallée de la Voulzie. Le plateau y avance un vif éperon qui domine la vallée, formant un site d'oppidum occupé par le Provins médiéval.

Les modulations du relief marquent une différence avec la Brie de Mormant, mais restent très mesurées. De faibles éminences, des dépressions infimes permettent cependant de caractériser certaines parties de pays. La tension extrême des surfaces reste malgré tout dominante, au point que la terre elle-même, sans accroche de relief, constitue une structure en soi grâce aux cultures qui recouvrent presque toutes les surfaces.

Seule la forêt de Jouy se démarque dans cette immensité cultivée, appuyée sur certaines limites aux boisements des vallées. Outre Provins, quelques petites villes, mais surtout un semis de hameaux et de fermes très ponctuels, apparaissent au sein des cultures dont la continuité n'est interrompue par aucune infrastructure significative.

Le plateau de Sourdun est caractérisé par des rebords nets et boisés du Montois, au sud-est, et de la Voulzie, au nord-est. Le vallon des Méances entaille le plateau avec autant de caractère. Les lisières des coteaux boisés forment ainsi une charpente sur laquelle s'appuie la lumière du plateau cultivé qui porte jusqu'à la ligne de crête formée en son centre, site de fondation de Sourdun. Les nombreux motifs de l'eau le long du ruisseau des Méances s'ajoutent aux inflexions du relief sur les vallons, au rebord du plateau, pour imprimer à l'entité un caractère pittoresque que renforce la forte unité de lieu donnée par les limites.

- Enjeux paysagers**

Poursuivre la lisibilité de la charpente naturelle :

- * Renforcer la lisibilité de certains vallons en limite de relief.
- * Assurer la continuité du dégagement, en particulier autour des éléments ponctuels qui doivent le rester : fermes isolées, cimetières... et la végétation doit pouvoir révéler les cours d'eau et leurs motifs sans les cacher.
- * Veiller à ce que les extensions urbaines les plus récentes ne viennent pas s'imposer aux lignes de crête et aux rebords du plateau.

*

*

*

La force du paysage tient à l'existence d'une totale continuité de dégagements cultivés, qui accueillent des éléments de ponctuations compacts, insulaires, certains venant souligner l'organisation des reliefs. Source : Atlas des paysages de Seine-et-Marne.



- Le plateau central développe autour de la ville haute de Provins trois vastes lobes séparés par la vallée de la Voulzie et ses affluents. Il trouve ses limites avec la forêt de Jouy-le-Châtel au nord-ouest, la dorsale de Villiers-Saint-Georges au nord-est, la Voulzie et les reliefs du Montois au sud. Sur un plateau presque sans relief, presque sans motifs, où aucune structure ne s'impose, la nappe du paysage semble être constituée de la terre elle-même. Les lignes des sillons, les matières et les couleurs des cultures, leurs vibrations sous le vent, sont ici leur propre socle, sur lequel les routes et les chemins viennent dessiner une manière de charpente.

- *Enjeux paysagers*

- Accentuer la structure :**

- * Donner valeur de charpente à quelques lignes : vallons, rebords, crêtes.
- * Ancrer les villages dans les cultures.

*

* *

Paysages agricoles : le plateau ne s'attarde pas à l'anecdote et déploie largement les matières et les couleurs de ses cultures et de sa terre, en dialogue direct avec le ciel.

Source : Atlas des paysages de Seine-et-Marne.



1.1.2. La vallée de la Voulzie

De leurs sources jusqu'en aval de Longueville, la Voulzie et ses principaux affluents entaillent le plateau de la Brie de Provins. Ensuite, peu avant d'atteindre la Seine, c'est le Montois que la rivière découpe en deux parties.

Pris dans leur ensemble, la vallée et ses principaux affluents dessinent une belle arborescence dont sont cependant exclus les vallons des Méances et de Savins dont les ambiances sont à rattacher respectivement aux paysages du plateau de Sourdun et du Montois.

D'une manière générale, les paysages sont structurés par les lignes de crête des coteaux et les cours d'eau. La forte présence de l'urbanisation et des infrastructures, notamment de Provins à Longueville et la végétation qui se déploie dans le fond et sur les coteaux donnent à la vallée une atmosphère de saturation. Le fil de l'eau reste le plus souvent imperceptible.

Seuls les vallons de Durteint et de la Voulzie, en amont de Provins, avec des coteaux boisés et des fonds de vallée moins urbanisés conservent leur harmonie.

- Sur la carte, le réseau que forment la Voulzie et ses affluents semble emplir l'espace de sa belle arborescence, mais dans la réalité, les vallons et les cours d'eau sont à peine perceptibles. Les coteaux et les plateaux n'offrent que peu de points de vue en belvédère sur les horizons de la vallée.

La Voulzie et ses vallons adjacents, étroits et resserrés, sont fortement investis par des boisements, des peupleraies, ou encore par des habitations et des activités. Les rivières dont les cours sont modestes, ne rivalisent pas avec la puissance des infrastructures et du développement urbain.

Les boisements, et tout spécialement les peupleraies, peuvent aussi fermer complètement les espaces comme par exemple dans le passage de la rivière à Poigny et à Sainte-Colombe. Les prairies qui mettaient en valeur la rivière et la vallée sont devenues trop rares et sont très souvent phagocytées par des constructions mal intégrées et disgracieuses.

- *Enjeux paysagers*

Protéger et renforcer la structure naturelle de la vallée :

- * Ouvrir autant que possible l'espace étroit de la vallée.
- * Révéler les cours d'eau en les rendant visibles est un enjeu important.
- * Mettre en œuvre un accompagnement paysager de l'urbanisation comme celui des infrastructures, afin de permettre de ménager la mise en relation des cours d'eau avec la vallée et ses coteaux.

Le passage étroit entre Poigny et Sainte-Colombe est complètement fermé par des boisements et surtout par des peupleraies. Les prairies qui donnaient à lire l'espace de la vallée sont de plus en plus rares ou investies de constructions dont le style et l'implantation sont souvent inadaptés. Exploiter et reconvertir en prairies certaines plantations de peupliers et certaines friches boisées, comme préserver les coteaux de toute nouvelle urbanisation, permettrait de renforcer la lisibilité de la vallée. Source : Atlas des paysages de Seine-et-Marne.



*

*

*

1.2. La structure paysagère

Du fait de sa situation en fond de vallée et de par son histoire, Sainte Colombe possède des paysages qui présentent une richesse et une diversité remarquable. On distingue :

- le plateau agricole ;
- le paysage agricole vallonné et boisé ;
- les fonds de vallées humides ;
- le paysage urbain.

1.2.1. Le paysage agricole vallonné et boisé

Ce type de paysage est très présent dans la Commune. Il occupe le tiers Sud-Est du territoire et possède un rythme marqué par le relief et les boisements.

Avec des amplitudes altimétriques conséquentes, ce paysage alterne sensation de confinement et percées visuelles très lointaines. En effet, en fonction de la topographie, le promeneur peut avoir des vues panoramiques lointaines comme sur la Commune de Provins et sa vieille ville par exemple.

Ces cônes de vue présentent alors un esthétisme remarquable ainsi qu'un rythme cadencé, exacerbé par les fortes variations du relief et la trame végétale qui vient matérialiser les lignes de crête.

Les trames douces et vives suivent le relief et se retrouvent tantôt en position de belvédère, tantôt encaissées en fond de vallée. De ce fait, en quelques centaines de mètres, cette sensation d'espace disparaît subitement laissant la place à un sentiment d'oppression. Le promeneur se voit alors dominé par un coteau, une colline... ce qui provoque une fermeture de l'espace et une forte limitation de la portée du regard.

Ce paysage est le plus complexe de la commune. L'alternance de boisements mêlée à l'omniprésence d'un relief accidenté lui donne toute sa richesse ainsi qu'une identité remarquable. Sa configuration permet également une limitation de l'impact paysager des carrières. Les boisements ainsi que les forts vallonnements autorisent une bonne insertion de ces exploitations à ciel ouvert. Toutefois, celles-ci peuvent être assez visibles depuis à certains endroits du territoire, en particulier au sommet du coteau opposé, sur la RD106.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



Photos : vallonnements et boisements, les piliers de ce paysage – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

Photo : vue lointaine vers Provins – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

Photo : la carrière, vue depuis le coteau opposé – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



1.2.2. Le paysage du plateau agricole

- Ce paysage occupe la moitié Nord du territoire ainsi que le sommet de la butte de Septveilles-le-Haut. Il se caractérise par sa planéité. Il offre une relation directe entre l'horizon et le ciel malgré de très légers mouvements de terrains.

Les variations de lumière apportent par l'intermédiaire d'un jeu d'ombres le relief que ne fournissent pas les mouvements du sol. Le regard porte à l'infini mais est régulièrement capté par les quelques lignes d'arbres, les fermes isolées ainsi que les installations diverses (poste de gaz, château d'eau, ...) qui parsèment le plateau et qui forment un semblant de perspective.

On devine une tension permanente qui se dégage entre l'immensité du plateau cultivé et les volumes construits. Ce paysage offre une certaine monotonie que peinent à rompre les rares éléments qui viennent se dégager de l'horizon. Il en découle une forte sensation d'immensité qui vient écraser l'observateur.

Composé de vastes champs de cultures extensives, ce paysage est le plus impressionnant de la commune, non pas par son esthétisme, mais par l'impression d'espace qu'il procure et le panorama à 360° qu'il autorise.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



Photos : des portées visuelles très lointaines – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



Photos : quelques légers vallonements viennent donner un peu de perspectives à ce paysage – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



1.2.3. Le paysage de fond de vallée humide

- C'est un des points forts de la commune, malgré le fait qu'une bonne partie soit peu accessible. Ce type de paysage matérialise la vallée de la Voulzie et constitue une bande de faible largeur qui traverse le territoire du nord est au Sud-Est.

Il se caractérise par la présence de boisements peu épais, et de zones humides agrémentés de peupleraies. Les percées visuelles sont faibles, mais la qualité esthétique des lieux est remarquable, ce qui offre un sentiment de quiétude et de tranquillité aux personnes qui les côtoient.

La pratique de ces lieux et de ce paysage permet d'apprécier la diversité des ambiances présentées sur le territoire communal. En effet, le promeneur traverse des zones boisées fermées d'aspect sauvage avant d'entrer au sein du tissu bâti et de bénéficier de vues intéressantes sur les abords des propriétés privées en bordure de rives mais également sur le bourg (Septveilles-le-Bas, faubourgs...).

Toutefois, les cheminements sont parfois difficiles voire impossibles étant donné le caractère privé de certaines berges. Il est donc très important que la commune adopte une politique de sauvegarde de ces espaces car ils participent fortement à la qualité du cadre de vie de la commune. Il est primordial de maintenir les cheminements existants, mais également d'en créer de nouveaux afin d'ouvrir les abords de la Voulzie aux Saint-Colombinois et de faire réapparaître les chemins disparus.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



Photos : ambiance urbaine – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



Photos : ambiance champêtre – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

*

*

*

Photos : ambiance artificielle – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



1.2.4. La trame verte

- Sainte-Colombe possède sur son territoire des espaces boisés et forestiers qui présentent des caractéristiques différentes selon leur lieu d'implantation. Le PLU devra les prendre en compte en les classant au titre des dispositions de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme.

On retrouve deux types de boisements :

- sur les coteaux, sous la forme de bois et bosquets. La trame végétale est de type arbustive voire arborescente avec une hauteur moyenne des individus de l'ordre de 12/15 mètres ;
- en fond de vallée. Cette trame est beaucoup plus artificielle car composée essentiellement par des peupleraies. On note également la présence de quelques espèces exogènes (résineux). Le reste de la végétation matérialise la ripisylve de la Voulzie.

Les espèces arborées dominantes sont :

- sur sols neutres ou peu acides : le Charme, le Merisier et l'Erable Sycomore ;
- sur sols frais : le Hêtre, le Peuplier et le Tremble ;
- sur sols hydromorphes : l'Aulne, le Chêne et le Charme ;
- sur sols pauvres : les résineux, le robinier et le bouleau.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



1.2.5. Les cônes de vue

- Sainte Colombe possède un certain nombre de percées visuelles qui vont de la simple échappée au cône de vue lointain.

La RD 403 permet de découvrir de multiples ambiances paysagères. La portée du regard est très variable tout comme la valeur des paysages offerts le long de cet axe. Certains apportent une touche négative à la commune alors que d'autres nécessitent d'être identifiés comme des espaces fragiles offrant une réelle qualité esthétique.

Le reste du territoire communal offre également un certain nombre de cônes de vue, mais ces derniers sont généralement situés sur les hauteurs. Toutefois, la présence des coteaux et du plateau permet d'identifier des fenêtres visuelles très intéressantes vers le village et la vallée mais également sur la vieille ville de Provins. La commune étant ceinturée par les boisements le relief de la vallée de la Voulzie, cette situation la rend relativement hermétique par rapport à l'extérieur. Il est de ce fait normal que la portée du regard soit assez rapidement interrompue. Toutefois, ces cônes de vue secondaires permettent une approche et une perception du territoire gratifiante bien que partielle.

Par l'intermédiaire du PLU, il serait souhaitable d'identifier ces cônes de vue depuis et vers le territoire et de les protéger grâce à une réglementation adaptée empêchant toute construction de nature à les détériorer (couleur, hauteur, implantation...).

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.





Photos : Les cônes de vue de Sainte-Colombe – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

2. Les caractéristiques du paysage construit

2.1. *Éléments historiques du territoire*

2.1.1. *Les éléments identitaires*

Sainte-Colombe compte de nombreux sites qui sont témoins de son histoire.

1. La maladrerie de Close Barbe

Elle a été construite au Moyen-Âge sur le chemin de Sens, pour séparer les lépreux du reste de la population. Au fil du temps, les bâtiments furent abandonnés et tombèrent en ruine. Aujourd'hui, c'est une propriété d'agrément. On peut y admirer l'enceinte, une fontaine, une salle basse composée de colonnes et de chapiteaux.

2. Le prieuré du Mez de la Madeleine

Perché sur un promontoire, le prieuré du Mez date du XI^e siècle. Il est pillé et brûlé en 1560. Le bâtiment devait être très imposant si l'on en croit les maçonneries existant au sol, dans le chemin à l'extérieur de la propriété. Un sarcophage mérovingien fut trouvé en 1976 au chevet de la chapelle.

3. L'église

Construite au XI^e - XII^e siècle, elle possède les caractéristiques de l'art roman élaboré (nef et transept de même hauteur, collatéraux, épaulant le vaisseau central, percement de baies étroites). Elle possède des piliers rectangulaires à tailloirs et arcades romanes. Les deux bas-côtés sont voutés à la romane. La grande nef est plafonnée. Les chapiteaux et le triplet du chevet indiquent le XIII^e siècle. Le transept est voûté à double tore.

4. Les moulins

La commune compte 5 moulins qu'il serait intéressant de protéger. Il s'agit du Moulin des Bruyères, du Moulin de Pont-Benoist, du Moulin de l'Isle, du Moulin de Beaujard et du Moulin de Septveilles.



Source : www.mairie-sainte-colombe77650.fr

2.1.2. La protection des sites et monuments historiques

Les conséquences juridiques des protections affectant un immeuble (nu ou bâti), au titre des monuments historiques ou des sites sont des servitudes d'utilités publiques. Les lois qui les définissent sont :

- la loi du 31 décembre 1913 modifiée génère des protections au titre des monuments historiques ;
- la loi du 2 mai 1930 génère des protections au titre des sites ;
- la ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager) est une servitude qui s'impose au PLU.

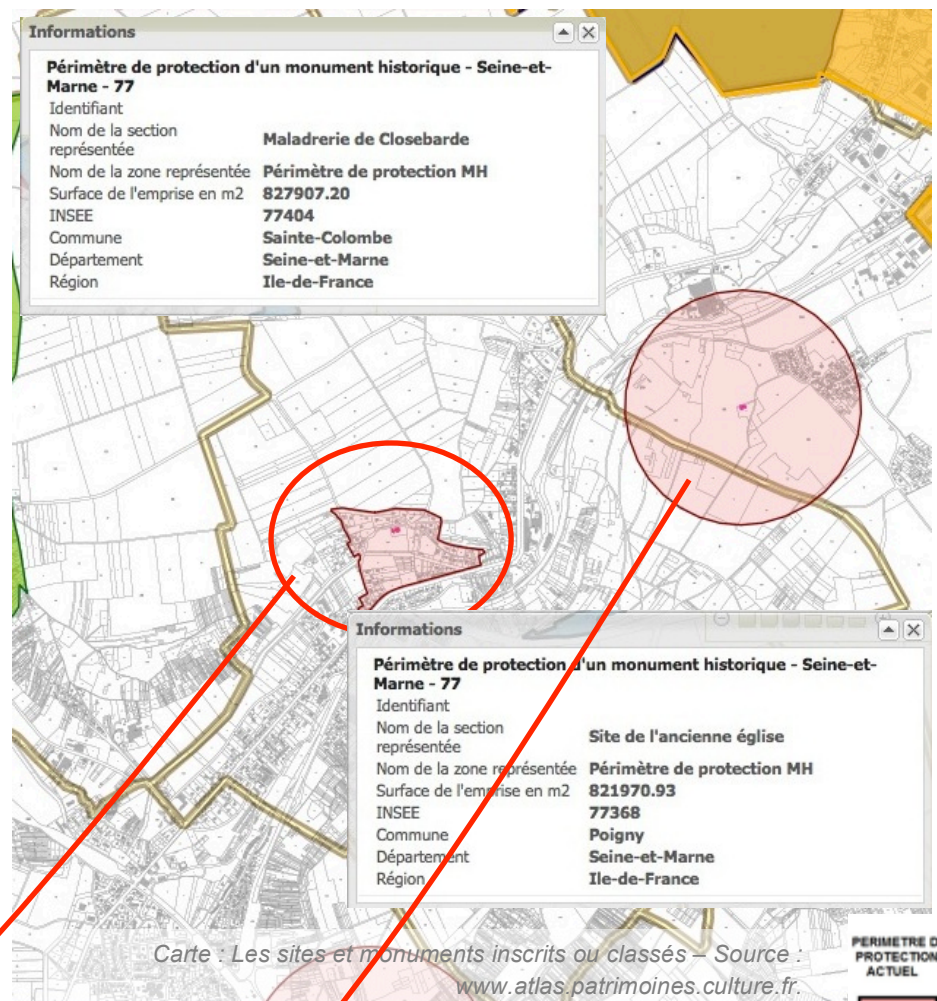
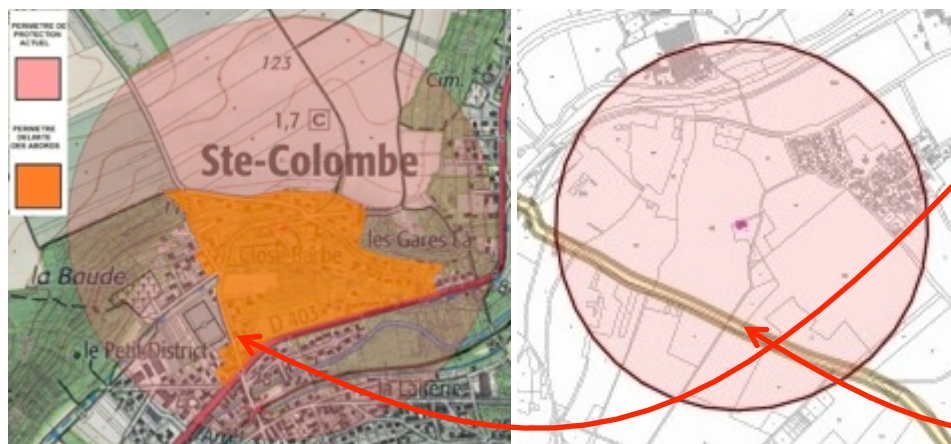
Un monument historique est localisé sur le territoire de Sainte-Colombe.

Il s'agit de la maladrerie de Close Barbe, localisée dans le bourg de Sainte-Colombe, Elle a été inscrite au titre des Monuments Historiques par arrêté du 20 juillet 1942 pour ses deux colonnes avec leur chapiteau et ses quatre travées ayant conservé leurs voûtes d'arêtes.

Un monument historique localisé sur le territoire de Poigny concerne également la limite Est de la commune de Sainte-Colombe.

Il s'agit du site de l'ancienne église, localisée dans le bourg de Poigny. Elle a été inscrite au titre des Monuments Historiques par arrêté du 2 septembre 1991.

Source : www.culture.gouv.fr/culture



Carte : Les sites et monuments inscrits ou classés – Source : www.atlas.patrimoines.culture.fr

NOTA bene : un projet de *périmètre délimité des abords* de la Maladrerie de Clauze Barbe a été présenté à l'enquête publique en même temps que le plan local d'urbanisme (Voir la pièce n°5E Suite). Le PLU a été mis à jour à son approbation pour y intégrer cette nouvelle servitude d'utilité publique : arrêté n° IDF-2020-07-09-003, daté du 9 juillet 2020.



2.2. Les caractéristiques du tissu bâti à Sainte-Colombe

2.2.1. Paysage urbain d'origine villageoise à développement concentrique

- Bourg agricole, Sainte-Colombe regroupe les hameaux de Septveilles le Haut, Septveilles le Bas et Le Mez de la Madeleine. C'est le *noyau villageois* de Sainte-Colombe qui possède l'église de la paroisse.

Septveilles le Haut et Septveilles le Bas ont connu un développement concentrique. Toutefois, ce développement ne s'est pas fait autour d'un élément fédérateur comme l'église ou la mairie. En effet, Septveilles le Haut et Septveilles le Bas possèdent une organisation urbaine qui se matérialise par la juxtaposition de plusieurs ilots urbains, chaque îlot étant lui-même ordonné autour d'une ferme ou d'un bâti agricole. Il en résulte une ambiance très champêtre, avec une alternance de sensation d'oppression et d'ouverture. Ces variations étant provoquées par une succession d'espaces ouverts et fermés, induits par la configuration du bâti et du relief.

A Septveilles le Bas, le bâti s'est développé à flanc de coteau, le long de la Voulzie. L'organisation de l'urbanisation est assez complexe et varie en fonction de l'exposition au vent et au soleil, mais également du type de constructions. Il en résulte une hétérogénéité dans l'implantation du tissu urbain.

A Septveilles le Haut par contre, l'ambiance est légèrement différente du fait de l'absence de relief. Le front urbain est plus marqué avec des hauteurs plus régulières. Toutefois, le paysage alterne également sentiment d'oppression et d'ouverture provoqué par des fenêtres visuelles assez furtives vers l'arrière des parcelles et des jardins ainsi que par une certaine discontinuité du bâti, également dans les hauteurs du front bâti. Celui-ci s'avère flou et discontinu, donnant ainsi un sentiment d'ouverture de l'habitat vers la rue.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



Photos : Septveilles le Haut : un front bâti plus marqué, mais rythmé par une certaine discontinuité et une hétérogénéité de hauteur des constructions (en haut) et Septveilles le Bas : un front bâti continu avec des hauteurs exacerbées par le relief (en bas) – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



2.2.2. Paysage urbain de faubourgs

• Les faubourgs s'étirent en continuité du noyau ancien de Sainte-Colombe, le long de la RD403, et viennent rejoindre le tissu urbain de Longueville. De structure linéaire, ils se sont constitués récemment, à partir de la fin du 19^{ème}. Ils se matérialisent sous la forme de maisons de bourgs, voire quelquefois par des demeures bourgeoises avec des dépendances. L'âge des constructions s'amenuise au fur et à mesure que l'on s'approche de Longueville, permettant de lire l'histoire du tissu urbain. Les constructions les plus récentes sont celles qui sont le plus éloignées du centre bourg. Notons également que le long de cet axe, quelques « champignons » sont venus se greffer au tissu de faubourg par l'intermédiaire de lotissements, donnant ainsi un peu d'épaisseur à la trame urbaine.

La rupture architecturale entre le bourg ancien et les faubourgs est brusque. Cette transition montre que l'évolution de la commune s'est faite en deux étapes bien distinctes, séparées par une période de non construction. En effet, c'est à partir du 19^{ème} que le bourg a connu une évolution galopante. Cette dynamique urbaine explique l'absence de transition dans les styles architecturaux mais également dans la typologie du bâti.

Ces faubourgs se distinguent par un parcellaire de taille moyenne et une implantation du bâti en retrait de l'alignement à l'individualité affirmée. La mitoyenneté est rare et se trouve surtout sur la trame la plus ancienne des faubourgs et se matérialise par des maisons de bourg. Les clôtures sont souvent ouvertes, traitées par un mur bahut surmonté d'une grille, ils laissent découvrir des jardins majoritairement végétalisés par des essences d'ornement de faible hauteur. Il en résulte une certaine impression d'ouverture de l'espace, accentuée par des hauteurs de bâti généralement peu élevées. Toutefois, la présence des réseaux en aérien ainsi que la disparité dans le traitement des façades et des clôtures empêchent de distinguer ce tissu comme une véritable entité urbaine. Les styles sont extrêmement variables et l'unité de ces faubourgs ne se fait que grâce à l'uniformité des hauteurs et à l'implantation homogène du bâti.

Concernant le front urbain, celui-ci est assez flou, en cause un tissu bâti interrompu ainsi que la présence de vastes espaces supportant une faible densité de construction. Toutefois, les clôtures assurent une certaine continuité visuelle.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



2.2.3. Paysage urbain pavillonnaire de coteau, front urbain flou et hétérogène

- Représentant toute la majeure partie de la trame urbaine pavillonnaire de Sainte-Colombe, ce tissu bâti matérialise l'extension de la commune ayant eu lieu au cours de ces 60 dernières années. Implanté sur d'anciennes terres agricoles, le parcellaire est assez hétérogène mais supporte des constructions au caractère et à l'implantation beaucoup plus « standardisés » que sur le reste de la commune.

Ce paysage présente une couverture végétale assez importante. Celle-ci revêt un caractère policé et une fonction décorative très artificialisée. En effet, bien que les jardins soient agrémentés de pelouse, haies de clôture et autres parterres, la végétation ressort très peu du fait de son absence d'ampleur. Les arbustes d'ornements sont préférés aux arbres de haute-tige, qui sont extrêmement rares. Il en résulte un paysage très minéral, ce qui est assez atypique étant donné que généralement, le tissu pavillonnaire représente la trame urbaine la plus verdoyante d'une commune. Toutefois, les espaces publics et naturels alentours présentent un degré de végétalisation plus important qui vient atténuer cette sensation d'artificialité.

Le front urbain est discontinu du fait de l'implantation en « marche d'escalier » ou « en terrasse » des constructions. Ce dénivelé associé à des clôtures d'aspect quelquefois imposant vient quelque peu fermer ce paysage. Bien que régulièrement absentes du fait de la configuration des terrains, ces clôtures sont très hétérogènes tant dans l'utilisation des matériaux que dans l'emploi des couleurs. Ainsi, elles peuvent matérialiser le front urbain mais lui ôtent toute sensation d'harmonie.

La largeur variable de la trame viaire ainsi que la complexité de son organisation viennent rythmer la trame urbaine et perturber sa lecture, lui donnant ainsi un véritable intérêt. Appuyé par la faible hauteur du bâti et de la végétation, exacerbée par un relief marqué, ce paysage offre parmi les plus belles percées visuelles recensées sur le territoire.

Tantôt aérée, tantôt confinée, cette ambiance paysagère présente le caractère « périurbain » le plus affirmé de la commune et possède une identité remarquable. Toutefois, la géométrie d'ensemble ainsi que l'aspect bigarré des constructions et des clôtures provoquent un manque de cohésion exacerbé par le caractère introverti de la trame dite pavillonnaire. En effet, la vie est tournée vers la parcelle et non plus vers la rue comme dans le tissu ancien, donnant à ce paysage un caractère impersonnel.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

*

* *



Un maillage de rue complexe et tridimensionnel (relief)



Implantation
disparate

Géométrie et standardisation
du bâti



2.3. La typologie du tissu urbain à Sainte-Colombe

2.3.1. La maison de bourg ou de manœuvrier

- Les maisons de bourg sont, en général, de petites constructions aux façades plus hautes que larges. Constituées pour la plupart de deux niveaux plus combles elles ont deux à trois travées de fenêtres.

Alignées sur rue et serrées les unes contre les autres, elles confèrent un caractère urbain à la rue.

Leurs façades sont composées mais restent de facture assez simple : toitures en petites tuiles plates à deux pentes sans débord de rives, percements réguliers avec volets battants, murs enduits. Elles sont agrémentées par les modénatures des encadrements, des chaînages d'angle et des bandeaux et corniches, lorsqu'ils sont présents. Ce type de construction est assez rare à Sainte-Colombe et se trouve presque exclusivement le long de la RD 403.

Le choix de l'implantation des bâtiments est ici moins guidé par la recherche de l'ensoleillement ou la protection des vents dominants que de l'accès en raison de la densité du bâti.

L'espace de travail, cour ou jardin est rejeté en fond de parcelle parfois desservie par une venelle.

Implanté en rive de la voie, le bâti s'implante en limite parcellaire nord afin de libérer l'espace au sud protégeant ainsi l'espace de travail des vents et permet un ensoleillement maximum de la cour et des façades principales des logis.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



*

*

*

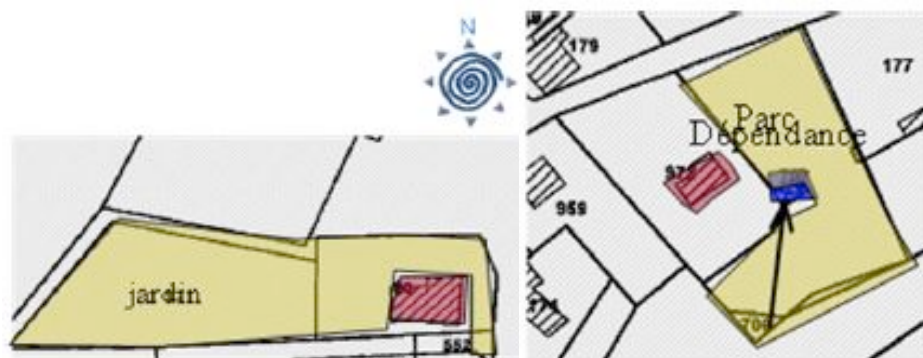
2.3.2. La demeure bourgeoise et ses déclinaisons

- Les demeures bourgeoises, au plan à distribution axiale et aux façades ordonnancées, sont descendues progressivement dans la hiérarchie sociale, gagnant la bourgeoisie des villes et des bourgs puis la paysannerie moyenne aux XVIIIème et XIXème siècles, avec la "maison de maître". Leur volumétrie est simple mais imposante.

Elles se caractérisent par leur jardin d'agrément, clôturé sur la voie par un mur plein ou un mur bahut surmonté d'une grille. Implantée à l'alignement ou légèrement en recul, la demeure des propriétaires s'affiche. Les ouvertures sont alignées à chaque niveau, ordonnancées et rythmées. Les portes sont travaillées et la ferronnerie est très souvent présente : garde-corps d'escalier, grilles de clôtures, portails, marquises, ... Cette typologie est assez peu étendue à Sainte Colombe prouvant l'origine et l'identité agricole de la commune.

C'est la mise en scène de la demeure qui guide l'implantation du bâti sur la parcelle et non une réponse aux contraintes climatiques (protection aux vents et meilleur ensoleillement de la façade principale).

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



*

*

*



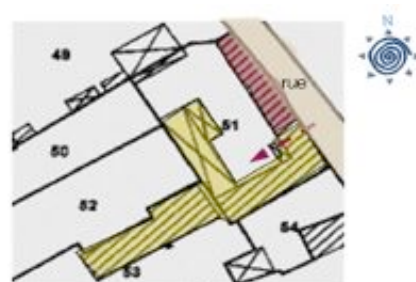
2.3.3. Le bâti agricole

- Le bâti agricole unitaire réunit sous le même toit le logis et les dépendances qui se développent dans le prolongement de celui-ci.

Afin de se protéger du froid et du vent, la longère tourne sa façade principale vers le sud, sud-est. Elle s'implante donc tantôt perpendiculairement à la rue si celle-ci est orientée nord-sud, tantôt parallèlement si la rue est orientée est-ouest.

Le bâtiment colle le plus souvent aux limites parcellaires. Ainsi, lorsque le bâtiment est en rive sud de la rue, sa façade nord qui comporte peu de percements prend des allures austères.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



*

*

*

2.3.4. Le bâti récent

- Présente essentiellement sur la partie est du territoire, cette typologie matérialise l'extension urbaine connue par la commune à compter des années 1945 / 1950 Il s'agit essentiellement d'habitations de type pavillonnaire, construites quelquefois par l'intermédiaire de lotissements.

Ces bâtisses possèdent une volumétrie très hétérogène en fonction de l'époque de construction. Dans l'ensemble, elles sont construites avec des matériaux ordinaires, voire pauvres, et affichent une architecture alternant la tradition et modernité avec quelques pointes d'originalité (couleurs, matériaux...).

Certains pastiches sont à observer, s'insérant parfois difficilement dans le contexte alentour.

Les hauteurs sont changeantes, de type R + Comble voire R + 1 + Comble, et ces habitations sont érigées en retrait de la rue, la plupart du temps en cœur de parcelle mais également sur une des limites séparatives. Les toitures offrent des pentes très variables alternant douceur et violence (entre 30 et 70°).

Les clôtures sont principalement composées d'un mur d'enceinte ou d'un mur bahut surmonté d'une grille, d'une palissade ou d'un grillage. Selon l'époque de construction, les haies peuvent être abondamment employées pour matérialiser ces clôtures.

Toutefois, les hauteurs d'ensemble, exacerbées par le relief, dépassent souvent 1,50 m, ce qui donne parfois à ce tissu urbain une ambiance fermée. L'introversion de l'habitat vers sa parcelle est généralement observée au sein du tissu pavillonnaire. En effet, de par leur superficie, l'urbanisation de la commune ne s'est pas faite avec un souci d'économie de l'espace.

La trame pavillonnaire retranscrit parfaitement cette problématique avec un parcellaire assez lâche. Les terrains de moins de 600 m² sont rares, induisant un certain éloignement des habitations. Ainsi, les maisons semblent déconnectées entre elles, renforçant ainsi l'absence de lien social entre les habitants. On retrouve cette organisation au niveau de la Rue Victor Hugo ou à la Résidence de la Voulzie par exemple.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

*

*

*



2.3. Les entrées de ville et franges urbaines


Les *entrées de ville* désignent l'espace entre les premières zones bâties et l'espace naturel ou agricole. Le terme d'*entrée de ville* est apparu au milieu des années 1990 pour définir des secteurs de transition en extension entre la campagne et la ville.

Ce n'est pas un événement ponctuel, ni uniquement l'espace de voirie. C'est ce qui est perçu par l'usager lorsqu'il quitte la campagne avant de pénétrer dans le bourg, c'est-à-dire dans le tissu urbain continu. Ce n'est plus la campagne, ce n'est pas encore la ville traditionnelle.

Dans la commune de Sainte-Colombe, une analyse des limites du périmètre bâti peut faire ressortir les différentes typologies d'entrée de villes qu'on peut rencontrer dans le territoire.

- *Septveilles le Bas et Septveilles le Haut.*

Les entrées de bourg de Septveilles le Bas et Septveilles le Haut ont des caractéristiques similaires. Ces entités urbaines sont marquées par l'habitat notamment individuel.

Le bâti récemment construit domine ce territoire sans s'intégrer en totalité avec son environnement naturel proche. Aucune lisière végétale entre l'espace agricole et l'espace bâti n'est aménagée. C'est la voie de circulation qui délimite ces deux entités paysagères. C'est pourquoi, même à des kilomètres, les espaces bâtis récents sont extrêmement visibles. 

Petit à petit, des haies viennent garnir les bords de route et permettre une transition végétale entre les espaces. Le **tissu urbain se matérialise par une architecture assez banale** et certains bâtiments sont en ruines ou en mauvais état. Ces entrées de bourg ne présentent donc pas une esthétique remarquable et **ne mettent pas en évidence la richesse réelle** de la commune.

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



Photos : Les cônes de vue depuis les entrées de ville de Septveilles – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

- **Sainte-Colombe**

Les entrées Nord-Est et Sud-Est sont similaires dans la mesure où elles ne sont pas très démarquées, du fait de la prolongation de l'espace urbain. Étant donné que l'on passe d'une commune à une autre avec une continuité de l'espace urbain, seuls les panneaux d'entrées de ville marquent le changement de territoire. Néanmoins, ces entrées de ville sont marquées par la présence d'un bâti récent, reconnaissable par son architecture relativement banale. (red circle)

L'entrée Nord par la Rue Close Barbe permet d'avoir une vision plus large sur la commune et son territoire. En effet, avant d'entrer dans le bourg, le profil de la rue permet d'avoir une vue panoramique sur le territoire et d'y apercevoir différents composants. Au premier plan, on remarque que l'espace agricole qui borde l'espace urbain s'étend de plus belle sur le territoire. De plus, une petite lisière végétale est implantée pour permettre une délimitation entre les deux espaces. En second plan, le bâti récent, de par son manque d'intégration paysagère, attire l'attention. Enfin, en arrière-plan, le bourg est visible ainsi que certains éléments verticaux tels qu'un château d'eau. (blue circle)

Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

Entrée Nord Est de Sainte Colombe par la D 403



Entrée Sud Est de Sainte Colombe par la rue de la Mourée



Entrée Nord de Sainte Colombe par la rue Clauze Barbe



Photos : Les cônes de vue depuis les entrées de ville de Sainte-Colombe – Source : Rapport de Présentation du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

C- CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

1. Structure démographique et évolutions

Source : L'analyse présentée dans ce chapitre se fonde uniquement sur des données officielles et légales, c'est-à-dire celles de différents recensements généraux de la population (INSEE).

En 2013, la population de la commune comptait **1814 habitants** (et **1826 en 2019** : on constate une stabilisation démographique depuis 2013).

En analysant les séries historiques de la démographie, on peut constater qu'entre 1968 et 1999, la **croissance de la population** communale a été toujours assez soutenue. Elle semble se stabiliser à partir de 1999.

Cela est dû principalement à l'arrivée d'effectifs depuis l'extérieur. Ceci est notamment lié à la proximité de l'agglomération parisienne, et à la pression foncière qu'elle exerce sur les franges rurales de la région. Cela étant dit, le solde naturel est en augmentation depuis 1990.

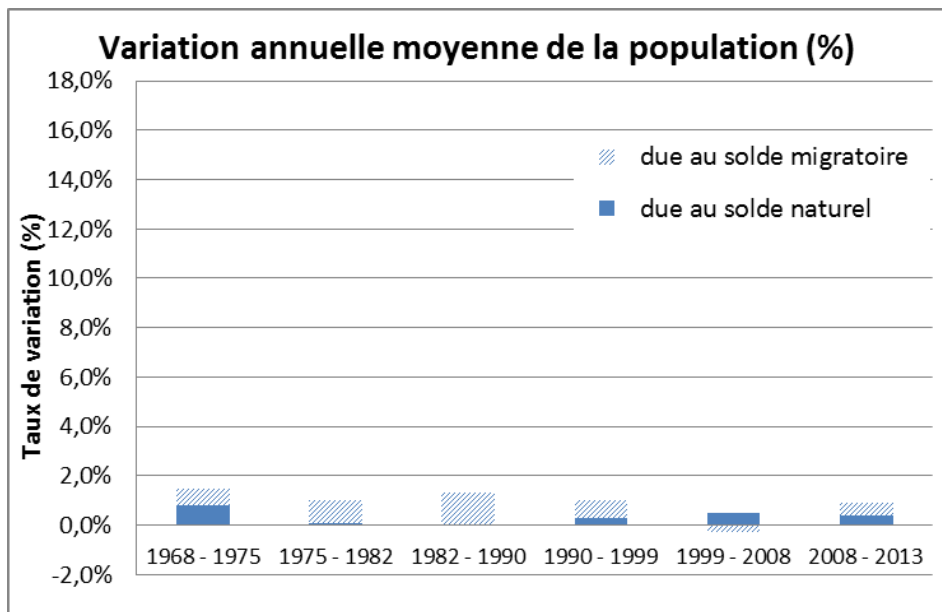
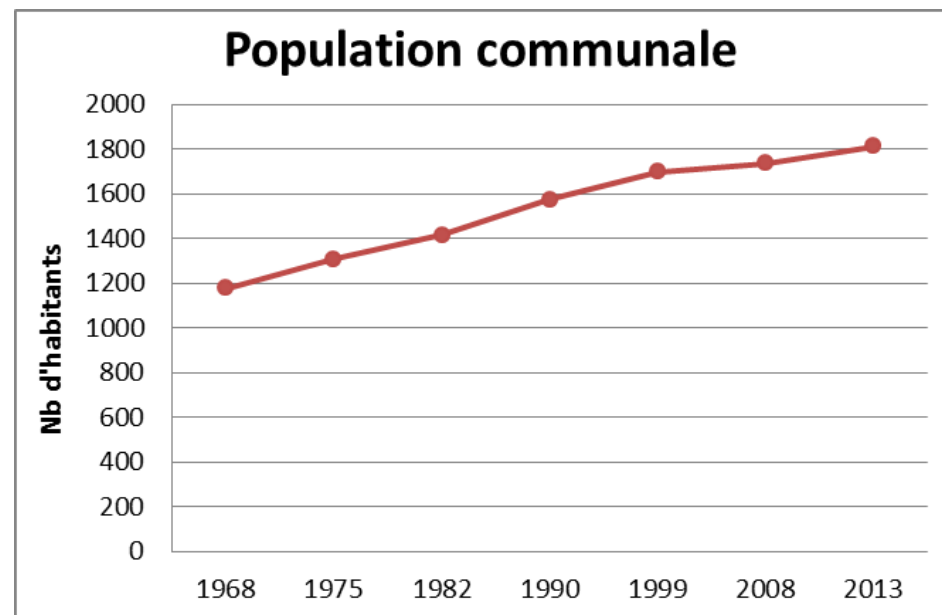
De 2008 à nos jours, la croissance démographique repart à la hausse.

La même tendance est observable aussi au niveau de la population de la Communauté des Communes du Provenois et de la Seine-et-Marne.

Cependant, Sainte-Colombe se différencie par une densité de population plus élevée par rapport à la moyenne de l'ensemble des communes de la CC et du département.

Sainte-Colombe	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Population sans double compte	1309	1417	1573	1697	1736	1814
Variation annuelle moyenne	+1,5%	+1%	+1,3%	+1%	+0,2%	+0,9%
due au solde naturel (% annuelle)	+0,8%	+0,1%	0%	+0,3%	+0,5%	+0,4%
due au solde migratoire (% annuelle)	+0,7%	+0,9%	+1,3%	+0,7%	-0,3%	+0,5%

Evolution de la population dans la commune et variation annuelle moyenne de la population entre les recensements (INSEE 1968 – 2011).

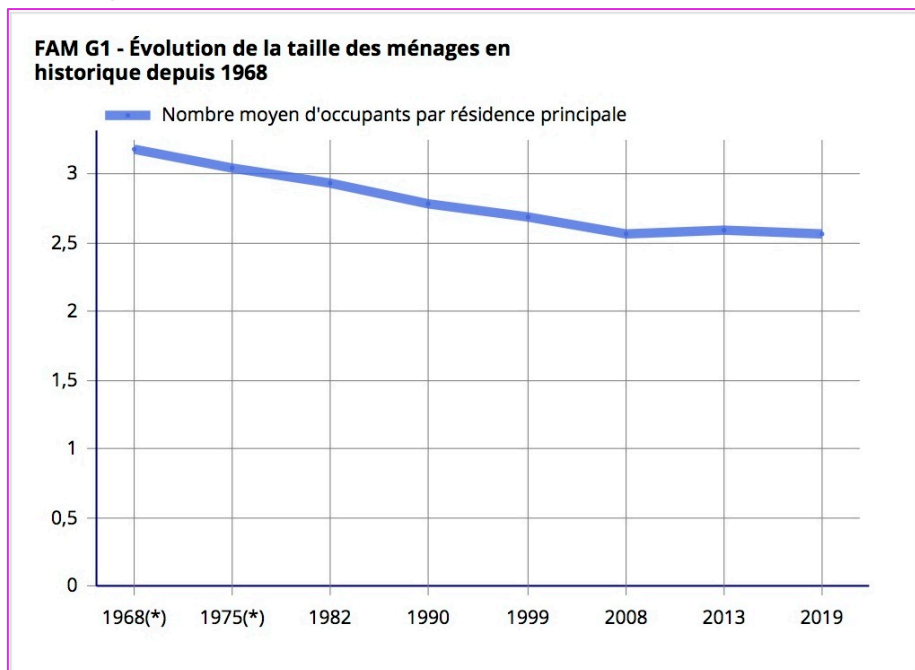
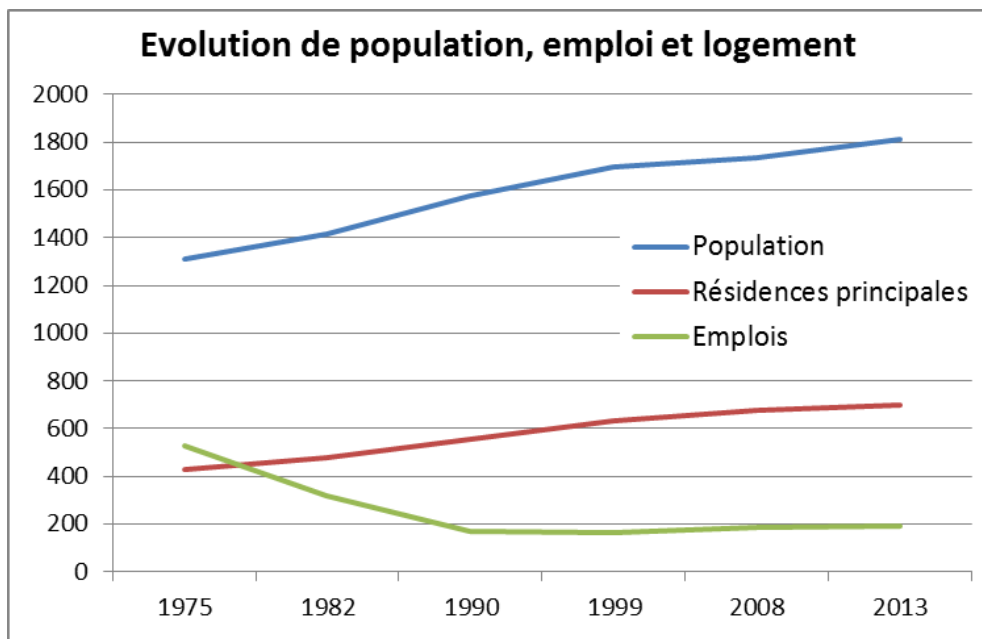
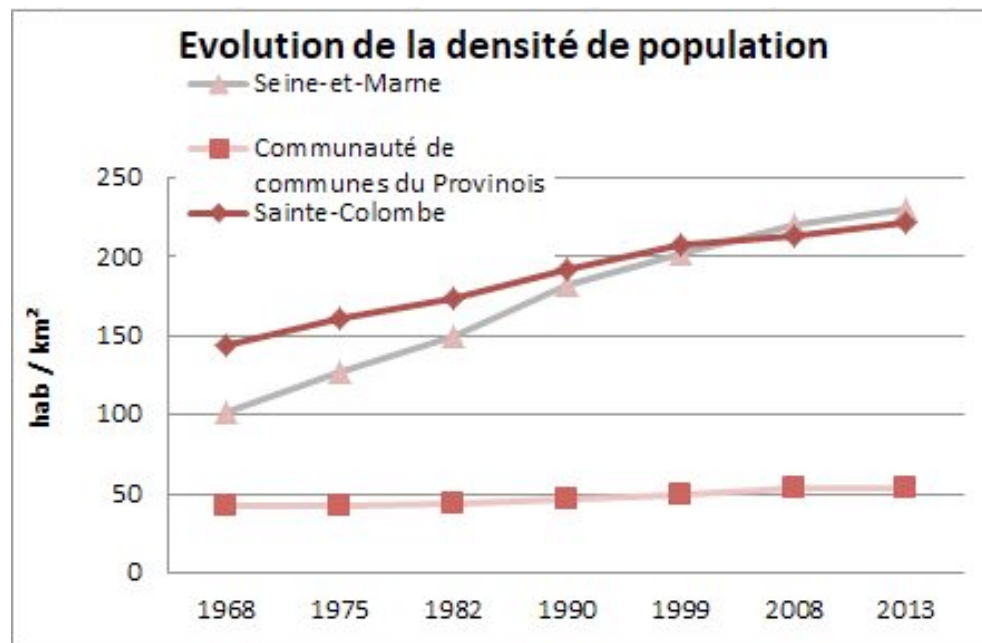


• Le « **desserrement des ménages** » est un phénomène socio-démographique structurel que l'on observe sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit de la diminution de la taille moyenne des ménages due aux séparations, familles monoparentales, jeunes quittant le domicile parental, vieillissement de la population ... Cela conduit à une augmentation du nombre des ménages et à un accroissement des besoins en logements.

A Sainte-Colombe, ce phénomène est présent : la taille moyenne des ménages en 2008 est égale à environ 2,6 occupants par résidence principale, et elle s'est stabilisée depuis. Cette valeur est inférieure à celle de 1968 (environ 3,3 occupants), et elle a diminué régulièrement jusqu'en 2008, à raison de 20 habitants pour 100 logements et par tranche décennale.

Par rapport à l'**emploi**, la commune comptait 191 postes en 2013 et 208 en 2019. Malgré les fluctuations irrégulières qui normalement caractérisent le taux d'emploi, on note une stabilisation de cet indicateur dans les dernières années (depuis 2008). Le **nombre d'actifs ayant un emploi**, en revanche, est plus important ces dernières années (autour de 770 personnes en 2013 et 749 en 2019), mais on observe une tendance à la diminution.

Graphiques ci-contre : l'évolution de la densité démographique à différentes échelles territoriales et de l'évolution de population, emploi et logement dans la commune de Sainte-Colombe (source : INSEE). Graphique ci-dessous : évolution de la taille moyenne des ménages dans la commune (INSEE).



2. Structure par âge

• Entre 2008 et 2013 les différences entre les pyramides des âges ne sont pas très marquées. On peut toutefois observer des tendances positives : une augmentation de la part des tout jeunes (0 - 14 ans) ainsi qu'une augmentation des seniors (à partir de 60 ans).

En revanche, on constate également une légère diminution de la part des jeunes et des adultes (15 - 44 ans). La diminution des jeunes peut être en partie liée à un faible solde naturel.

La comparaison avec d'autres territoires apporte un éclairage sur la place de Sainte-Colombe dans la démographie locale.

Dans ce contexte, Sainte-Colombe se situe comme suit :

- la part des 0 à 44 ans à Sainte-Colombe est au-dessous de la moyenne départementale ;
- la distribution des tranches d'âges des 45 ans et plus est nettement supérieure à celle observée au niveau départemental.

• Depuis 2013, on observe une relative stabilité de la part des jeunes de 0 à 29 ans, soutenue par la tranche d'âge des 30 à 44 ans (statistiquement celle des *géniteurs*). On observe aussi un tassement des 45 à 59 ans, au profit d'une augmentation sensible des plus de 60 ans : les 60 à 74 ans passant de 15% à 18% (soit une augmentation de 20%). Cette évolution explique en partie la diminution de la population active ayant un emploi ... Les plus de 75 ans passent de 7% à 7,5%.

Ces observations impliquent une réflexion sur la nature de l'offre de logement à organiser dans le P.L.U, dans la perspective, à la fois, d'organiser une offre en logements pour les personnes âgées, et de maintenir un **bon équilibre démographique**.

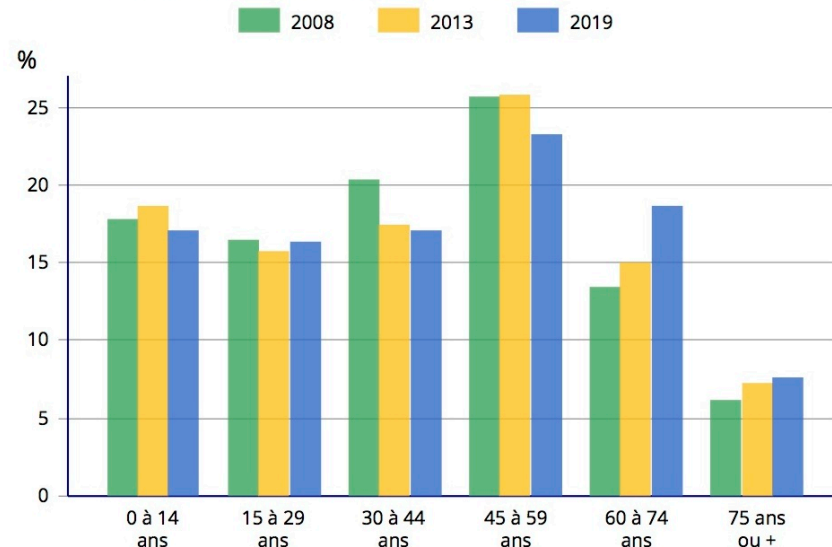
*

*

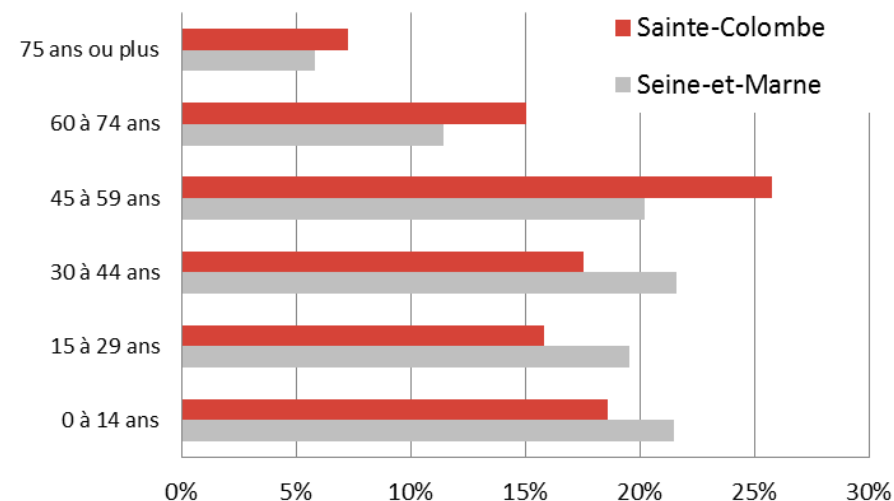
*

Graphiques ci-contre : Evolution 2007 - 2012 de la structure par âge de la population communale (en haut) et comparaison avec d'autres échelles territoriales (en bas) (source : INSEE).

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Structure par âge de la population en 2013 (%)



3. Evolution des effectifs scolaires

Le groupe scolaire communal comprend : 2 classes maternelles, 5 classes primaires et 1 cantine.

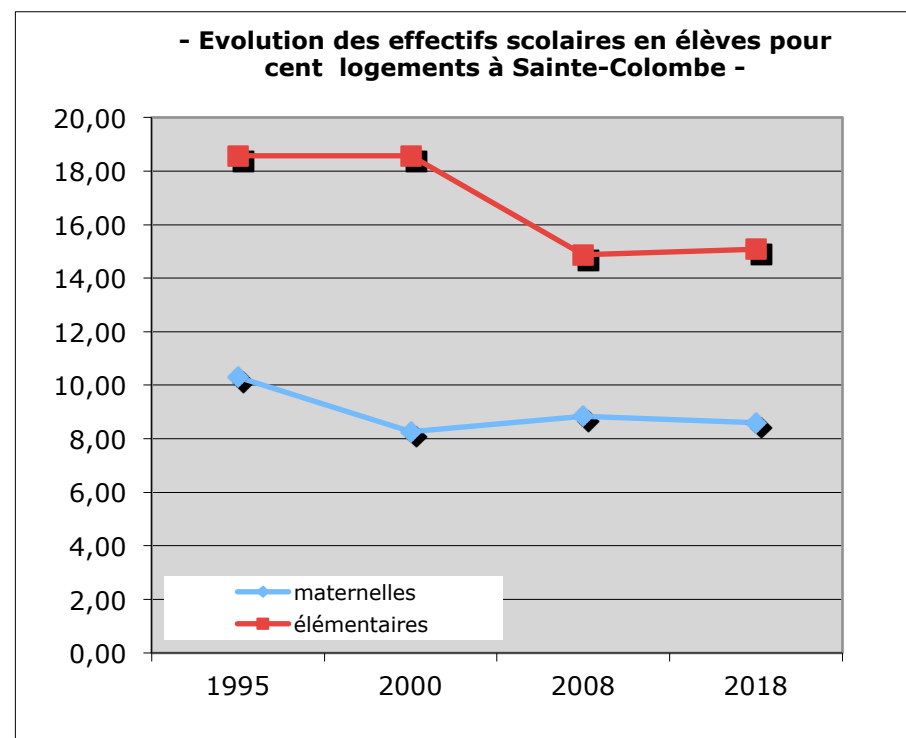
- En 1994 /1995, 171 enfants sont scolarisés en primaire et maternelle dans la commune :
- école maternelle : 2 classes et 61 élèves, soit (sur 559 + 33 logements) **0,10** élève par logt.
- école primaire : 5 classes et 110 élèves, soit **0,18** élève par logement.

On notera que ces valeurs sont faibles (environ un tiers en moins que les ratios couramment observés). Elles révèlent une forte “évasion” des enfants vers les écoles des villes où les parents ont leur emploi. (Pour l’enseignement secondaire les élèves fréquentent les Collèges et Lycées de Provins).

1999/2000	Ecoles maternelles : 2 classes et 52 élèves Ecoles primaires : 5 classes et 117 élèves
2008/2009	Ecoles maternelles : 2 classes et 60 élèves Ecoles primaires : 5 classes et 101 élèves
2017/2018	Ecoles maternelles : 2 classes et 61 élèves Ecoles primaires : 5 classes et 107 élèves

*

* *



4. Population active et emploi

Les indicateurs suivants permettent d'analyser les caractéristiques socio-économiques de la population :

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Nombre d'actifs}}{\text{Population totale}}$$

$$\text{Taux d'emploi} = \frac{\text{Nombre d'emplois}}{\text{Nombre d'actifs}}$$

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Nombre d'actifs}}$$

- Le **taux d'activité** est le rapport entre la population active et celle totale : il représente la proportion de population potentiellement active (notamment les tranches d'âges de 15 ans ou plus).
- Le **taux d'emploi** constitue un indicateur du nombre d'emplois offert par l'aire d'études et donc de sa vitalité économique ; il ne préjuge pas du niveau de l'emploi sur place de la population active locale.
- Le **taux de chômage** représente la part de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs.

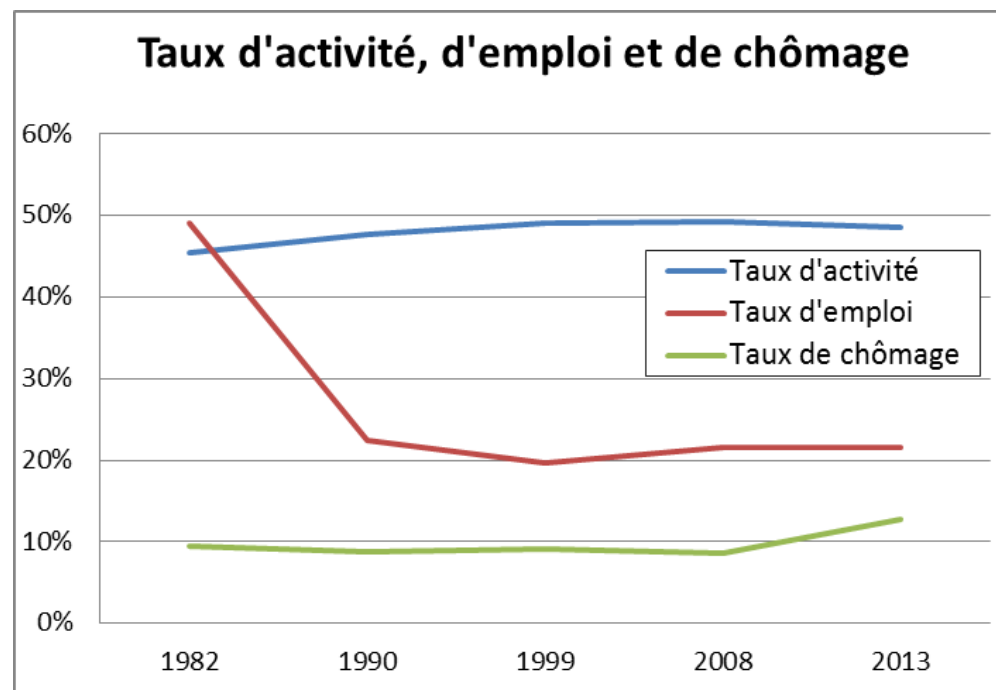
A titre de comparaison, l'ensemble de l'Île-de-France présentait des taux d'emploi de **97 %** en 1975 et de **95 %** en 1982 et 1990 et de **94 %** en 2006. Le taux d'emploi du département était de **66 %** en 2006.

Par rapport à la moyenne régionale et départementale, la commune présente ainsi un taux d'emploi beaucoup plus faible (22%), surtout à partir de 1990 : ces observations confirment la vocation résidentielle du territoire.

L'élaboration du PLU pourra être une occasion pour analyser ces constats et ces évolutions, en s'interrogeant sur les objectifs de rééquilibrage population/emploi sur le long terme.

Graphique ci-contre et tableau ci-dessous : Evolution de la population et des taux d'activité, d'emploi et de chômage dans la commune (source : INSEE).

Sainte-Colombe	1982	1990	1999	2008	2013
Population active	643	750	834	856	882
Taux d'activité	45%	48%	49%	49%	49%
Taux d'emploi	49%	22%	20%	22%	22%
Taux de chômage	9%	96%	9%	9%	13%



- **Le nombre d'emplois dans la commune a subi des fluctuations**, ce qui explique en partie la variabilité du taux lié. Dans le contexte de ville à prédominance résidentielle qu'est celle de Sainte-Colombe, l'évolution du tissu économique impacte fortement le taux d'emploi. L'augmentation du nombre d'actifs a également une incidence sur le taux d'emploi (à emplois constants).

En particulier, on observe une légère augmentation du nombre d'emplois tout au long de la période 1999 - 2013.

La croissance de la **population active** est toujours positive, même si elle ralentit, au même titre que la population totale, dans les dernières années. Quant aux actifs ayant un emploi, ils se stabilisent eux aussi.

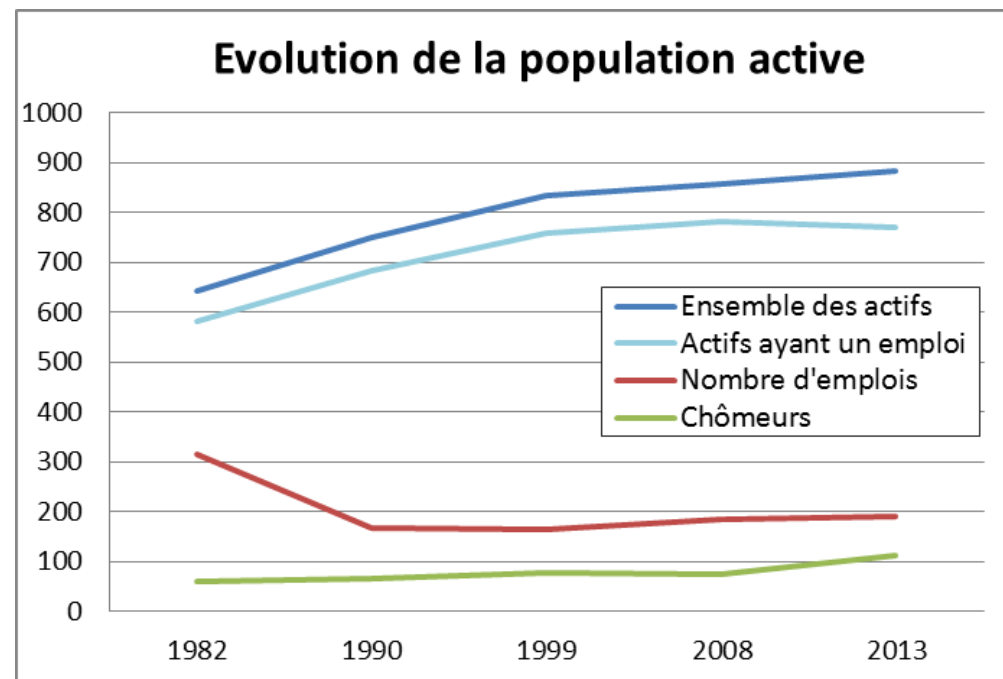
Au cours du temps, la croissance/diminution du nombre d'emplois n'entraîne pas forcément une variation conséquente du nombre des chômeurs, ni constitue un frein à l'augmentation de la population active : cela est lié à la recherche d'un emploi en dehors des limites communales.

Effectivement, Sainte-Colombe apparaît comme une **commune essentiellement résidentielle**, la population active occupant en majorité un emploi à l'extérieur (voir le paragraphe suivant).

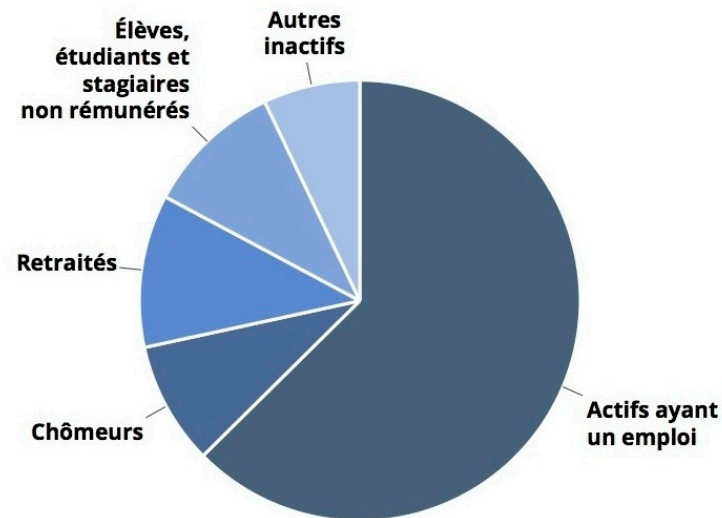
Graphiques ci-contre : Evolution de la population active dans la commune, en haut, et population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2013, en bas.

Tableau ci-dessous : Evolution de population et d'emplois dans la commune (source : INSEE).

Sainte-Colombe	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Population	1417	1573	1697	1736	1814	1826
Ensemble des actifs	643	750	834	856	882	850
Actifs ayant un emploi	582	684	758	783	769	749
Emplois	316	168	164	185	191	208
Chômeurs	61	66	76	73	113	106



EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2019



• Migrations professionnelles Domicile – Travail

Les évolutions, en termes de migrations domicile – travail, sont marquées avant tout par un **fort décalage entre les flux sortants** (très élevés et en légère croissance) **et les flux entrants** (beaucoup plus faibles et en décroissance).

La part des **actifs travaillant à l'extérieur**, constituant environ 78 % des flux domicile-travail totaux de la commune en 2013, a augmenté depuis 1990, bien que cela semble se stabiliser à partir de 2008.

Les actifs de la Commune se dirigent essentiellement vers :

- Provins (284 actifs y travaillent en 1999) ;
- Paris (71 actifs en 1999) ;
- Poigny (67 actifs en 1999), Longueville (34), Bray-sur-Seine (10).

La part des actifs travaillant à l'intérieur du périmètre communal (« **flux internes** ») a diminué fortement entre 1990 et 2008. Cependant, depuis 2008, leur part se stabilise.

Quant aux « **flux entrants** », l'attractivité de la commune diminue entre 1982 et 1990. Ensuite, au contraire, la part des flux entrants augmente puis se stabilise depuis 2008.

Ces constats mettent en évidence, d'une part, l'attractivité résidentielle du territoire. D'une part, la forte proportion de flux sortants soulève la problématique des migrations pendulaires.

Graphiques ci-contre : Synthèse des flux domicile - travail de la commune, et leur évolution entre 1990 et 2019. Tableau ci-dessous : Evolution des actifs de la commune, selon le lieu de travail (source : INSEE).

Commune de Sainte-Colombe	1990	1999	2008	2013	2019
Actifs ayant un emploi	684	758	783	769	749
Travaillant :					
...dans la commune de résidence	106	86	78	78	95
...dans une autre commune	578	672	705	691	653

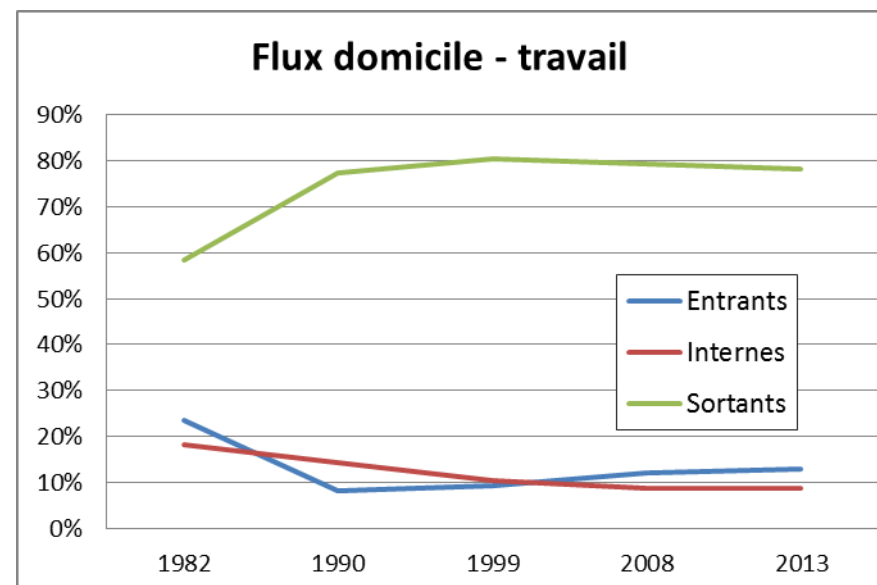
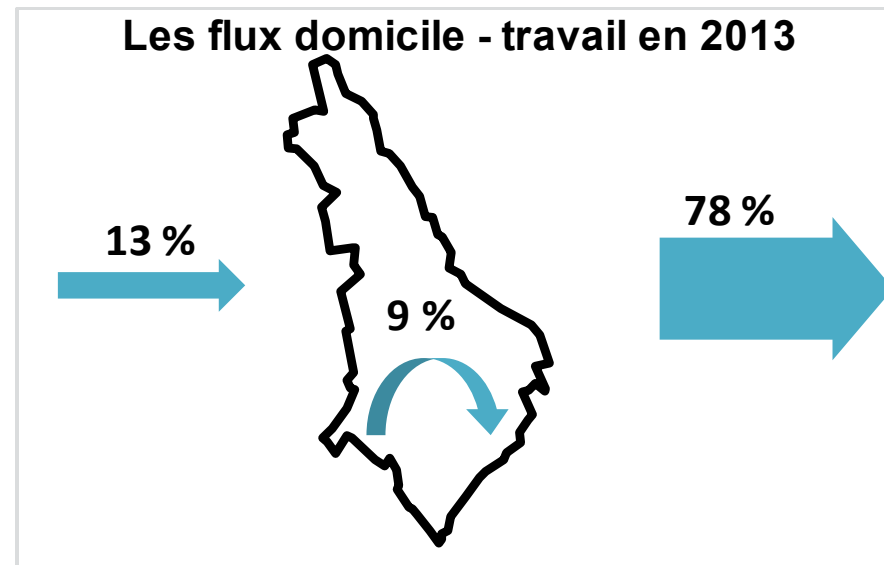


Tableau : Détail des migrations professionnelles domicile-travail concernant Sainte-Colombe en 1990 et 1999 (fichiers MIRABEL - INSEE)

Migration domicile - travail 1990					
Commune de résidence	Commune de travail	Effectifs	Commune de résidence	Commune de travail	Effectifs
SAINTE-COLOMBE	PROVINS	261	PROVINS	SAINTE-COLOMBE	32
SAINTE-COLOMBE	POIGNY	56	SAINT-LOUP-DE-NAUD	SAINTE-COLOMBE	10
SAINTE-COLOMBE	PARIS	38	LONGUEVILLE	SAINTE-COLOMBE	7
SAINTE-COLOMBE	LONGUEVILLE	32	SOURDUN	SAINTE-COLOMBE	4
SAINTE-COLOMBE	NANGIS	14	JUTIGNY	SAINTE-COLOMBE	3
SAINTE-COLOMBE	SAINT-LOUP-DE-NAUD	14	ROUILLY	SAINTE-COLOMBE	3
SAINTE-COLOMBE	BRAY-SUR-SEINE	11	SOISY-BOUSY	SAINTE-COLOMBE	3
SAINTE-COLOMBE	SAINT-BRICE	9	Entrants totaux		62
SAINTE-COLOMBE	autres communes...	58	SAINTE-COLOMBE	SAINTE-COLOMBE	106
Sortants totaux		493	Internes totaux		106
NB : les données de 1990 ne prennent en compte que les déplacements supérieurs à 3					

Migration domicile - travail 1999					
Commune de résidence	Commune de travail	Effectifs	Commune de résidence	Commune de travail	Effectifs
SAINTE-COLOMBE	PROVINS	284	PROVINS	SAINTE-COLOMBE	18
SAINTE-COLOMBE	PARIS	71	LONGUEVILLE	SAINTE-COLOMBE	10
SAINTE-COLOMBE	POIGNY	67	POIGNY	SAINTE-COLOMBE	6
SAINTE-COLOMBE	LONGUEVILLE	34	SAINT-LOUP-DE-NAUD	SAINTE-COLOMBE	6
SAINTE-COLOMBE	BRAY-SUR-SEINE	10	SOISY-BOUSY	SAINTE-COLOMBE	5
SAINTE-COLOMBE	CHALMAISON	9	SOURDUN	SAINTE-COLOMBE	4
SAINTE-COLOMBE	MONTEREAU-FAULT-YONNE	9	CHALMAISON	SAINTE-COLOMBE	3
SAINTE-COLOMBE	NANGIS	8	GOUAIX	SAINTE-COLOMBE	3
SAINTE-COLOMBE	SAINT-LOUP-DE-NAUD	7	JUTIGNY	SAINTE-COLOMBE	3
SAINTE-COLOMBE	NOGENT-SUR-SEINE	5	LES ORMES-SUR-VOULZIE	SAINTE-COLOMBE	2
SAINTE-COLOMBE	COURTOMER	5	ARGENTEUIL	SAINTE-COLOMBE	1
SAINTE-COLOMBE	DONNEMARIE-DONTILLY	5	AULNAY-SOUS-BOIS	SAINTE-COLOMBE	1
SAINTE-COLOMBE	JOUY-LE-CHATEL	5	autres communes...	SAINTE-COLOMBE	16
SAINTE-COLOMBE	BRIE-COMTE-ROBERT	4	Entrants totaux		78
SAINTE-COLOMBE	autres communes...	149	SAINTE-COLOMBE	SAINTE-COLOMBE	86
Sortants totaux		672	Internes totaux		86

5. Structure de l'économie locale

5.1. Description du tissu économique de la commune

Le tissu essentiellement résidentiel de la commune comporte cependant **73 établissements actifs** en 2013 (source INSEE).

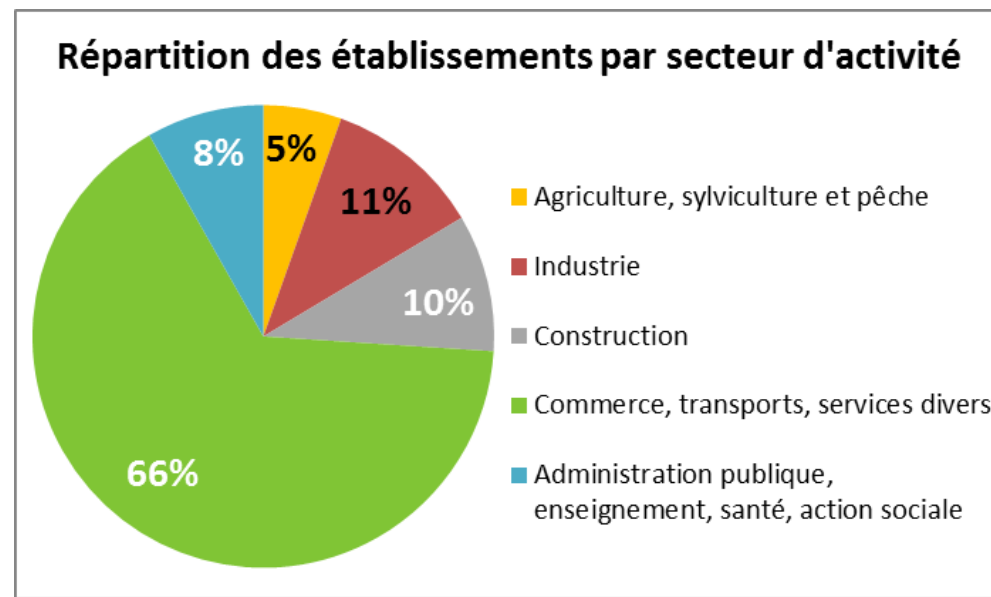
On note la part prééminente des **commerces, transports et services privés** dans le fonctionnement de l'économie locale (avec presque 70% des établissements), ce qui témoigne d'une économie résidentielle active.

Le secteur de l'**industrie** (11%) et de la **construction** (10%) sont également bien représentés.

Les autres activités sont plus marginales (par rapport au nombre d'établissements actifs dans la commune) : 6 établissements sont liés au secteur administratif et 4 au secteur agricole.

La plupart des entreprises (77%) comptent zéro salarié : ce sont des **autoentrepreneurs**. Parmi les établissements comptant un ou plusieurs salariés, il s'agit essentiellement de **petites entreprises** (moins de 10 salariés). Néanmoins, 3 entreprises ont moins de 20 salariés et 1 entreprise en a moins de 50.

L'économie locale est portée par des entrepreneurs indépendants ou des unités de petite taille. Le PLU peut être l'occasion pour réfléchir à leur possibilité de développement et à conforter leur implantation au sein du territoire communal.



Graphique : Répartition des établissements par secteur d'activité dans la commune de Sainte-Colombe (Source : INSEE 2013).

Tableau ci-dessous : Répartition des établissements et des salariés par secteur d'activité, dans la commune en 2013 (source : INSEE 2013).

Données 2013 par secteur d'activité	Répartition des établissements						Postes salariés	
	Nb total	%	0 salariés	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	Nb total	%
Sainte-Colombe								
Ensemble	73	100%	56	13	3	1	131	100%
Agriculture, sylviculture et pêche	4	5%	4	0	0	0	0	0%
Industrie	8	11%	4	2	2	0	31	24%
Construction	7	10%	6	1	0	0	3	2%
Commerce, transports, services divers	48	66%	39	8	0	1	72	55%
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	17	23%	14	3	0	0	13	10%
Administration publique, enseignement, santé,...	6	8%	3	2	1	0	25	19%

5.2. Les activités économiques

Nom	Adresse
Méca Métal	8 chemin des Marais
MSA Alimentation	13 avenue du Général Leclerc
Rajoelina Andriantsilavo Olivier (taxi)	24 rue des Acacias
Pareau SARL	35 rue du Docteur Schweitzer
Chauff Bois	19 rue de l'Avenir
United Petfood France	5 avenue de la Libération
Cécile Coiffure	38 rue Victor Hugo
Hydrauma Industrie	4 route de saint Loup
Marilyn Coiffure	82 A avenue du Général Leclerc
Les toits de Patrick	45 avenue du Général Leclerc
Passion des fleurs	82 C Avenue du Général Leclerc
Auto-école Sainte Co	82 B avenue du Général Leclerc
Boucherie Nadine et Jean-Luc Quémy	2 Avenue du Général Leclerc
Brocante Gourde	12 Avenue de la Libération
Plomberie Mallet	Avenue du Général Leclerc
Maçonnerie De Jesus Vasco	19 rue de l'étendard
RPC (reprographie)	37 Avenue du Général Leclerc
Travaux de carrosserie et de peinture. Noël Lafaure	3 rue de la Baude
TCC (Tombois Chauffage climatisation)	2 Avenue du Général Leclerc
Aphrodit Market	2 Avenue du Général Leclerc
La Belle couverture	1 rue du stade
Marilyn Coiffure	82 A avenue du Général Leclerc



Images : exemples de commerces du centre-bourg et de la petite zone commerciale avenue du Général Leclerc (source : Madame Corinne Gomès)

5.2.1. L'activité agricole à Sainte-Colombe

- L'agriculture occupe environ **446 ha**, c'est-à-dire 55 % de la surface du territoire.

En analysant les données disponibles en 2013, on constate que le **blé tendre** représente la majorité des cultures en termes de surfaces, suivis par l'orge et le colza. Mais dans le territoire on cultive également des protéagineux et d'autres cultures. Il s'agit principalement de **grandes cultures**.

En raison de la diversité des terres, les cultures peuvent être variées. Les alluvions conviennent à la culture maraîchère, tandis que les limons de plateaux se prêtent à la culture des céréales et de la betterave.

Depuis 1988, le **nombre d'exploitations agricoles** ayant leur siège dans la Commune est en diminution (2 exploitations en moins depuis 2000).

A l'échelle du département et de la région la tendance observée est celle d'une diminution des exploitations agricoles et du nombre d'actifs travaillant dans le domaine.

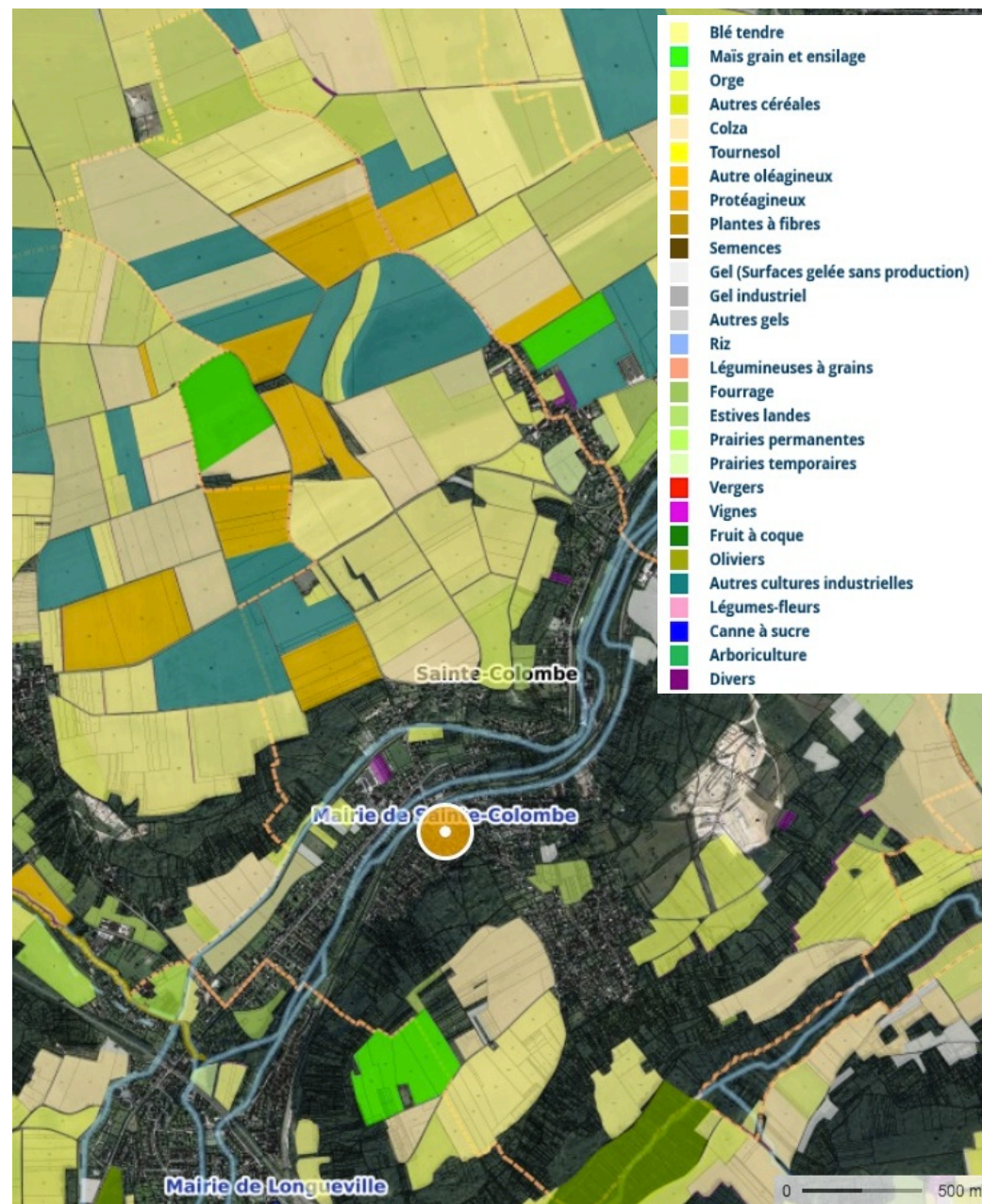
Quant à l'**activité d'élevage**, on peut noter une chute de celle-ci entre 1988 et 2000 (voir le tableau ci-dessous).

Sainte-Colombe	1988	2000	2010
Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune (nombre)	5	5	3
Superficie agricole utilisée (ha)	427	447	389
Superficie en terres labourables (ha)	427	447	387
Cheptel (en unité de gros bétail, tous aliments)	22	0	0

eau : Synthèse des résultats des recensements agricoles 1988-2010.

Source : Recensements agricoles de 1988, 2000 et 2010 (agreste.agriculture.gouv.fr).

Carte ci-contre : Registre Parcellaire Graphique (RPG) en 2020 (Géoportail).



Rappel : Plan régional de l'agriculture durable (PRAD)

• Lancé le 16 novembre 2011 par le Préfet de la région Île-de-France, le PRAD a pour objectif de mettre en perspective la politique de l'Etat en matière agricole et agroalimentaire à un horizon de 7 ans, en fixant des orientations spécifiques au niveau régional compte-tenu des spécificités des territoires et de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Les diagnostics des groupes de travail ont permis de mettre en évidence différents atouts à valoriser, contraintes à prendre en compte, menaces à éviter et opportunités à saisir.

L'état des lieux consolidé a permis de dégager quatre **enjeux** majeurs pour l'agriculture d'Ile-de-France, déclinés en orientations et en **actions**.

Enjeux	Orientations	Actions
1. Renforcer la place de l'agriculture au sein de la région Ile-de-France	1 - Développer des espaces agricoles fonctionnels, répondant aux besoins de l'agriculture francilienne	1. Pérenniser le foncier agricole et maintenir des unités agricoles cohérentes et fonctionnelles 2. Réaliser une veille foncière, anticiper et suivre la consommation des espaces agricoles
	2 - Soutenir l'installation et la transmission des exploitations agricoles pour assurer le renouvellement intergénérationnel	1. Anticiper les cessations d'activité des exploitations agricoles et faciliter leur transmission 2. Accompagner l'installation d'exploitations économiquement viables 3. Agir sur la disponibilité du foncier
	3 - Développer une communication et une sensibilisation sur l'agriculture et sur ses filières de valorisation	1. Sensibiliser les élus sur les réalités de l'agriculture et des filières agricoles, alimentaires et agroindustrielles 2. Favoriser la prise en compte de l'agriculture dans les décisions locales 3. Valoriser les productions locales au niveau régional 4. Entretenir le lien urbain-rural
2. Répondre aux enjeux alimentaires environnementaux et climatiques grâce à l'agriculture francilienne	1 - Soutenir une alimentation de qualité pour tous	1. Communiquer sur l'importance d'une alimentation de qualité et sur le lien agriculture / alimentation 2. Faciliter l'accès de tous à une alimentation de qualité et en quantité suffisante 3. Soutenir les projets éducatifs sur l'alimentation, en particulier à destination des jeunes
	2 - Promouvoir un modèle agricole associant productivité et performance écologique et énergétique des exploitations agricoles	1. Renforcer la productivité des exploitations agricoles 2. Conforter l'agronomie et les écosystèmes au cœur des modèles agricoles 3. Développer l'agriculture biologique 4. Préserver la ressource en eau 5. Accompagner les exploitations agricoles vers la certification environnementale 6. Promouvoir les alternatives écologiques dans les systèmes d'exploitation et contribuer à la lutte contre le changement climatique
3. Sécuriser les revenus des exploitations agricoles et structurer les filières agricoles et agro-industrielles franciliennes	1 - Sécuriser les revenus des exploitations agricoles	1. Limiter l'impact des aléas de production 2. Limiter l'impact des incertitudes de marché 3. Développer des systèmes de production générant une meilleure valeur ajoutée 4. Soutenir l'élevage 5. Soutenir l'innovation dans les filières spécialisées 6. Soutenir la diversification des exploitations agricoles par des activités agricoles complémentaires 7. Soutenir la diversification des exploitations agricoles par des activités non agricoles
	2 - Aider à l'organisation et à la structuration des producteurs et des filières de produits agricoles	1. Aider au maintien, à la structuration et au développement des IAA transformant des produits agricoles franciliens 2. Donner une visibilité aux acteurs économiques sur les opportunités du marché pour une valorisation francilienne des produits d'Ile-de-France 3. Soutenir l'organisation des producteurs et des filières 4. Soutenir l'amélioration de la qualité sanitaire des productions franciliennes

4. Faciliter l'adaptation de l'agriculture francilienne et accompagner ses évolutions		5. Renforcer les modes de transport des denrées agricoles et alimentaires moins émetteurs de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques 6. Soutenir la structuration de la filière équine en Ile-de-France
	3 - Soutenir le développement de filières non-alimentaires et énergétiques	1. Développer les productions non alimentaires 2. Soutenir la structuration de filières agricoles non alimentaires 3. Développer les débouchés des filières non-alimentaires
	1 - Adapter les formations initiales et continues à l'évolution des besoins de compétences pour les chefs d'entreprise et les salariés des filières agricoles et alimentaires	1. Proposer des formations spécifiques pour accompagner l'installation 2. Accompagner l'évolution des compétences des chefs d'exploitations agricoles dans leurs projets et dans la mise en œuvre de nouvelles techniques 3. Accompagner la formation des salariés agricoles 4. Faire connaître les formations existantes pour les chefs d'entreprise et les salariés des IAA
	2 - Développer l'emploi dans les exploitations agricoles et les filières agro-industrielles	1. Susciter des vocations 2. Accompagner l'emploi des salariés agricoles pour maintenir une main d'œuvre spécialisée/ qualifiée 3. Développer l'attractivité des emplois dans les filières alimentaires et les agro-industries tout en limitant le turn-over des salariés
	3 - Soutenir une agriculture et des industries de transformation de pointe grâce à l'environnement scientifique et technique francilien	1. Mener des travaux de recherche en phase avec les problématiques rencontrées sur le terrain et diffuser les résultats de ces travaux 2. Développer le lien entre la recherche / les instituts techniques et l'agriculture / les IAA 3. Favoriser les initiatives innovantes en agriculture et dans les filières agricoles et alimentaires
	4 – Poursuivre les réflexions sur l'avenir de l'agriculture francilienne	1. Assurer la gouvernance et la mise à jour permanente du PRAD pour approfondir les connaissances de l'agriculture et des filières agricoles et agro-industrielles franciliennes 2. Conduire des réflexions entre les pouvoirs publics et les professionnels 3. Elargir le travail conduit à l'occasion de l'élaboration du PRAD Ile-de-France

- L'Orientation 1 concerne particulièrement les PLU :

Fiche action 1 : « Faire connaître les outils de préservation existants (PRIF, [documents d'urbanisme](#), documents réglementaires : ZAP, PPEANP...), outils d'analyse et inciter les élus à les utiliser pour éviter la consommation et la fragmentation des terres agricoles :

- [contribuer à améliorer la qualité des documents d'urbanisme](#) (y compris dans la prise en compte d'activités de diversification...) ;
- Inciter à réserver du foncier pour l'implantation d'infrastructures liées à l'activité agricole, [notamment dans les documents d'urbanisme](#) »

Fiche action 2 : « S'appuyer sur les CDCEA pour :

- [Favoriser la reconnaissance des surfaces agricoles dans les PLU et SCOT](#) (éviter le passage en zone « AU » sans justification d'une stratégie) ;
- Lors d'un changement d'usage des sols, [prendre en compte la valeur agronomique des sols](#), vérifier la viabilité des exploitations et prévoir des clauses de retour à l'utilisation agricole si les projets d'urbanisation sont abandonnés ;
- En particulier, [insister sur l'importance de la densification](#) et sur le pas de temps nécessaire pour l'élaboration des documents d'urbanisme ;
- Amener les décideurs à prendre les dispositions dans les PLU et SCOT permettant de maintenir les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires sur leur territoire ;
- Promouvoir la mise en place de zones agricoles protégées (ZAP) ;
- Inciter les décideurs à favoriser l'installation d'IAA et le maintien des exploitations agricoles (logistique, foncier). Apporter des appuis pour l'insertion paysagère des structures d'amont et d'aval nécessaires à l'agriculture et à ces débouchés et à l'implantation d'IAA ».

Source : PRAD, Octobre 2012 (driaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr).

B - LE LOGEMENT ET LES EQUIPEMENTS

1. Structure et évolution du logement

La notion de point mort correspond aux logements construits dans une hypothèse de stabilité démographique : s'il y a croissance de population des résidences principales, la production de logements est supérieure au point mort, s'il y a régression, elle lui est inférieure.

Les besoins en logements liés au point mort sont de trois types.

- Le **renouvellement** est le remplacement des logements détruits ou désaffectés (ou la suppression de logements dans un même immeuble) ;
- La **compensation de l'accroissement (ou de la diminution) du nombre de résidences secondaires et de logements vacants** ;
- La **compensation du desserrement**, c'est-à-dire l'impact de la baisse du nombre moyen d'occupants par résidence principale, sur la part des logements construits. Le « desserrement » représente le nombre de logements consommé par la décohabitation ;
- **L'effet démographique mesure la consommation de logements due uniquement à l'augmentation de population.**

Renouvellement = logements(T_0) – logements(T_1) + logements construits

Desserrement = $\frac{\text{population RP } (T_0)}{\text{taux d'occupation } (T_1)} - \text{RP}(T_0)$

Point mort = Renouvellement + Desserrement + Variation (RS + LV)

Effet démographique = logements construits – point mort = $\frac{\text{variation du nombre d'habitants des RP } (T_1)}{\text{taille moyenne des menages } (T_1)}$

Sainte-Colombe : le point mort actualisé 2019	1975	1982	1990	1999	2008	2014	2019	2030	delta 1975/82	delta 1982/90	delta 1990/99	delta 1999/08	delta 2008/14	delta 2014/19	delta 2019/30
population sans double compte	1309	1407	1573	1697	1736	1816	1826	2100	98	166	124	39	80	10	274
taux d'occupation	3,04	2,96	2,81	2,69	2,56	2,58	2,57	2,50	-0,08	-0,15	-0,12	-0,13	0,02	-0,01	-0,07
population résidences principales	1301	1407	1570	1694	1736	1813	1823	2100	106	163	124	42	77	10	277
résidences principales	428	478	558	630	679	703	709	840	50	80	72	49	24	6	131
résidences secondaires	45	50	35	34	37	23	24	20	5	-15	-1	3	-14	1	-4
logements vacants	27	37	25	18	21	49	51	35	10	-12	-7	3	28	2	-16
parc total	500	565	618	682	737	775	784	895	65	53	64	55	38	9	111
logements construits									95	93	68	40	27	18	140
renouvellement (logt T0- logt T1 + construits)									30	40	4	-15	-11	9	29
variation RS + LV									15	-27	-8	6	14	3	-20
deserrement (population RP en T0/ taux d'occupation T1) - RP en T 0									12	23	26	32	-6	2	20
point mort									57	36	22	23	-3	14	29
effet démographique									38	57	46	17	30	4	111

Tableau : Calcul du point mort (Source : INSEE, SITADEL2 et données communales).

1.1. Evolution du parc de logements

Depuis 1975, dans la commune de Sainte-Colombe le nombre d'habitants a augmenté de façon régulière jusqu'à aujourd'hui. Similairement, **le parc des résidences principales a augmenté de manière soutenue** entre 1975 et 2013. **Entre 2013 et 2019, on observe seulement une augmentation de 13 logements en tout, dont 8 résidences principales.**

Le nombre de nouveaux **logements construits** dans la commune n'est pas la seule source d'augmentation du nombre de résidences principales. La **diminution du nombre de résidences secondaires, depuis 1982**, contribue d'une certaine façon à préserver le patrimoine bâti et permet l'accueil d'une population sans consommation de foncier. Ainsi, l'augmentation de la population des ménages résidentes est en partie due à la transformation de résidences secondaires en résidences principales **(avec une diminution de 26 résidences secondaires depuis 1982).**

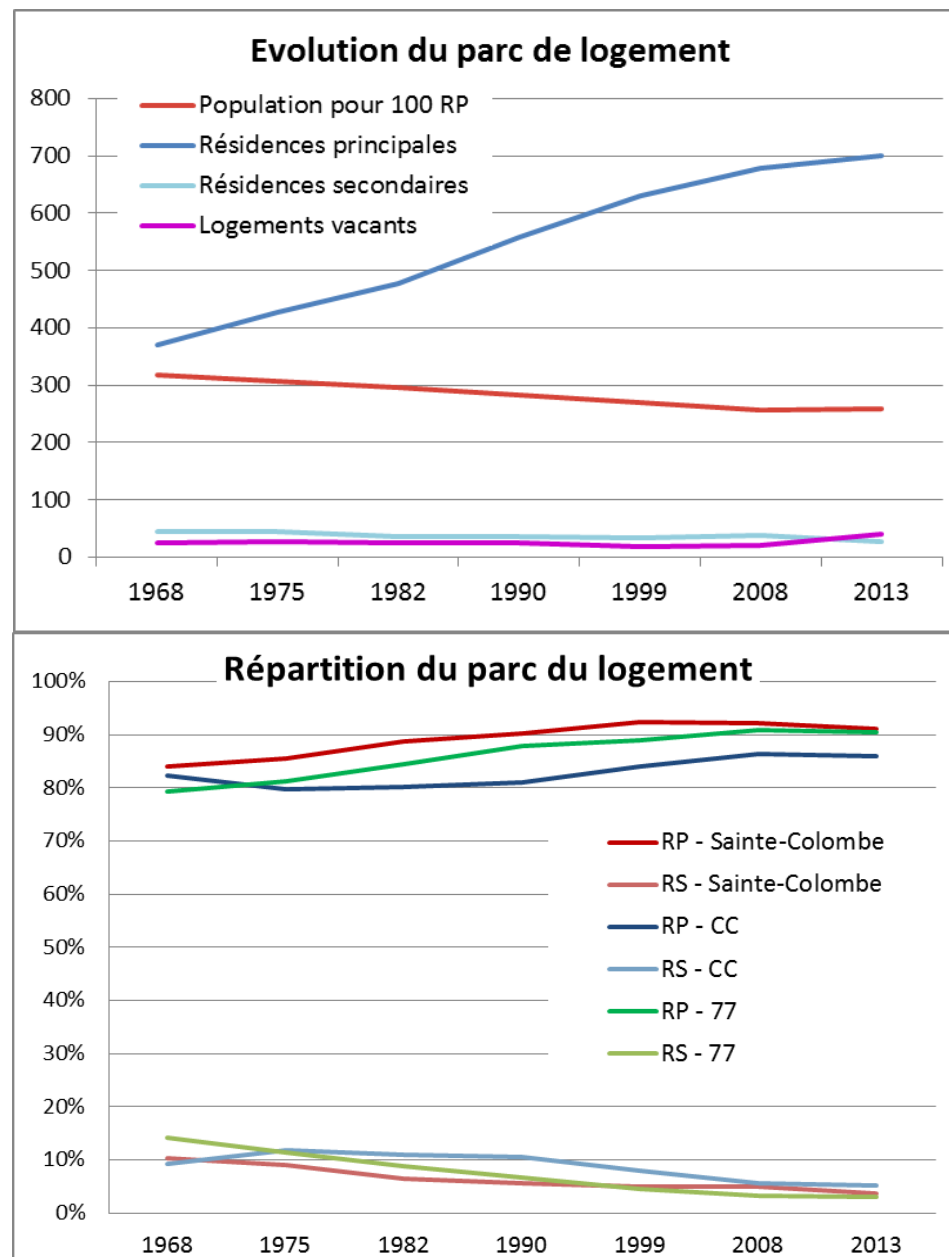
En ce qui concerne les **logements vacants**, ils **sont peu nombreux** et leur nombre paraît stable entre 1975 et 1999 et il augmente brusquement entre 1999 et 2013. Selon les sources INSEE, en 2013 Sainte-Colombe compte 41 logements vacants (5% du parc total), **et 51 en 2019 (soit 6,5% du total des logements).** La réhabilitation de ces constructions pourrait contribuer, en partie, au renouvellement du parc de logement communal.

L'évolution de la répartition du parc de logement de Sainte-Colombe est, globalement, similaire à celle constatée au niveau de l'ensemble des communes de la Communauté de Communes et du département.

Cependant, on remarque certaines différences : dans le contexte de territoire périurbain et en forte évolution, qu'est celui de Sainte-Colombe, la part des résidences principales est plus abondante et celle des résidences secondaires est légèrement plus faible, par rapport aux autres territoires.

*

* *



- En ce qui concerne l'incidence nette, en termes d'augmentation du nombre d'habitants dans les résidences principales, et d'accroissement du parc de résidences principales, on constate qu'en général le nombre de résidences principales n'a pas toujours augmenté proportionnellement au nombre d'habitants de la commune.

De manière synthétique, on peut distinguer, dans les évolutions de l'habitat et de la démographie de la commune, des événements différents :

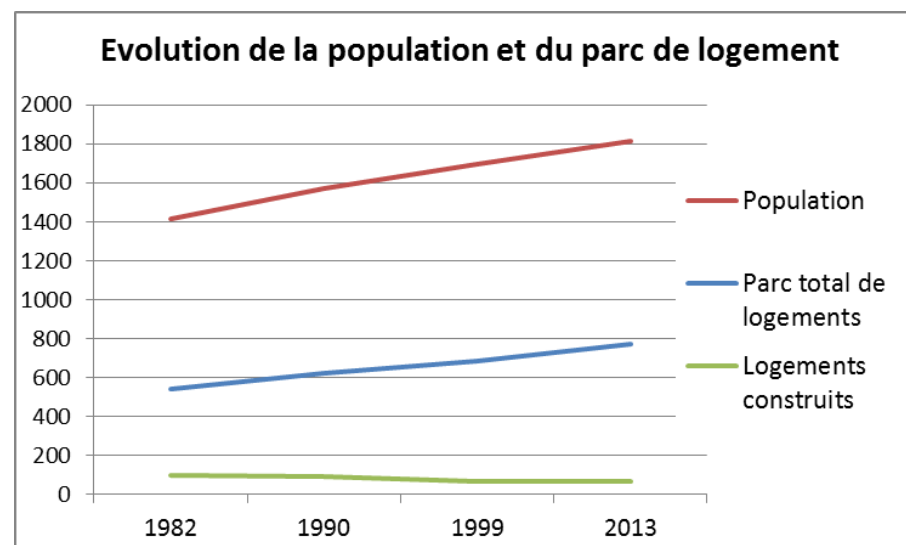
- **entre 1975 et 1982**, une augmentation de 108 habitants, pour 50 nouvelles RP (environ **2,2 habitants** supplémentaires par nouvelle RP) ;
- **entre 1982 et 1990**, une augmentation de 156 habitants, pour 80 nouvelles RP (environ **2,0 habitants** supplémentaires par nouvelle RP) ;
- **entre 1990 et 1999**, une augmentation de 124 habitants, pour 72 nouvelles RP (environ **1,7 habitant supplémentaire** par nouvelle RP) ;
- **entre 1999 et 2013**, une augmentation d'environ 117 habitants, pour 120 nouvelles RP (environ **1 habitant supplémentaire** par nouvelle RP).
- *entre 2013 et 2019, une augmentation d'environ 12 habitants, pour 8 nouvelles RP (environ 1,5 habitant supplémentaire par nouvelle RP).*

En général, on constate quelques variations dans l'apport de nouveaux habitants par résidence principale, et que **le phénomène de décohabitation a également varié au cours du temps** (en marquant de manière de plus en plus forte la démographie communale).

Graphique ci-dessous : Evolution de la population et du parc des logements (source : INSEE).

Tableau ci-dessous : Evolution des logements et de la population pour 100 RP (source : INSEE).

Sainte-Colombe	1968	1975	1982	1990	1999	2013	2019
Population pour 100 RP	318	306	296	282	269	259	257
Ensemble des logements	440	500	538	618	682	770	784
Résidences principales	370	428	478	558	630	701	709
Résidences secondaires	45	45	35	35	34	28	24
Logements vacants	25	27	25	25	18	41	51



*

*

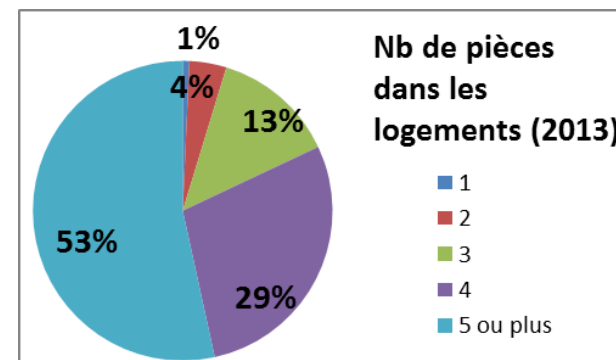
*

1.2. Caractéristiques du parc de logements

En observant les données relatives au parc de logement de la commune de Sainte-Colombe au cours de la dernière vingtaine d'années (1990 – 2013), on note les caractéristiques suivantes :

- la **prédominance des maisons individuelles** (94%) et une offre faible de logements collectifs (6%) ;
- une **offre locative faible (15%), qui cependant a augmenté depuis 1990** (60 logements en 1990, 102 logements en 2013) ;
- une **faible diversité dans la taille des logements** : les logements de 1 à 3 pièces ne représentent que 18 % (contre 35% dans le département) ;
- une **augmentation continue de la taille des logements** : 53% des logements en 2013 ont 5 pièces ou plus ;
- une **bonne adéquation des équipements sanitaires** (98% des logements actuels sont équipés avec salle de bain avec baignoire et/ou douche).

La diversité dans la taille et la typologie des logements pourrait être renforcée davantage (notamment en ce qui concerne l'offre de logements locatifs, collectifs et de petite taille), afin de favoriser un meilleur équilibre démographique à long terme et de faciliter les parcours résidentiels.



Graphiques : Répartition des résidences principales selon le nombre de pièces, et évolutions 1990 - 2013 (source : INSEE).

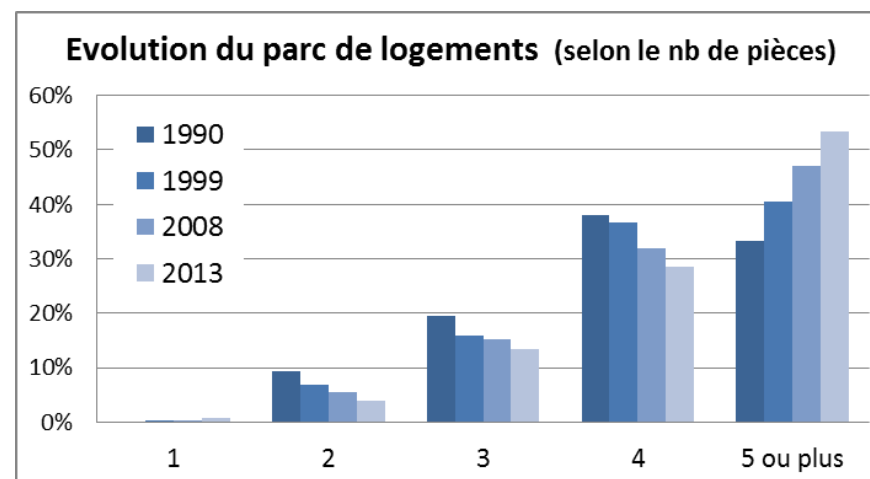


Tableau : Caractéristiques du parc de logements (source : INSEE).

	Total	Résidences Principales	Type		Statut d'occupation			Nombre de pièces des RP					Installations sanitaires		
			Maison individ.	Logement collectif	Propriét.	Locataire	Logé gratuit	1	2	3	4	5 ou +	Chauffage central collectif	Chauffage central individuel	avec baignoire / douche
2013	770	701	721	50	589	102	10	5	28	93	200	374	2	337	687
			94%	6%	84%	15%	1%	1%	4%	13%	29%	53%	0%	48%	98%
1999	682	630	600	21	524	86	20	1	43	100	231	255	4	472	622
			88%	3%	83%	14%	3%	0%	7%	16%	37%	40%	1%	75%	99%
1990	618	558	534	16	475	60	23	0	52	109	212	185	6	420	519
			86%	3%	85%	11%	4%	0%	9%	20%	38%	33%	1%	75%	93%

2. Les équipements, facteurs de développement

2.1. *Desserte en eau potable*

- **Production de l'eau** Sources : *Annexes sanitaires du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.*

La commune utilisait pour sa production d'eau potable un forage à 21 mètres de profondeur au lieu-dit « la Croix Brouillard », sur lequel est implantée une station de pompage. Cette station est équipée d'un dispositif de stérilisation en chlore gazeux et d'une usine de traitement des pesticides. Le pompage fonctionnait essentiellement la nuit afin de bénéficier des meilleures conditions tarifaires d'ERDF. Cet ouvrage est surveillé et entretenu quotidiennement par le personnel municipal et un prestataire de service pour la télésurveillance.

L'eau souterraine provient dorénavant de quatre forages situés à Noyen-sur-Seine et d'une source située à Rouilly, captant les nappes des alluvions et de la craie sénonienne et la nappe des calcaires de Champigny.

- **Distribution de l'eau**

L'eau pompée est stockée dans deux cuves semi-enterrées de 250 m³ chacune et distribuée aux abonnés par un réseau de canalisations en fonte dont le diamètre varie entre 60 et 200 mm. Le premier réseau a été construit en 1935. La longueur du réseau géré est de 17 km 365.

Chaque point de livraison est équipé d'un comptage. Les chiffres 2012 font état de 804 compteurs installés.

Le fonctionnement et l'entretien des réseaux sont assurés par le personnel municipal et un prestataire privé. La désinfection des réservoirs d'eau est réalisée par une entreprise privée. Une recherche de fuites sur le réseau avait permis depuis 1993 de ramener les pertes à 8.26%. Les pertes se sont élevées en 2012 à 14.29% contre 35.07% en 2011 ; l'eau pompée et distribuée est régulièrement analysée par un laboratoire agréé.

Le service de l'eau assure une production suffisante en quantité et distribue une eau de bonne qualité. Une unité de traitement des pesticides a été mise en place à la station de pompage en 2006 et a permis d'éliminer les pesticides dans l'eau distribuée.

En 2012, la production moyenne mensuelle a été de 8 498 m³ pour 9 916 m³ en 2011. Le volume produit en 2012 a baissé de 14.3% par rapport à 2011. Les relevés réguliers permettent de diagnostiquer plus rapidement les fuites et donc d'engager des recherches. En 2011, le relevé sur les compteurs domestiques fait état de 76 462 m³ consommés, soit une moyenne de 44.5 m³ par habitant et par an.

En 2008, la commune a engagé une procédure d'instauration des périmètres de protection de son captage d'eau potable. Cette procédure est bloquée par l'Agence Régionale de Santé du fait de la présence de sélénium dans l'eau du captage dans des proportions supérieures à la norme. La commune réalise régulièrement des analyses contradictoires par un laboratoire certifié COFRA qui aboutissent à des résultats inférieurs à la norme afin d'obtenir du Ministère de la Santé la poursuite de la Déclaration d'Utilité Publique.

2.2. Assainissement

• Collecte des eaux usées

Le réseau collecte les effluents de Sainte-Colombe et de Longueville. Il est de type séparatif et mesure environ 8 km 819, auxquels s'ajoutent 689 m de canalisations de refoulement.

Il est constitué de canalisations en grès vernissé, amiante ciment et PVC d'un diamètre de 200 mm. Construit entre 1963 et 1992, il couvre le territoire à l'exception de quelques écarts. 99% de la population est raccordée. Il existe 6 postes de relèvement dans la Commune et un déversoir d'orage. Ces postes collectent tous les effluents qui alimentent la station d'épuration.

Le réseau d'eaux usées est essentiellement surveillé et entretenu par le personnel municipal et les ouvrages annexes sont télé-surveillés. Le curage des réseaux et des postes est réalisé par une entreprise privée. L'amélioration du réseau portera sur la recherche des branchements individuels non conformes et sur l'étanchéité des canalisations.

Dans le cadre du schéma directeur d'assainissement achevé en décembre 2001 et approuvé par délibération du Conseil Municipal du 29 avril 2002, la commune a adopté pour une partie de son territoire un zonage d'assainissement non collectif. Ce zonage est exceptionnel et a été mis en place pour quelques maisons à cause de contraintes techniques et financières. Ce zonage ne concerne que 11 familles.

• Traitement des eaux usées

L'ensemble des effluents est conduit à une station d'épuration implantée au lieu-dit « La Martine ». Elle a été construite en 1968 et agrandie en 1981. Sa capacité est de 4.000 équivalents habitants, soit 800 m3 par jour.

En 2012, elle a traité 149 794 m3, soit une moyenne journalière de 409 m3. Les eaux usées transitent à l'intérieur de la station par différents ouvrages : dégrilleur, dégraisseur, dessableur aéré, bassin d'aération et décanteur. Les eaux propres obtenues sont comptées et analysées avant d'être rejetées dans la Voulzie. Les boues produites sont évacuées après concentration en agriculture. Le fonctionnement et l'entretien sont assurés par les services municipaux. Le coulage et le transport des boues sont réalisés par une entreprise privée.

L'amélioration du fonctionnement de la station et de la qualité des effluents a porté sur la mise en place d'auto surveillance et d'une télésurveillance. Par temps pluvieux, l'augmentation des volumes traités de la station démontre l'intrusion d'eau claire parasite, due notamment à un manque d'étanchéité du réseau et des collecteurs.

L'étude du schéma directeur d'assainissement a démontré la nécessité de réhabiliter les réseaux de collecte des eaux usées de quelques rues de la commune. Toutefois, une inspection télévisée récente des canalisations en question n'a pas permis de confirmer l'Etat des lieux décrit par le schéma et donc la nécessité de réhabiliter ces réseaux. Les visites réalisées par la SATESE au cours de l'année 2012 concluent que la capacité de la station n'a pas été dépassée et que le niveau de qualité des eaux traitées est respecté.

Sources : Annexes sanitaires du PLU de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

Un nouvel équipement (d'une capacité de 4000 EH) est conçu pour traiter les eaux urbaines de Sainte Colombe et Longueville. Situés en zone inondable, les ouvrages seront fondés sur pieux et des palplanches seront mises en œuvre pour sécuriser les terrassements (travaux achevés en 2019).

Les zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ont été approuvés après enquête publique le 21 janvier 2005. Des travaux ont eu lieu de janvier à fin mars 2018 sur le réseau de collecte de Sainte-Colombe. Ces travaux ont consisté à réhabiliter les collecteurs dans les rues suivantes : rue du Stade, Résidence de la Voulzie et rue Leclerc. Ils permettront notamment de réduire les apports d'eaux claires parasites permanentes. Ces travaux s'intègrent dans le projet des communes de Longueville et de Sainte-Colombe de mettre aux normes leur système d'assainissement (reconstruction de la station d'épuration de Longueville et réhabilitation des réseaux de Longueville et Sainte-Colombe).

2.3. **Equipement numérique et réseau mobile**

Les lignes téléphoniques de Sainte-Colombe sont reliées aux nœuds de raccordement ADSL « PRO77 et LOV77 », situés sur les communes de Provins et de Longueville.

Sainte-Colombe dispose déjà d'une desserte ADSL à haut débit ou à très haut débit, selon la localisation dans la commune. En revanche, elle ne dispose pas encore de réseaux FTTH ou FTTLa (fibre optique). Le raccordement à la fibre optique est **effectif depuis 2020**.

Sources : www.ariase.com, Observatoire France Très Haut Débit, www.francethd.fr.

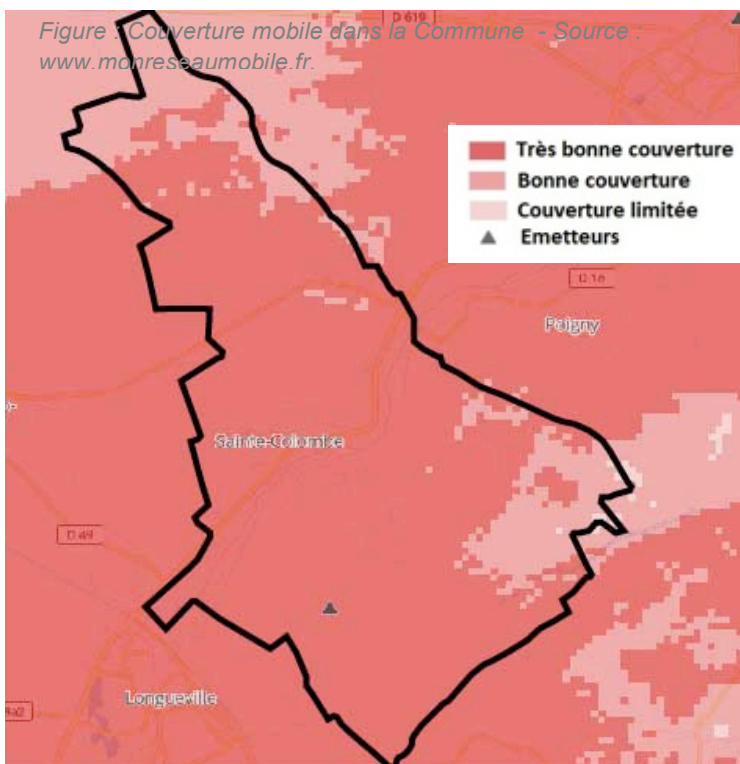
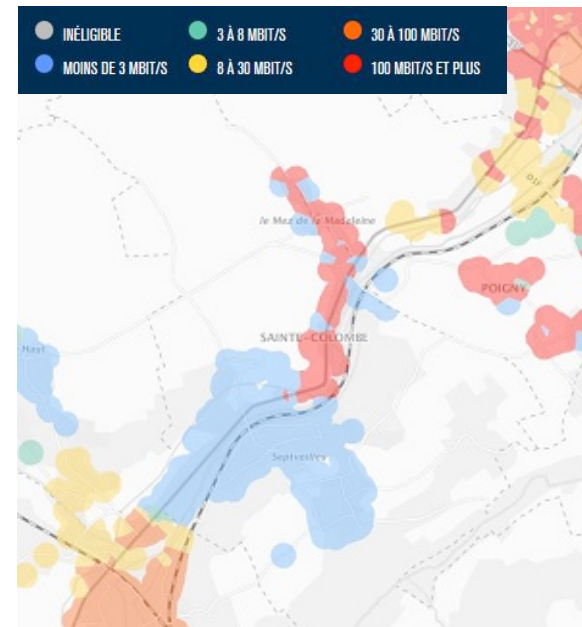


Figure : Couverture numérique dans la commune - Source : www.francethd.fr.



Les **informations sur la couverture mobile** sont délivrées à titre indicatif par le site www.monreseau mobile.fr, il est donc possible que certaines imprécisions existent. De plus, la couverture peut varier dans le temps, en raison de nombreux facteurs : la saison, les conditions météorologiques, le nombre d'utilisateurs, ...

Selon la qualité de la couverture, il est possible de téléphoner avec une :

- **Très bonne couverture** : à l'extérieur des bâtiments, et, dans la plupart des cas, à l'intérieur des bâtiments ;
- **Bonne couverture** : à l'extérieur des bâtiments dans la plupart des cas, et, dans certains cas, à l'intérieur des bâtiments ;
- **Couverture limitée** : à l'extérieur des bâtiments dans la plupart des cas, mais probablement pas à l'intérieur des bâtiments.

L'ensemble de l'espace construit de la Commune bénéficie d'une très bonne couverture.

Source : www.monreseau mobile.fr.

2.4. **Ordures ménagères et collecte des déchets**

2.4.1. *Les plans de portée nationale, régionale et départementale*

- **Le Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés**, de **portée nationale**, définit les objectifs suivants :
 - Valorisation ou incinération dans des installations d'incinération des déchets avec valorisation énergétique de 60% au minimum en poids des déchets d'emballages,
 - Recyclage de 55% au minimum en poids des déchets d'emballages, de 60% en poids pour le verre, le papier et le carton, de 50% en poids pour les métaux, de 22.5% en poids pour les plastiques, de 15% en poids pour le bois,
 - Taux de collecte des DEEE ménagers fixé à 10kg par habitant.
- **Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés d'Ile-de-France (PREDMA)**, de **portée régionale**, définit les objectifs suivants :
 - Diminution de la production de déchets de 50kg/hab, augmentation de 45% du compostage des déchets organiques,
 - Incitation faite aux consommateurs d'acheter des produits faiblement emballés,
 - Création de 30 ressourceries / recycleries,
 - Augmentation du recyclage de 60% par l'incitation à mieux trier les emballages et journaux-magazines,
 - Doubler le recyclage des emballages ménagers, doubler le nombre de déchetteries et la valorisation des encombrants,
 - Améliorer les connaissances des coûts,
 - Augmenter la collecte des déchets des équipements électriques et électroniques,
 - Favoriser les dispositifs de collecte innovants,
 - Développer le compostage et la méthanisation, doubler la quantité de compost,
 - Encadrer les capacités de stockage et d'incinération,
 - Améliorer les transports fluvial et ferré, transports de 500 000 tonnes de déchets supplémentaires par voies fluviale et /ou ferrée,
 - Mettre en place une redevance incitative.

Source : www.entreprises.cci-paris-idf.fr

- **Le Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics**, de **portée régionale**, définit les objectifs suivants :
 - Réduire la production de déchets de chantier et leur nocivité, réutiliser/recycler les déchets,
 - Limiter les mauvaises pratiques et accompagner l'évolution des pratiques,
 - Valoriser les carrières en les réaménageant,
 - Rééquilibrer les capacités de stockage,
 - Améliorer la gestion des déchets des artisans du BTP,
 - Développer le tri sur chantier, augmenter les performances des installations de tri,
 - Développer les filières de recyclage,
 - Améliorer la déconstruction sélective,
 - Développer les modes de transports alternatifs et optimiser le transport routier,

- Impliquer les maîtres d'ouvrages, développer l'économie circulaire à différentes échelles territoriales. *Source : driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr*

• **Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux (PREDD)**, de **portée régionale**, définit les objectifs suivants :

- Collecte de 65% des déchets dangereux produits par les ménages,
- Transport de 15% de ces déchets par trains ou péniches,
- Etudes de cas précis pour vérifier la faisabilité des projets,
- Traitement des déchets au plus près de leur lieu de production,
- 80% des déchets admis sur les installations devront provenir d'Ile de France ou des régions limitrophes,
- Valorisation des déchets dangereux pour une seconde vie,
- Amélioration des taux de recyclages.

Source : www.entreprises.cci-paris-idf.fr

• **Le Plan Régional d'Elimination des Déchets issus des Activités de Soins (PREDAS)**, de **portée régionale**, définit les objectifs suivants :

- Collecte de 50% des déchets de soins produits par les ménages,
- Séparation correcte de ces déchets des ordures ménagères,
- Assurer un meilleur tri dans les établissements de soins,
- Réduction de 30% des quantités,
- Encadrer l'évolution du parc des installations.

Source : www.entreprises.cci-paris-idf.fr

• **Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés**, de **portée départementale**, doit permettre de :

- Prévoir les mesures pour prévenir l'augmentation de la production de déchets ménagers et assimilés,
- Maîtriser les coûts,
- Prévoir un inventaire prospectif établi sur 5 et 10 ans des quantités de déchets à éliminer selon leur nature et leur origine,
- Fixer des objectifs de valorisation, incinération, enfouissement et de collecte de la moitié de la production de déchets en vue d'un recyclage matière et organique,
- Recenser les installations d'élimination des déchets en service et énumérer les installations qu'il sera nécessaire de créer.

Source : site www.ordif.com

*

*

*

2.4.2. La gestion des déchets dans la Commune

La commune de Sainte-Colombe fait partie du **Syndicat Mixte de l'Est Seine-et-Marne pour le Traitement des Ordures Ménagères (SMETOM)**. Le SMETOM-GEEODE gère l'ensemble de la collecte et du traitement des déchets de son territoire, qui regroupe 98 communes, pour environ 87 500 habitants (2014).

Il assure ainsi les missions de :

- coordination de la collecte des emballages ménagers, ordures ménagères, suivi des prestations de collecte ;
- transfert et traitement des ordures ménagères ;
- dotation de 2 types de bacs (bac à couvercle jaune pour les emballages et bac à couvercle bordeaux pour les OM) ;
- gestion des 10 déchetteries, localisées sur les communes de Bray-sur-Seine, Jouy-le-Châtel, Nangis, Provins, Mormant, Donnemarie-Dontilly, Verneuil-l'Étang, Villiers-Saint-Georges, Gouaix et Beton-Bazoches ;
- gestion des points d'apport volontaire (conteneurs à journaux, revues, magazines et conteneurs à verre) ;
- gestion des plates-formes de compostage et promotion du compostage domestique ;
- actions de communication (création et diffusion de documents d'information et de sensibilisation sur le tri, animations dans les écoles et les centres de loisirs, organisation et participation à des manifestations sur le tri.

En ce qui concerne la commune de Sainte-Colombe, la déchetterie la plus proche est celle de Provins à environ 9 km.

Le ramassage du tri sélectif a lieu tous les vendredis de chaque semaine paire.

Le ramassage des ordures ménagères a lieu tous les lundis.

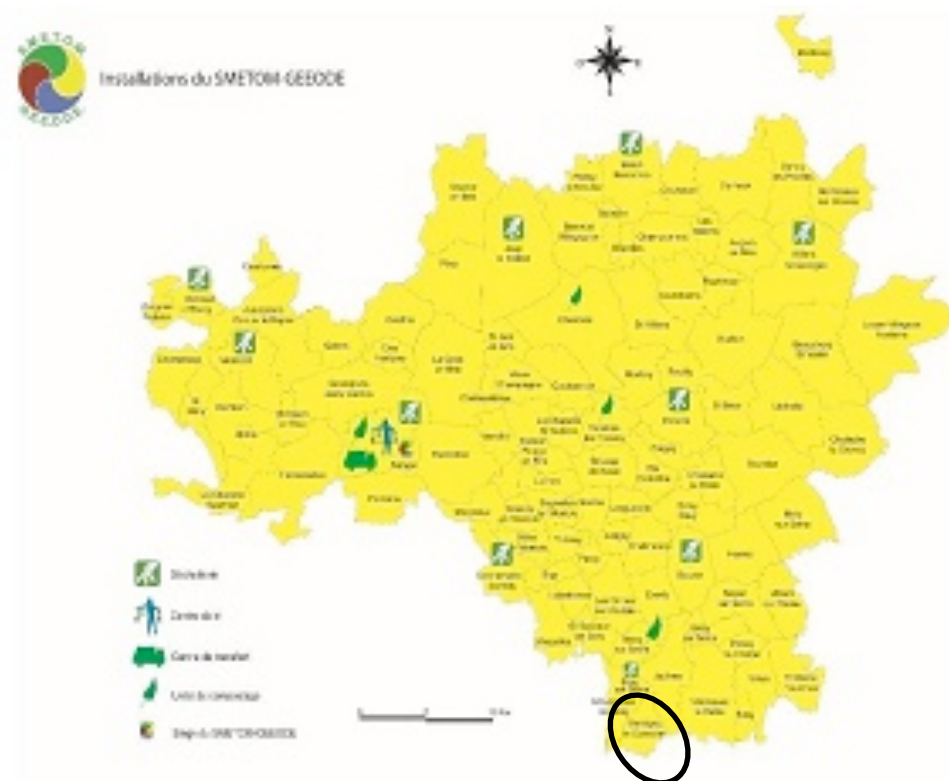
Des points d'apport volontaire sont localisés dans la commune, devant la salle des Fêtes Jeannine Griveau, sur le parking de la gare, Glycines, chemin des Huyotes, Rue des Patries.

*

*

*

Source : www.smetom-geeode.fr



2.5. Equipements

2.5.1. Equipements administratifs

La Commune dispose d'une Mairie, localisée 1 place Alain Peyrefitte, dans le bourg de Sainte-Colombe.

2.5.2. Equipements de culte

La commune de Sainte-Colombe possède :

- une **église**, localisée place de l'Eglise. L'église primitive remonte au XIème ou XIIème siècle. En 1754, le clocher est construit. Au XIXème siècle, les bas-côtés sont construits avec les pierres de la vieille église de Poigny. Les vitraux derrière l'autel datent de 1874. L'ancien presbytère qui est accolé au transept nord de l'église a été vendu, la porte a donc été bouchée.
- deux cimetières. Le premier jouxte l'église, tandis que le second est implanté rue du Souvenir (au nord des équipements sportifs).

2.5.3. Equipements socio-culturels et associatifs

La Commune compte 12 associations sur son territoire. Elle est par ailleurs équipée de deux salles polyvalentes : la salle Jeannine Griveau et la salle du Lavoir.

Nom de l'association
Association sportive Armand François
Comité d'Entraide aux Personnes âgées
Comité des fêtes
Compagnie d'Arc
Entente foot Longueville / Ste Colombe / St Loup de Naud / Soisy Bouy
Foyer des jeunes
La Troupe s'éveille
Les Anciens Combattants
Ste Colombe Sports et Loisirs
Société de chasse
Swahilisa
Tennis Club

Sources : www.mairie-sainte-colombe77650.fr, Photos : Madame Corinne Gomes.



2.5.4. Equipements sportifs et de loisirs

La Commune est équipée :

- d'un terrain de football ;
- de deux terrains de tennis de plein-air.

2.5.5. Equipements de santé

La commune ne bénéficie d'aucun équipement de santé. Les cabinets médicaux les plus proches sont localisés à moins de 10 km, dans les communes de Longueville et de Provins. Le centre hospitalier le plus proche est implanté dans la Commune de Provins.

2.5.6. Equipements scolaires

La Commune compte une école élémentaire et maternelle, qui accueille 166 élèves, regroupant des classes pré-élémentaires, 2 classes maternelles et 5 classes élémentaires.

Pour l'enseignement secondaire, les élèves fréquentent principalement les collèges et lycées de Provins.

2.5.7. Equipements périscolaires et de loisirs

Sainte-Colombe propose un service de cantine scolaire et de garderie/étude. Le service de garderie prend en charge les enfants le matin entre 7 h 00 et 8 h 20 et le soir, entre 16 h 30 et 19 h 00. L'étude est proposée chaque soir, sauf vendredi, entre 17 h 00 et 18 h 00.

2.5.8. Equipements touristiques

La commune ne bénéficie d'aucun équipement touristique.



*

*

*

2.5.9. Synthèse des équipements de la commune

Equipement		Equipement		Equipement	
Administratifs et services	- 1 Mairie - 1 école maternelle et élémentaire - 1 cantine - 1 garderie/étude	Sportifs et de loisirs	- 1 terrain de football - 2 tennis - des chemins de randonnées	Socio-culturels	- 16 associations - 2 salles polyvalentes
De culte	- 1 église - 2 cimetières	De santé	- Ø	Tourisme	- Ø

Tableau de synthèse des équipements de la Commune.

→ Sainte-Colombe dispose d'une offre en équipements relativement faible. Cependant, certains types d'installations sont suffisants pour répondre aux besoins actuels et aux perspectives d'évolution futures estimées. La Commune propose, en effet, une bonne desserte en ce qui concerne les équipements administratifs, de culte et scolaires.

En revanche, les équipements liés à d'autres domaines (la santé, le tourisme, les activités commerciales et socio-culturelles...) semblent peu développés dans la commune.

En l'absence de tels équipements, les habitants se desservent vers les communes alentour.

Sources : communales.

*

*

*

E - UNE POLITIQUE LOCALE ET SOUTENABLE DES TRANSPORTS

1. La question des transports dans la planification locale : les documents d'orientation

1.1. Le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF)

Après l'évaluation du premier Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France de 2000 et au terme d'un processus d'élaboration riche en débats et en contributions de la part de l'ensemble des acteurs de la mobilité en Ile-de-France, le STIF a finalisé le projet de PDUIF en février 2011.

Le Conseil régional d'Ile-de-France a ensuite arrêté le projet en février 2012, a recueilli l'avis des organismes associés et l'a soumis à enquête publique. Le PDUIF a définitivement été approuvé en juin 2014 par le Conseil régional d'Ile-de-France.

Le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France (PDUIF) vise à atteindre un équilibre durable entre les besoins de mobilité des personnes et des biens, d'une part, la protection de l'environnement et de la santé et la préservation de la qualité de vie, d'autre part, le tout sous la contrainte des capacités de financement. Le PDUIF a identifié 9 défis à relever, déclinés en 34 actions opérationnelles, pour atteindre cet équilibre. Le plan d'action porte sur la période 2010-2020.

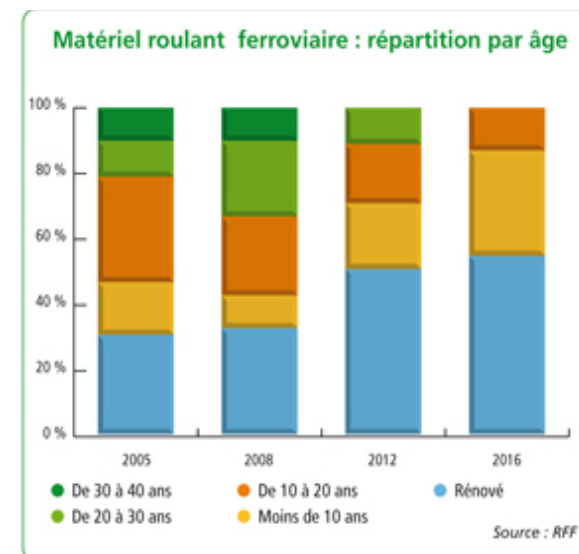
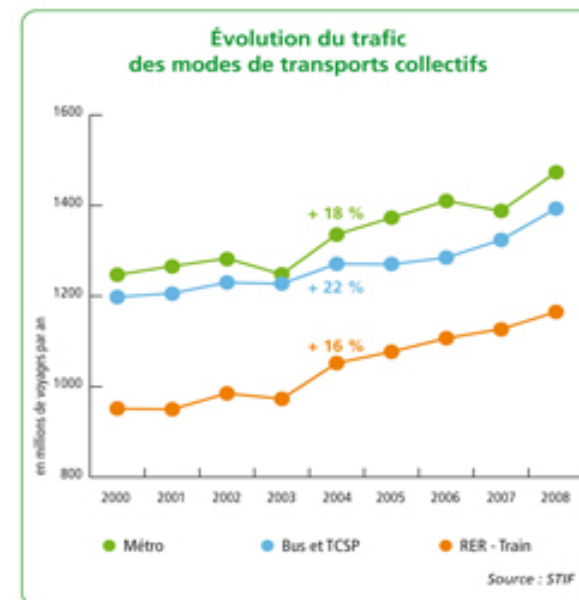
Les principaux points du PDUIF sont :

- A - Agir sur les formes urbaines, l'aménagement et l'espace public,
- B - Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacements,
- C - Construire le système de gouvernance responsabilisant les acteurs dans la mise en œuvre du PDUIF,
- D - Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements,
- E - Rendre les transports collectifs plus attractifs,
- F - Agir sur les conditions d'usage des deux-roues motorisés,
- G - Redonner à la marche de l'importance dans la chaîne de déplacements,
- H - Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo,
- I - Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser le transfert modal,
- J - Agir sur les conditions d'usage de l'automobile.

*

*

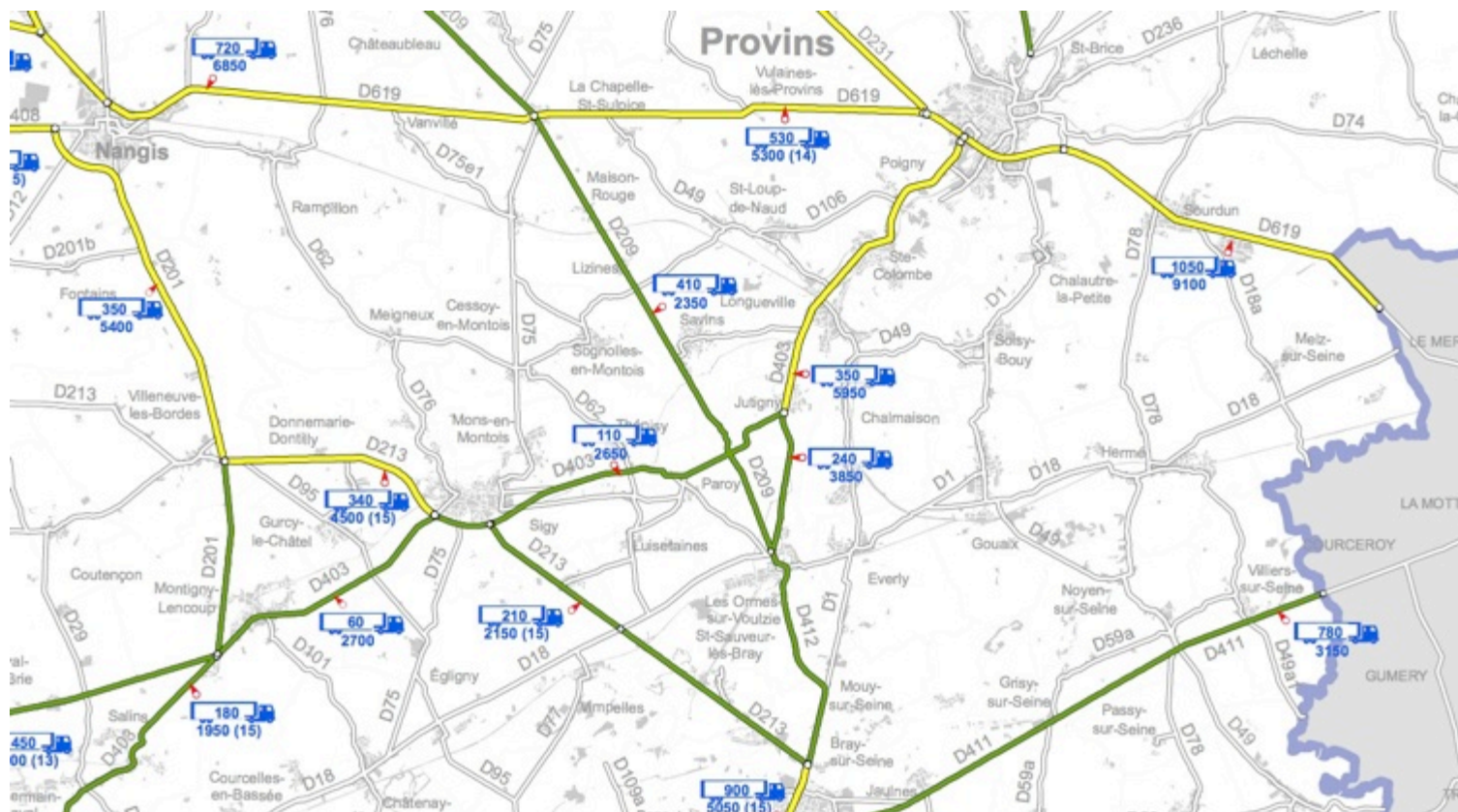
*



1.2. Le Plan local de déplacements (PLD) de la Communauté des Communes du Provinois

La déclinaison du Plan de Déplacements Urbains entre dans les compétences de la CC du Provinois.

Ci-dessous : carte du trafic routier 2017 (source : Conseil Départemental).



2. Le diagnostic de Sainte-Colombe en matière de moyens de transport

2.1. Infrastructures routières

- Le territoire communal n'est desservi que par un axe structurant de communication routière, traversant le bourg de Sainte-Colombe. Son positionnement permet cependant de gagner rapidement les infrastructures du réseau de transport national.

En dehors du réseau de communication local, la Commune n'est traversée que par 3 axes routiers, dont 1 principal :

- La **RD 403** : elle représente l'axe majeur de la Commune et constitue un élément important du réseau routier pour rejoindre Provins/Montereau. Cette infrastructure, traverse le bourg de Sainte-Colombe du nord au sud, et engendre des flux de circulation les plus importants.

- La **RD 106** : cet axe secondaire dessert le hameau du Mez de la Madeleine. Il relie les communes de Poigny et de Courton.

- La **RD 49** : cet axe secondaire dessert lui aussi la commune de Saint-Loup-de-Naud, ainsi que La Chapelle-Saint-Sulpice vers la RD 619.

*

* *

Carte : La hiérarchisation du réseau routier de la commune –
Source : élaboration à partir de fond de plan Géoportail.



2.1.2. Le trafic routier

L'axe le plus fréquenté par les véhicules est la RD 403, qui traverse territoire communal d'Est en Ouest. Il présentait en 2012 un trafic compris entre 4 000 et 4 500 véhicules/jours (au sud de Longueville).

Plus précisément :

- la **RD 403** présentait un Trafic Moyen Journalier Annualisé (TMJA) de **9 100** pour 2012 (ci-contre), dont un TMJA de **460** pour les **poids lourds**, au niveau de l'intersection avec la RD 106, à Sainte-Colombe ,
- la carte des trafics routiers de 2017 (à droite) indique un faible niveau de trafic au sud de Longueville, ce qui paraît indiquer que le trafic principal est généra par Longueville et Sainte-Colombe.

Carte ci-contre : conditions de circulation, 2017 – Source : Département 77.

2.1.3. L'usage de la voiture individuelle

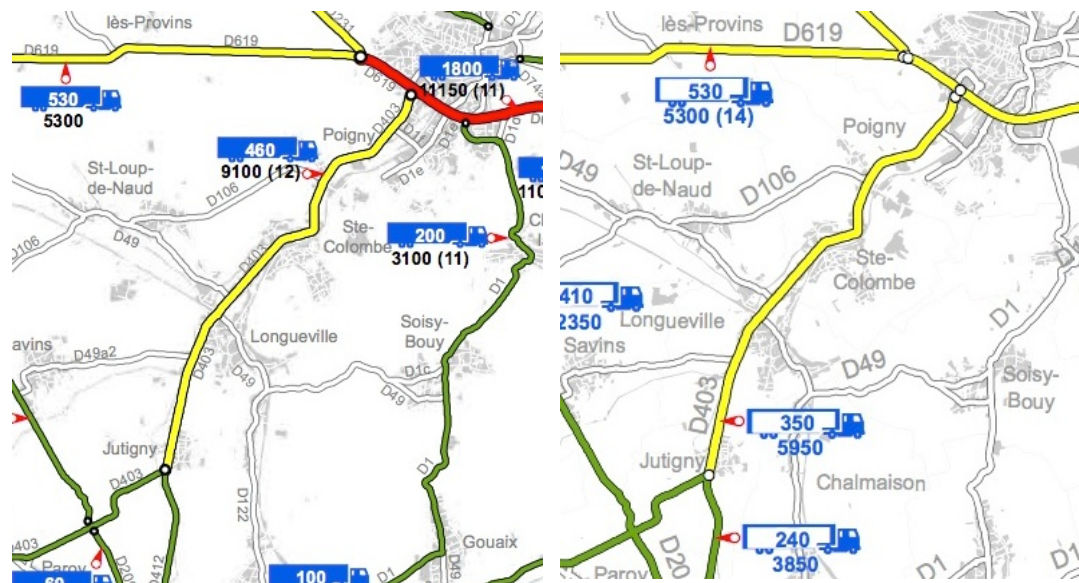
Les données montrent que la voiture individuelle joue un rôle très important dans la Commune de Sainte-Colombe :

- en 2014, la plus grande partie des déplacements domicile-travail (environ 70%) est effectuée en voiture ;
- près de la totalité des ménages (91%) possèdent au moins une voiture, et leur nombre a légèrement augmenté ces dernières années ;
- près de la moitié des ménages (49%) possèdent 2 voitures ou plus.

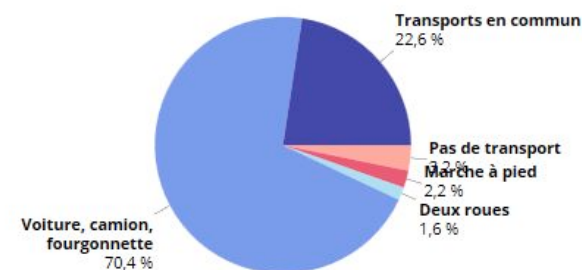
Il est également important de souligner que près de 23% de la population utilisent les transports en commun pour se rendre au travail.

Source : INSEE.

Graphique ci-contre : moyen de transport utilisé dans les migrations domicile-travail par les actifs de Sainte-Colombe en 2014 – Source : INSEE.



ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

2.1.4. Les conditions de stationnement

En général, le **stationnement** dans la commune se fait sur le domaine privé, étant géré dans la parcelle d'habitat. Les équipements publics les plus importants possèdent des aires de stationnement pour les usagers. En outre, on peut remarquer la présence de places de parking aménagées sur le domaine public, notamment **le long des axes routiers principaux** traversant le village.

Il n'est pas observé de stationnement des vélos au abords des principaux équipements publics.

Les habitants de Sainte-Colombe peuvent profiter des installations de recharge pour véhicules électriques grâce aux bornes disponibles non loin de Sainte-Colombe : à Longueville, rue Michel Gendron, à proximité de la Mairie.



2.2. Les transports en commun

2.2.1. La desserte ferroviaire

La Commune dispose d'une gare SNCF, la gare de Sainte-Colombe-Septveilles, située au centre du bourg, au niveau de la rue Victor Hugo. Cette gare est desservie par la ligne P du Transilien, sur l'axe Provins-Paris, gare de l'Est.

Par cette ligne, la Commune est connectée à Paris, via la gare de l'Est à environ 1 h15, avec une fréquence journalière moyenne entre deux trains d'une heure.

Source : www.transilien.com.

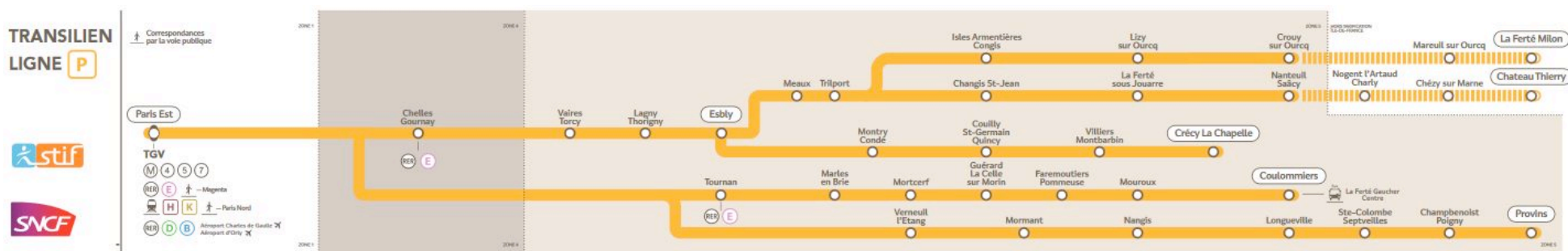
La gare est équipée de 70 places de stationnement gratuites, récemment aménagées sous l'égide de la communauté de communes.

En 2017, la SNCF estime la fréquentation annuelle de cette gare à 124 206 voyageurs, contre 124 211 en 2016 (source : Fréquentation en gares — SNCF Open Data).



Image ci-contre: la gare de Sainte-Colombe-Septveilles – Source : www.transilien.com.

Illustration ci-dessous : Plan de la ligne P du Transilien – Source : www.transilien.com.



2.2.2. La réseau de bus de la CC

Sainte-Colombe est desservie par 3 lignes de bus, gérées par le transporteur Procars, dont le réseau compte, au total, 27 lignes. Les lignes qui desservent la Commune sont :

- la ligne 07, reliant Provins à Montereau-Fault-Yonne, via Donnemarie-Dontilly ;
- la ligne 10, reliant Provins à Montereau-Fault-Yonne, via Chantenay-sur-Seine ;
- la ligne 17, reliant Provins à Mons-en-Montois.

Toutes ces lignes ne desservent qu'un seul arrêt dans la Commune : la Place du Général de Gaulle.

Source : www.procars.com.



Illustrations : Plans des lignes du réseau Procars– Source : www.procars.com.

La communauté de communes du Provinois a mis en place un service de transport à la demande pour relier les communes rurales à la ville centre. Avec l'aide du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif). Il s'agit du service BALADE. Disponible tous les jours ouvrés, ce service dessert les 40 communes de la CC. Les heures d'arrivée et de départ à Provins sont fixes :

- le matin, arrivée à 9h30 et départ à 11h30 ;
- l'après-midi, arrivée à 14h30 et départ à 17h30.

Source : www.cc-du-provinois.fr.

2.3. Les circulations douces

2.3.1. Itinéraires cyclables

Actuellement, **aucune piste cyclable** proprement dite n'existe dans le territoire communal. On recense cependant un parcours permanent de la FFCT ainsi que des boucles de découverte familiale.

Au niveau départemental, une première étape dans la démarche de développement de la pratique du vélo a été l'adoption du **Schéma Départemental des Itinéraires Cyclables (SDIC)** en mai 2008.

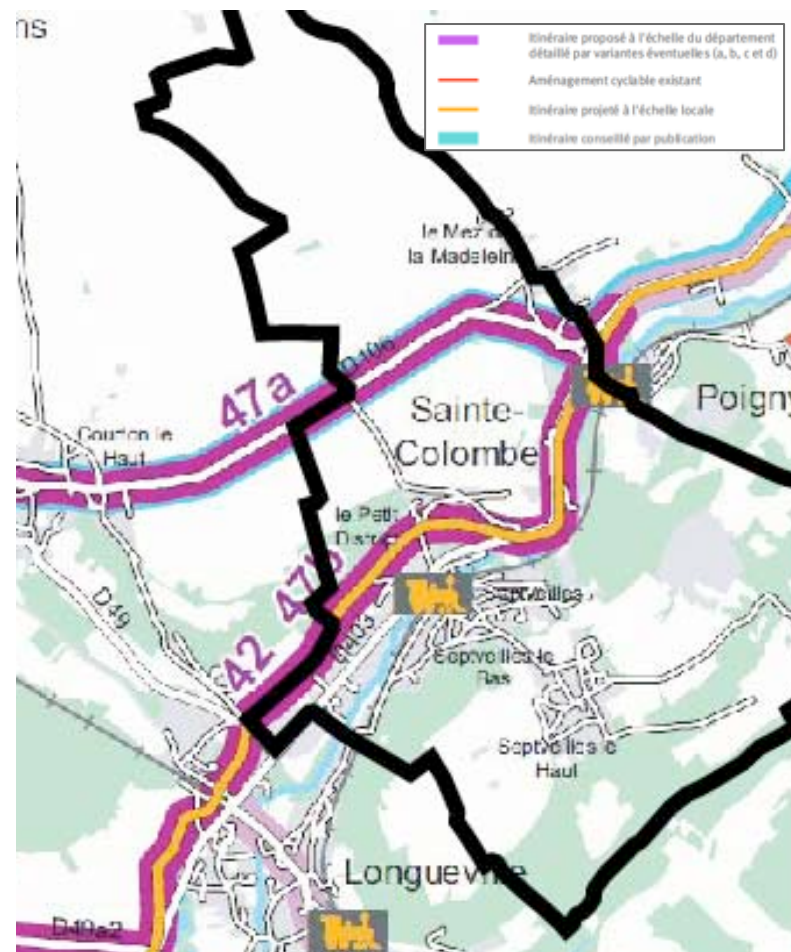
L'objectif est d'offrir aux aménageurs (notamment les Maires) des informations techniques et financières actualisées et pertinentes pour développer, sur leurs territoires, de nouveaux itinéraires pour les vélos.

Parmi les itinéraires proposés par le SDIC, le tracé n°47 concerne Sainte-Colombe. Il présente deux variantes, la 47A, mesurant 22,3 km et la 47B, mesurant 26,3 km.

Les variantes utilisent toutes les deux de petites routes préservées de la circulation automobile et des voies départementales du réseau associé. Elles constituent donc un cadre satisfaisant pour la pratique du vélo (excepté aux sorties de Provins et de Nangis).

Le SDIC recense également un itinéraire cyclable projeté.

Source : SDIC 2007.



Carte ci-contre : Itinéraires du SDIC de la
Seine-et-Marne – Source : SDIC.

2.3.2. Itinéraires piétonniers

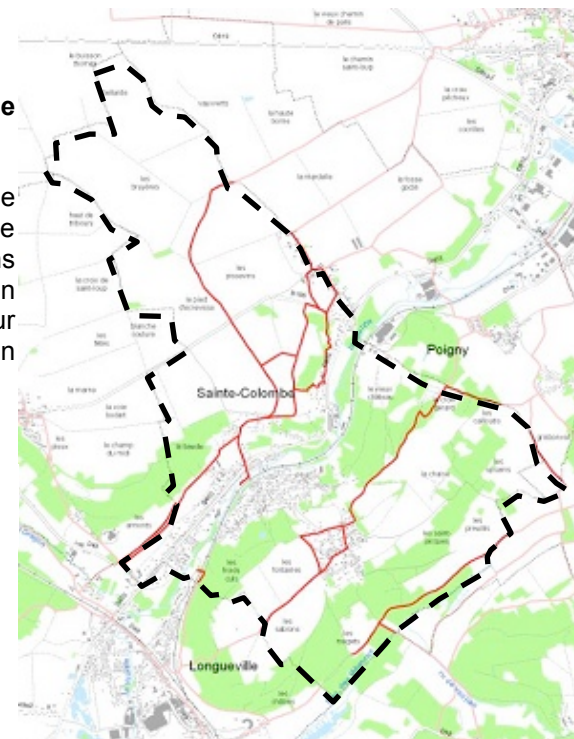
Au niveau départemental, le **Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée** (PDIPR) a l'objectif de protéger un réseau de chemins ruraux utilisés pour la promenade ou la randonnée.

La loi précise que si un projet d'aménagement interrompt un itinéraire inscrit au PDIPR, l'aménageur se doit de proposer un itinéraire de substitution de qualité égale. Ce dispositif permet de pérenniser un réseau de chemins ruraux, qui peut être emprunté par les randonneurs, mais aussi par la faune et la flore (les chemins constituant un habitat ou un lieu de passage pour une multitude d'espèces). Le Département a mis en place un système de subventions éco-conditionnées pour les communes désireuses de préserver/restaurer leur patrimoine naturel (mares, haies champêtres, chemins humides, etc.) qui jouxte leurs chemins ruraux. On compte à ce jour plus de 6000 km de chemins protégés par le PDIPR.

Dans la Commune, le PDIPR recense :

- 20 chemins ruraux (CR) ;
- 2 routes départementales (RD) ;
- 1 voirie communale (VC) ;
- 12 chemins publics (PU) ;
- 4,7 km de sentiers pédestres non balisés ;
- un itinéraire de Grande Randonnée (le GR 11) ;
- un itinéraire de Grande Randonnée de Pays (le GRP Thibaut de Champagne) ;
- plusieurs itinéraires de Petite Randonnée.

Carte : Les itinéraires de randonnée inscrits au PDIPR –
Source : PDIPR.



N°	Nom du chemin	Longueur
1	CR Chemin de la Voulzie	91 m
2	CR de la Procession	309 m
3	CR de Saint Loup de Naud à Provins	187 m
4	CR de Saint Loup de Naud au Petit District	639 m
5	CR dit chemin latéral du Marais	1 374 m
6	CR dit de Clauze Barbe	894 m
7	CR dit de la Croix Bailly	308
8	CR dit du Pied d'Ecrevisse	2 050 m
9	CR non renseigné	515 m
10	CR n°17 dit de la Marcotte	230 m
11	CR n°27 dit rue Creuses	919 m
12	Cr n°34 dit des Champs Vignes	184 m
13	CR n°34 dit du bas de Septveilles à Poigny	297 m
14	CR n°35	58 m
15	CR n°37 dit du haut de Septveilles à la Croix de Poigny	299
16	CR n°43 dit des Champs Vions	167 m
17	CR n°58	95 m
18	CR n°71 dit des Sablons	455 m

19	CR n°81 dit Petite Voie	141 m
20	CR n°83 de Longueville à Chalaute la Petite	1 598 m
21	PU chemin du Moulin	355
22	PU Place de l'Eglise	83 m
23	PU rue de l'Amourée	59 m
24	PU rue de l'Etendard	334 m
25	PU rue des Patries – VC n°4	282 m
26	PU rue des Sablons	494 m
27	PU rue du Stade – VC n°5	327 m
28	PU rue Saint Honoré de Balzac	142 m
29	PU rue Jean Jaurès	370 m
30	PU rue de Lamartine – VC n°10 et n°11	138 m
31	PU rue Pierre Brossolette – VC n°1	138 m
32	PU sente rurale	509 m
33	RD n°106 de Donnemarie en Montois à Provins	179 m
34	RD n°49	27 m
35	VC n°5 – rue de Clauze Barbe	280 m

2.4. Le covoiturage

Le covoiturage apparaît comme une évolution sensible du modèle de déplacement fondé sur la voiture individuelle, constituant aujourd'hui un mode de déplacement en plein essor et présentant de nombreux intérêts pour les usagers comme pour la société.

Le Schéma départemental des stations multimodales de covoiturage de Seine-et-Marne comprend deux volets.

- Le premier consiste en la réalisation d'une quarantaine de **stations multimodales de covoiturage d'intérêt départemental**, bien équipées et largement dimensionnées, situées aux points les plus attractifs du réseau routier. **Aucune de ces stations n'est prévue dans la Commune. En revanche, 1 station est prévue dans la Commune de Provins, localisée à moins de dix kilomètres de Sainte-Colombe.**
- Le deuxième vise à développer, avec des partenaires locaux, la création de **stations de proximité**, plus modestes, qui maillent finement le département (objectif : 150 à 250 stations). L'objectif est de permettre la création rapide et à moindre coût de stations de covoiturage par l'utilisation de parkings existants largement dimensionnés sur lesquels sont réservées quelques places de stationnement pour les covoitureurs.

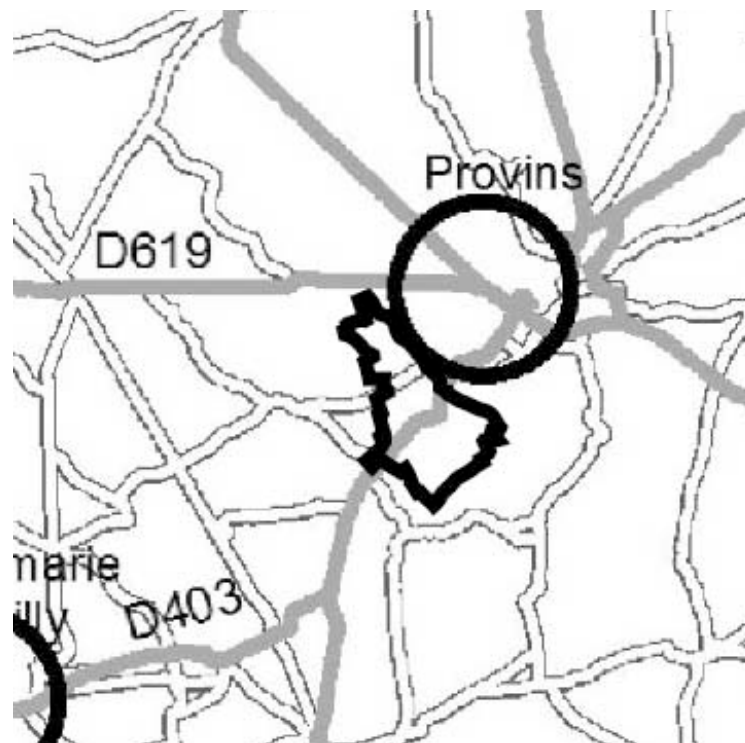
Ce mode de réalisation est privilégié pour des raisons économiques et environnementales. Toutefois, si une collectivité ne disposait pas de parking existant adapté, elle pourrait concevoir un projet neuf.

Le Département examinera la pertinence des projets de station afin de les intégrer, le cas échéant, dans son Schéma. Les critères d'analyse sont : géographiques (localisation par rapport au réseau routier, aux lignes de transport collectif, complémentarité avec les stations existantes...), démographiques (bassin de population), pratiques et de sécurité routière (repérage du parking et facilité d'accès).

▪ **Le Département peut subventionner certaines stations.** Une Commune peut se porter Maître d'ouvrage de la création d'une station de covoiturage d'intérêt départemental ou de proximité, la participation du Département est alors examinée dans le cadre de la nouvelle procédure de politique contractuelle. Dans le cas d'un projet concerté qui convienne aux deux parties et trouve sa place dans le Schéma, outre la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation, le Département pourra accorder une subvention pour la station.

▪ **Le Département peut équiper les stations sur parkings existants.** Outre la fourniture et la pose de la pré-signalisation et la signalisation, le Département peut fournir et installer des box à vélos pour certaines stations qui le justifient ; il peut également installer un totem ou autre élément de signalétique plus modeste. Des conventions interviennent alors avec les partenaires concernés ; elles précisent l'emplacement et l'organisation de la station de covoiturage ainsi que les obligations respectives du Département et des partenaires (entreprises privées / collectivités).

Source : Schéma départemental des stations multimodales de covoiturage, 2014.



F - LA QUESTION ENERGETIQUE

1. Le Plan Climat Energie de la Seine-et-Marne

Pour contenir le réchauffement climatique, la France s'est engagée à diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Le Département s'est engagé à travers le déploiement d'un Plan Climat Énergie depuis décembre 2008.

La lutte contre le changement climatique est abordée sous deux angles complémentaires :

- d'une part la réduction des émissions de gaz à effet de serre (**volet atténuation**), qui passe par des politiques de sobriété (suppression des usages superflus), d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables ;
- d'autre part l'anticipation des conséquences du changement climatique avec la mise en place d'actions pour minimiser les impacts socio-économiques et environnementaux correspondants (**volet adaptation**) : à travers l'urbanisme des villes, le choix des espèces forestières, l'optimisation des usages de l'eau...

La **transition énergétique** est le passage d'un système énergétique qui repose essentiellement sur l'utilisation des énergies fossiles, épuisables et émettrices de gaz à effet de serre, vers un bouquet énergétique donnant la part belle aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Elle répond ainsi à la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique.

La Seine-et-Marne est un territoire qui dispose de réels **atouts** pour réussir sa transition énergétique :

- un potentiel d'énergies de récupération et de valorisation conséquent (UIOM, unités de traitement de boues) ;
- de nombreux sites propices à l'installation d'unités de production d'énergies renouvelables (méthanisation, éolien, photovoltaïque) ;
- un potentiel géothermique des plus intéressants en Ile-de-France (avec des couches présentant des températures supérieures à 70°C) ;
- deux villes nouvelles qui sont moteurs en matière d'expérimentation ;
- des acteurs économiques volontaires (secteurs du bâtiment et de l'énergie en particulier).

Mais la Seine-et-Marne doit également faire face à des **défis** :

- un territoire vaste et très hétérogène, à caractère majoritairement urbain à l'Ouest et rural à l'Est et au Sud ;
- une forte croissance démographique qui conditionne l'aménagement du territoire au regard des besoins de logements et d'équipements ;
- un parc de logements vieillissant : 551 000 logements (en 2009), dont 48% construits avant 1975, avec une importante proportion de logements chauffés au fioul dans l'Est du département ;
- une place de la voiture prédominante dans les modes de transport et une part des ménages multi-motorisés très élevée (44%) ;
- peu de collectivités engagées dans des stratégies énergie-climat.

Source : www.seine-et-marne.fr



Le Plan Climat Énergie définit **7 engagements**, parmi lesquels figurent :

1. **Des déplacements optimisés, voire réduits, et plus « propres » ;**
2. Une consommation raisonnée et une commande publique aux impacts carbone et énergétiques réduits ;
3. Inciter chacun à réduire ses émissions à travers ses actes et ses pratiques professionnelles ;
4. **Promouvoir l'efficacité carbone/énergie par les services rendus et les politiques publiques ;**
5. **Préserver les seine-et-marnais et l'économie locale de la vulnérabilité énergétique**, des risques naturels et sanitaires et préserver les milieux et les ressources ;
6. Mobiliser les acteurs du territoire / les seine-et-marnais pour démultiplier les processus d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique.

Dans le cadre de la rédaction du PLU, les engagements n° 1, 4 et 5 paraissent particulièrement intéressants, car ils concernent davantage les thématiques liés à l'urbanisme, à l'habitat, à la gestion des équipements collectifs, à la planification territoriale et aux stratégies d'aménagement.

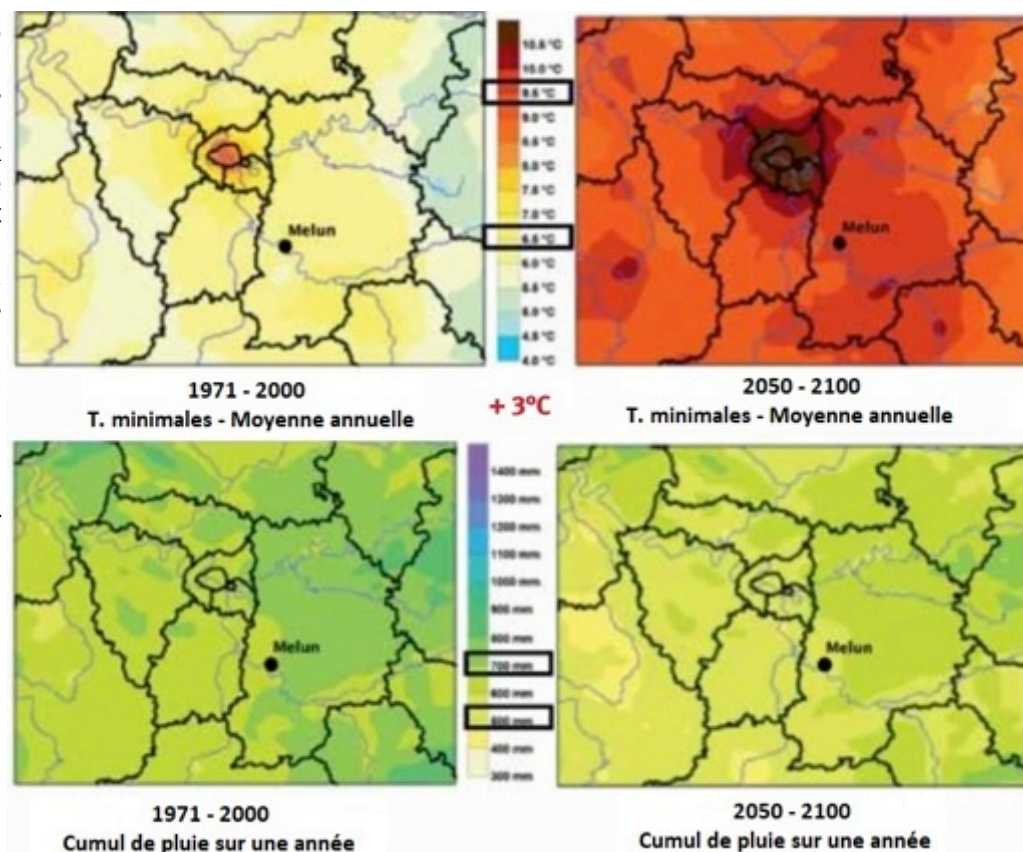
Il s'agit de :

- inciter à la sobriété, l'efficacité et aux énergies renouvelables dans l'habitat ;
- soutenir des politiques d'aménagement et d'urbanisme durables (soutenir la réalisation de quartiers durables,...) ;
- renforcer les politiques environnementales en intégrant les enjeux climatiques et énergétiques (performance énergétique dans le domaine de l'eau, dans la gestion des déchets, encourager une agriculture durable et moins émissive, ...) ;
- réduire l'impact du parc automobile et des usages (favoriser la pratique des modes doux, communiquer et informer sur l'offre de transports collectifs existante,...) ;
- lutter contre la vulnérabilité énergétique des habitants du territoire,
- développer la résilience énergétique du territoire ;
- préserver les milieux naturels, la biodiversité et les ressources non durables.

En outre, des réflexions pourraient être développées également par rapport au potentiel en énergies renouvelables de la Commune.

Source : www.seine-et-marne.fr.

Carte ci-contre : simulation de l'évolution des températures et des précipitations
Source : www.seine-et-marne.fr – Changement climatique en Seine-et-Marne.).



2. Les besoins énergétiques du territoire

Les données annuelles à l'IRIS (Îlot Regroupé pour des Indicateurs Statistiques de l'INSEE) de consommations énergétiques du secteur résidentiel sont le fruit d'une modélisation d'AIRPARIF.

Elles comprennent les consommations d'énergie finale pour une année donnée, pour les maisons et les appartements, pour plusieurs sources d'énergie (chauffage, eau chaude sanitaire) et usages.

En 2012, les habitants de Sainte-Colombe ont consommé 15 200 MWh, pour les besoins liés aux **consommations énergétiques** du secteur résidentiel.

Sont présentées ici les données annuelles communales de l'inventaire d'AIRPARIF des émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2012. Elles prennent en compte les différents secteurs (résidentiel, activités économiques, transports,...).

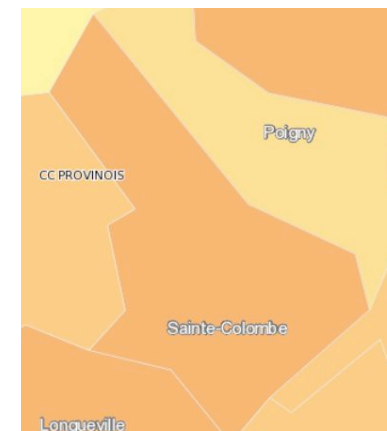
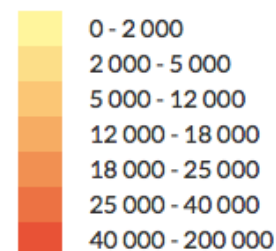
En 2012, la commune a produit environ 3,5 kteq de CO₂ annuelles, en raison de ses **émissions de gaz à effet de serre**. Il est à noter que la plupart des communes de Seine-et-Marne se situent dans la catégorie d'émissions 2-10 kteq de CO₂ ; la Commune présente donc des émissions de GES équivalentes.

La troisième carte représente un état des lieux énergétique au niveau communal pour l'année 2009.

Sainte-Colombe appartient à la classe « E3 », c'est-à-dire à un niveau énergétique compris entre 260 et 290 kWh par m².

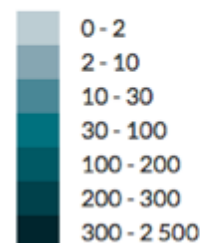
Sources : Portail ENERGIF (sigr.iau-idf.fr/webapps/cartes/rose), AIRPARIF et site du 77.

Consommation en MWh, non corrigé des variations climatiques



Carte : Consommation énergétiques du secteur résidentiel en 2012 par commune – Source : portail ENERGIF.

Émissions de gaz à effet de serre directes (Scope 1) en kteq. CO₂/an



Carte : Emissions de gaz à effet de serre par commune en 2012 – Source : portail ENERGIF.

Etiquette énergie par commune (kWh par m²)



Carte : Etiquette énergie des logements par commune du département de Seine-et-Marne en 2009 – Source : site du 77.

• Analyse des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les graphiques ci-dessous donnent un aperçu du profil énergétique communal (en 2012).

- Le **secteur résidentiel** représente plus des trois-quarts des **consommations énergétiques** du territoire (près de 79 %), suivi par l'**industrie** (environ 12%) et le **secteur tertiaire** (environ 7%). Le secteur de l'agriculture a une part très faible au niveau communal (2,6%), tout comme au niveau départemental (1,9%). Cependant, elle représente près de 12% au niveau des consommations de la CC.

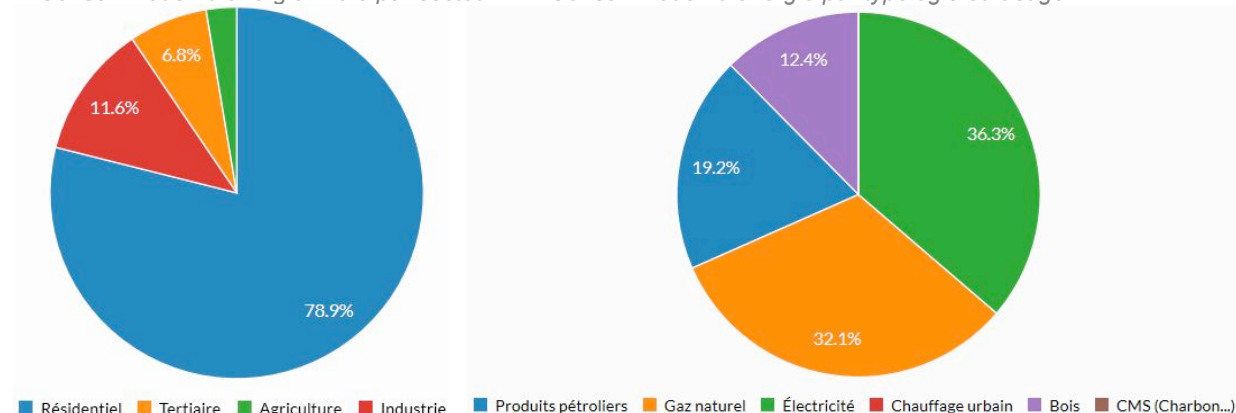
- **L'électricité et le gaz naturel**, représentent, la grande majorité des consommations énergétiques (respectivement 36% et 32%), suivi par les **produits pétroliers et le bois** (respectivement 19% et 12%). Il est à noter qu'au niveau du département et de la région, les consommations en termes de gaz (52% et 45% respectivement) sont majoritaires et beaucoup plus élevées par rapport aux consommations d'électricité (32% et 38% respectivement) et des produits pétroliers (8% et 7% respectivement).

- Par rapport aux **émissions de GES** au niveau communal, une grande majorité de celles-ci (environ 49%), sont dues secteur résidentiel. Le secteur des transports routier, tout comme celui de l'agriculture (respectivement 23% et 17%) jouent également un rôle important. Au niveau du département et de la région, ce sont plutôt les transports routiers qui représentent la part la plus élevée des émissions (29% et 32% respectivement).

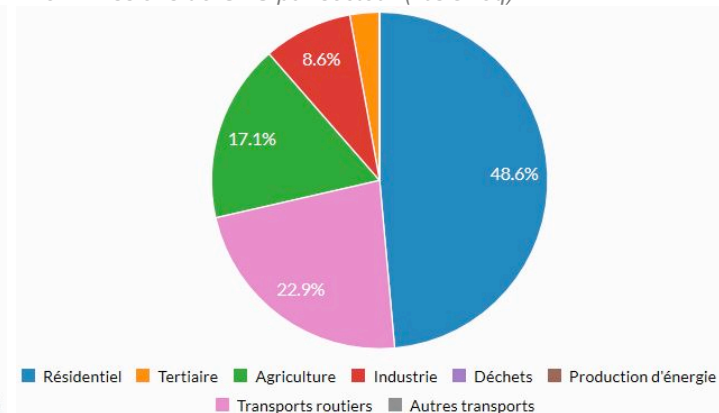
Source : IAU-IdF.

Graphiques ci-dessous (territoire concerné = la commune de Sainte-Colombe – Source : www.sigr.iau-idf.fr).

1. Consommation d'énergie finale par secteur. 2. Consommation d'énergie par typologie ou usage.



3. Emissions de GES par secteur (ktCO2eq).



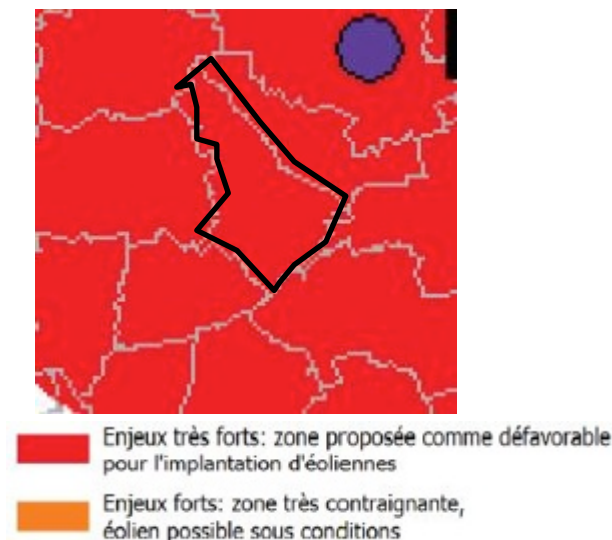
*

*

*

3. Le potentiel lié aux énergies renouvelables et à d'autres énergies alternatives

3.1. Le potentiel lié à l'énergie éolienne



Carte : Synthèse du patrimoine architectural et paysager – Source : SRE Ile-de-France

L'ensemble de la commune présente des enjeux très forts concernant le patrimoine architectural et paysager. La totalité du territoire communal est donc classée dans une zone proposée comme défavorable pour l'implantation d'éoliennes.



Carte : Synthèse des enjeux environnementaux – Source : SRE Ile-de-France.

De secteurs localisés en limite Sud-Ouest du territoire communal présentent des enjeux environnementaux très forts. Ces secteurs sont ainsi localisés dans des zones défavorables pour l'implantation d'éoliennes.



Carte : Synthèse servitudes et contraintes – Source : SRE Ile-de-France.

La moitié Sud de la Commune présente des enjeux moyens concernant les servitudes et autres contraintes. Ces zones présentant des contraintes modérées sont susceptibles d'accueillir des projets éoliens sous conditions.

L'analyse des différents enjeux présents sur le territoire communal indique que la Commune de Sainte-Colombe est classée en zone favorable à fortes contraintes pour l'implantation d'éoliennes.

Sources : SRCAE IDF (www.srcae-idf.fr).

- **Guide de lecture de la carte**

- La carte des zones favorables à l'éolien a été élaborée en agrégeant l'ensembles des enjeux hiérarchisés, paysagers, patrimoniaux, environnementaux et techniques (c.f. Annexe 1 : volet cartographique). C'est à partir de cette carte des zones favorables qu'a été établie la liste des communes localisées tout ou partie en zone favorable conformément au décret n° 2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie.

Avertissement : La réalisation d'une cartographie à l'échelle régionale n'a pas vocation à reprendre les contraintes et servitudes locales. A titre d'exemple on peut citer : les servitudes de protection des monuments historiques (périmètre de 500 m), les contraintes d'exclusion de 500 m autour des zones bâties, les contraintes de rapport d'échelle liées aux vallées secondaires. Si ces éléments ne sont pas reportés, cela ne remet pas en cause leur caractère contraignant.

Zones favorables à l'éolien :

Dans ces zones en violet foncé, l'implantation est possible sous réserve d'études locales. Une grande partie de ces zones ont vocation à accueillir des pôles de densification.

Zones favorables à contraintes modérées :

Ces zones en violet présentent des contraintes modérées, l'implantation des éoliennes est possible sous réserve de la prise en compte des enjeux du secteur.

Zones favorables à contraintes fortes :

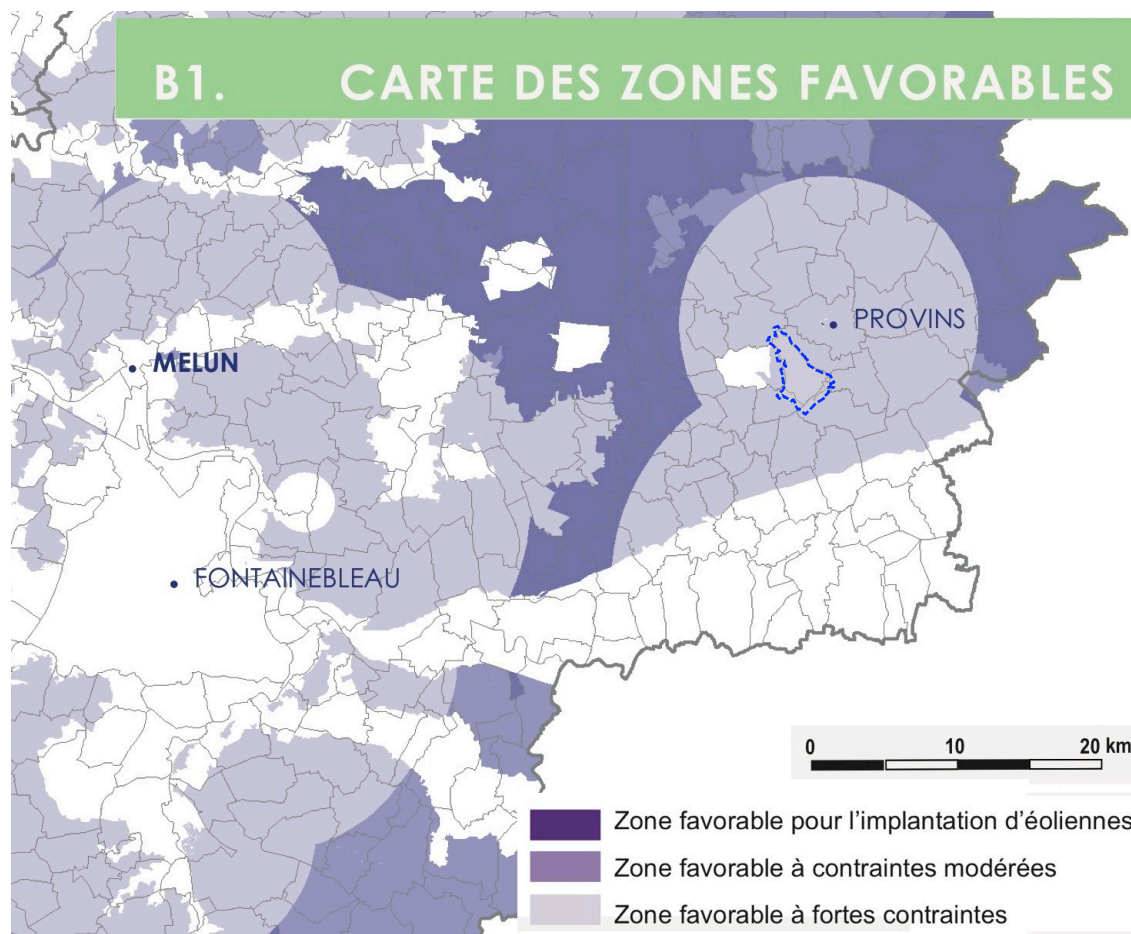
Ces zones en violet clair présentent des contraintes assez fortes, présence d'une ou plusieurs contraintes, où l'implantation est soumise à des études particulières adaptées.

Ces zones ont vocation à accueillir des pôles de structuration, de l'éolien en ponctuation ou à conforter des parcs éoliens existants. Cependant des pôles de densification peuvent être envisagés de façon maîtrisé (étude au cas par cas).

Zones défavorables en raison de contraintes majeures :

Ces zones blanches intègrent au moins une contrainte absolue, elles sont de ce fait défavorables à l'implantation d'éoliennes.

Source : Schéma Régional
Eolien d'Ile-de-France pp 24 & 25

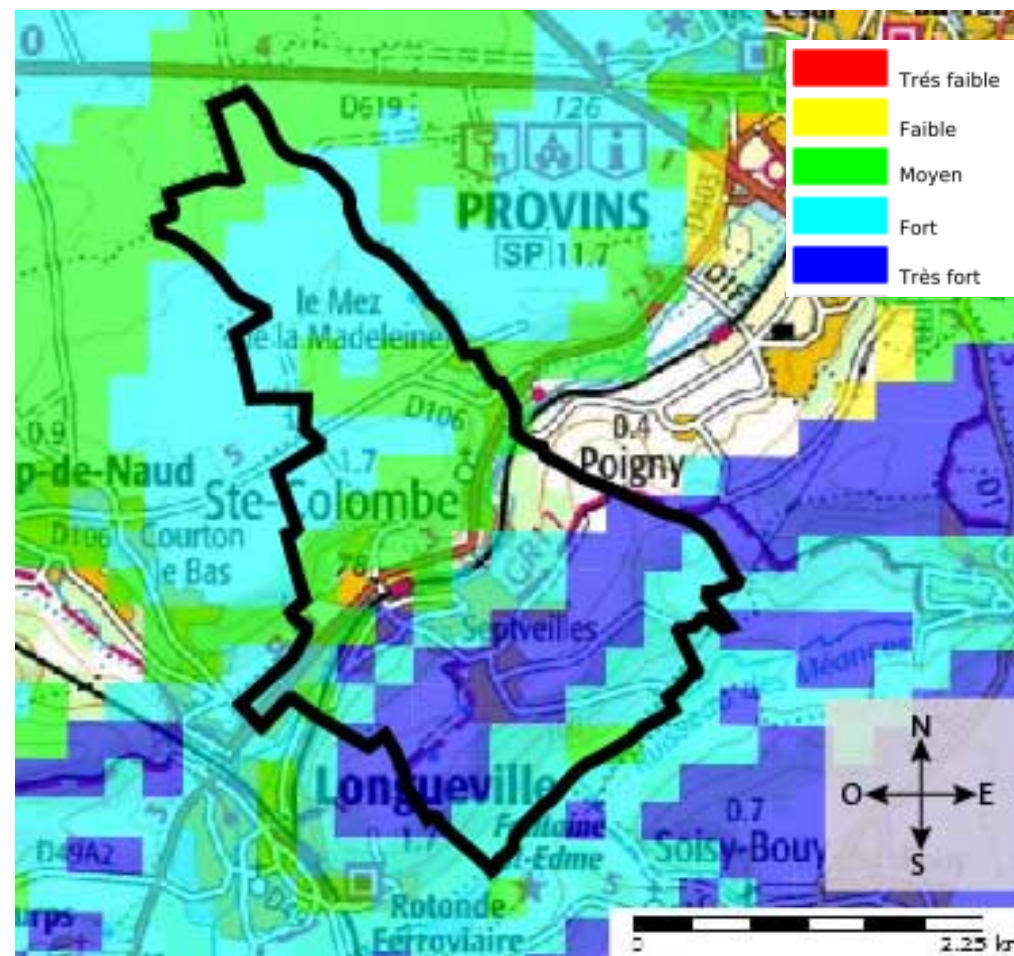


3.2. Le potentiel lié à la géothermie

La majorité du territoire présente un potentiel fort à très fort, en ce qui concerne les caractéristiques géothermiques du meilleur aquifère. Seuls les secteurs Nord et une bande au centre présentent un potentiel moyen.

Il serait donc intéressant d'étudier les possibilités liées à l'exploitation de ce potentiel, notamment lors de la création de nouvelles opérations d'aménagement ou de zones d'activités économiques.

Sources : www.geothermie-perspectives.fr.



Carte ci-contre, en bas : caractéristiques géothermiques du meilleur aquifère – Source : www.geothermie-perspectives.fr.

*

*

3.3. Le potentiel lié aux réseaux de chaleur

Les cartes de l'estimation du **potentiel de développement des réseaux de chaleur** et de la **densité thermique** (2005) en Ile-de-France mettent en évidence quels sont les gisements des consommations accessibles aux réseaux de chaleur.

Ces données permettent d'obtenir les zones d'intérêt ou à fort potentiel pour construire un réseau de chaleur.

Pour rappel, un « réseau de chaleur » est un système *centralisé* de production et de distribution de chaleur.

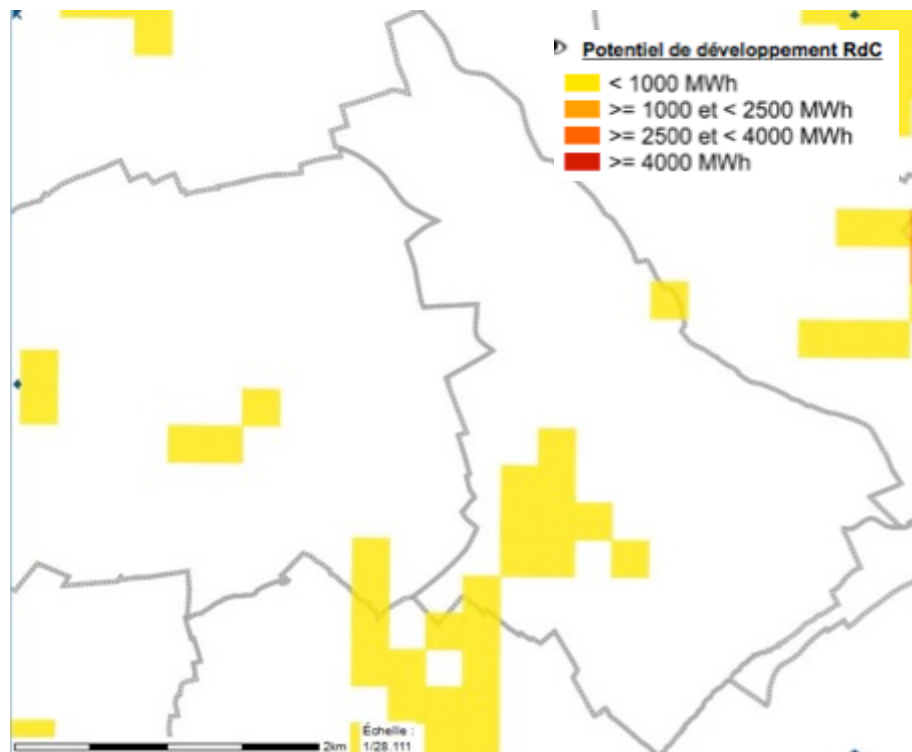
Actuellement, il existe des « Fonds Chaleur » et des dispositifs d'aide au déploiement des réseaux de chaleur et de froid, soutenus par l'Ademe et la Région Ile-de-France. L'objectif est de rendre ces dispositifs compétitifs par rapport aux énergies fossiles, et également de diminuer le coût de la chaleur pour les abonnés.

La Commune présente des enjeux relativement faibles vis-à-vis du potentiel de développement de réseaux de chaleur et d'exploitation des gisements thermiques existants.

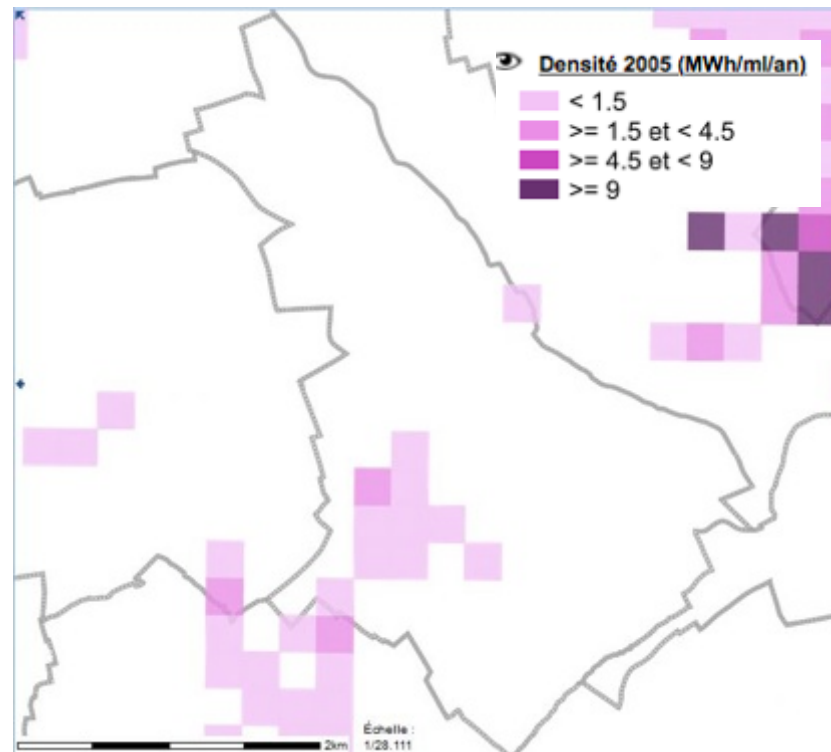
Source : DRIEE Ile-de-France (carmen.developpement-durable.gouv.fr).

Carte : Potentiel de développement des réseaux de chaleur à l'horizon 2030 –

Source : DRIEE Ile-de-France



Carte : Densité thermique – Source : DRIEE Ile-de-France.



G - Contraintes physiques et réglementaires

1. Contraintes liées aux risques naturels

1.1. L'aléa retrait/gonflement des argiles

Le risque retrait-gonflement des argiles est présent à Sainte-Colombe (moyen à fort) et concerne principalement les coteaux de la vallée de la Voulzie et la vallée du ruisseau des Méances.

1.2. Les catastrophes naturelles

Sainte-Colombe appartient au zonage 1, par rapport au risque de séisme (risque faible). La commune est concernée par un risque d'inondation aux abords de la Voulzie (diffusion du 26/06/2004).

Plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle ont été publiés suites aux :

- **inondations, coulées de boue et mouvements de terrains** ayant eu lieu en 1999 ;
- **inondations et coulées de boue** ayant eu lieu en 1983 et 1986.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le J.O. du
Inondations et coulées de boue	08/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
Inondations et coulées de boue	17/06/1986	17/06/1986	25/08/1986	06/09/1986
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Source : www.communes.com/ile-de-france/seine-et-marne/sainte-colombe_77650.

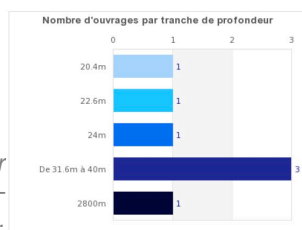
2. Contraintes diverses

2.1. Captages d'eau potable et d'autres points d'eau

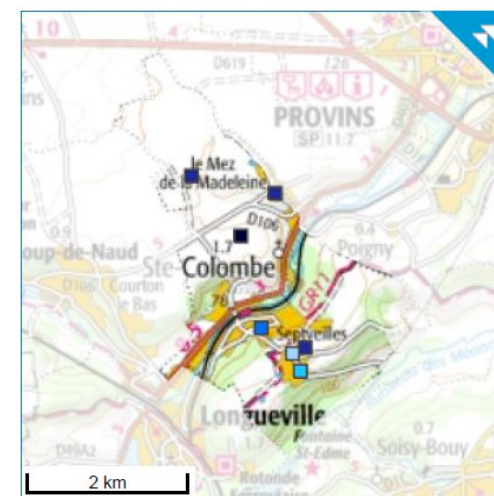
Tous les points d'eau référencés sur le territoire communal (forages, piézomètres, puits, sources...) sont listés dans le tableau reporté ci-dessous. Ces données sont issues de la base de données BSS Eau du BRGM dans laquelle chaque ouvrage dispose d'un identifiant national : le code BSS (Banque de données du Sous-Sol). L'inventaire des points d'eau n'est pas nécessairement exhaustif.

Sources : base de données BSS Eau du BRGM.

Graphique et carte : Points d'eau référencés sur le territoire communal et leur localisation –
Source : base de données BSS Eau du BRGM.



Code BSS	Lieu dit	Nature	Profondeur
02601X0012/S1	FONTAINE DES VARAILLES	Source	0 m
02601X0199/P			0 m
02601X0053/P1	SEPTVEILLES LE HAUT	Puits	20.4 m
02601X0054/P1	SEPTVEILLES LE HAUT	Puits	22.6 m
02601X0056/S1	LES CHAMPS DE SEPVEILLES LE BAS	Forage	24 m
02601X0050/P1	LE MEZ DE LA MADELEINE	Puits	31.6 m
02601X0138/P29		Forage	35 m
02601X0057/S1	TRAVANCE N2	Forage	40 m
02601X0133/STCV1	SAINTE COLOMBE VOULZIE 1	Forage	2800 m



2.2. Les cavités souterraines

La Commune est concernée par trois cavités souterraines de type carrières.

Sources : Rapport de Présentation de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

2.3. Les ressources du sol

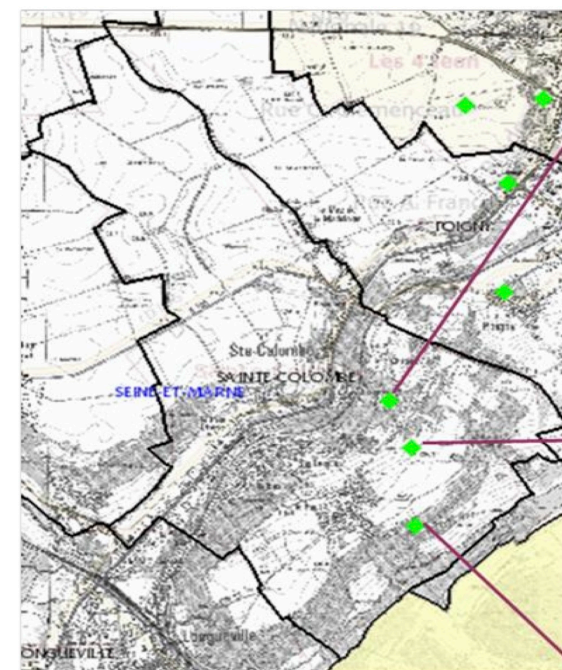
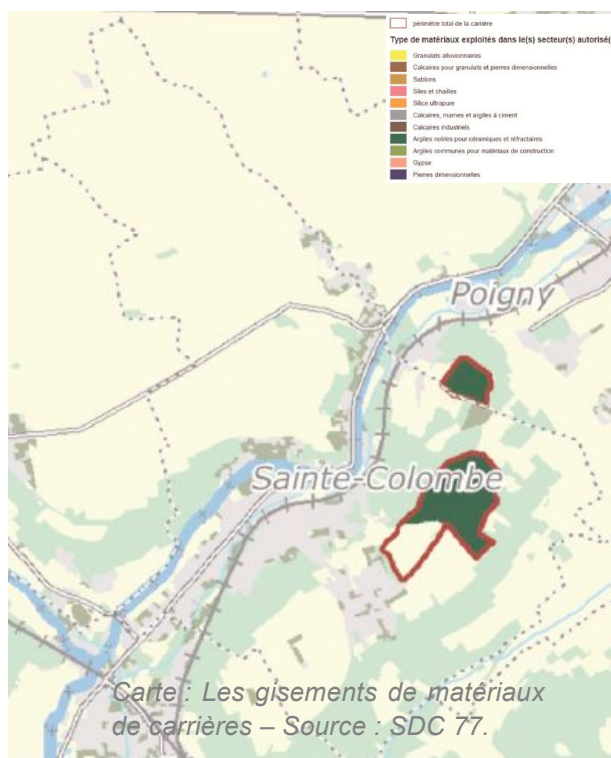
• Les carrières

La commune est concernée par la présence d'une carrière qui vient de procéder à son agrandissement. Il s'agit d'une carrière d'argile. Il existe également trois sites d'anciennes carrières.

Le Schéma Départemental des carrières, approuvé par arrêté préfectoral du 7 mai 2014, a notamment pour objectif une gestion économe et rationnelle des matériaux. Les risques majeurs de l'impact des carrières sur l'environnement sont les suivants :

- la sensibilité paysagère (ancienne carrière non remise en état avec présence de trous d'eau, visibilité des routes sur les carrières, etc...) ;
- l'écologie (destruction de milieux sensibles, impacts négatifs sur les zones de frayères, morcellement de prairies, de bois, etc...) ;
- l'alimentation en eau potable (risque d'atteinte aux captages d'eau potable) ;
- la qualité de la nappe (risque de disparition des sables alluvionnaires servant de filtre dont la conséquence est la préservation de la qualité de l'eau).

Source : Schéma Départemental des Carrières de Seine-et-Marne.

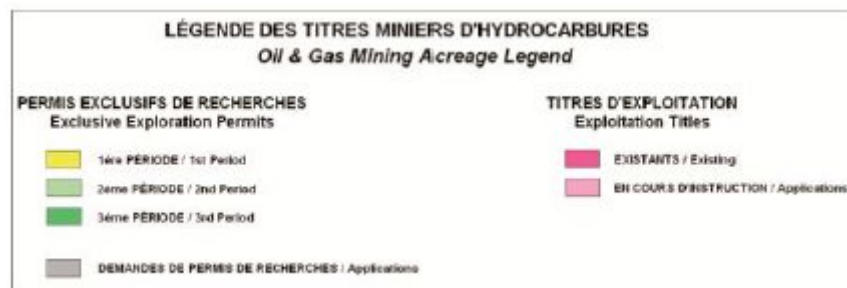


La commune est concernée par trois cavités souterraines de type carrière qui devront être prise en compte lors de l'élaboration du PLU

• Les exploitations des mines d'hydrocarbures

La commune de Sainte Colombe est concernée par :

- le périmètre du permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux de "Saint-Just-en-Brie" accordé à Vermillon REP jusqu'au 6 juillet 2013 et qui fait actuellement l'objet d'une demande de prolongation ;
- le périmètre de la concession d'hydrocarbures liquides ou gazeux de "Vulaines" accordé à Vermillon REP jusqu'au 5 novembre 2032.



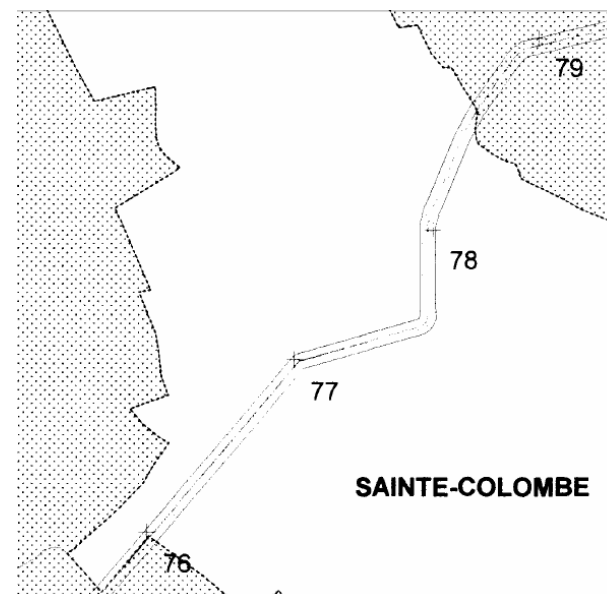
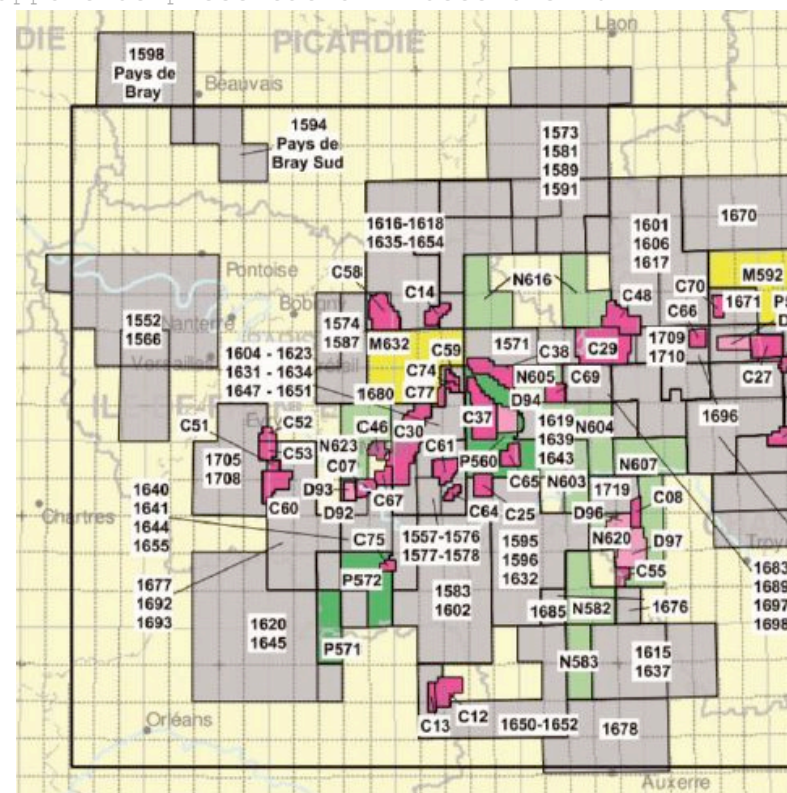
Sources : Rapport de Présentation de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.

2.4. Bruit aux abords des infrastructures

Saint Colombe est concernée par une infrastructure entraînant des nuisances sonores. Cet axe susceptible de générer des nuisances sonores a été recensé et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral DAI 1 CV 019 en date du 15 février 1999 relatif au classement des infrastructures terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

L'axe suivant a été classé: la RD 403 en catégorie 4. La largeur des secteurs affectés par le bruit a été fixée à trente mètres de part et d'autre de la voie à compter de son axe central. Avec moins de 50 trains par jour, la voie Paris Provins n'est concernée par aucun classement.

Sources : Rapport de Présentation de Sainte-Colombe, approuvé le 22 mars 2016.



H - SYNTHÈSE ET ORIENTATIONS

- Le diagnostic a permis de mettre en avant certains enjeux du territoire.

Les éléments les plus importants sont rappelés ci-après, et synthétisés selon les thématiques qui seront traitées dans le PADD.

1. L'aménagement de l'espace

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Attractivité	<ul style="list-style-type: none"> Une localisation attractive, liée à la relative proximité de Provins (à 6 km). Une bonne desserte routière, grâce à la présence d'un grand axe (la RD 403), mais également à la proximité de l'autoroute A4. Une desserte en transport en commun performante, en raison de la présence de la gare SNCF. Une richesse du site naturel (des massifs boisés) et du patrimoine agricole, qui caractérisent ce territoire situé à la frontière entre les villes nouvelles et la campagne. Un site construit aux qualités remarquables en raison des caractéristiques architecturales du bâti ancien, de la morphologie du tissu urbain, et de la présence d'éléments du patrimoine historique et culturel. La municipalité s'efforce de conserver une vie commerciale et économique pour préserver le dynamisme de la ville. La présence d'une infrastructure numérique satisfaisante (haut débit) constitue un atout du territoire. 	→ Préserver et mettre en valeur les richesses et les atouts de la commune (accessibilité, site naturel, agricole et bâti), afin garantir un bon cadre de vie pour les habitants actuels et futurs.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> Des secteurs urbanisés sont soumis au risque de retrait-gonflement des argiles (Bourg). Le territoire, et particulièrement toute la partie nord du bourg, est soumis à un risque fort des remontées de nappes. Au sein du territoire communal, plusieurs sites industriels susceptibles d'engendrer des pollutions des sols ont été répertoriés dans la base « BASIAS ». 	→ Tenir en compte des contraintes (risques naturels) dans l'aménagement du territoire, afin de composer avec l'existant.

*

*

*

2. Les équipements

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Desserte en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • L'exploitation du réseau d'eau potable est assurée en régie par la Communauté de Communes du Provinois. • La qualité de l'eau est conforme aux réglementations, l'état du réseau de distribution est qualifié de bon. 	<p>→ Il est indispensable de s'assurer de l'adéquation du réseau d'eau potable et d'assainissement, par rapport aux besoins actuels futurs prévisibles.</p>
Assainissement de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • La quasi-totalité du territoire est en assainissement collectif, de type séparatif. • Présence d'une STEP, d'une capacité de 4 000 EH, pour Longueville et Sainte-Colombe. • L'assainissement individuel ne concerne que quelques familles. 	<p>→ Des réflexions en ce sens devront être faites, pour toutes les zones à urbaniser.</p>
Collecte des déchets	<ul style="list-style-type: none"> • La collecte et le traitement des déchets sont assurés par le SMETOM-GEEODE. 	<p>→ Les services sont suffisants par rapport aux besoins actuels et futurs (horizon 2030).</p>
Équipements scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'une école maternelle et élémentaire. • Présence d'une cantine scolaire et d'une garderie/étude. • Pour l'enseignement secondaire, les élèves vont à Provins (principalement). 	<p>→ Les équipements scolaires sont suffisants. Des évolutions seront éventuellement à prévoir, en fonction de la politique de l'habitat.</p>
Équipements divers	<ul style="list-style-type: none"> • Un « taux d'équipement » relativement faible, poussant les habitants à se rabattre vers les communes voisines. • Quelques associations dynamiques sur le territoire. 	<p>→ L'enjeu sera de maintenir voire renforcer les équipements existants, afin d'offrir aux habitants un cadre de vie attractif.</p> <p>→ Un développement des équipements dédiés au tourisme pourrait s'envisager dans le futur.</p>

*

*

*

3. L'urbanisme et le paysage

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Site bâti	<ul style="list-style-type: none"> • Une commune principalement caractérisée par le logement individuel. • Un tissu construit caractérisé par un bâti ancien (maisons rurales, anciennes fermes) bien préservé dans le noyau historique du bourg et les hameaux. • De l'habitat individuel récent dans les périphéries (maisons individuelles sous forme de pavillons). 	<p>→ Maîtriser l'évolution des paysages, en préservant la forme caractéristique de la ville.</p> <p>→ Valoriser le site construit du point de vue paysager : préservé le bâti ancien et bien intégrer le bâti récent.</p>
Le paysage des entrées de village	<ul style="list-style-type: none"> • Des entrées de ville peu mises en valeur et parfois peu lisibles (en dehors de la signalisation routière). • Une trame verte « urbaine » qui accompagne certaines entrées. 	<p>→ Améliorer la qualité urbaine et paysagère de certaines entrées de ville (notamment en travaillant sur l'intégration des bâtis récents dans le milieu rural traditionnel).</p> <p>→ Préserver les éléments paysager s'intégrant dans la trame bâtie.</p>
Architecture	<ul style="list-style-type: none"> • Des éléments remarquables du patrimoine : l'église, les anciennes fermes, ... • Des exemples d'architecture traditionnelle, ayant des caractéristiques architecturales récurrentes. • Des maisons récentes avec des formes architecturales en rupture avec le style traditionnel, une variété de matériaux, couleurs, clôtures,... 	<p>→ Ne pas compromettre, par une urbanisation mal organisée, ce qui représente la spécificité et la richesse même de Sainte-Colombe, à savoir la qualité des types architecturaux et la morphologie bâtie des constructions anciennes.</p> <p>→ Travailler l'intégration architecturale des bâtis récents et définir des règlements de qualité pour les nouveaux bâtis.</p>

*

*

*

4. La protection des espaces naturels ainsi que des continuités écologiques

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Sites naturels	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité avec une zone Natura 2000 (ru du Dragon). • Présence d'une ZNIEFF de type 1 (anciennes tourbières du ru des Méances). 	<p>→ Protéger les espaces naturels, et favoriser le maintien et le développement de la biodiversité du territoire, afin de créer un véritable patrimoine écologique et paysager.</p> <p>→ Réfléchir à la mise en valeur et accessibilité des quelques espaces naturels (cheminements doux,...), tout en préservant leur caractère naturel.</p>
Trame verte	<ul style="list-style-type: none"> • Une « trame verte », représentée par : <ul style="list-style-type: none"> - des espaces boisés ; - des plantations isolées (bosquets, alignements...) ; - des prairies ; - des bandes herbeuses ; - des espaces verts urbains. 	<p>→ Conforter la trame verte, en limitant le fractionnement des habitats, en préservant les réservoirs et les corridors écologiques (les massifs boisés, les langues boisées, les bosquets,...).</p> <p>→ En milieu urbain, favoriser dans les espaces privés la plantation de haies plurispécifiques, d'arbres et d'arbustes locaux et dans les espaces publics par la réalisation d'espaces verts de qualité présentant des strates végétales herbacées, arbustives et arborées et par une gestion différenciée « réfléchie » de ces espaces.</p> <p>→ Valoriser la trame verte sur l'ensemble du territoire par les cheminements doux.</p> <p>→ La richesse du milieu agricole est aussi un facteur à prendre en compte (favoriser une agriculture diversifiée et raisonnée,...).</p>
Trame bleue	<ul style="list-style-type: none"> • Une « trame bleue » représentée par : <ul style="list-style-type: none"> - la Voulzie ; - le ru des Méances ; - des zones humides. 	<p>→ Il est important de protéger les zones humides et les cours d'eau, pour leurs fonctions écologiques. Notamment, il est possible d'agir en réhabilitant les annexes hydrauliques (bras morts, marais), en réduisant l'artificialisation des berges, en atténuant l'impact des ouvrages routiers sur le déplacement des espèces...</p>

*

*

*

5. Les risques

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> • La Commune présente un enjeu moyen à élevé, par rapport aux risques de retrait/gonflement des argiles. • L'ensemble des zones urbanisées de la commune est soumis à un risque très fort d'inondation lié aux remontées de nappes, à l'exception du hameau de Sepveilles-le-Haut, où le risque est faible. • Sainte-Colombe présente un risque de séisme faible. • Des inondations, coulées de boue et mouvements de terrain ont eu lieu entre 1983 et 1999. 	→ La Commune présente des enjeux relativement forts vis-à-vis des risques naturels .
Risques technologiques	<ul style="list-style-type: none"> • Huit sites potentiellement pollués sont répertoriés dans la base « BASIAS ». 	→ Le territoire communal est soumis à quelques risques technologiques .
Qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> • La Commune n'est pas localisée dans la zone sensible au regard de la qualité de l'air. 	→ Pas d'enjeux significatifs.
Autres contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Une carrière d'argile est en cours d'exploitation dans la Commune. • La commune est concernée par trois cavités souterraines. • Sainte-Colombe est concernée par deux périmètres d'exploitation d'hydrocarbures. • La RD 403 est classée au titre des infrastructures entraînant des nuisances sonores. • La Commune est traversée par une canalisation d'eau potable (servitude). 	→ Toutes les autres contraintes affectant le territoire communal sont à prendre en compte dans le cadre du PLU (servitudes, règlement, plan de zonage,...).

*

*

*

6. La démographie et l'habitat

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Population	<ul style="list-style-type: none"> • Une population de 1814 habitants (2013), dont la croissance augmente depuis 1965, avec un solde migratoire positif et en augmentation. • Un <i>desserrement des ménages</i> marqué : la taille moyenne des ménages en 2013 est égale à 2,59 occupants par résidence principale. 	→ L'enjeu sera de maintenir un bon équilibre démographique , à travers des opérations d'urbanisme conçues pour attirer des ménages actifs et favoriser les parcours résidentiels.
Logements	<ul style="list-style-type: none"> • Un nombre de résidences principales qui n'a pas toujours évolué proportionnellement au nombre d'habitants. • Une augmentation du parc des résidences principales et une diminution de la part des résidences secondaires. • Une « réserve de capacité » comptant (2013) : 41 logements vacants et 28 résidences secondaires (dont le nombre a la tendance à diminuer). On constate toutefois 51 logements vacants en 2019. 	<p>→ L'offre de logement future pourra être en partie étoffée via la reconversion des résidences secondaires et logements vacants.</p> <p>→ Cela permettra de préserver le patrimoine bâti et accueillir une population sans consommation de foncier.</p>
Caractéristiques du parc des logements	<ul style="list-style-type: none"> • Une prédominance des maisons individuelles et une offre faible de logements collectifs. • Une offre locative faible (102 logements, c'est-à-dire 15 % du parc en 2013), qui cependant a augmenté au cours du temps. • Une diversité dans la taille des logements insuffisante pour favoriser un équilibre démographique à long terme : une prédominance d'habitations de grande taille et une sous-représentation des logements de 1 à 3 pièces (18%). 	→ Il conviendra de renforcer les équilibres dans la composition des opérations futures, en termes de diversité de l'habitat . Ceci conditionne en effet à long terme, pour partie, la composition de la population.

*

*

*

7. Les transports et les déplacements

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Mobilité	<ul style="list-style-type: none"> Le caractère résidentiel de la commune et le nombre insuffisant d'emplois, contraignent les habitants à se déplacer, en générant des besoins de mobilité. 	→ L'enjeu est de réduire les besoins de mobilité et offrir des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle, mais également adaptés au territoire.
Desserte routière et stationnement	<ul style="list-style-type: none"> Deux axes structurants (RD 403 et RD 106), dont un traversant le bourg de Sainte-Colombe, permettent de gagner rapidement les infrastructures du réseau de transport national ... Une problématique liée au stationnement riverain dans certains secteurs. 	→ La problématique du stationnement est un enjeu à prendre en compte dans les futurs choix d'aménagement.
Transport en commun et alternatifs	<ul style="list-style-type: none"> Présence d'une gare sur le territoire communal, desservie par la ligne P du réseau Transilien. Une desserte locale en transports en commun assez réduite, limitée à trois lignes qui permettent de rejoindre Provins et Montereau-Fault-Yonne. Aucune station de covoiturage d'intérêt départemental n'est identifiée dans le Schéma du 77. Cependant une station est localisée dans la Commune voisine. 	→ L'amélioration de la desserte locale en transports en commun (ou en transports alternatifs) pourra contribuer à diminuer la part des déplacements en voiture, notamment en rabattement vers la gare.
Circulations douces	<ul style="list-style-type: none"> Absence de pistes cyclables dans le territoire communal. Deux itinéraires inscrits dans le SDIC du 77. Plusieurs kilomètres d'itinéraire de randonnée inscrit dans le PDIPR du 77. 	→ Possibilité d'améliorer les aménagements en faveur des piétons et des vélos pouvant favoriser le développement économique et touristique local ainsi que les déplacements des habitants au sein du village.

*

*

*

8. Le développement des communications numériques

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Communications numériques	<ul style="list-style-type: none"> La Commune dispose du haut débit à très haut débit selon la localisation dans le village. 	→ Le déploiement de la fibre optique est effectif depuis 2020.

9. Les réseaux d'énergie

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Potentiel énergétique	<ul style="list-style-type: none"> Sainte-Colombe est caractérisée par un besoin énergétique et des émissions de polluants dans la moyenne (par rapport au Département). Le secteur résidentiel représente environ 79 % des consommations énergétiques du territoire, suivi par l'industrie (12%) et le secteur tertiaire (7%). L'électricité et le gaz naturel représentent, respectivement, 36% et 32% des consommations énergétiques ; suivis par les produits pétroliers (19%). La plupart des émissions de GES communales (49%), sont dues au secteur résidentiel. Le secteur des transports routiers, tout comme l'agriculture (23% et 17%) jouent également un rôle important. La Commune présente un potentiel moyen à très fort, en ce qui concerne les caractéristiques géothermiques du meilleur aquifère. L'ensemble du territoire communal est situé dans une zone favorable à fortes contraintes pour l'implantation d'éoliennes. D'après la cartographie de la DRIEE IDF, le potentiel de développement de réseaux de chaleur est faible dans la commune. 	<p>→ La possibilité d'utiliser davantage des sources d'énergie renouvelables peut être explorée.</p> <p>→ Des réflexions quant aux performances énergétiques des bâtiments pourront également être menées, notamment dans le cas de nouvelles opérations.</p>

10. Le développement économique, commercial et les loisirs

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Population active	<ul style="list-style-type: none"> • Un territoire à vocation résidentielle avec un faible taux d'emploi. • La croissance du nombre d'actifs se stabilise depuis 2008. • Une population active occupant en majorité un emploi à l'extérieur de la commune, et des migrations alternantes qui s'accroissent. 	<p>→ Un enjeu sera de maintenir la population active.</p> <p>→ D'autre part, afin de ne pas compromettre l'équilibre en termes de taux d'emploi, il conviendra d'accompagner l'urbanisation d'un effort en matière de développement économique local (artisanat, commerces, tourisme).</p>
Tissu économique	<ul style="list-style-type: none"> • 73 établissements actifs, soit 131 postes d'emploi en 2013. • Une « économie résidentielle » basée surtout sur les commerces, transports et services privés (66% des établissements actifs en 2013), mais également sur l'industrie (11% des établissements actifs en 2013) et la construction (10% des établissements actifs en 2013). • Une économie locale portée par des entrepreneurs indépendants ou des unités de petite taille. 	<p>→ Il conviendra de favoriser l'implantation d'artisans et auto-entrepreneurs, socle de l'économie locale.</p> <p>→ Afin d'éviter d'éventuelles nuisances pouvant affecter le tissu résidentiel de la Commune, des réflexions seront menées sur la typologie d'activités économiques à développer.</p>
Loisirs et tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • Un nombre insuffisant d'équipements dédiés aux loisirs et au tourisme • Rabattement des habitants vers les communes voisines. 	<p>→ Possibilité d'améliorer l'attractivité touristique de la commune, tout en valorisant l'identité et le potentiel des lieux.</p>
Commerces	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs commerces de proximité sont présents dans la commune. 	<p>→ L'enjeu sera de conforter les commerces existants, notamment dans le cœur de l'agglomération, afin de maintenir un centre-ville animé et actif.</p>

*

*

*

11. La modération de la consommation de l'espace et la lutte contre l'étalement urbain

Thème	Synthèse du diagnostic	Enjeux identifiés
Espaces agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • 446 ha d'espaces agricoles (55 %) et 195 ha d'espaces forestiers (24 %). • Les espaces urbanisés (119 ha) représentent 15 % de l'espace communal. • Depuis 1850, une forte expansion des surfaces urbanisées. La plupart des opérations ont eu lieu aux extrémités du périmètre construit et ont contribué à étaler la forme du village. 	<p>→ Préserver les espaces agricoles de la commune, éviter l'étalement urbain et favoriser les opérations à l'intérieur du tissu bâti.</p> <p>→ Encourager la densité du tissu déjà bâti tout en veillant à la bonne réussite de ces opérations du point de vue paysager, architectural et fonctionnel (accès, stationnement, assainissement,...).</p> <p>→ Limiter la fragmentation des espaces cultivés et en garantir la continuité, atout écologique et paysager du territoire.</p>
Les orientations du SDRIF	<ul style="list-style-type: none"> • Environ 109,2 ha de superficie urbanisée (2012). • L'extension maximale autorisée à l'horizon 2030 est de : + 10%, c'est-à-dire + 10,9 ha (au titre des « 5% » des pôles de centralité et des secteurs de développement à proximité des gares), • Une densité humaine d'environ 18,4 (habitants et emplois à l'hectare) en 2013 : à l'horizon 2030 l'objectif de densification du SDRIF prévoit d'atteindre une densité d'environ 21,1 (c'est-à-dire + 2,7 environ) habitants et emplois à l'hectare. • Une densité d'habitat de 8,1 logements par ha de surface d'habitat en 2012 : à l'horizon 2030 l'objectif de densification du SDRIF prévoit d'atteindre une densité d'environ 9,3 (c'est-à-dire + 1,2) logements à l'hectare d'habitat. 	<p>→ Réfléchir à la possibilité de réhabilitation des « réserves de capacité » du tissu bâti, et maîtriser les extensions urbaines.</p> <p>→ Encourager la densité du tissu déjà bâti tout en veillant à la bonne réussite de ces opérations du point de vue paysager, architectural et fonctionnel (accès, stationnement, assainissement,...).</p> <p>→ Autoriser les extensions dans le cadre de projets stratégiques pour la commune.</p>

*

*

*